

MIGRATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE (MIDA)



# L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ



OIM Organisation internationale pour les migrations

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas les positions de l'Union Européenne (UE) ou de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les appellations utilisées et la présentation des données dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'opinion de la part de l'UE ou de l'OIM concernant des faits tels que statut légal, pays, territoire, ville ou zone particulière, ou à propos de leurs autorités, ou de leurs frontières ou confins.

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration, et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Editeur :            Organisation internationale pour les migrations  
                         17 route des Morillons  
                         1211 Genève 19  
                         Suisse  
                         Tél : + 41 22 717 91 11  
                         Télécopie : +41 22 798 61 50  
                         Courrier électronique : [hq@iom.int](mailto:hq@iom.int)  
Internet :           <http://www.iom.int>

---

ISBN 978-92-9068-583-8

© 2010 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

---

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite et préalable de l'éditeur.

# L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Application du concept de Migrations pour  
le développement à d'autres régions



---

OIM Organisation internationale pour les migrations



Parents mobilisés pour faire connaître Ghanacoop, une coopérative de migrants ghanéens à Modène (Italie), créée grâce au programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA) de l'OIM.

## Equipe de l'OIM et remerciements

Comité de rédaction	Maureen Achieng, Gervais Appave, Christophe Franzetti, Jean-Philippe Chauzy, Frank Laczko, Ndioro Ndiaye, Sophie Nonnenmacher, Meera Sethi, Paul Tacon, Elizabeth Warn
Auteurs principaux	Susanne Melde, Rougui Ndiaye-Coïc
Auteurs collaborateurs	Maureen Achieng, Mira Brady, Jean-Philippe Chauzy, Birgit Kopainsy (Millennium Institute/University of Bergen), Ndioro Ndiaye, Sophie Nonnenmacher, Matteo Pedercini (Millennium Institute), Meera Sethi, Paul Tacon, Elizabeth Warn
Assistantes de publication	Anna Lyn Constantino, Valerie Hagger

## Remerciements

L'équipe remercie tous les auteurs, et plus particulièrement Ndioro Ndiaye, ancien Directeur général adjoint, pour son travail et ses encouragements.

L'équipe remercie en outre les membres du Comité de rédaction pour leurs conseils et leur soutien.

Ses remerciements vont également aux personnes énumérées ci-après, membres du personnel de l'OIM pour la plupart, dont l'aide et le soutien ont été précieux :

Eugenio Ambrosi, Carmen Andreu, Tana Anglana, Géraldine Ansart, David Appiah, Bruk Asmellash, Anna Basten, Diego Beltrand, Agnès Bernaud, Marta Bronzin, Audrey Carquillat, Anita Alero Davies, Tanja Dedovic, Hans Eijkhout, Barbara Fridel, Carolina Frisenette-Fich, Monica Goracci, Bernd Hemingway, Françoise Kazayizenga, Tamara Keating, Michele Klein-Solomon, Eugène Kandekwe, Charles Kwenin, Sylvia Lopez-Ekra, Mathieu Luciano, Pasquale Lupoli, Mario Lito Malanca, Blandine Mollard, Davide Mosca, Pilar Norza, José Ángel Oropeza, Robert Paiva, Elisa Piraccini, José Pires, Juan Daniel Reyes, Redouane Saadi, Peter Schatzer, Rafiq Tschannen, Joost Van der Aalst, Abibatou Wane, Ralph Welcker, Fabienne Witt et Jian Zhao.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Les suggestions et informations des experts externes suivants ont aussi été très précieuses :

Hans Herren (Millennium Institute), Birgit Kopainsy (Millennium Institute/Université de Bergen), Matteo Pedercini (Millennium Institute), Irena Omelaniuk, Marion Panizzon (National Center of Competence in Research – NCCR trade regulation, World Trade Institute-WTI).

L'équipe est particulièrement reconnaissante au gouvernement du Portugal d'avoir permis la traduction de cet ouvrage en portugais.

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements .....	3
Acronymes et abréviations .....	7
Preface .....	9
Introduction .....	11
<b>Chapitre I : Accroître la contribution des diasporas et des migrants au développement : évolution du concept et contexte .....</b>	<b>19</b>
I.1 Evolution des programmes de retour de nationaux qualifiés (RQN) .....	21
I.2 Naissance du concept du MIDA .....	27
I.3 Contextes régionaux actuels de migration et développement et priorités .....	29
I.4 Etendre l'approche MIDA au-delà de l'Afrique .....	34
<b>Chapitre II : Approches stratégiques et principales phases du MIDA et de programmes similaires .....</b>	<b>47</b>
II.1 Principales approches stratégiques .....	47
II.2 Phase 1 : Evaluer et mettre en relation les besoins, les ressources, les priorités et les attentes de toutes les parties prenantes .....	53
II.3 Phase 2 : Activités visant à mobiliser les ressources et à établir la confiance .....	60
II.4 Phase 3 : Consolidation de l'intérêt .....	66
<b>Chapitre III : Suivi et évaluation .....</b>	<b>77</b>
III.1 Conditions d'un suivi et d'une évaluation efficaces .....	77
III.2 Nécessité de disposer d'indicateurs d'impact .....	81
<b>Chapitre IV : Nouvelles orientations dans le domaine des migrations pour le développement .....</b>	<b>89</b>
IV.1 Mobilité de la main-d'œuvre .....	90
IV.2 Initiatives du secteur privé .....	96



## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

IV.3 Diasporas et consolidation de la paix .....	97
IV.4 Migration et enseignement supérieur .....	100
IV.5 Coopération Sud-Sud .....	102
<b>Chapitre V : Intégrer la migration dans les plans nationaux et régionaux de développement et de réduction de la pauvreté .....</b>	<b>115</b>
V.1 Chances et défis .....	116
V.2 Pour aller de l'avant : les étapes du succès .....	121
V.3 Analyse fondée sur un modèle : scénarios de migration et développement exploratoires au Cap-Vert .....	125
V.3.1 Modèle d'analyse du couple Migration et développement .....	127
V.3.2 Analyse de scénarios exploratoires .....	128
<b>Chapitre VI : Observations et recommandations .....</b>	<b>141</b>
VI.1 Principales conclusions .....	142
VI.2 Recommandations à l'intention des décideurs et des praticiens .....	144
<b>Annexe .....</b>	<b>147</b>
Annexe I: Sénégal : stratégie de réduction de la pauvreté et diaspora .....	147
Annexe II : Liste annotée de projets MIDA et autres projets similaires de l'OIM mis en œuvre depuis 2000 .....	151



# ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté économique européenne
CeSPI	Centro Studi di Politica Internazionale
CIM	Comité intergouvernemental pour les migrations (ultérieurement OIM)
CIME	Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) (ultérieurement CIM et à présent OIM)
CMMI	Commission mondiale sur les migrations internationales
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPLP	Comunidade dos Países da Língua Portuguesa (Communauté des pays lusophones)
CRG	Crédit rural de Guinée
DfID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
DGCD	Direction générale de la coopération au développement
DIAS de Cabo Verde	DIASpora pour le développement du Cap-Vert
D-MADE	Foire du Développement pour la Diaspora Africaine en Europe
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FMMD	Forum mondial sur la migration et le développement
GMG	Groupe mondial sur la migration
MERCOSUR	Mercado Común del Cono Sur (Marché commun du Sud)
MIDA	Migrations pour le développement en Afrique
MIDEth	Migrations pour le développement en Ethiopie
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PCR	Processus consultatif régional
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POEA	Administration philippine pour l'emploi outre-mer
QUESTS	Qualified Expatriate Somali Technical Support (Appui technique à la Somalie par des expatriés qualifiés)
RDC	République démocratique du Congo
RQN	Retour de nationaux qualifiés
RU	Royaume-Uni
SELMIG	Programme de migration sélective
STN	Soutien transnational
SWAP	Approche sectorielle
T21	Modèle Threshold 21
TCLM	Temporary and Circular Labour Migration Model (Modèle de migration temporaire et circulaire de main d'œuvre)
TRQN	Retour temporaire de nationaux qualifiés
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
USAID	United States Agency for International development (Agence des Etats-Unis pour le développement international)
VNU	Programme des volontaires des Nations Unies
WMIDA	Women for Development in Africa (Femmes migrantes pour le développement en Afrique)

# PREFACE

Parmi les nombreuses questions complexes que doivent prendre en considération ceux qui sont chargés de formuler les politiques migratoires, aucune n'a suscité plus d'attention, ces dernières années, que le lien entre migration et développement. Cette attention s'est surtout portée sur les incidences considérables des fonds rapatriés par les migrants sur les économies en développement. Toutefois, les pays développés comme ceux en développement s'intéressent de plus en plus, aujourd'hui, aux moyens pouvant permettre aux communautés de la diaspora de mettre leurs *qualifications, leurs connaissances et leur savoir-faire* à la disposition de leur pays d'origine. C'est là, précisément, l'objectif du programme **Migrations pour le développement en Afrique** (MIDA) de l'OIM.

Depuis sa création, en 2001, le MIDA a cherché à renforcer le développement en Afrique par un recours plus efficace aux ressortissants africains expatriés et qualifiés dans des domaines où les besoins sont prioritaires, dans les secteurs tant public que privé. Ce programme adopte une approche novatrice de la question en favorisant le transfert de compétences d'Africains de la diaspora par tout un éventail de moyens qui ont permis d'obtenir de bons résultats : séjours de courte durée, affectations de longue durée, retours permanents, voire « retours virtuels » grâce à des dispositifs de formation à distance.

La présente publication décrit le lancement du MIDA à partir de projets précurseurs, ainsi que les progrès accomplis dans la mise en œuvre des projets relevant de ce programme ces dernières années. Elle souligne les principaux enseignements tirés, recense les bonnes pratiques qui se sont dégagées, et met en avant les nouvelles possibilités d'échange de ressources humaines et techniques dans le contexte de stratégies de développement nationales.

Je tiens à remercier Madame Ndioro Ndiaye pour la contribution précieuse qu'elle a apportée à l'élaboration du principe du MIDA durant son mandat de Directeur général adjoint de l'OIM, et pour les efforts inlassables qu'elle a déployés afin d'assurer son développement et sa viabilité.



**William Lacy Swing**

Directeur général



# INTRODUCTION<sup>1</sup>

Depuis des temps immémoriaux, l'être humain se déplace individuellement ou en groupe à la recherche de perspectives meilleures. Aujourd'hui encore, la migration est souvent déterminée par la quête d'une amélioration des conditions de vie. Malheureusement, elle est aussi trop souvent provoquée par des conflits violents dus à l'instabilité politique et aux antagonismes qui s'ensuivent, par des catastrophes naturelles ou par des problèmes écologiques liés au changement climatique.

Heureusement, les évolutions survenues au XXe siècle témoignent du rôle positif important que peut jouer la migration dans la vie des migrants et la destinée des Etats nations, qu'ils soient pays d'origine ou de destination. C'est pourquoi, les pays de tous les continents s'intéressent plus que jamais à ce phénomène, ainsi qu'aux problèmes connexes des droits de l'homme.

Il convient de préciser d'emblée que, dans une perspective de développement, la migration n'est ni un obstacle absolu ni une baguette magique. Bien plutôt, il y a lieu d'œuvrer à l'adoption de politiques de migration et de développement qui stimulent le potentiel positif que recèlent les migrations pour le développement et en atténuent les éventuelles répercussions négatives.

Comme on nous le rappelle souvent, si l'on rassemblait en un même lieu les quelques 200 millions de migrants internationaux – soit environ 3 % de la population mondiale (Division de la population des Nations Unies, 2009) – ceux-ci constitueraient le cinquième pays au monde par sa population. Malgré la crise économique mondiale actuelle, les prévisions portent à croire que cette tendance ne s'inversera pas dans les prochains temps et qu'au contraire, les migrations devraient s'intensifier et les schémas de mobilité se diversifier à l'avenir.

Cet intérêt sans précédent pour la migration s'est traduit par une augmentation du nombre de pays concernés à divers titres, de toutes les régions et de tous les continents, qui cherchent à collaborer plus étroitement avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). En conséquence, l'OIM a été amenée à élaborer de plus en plus de politiques et de programmes qui répondent aux besoins et intérêts variés du nombre sans cesse croissant d'Etats Membres de l'Organisation.

Moins d'un mois après son entrée en fonction, le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, a déclaré sans détour à la deuxième réunion du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) que, pour être efficaces, les politiques et programmes traitant de la thématique migration et développement devaient

<sup>1</sup> Rédigée par Mme Ndioro Ndiaye, ancien Directeur général adjoint de l'Organisation internationale pour les migrations.

déboucher sur des mesures concrètes. Le MIDA est un exemple de tentative visant à apporter des solutions pratiques aux gouvernements.

Le lien entre la migration et le développement, et la notion de codéveloppement qui s'y rattache figuraient parmi les thèmes majeurs qui s'étaient dégagés du Conseil européen de Tampere, en octobre 1999. En 2002, un consensus s'était établi à Monterrey sur les moyens de financer le développement, tandis qu'à la récente conférence de Doha, il est clairement ressorti que la mobilisation de la diaspora et l'investissement productif des fonds rapatriés étaient déterminants pour le développement. De même, l'Accord de Cotonou conclu en juin 2000 entre le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) et l'Union européenne traitait expressément des stratégies de réduction de la pauvreté et du développement durable.

Par la suite, une série de processus consultatifs régionaux (PCR) ont donné à cette question l'impulsion qui a contribué à la décision du Secrétaire général des Nations Unies, en 2003, de lancer la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI), qui a elle-même ouvert la voie au Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales en 2006. Celui-ci a été suivi par le premier, puis le deuxième Forum mondial sur la migration et le développement, en 2007 et en 2008.

Ce faisceau d'évolutions et d'événements convergents a abouti à une plus grande cohérence des actions et de la réflexion menées à l'échelle mondiale dans ce domaine, ainsi qu'à une nouvelle appréciation du lien entre migration et développement, notamment de la manière dont les politiques de gestion des migrations peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement, et vice versa.

En dépit de ces évolutions positives, la migration pose d'épineux problèmes à tous les pays concernés à un titre ou à un autre. Les questions migratoires revêtent la même importance cruciale pour l'Afrique que pour les pays en développement d'Asie ou d'Amérique latine.

Malgré les obstacles à la migration, les Africains comptent aujourd'hui parmi les groupes de population les plus mobiles du monde. Pour mesurer l'ampleur de ce phénomène, il suffit de savoir que les pays de l'Afrique subsaharienne abritent 15,7 millions de migrants (Banque mondiale, 2009). Rien qu'en Afrique de l'Ouest, 7,7 millions de personnes (Division de la population des Nations Unies, 2009) vivaient en 2005 dans un pays autre que leur pays de naissance. En revanche, l'ensemble des Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) accueillaient moins de 7,5 millions de migrants en 2005 (OCDE, 2009). Les problèmes que soulève la gestion de cette mobilité sont considérables, d'autant qu'ils sont inextricablement liés aux questions fondamentales de bonne gouvernance et de développement économique.

L'exode des cerveaux est l'un des problèmes les plus complexes qui découlent de cette mobilité. S'il n'est pas nouveau, il a toutefois pris des proportions endémiques puisqu'on estime à 20 000 (CEA, 2004) le nombre

d'Africains qualifiés qui, depuis 1990, émigrent chaque année en quête d'une vie meilleure. Le secteur public, notamment la santé et l'éducation, a payé un lourd tribut à cet exode de compétences et de savoir-faire. Le secteur privé n'a pas non plus été épargné, même s'il a moins souffert que le secteur public.

Dans ces conditions, on ne voit guère comment l'Afrique subsaharienne pourrait espérer s'engager durablement sur la voie du développement économique et mettre en place des stratégies globales de réduction de la pauvreté, tant que les répercussions négatives de la fuite des cerveaux ne sont pas atténuées. Sans un minimum de personnel qualifié et éduqué, les pays en développement ne parviendront pas à une croissance économique durable, indispensable pour former et conserver des ressources humaines qualifiées.

C'est dans ce contexte que le programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA) de l'OIM a été lancé, il y a près de dix ans, pour tenter de remédier à la pénurie de compétences due à l'exode des cerveaux. A cette fin, le MIDA a mobilisé le potentiel de développement des diasporas à la faveur d'affectations continues de courte durée dans leur pays d'origine, ainsi que par le transfert et l'échange de connaissances et de compétences au moyen des technologies modernes disponibles. Cette approche novatrice visait à encourager l'investissement productif des fonds rapatriés, qui constituent une source de revenus importante et croissante pour les pays d'origine qui, selon les estimations, a atteint le niveau mondial record de 328 milliards de dollars E.U.- en 2008 (Ratha et al., 2009).

Le MIDA s'est constamment efforcé d'exploiter le riche réservoir de ressources humaines – comprenant des compétences, des connaissances et des réseaux – que représente la diaspora pour le développement des pays d'origine.

Tout aussi importante est la question de savoir comment mobiliser aux fins de développement les fonds rapatriés d'origine privée, qui contribuent fortement à l'atténuation de la pauvreté à l'échelle locale. Quelles incitations peuvent, le cas échéant, encourager les communautés expatriées à investir une partie de leur épargne dans de petites entreprises et/ou dans des infrastructures communautaires afin de stimuler la création d'emplois et de contribuer ainsi à la croissance économique ?

Les actions du MIDA cherchent à placer ces questions fondamentales au cœur des discussions sur le développement, en encourageant l'intégration des questions migratoires dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et dans la réflexion des responsables politiques qui participent à des initiatives telles que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le principe selon lequel le meilleur moyen de progresser consiste à instaurer des partenariats entre pays d'accueil et d'origine est la pierre angulaire des projets et des programmes du MIDA. Les migrants, en particulier transnationaux, sont bien placés pour servir de passerelle entre ces deux catégories de partenaires, grâce à leurs



## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

affinités avec leur pays d'origine et leurs liens avec le pays ou la société d'accueil. Il y a lieu de souligner que les migrants, qualifiés ou non, ne peuvent devenir des acteurs efficaces du développement que si leur potentiel est maximisé par un accès aux services élémentaires et par le respect de leurs droits humains fondamentaux, qui permettent de réduire, à défaut d'éliminer, leur exploitation.

Le MIDA est un catalyseur de la coopération entre des acteurs étatiques et non étatiques tels que le secteur privé, qui pensent tous que des politiques créant des conditions favorables qui tiennent pleinement compte de la dynamique migratoire peuvent s'avérer payantes pour les pays d'origine comme les pays d'accueil.

Le présent rapport sur le MIDA examine diverses approches, en s'appuyant notamment sur des entretiens qualitatifs avec des membres du personnel de l'OIM associés à la mise en œuvre de projets MIDA. De tels examens continus sont essentiels pour garantir la pertinence des approches choisies dans l'univers en constante fluctuation de la migration et du développement.

Le chapitre I indique comment le Programme de retour de nationaux qualifiés (RQN) a constitué la matrice conceptuelle du MIDA, et retrace son évolution théorique et pratique. Une analyse des interactions actuelles entre la mobilité et le développement en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique sert de base à l'examen des raisons qui ont conduit à appliquer le principe du MIDA à d'autres régions du monde que l'Afrique.

Le chapitre II étudie en détail les initiatives MIDA en cours, décrivant les grandes stratégies ainsi que les diverses mesures qui contribuent à la réussite d'un projet MIDA dès la phase d'évaluation. Les actions de sensibilisation et de promotion, et l'adhésion des pays d'origine aux projets sont déterminantes à cet égard.

Le chapitre III souligne l'importance d'un suivi et d'une évaluation continus, malgré les difficultés d'une telle entreprise pour les initiatives de type MIDA.

Le chapitre IV analyse la place des activités MIDA à la lumière des évolutions survenues dans divers domaines, tels que la mobilité de la main-d'œuvre, le renforcement de la paix et la coopération Sud-Sud.

Le chapitre V propose des conseils pratiques aux responsables politiques qui sont appelés à « intégrer » la migration dans les cadres politiques nationaux et régionaux.

Enfin, le chapitre VI contient quelques recommandations fondamentales qui découlent des principales observations formulées dans ce rapport.

Puisse cette publication être utile à tous les pays qui cherchent à associer plus activement leur diaspora et leurs migrants à leurs efforts de développement national.

## Bibliographie

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

- 2004 *An Overview of Evidence*, document du Secrétariat présenté à la première réunion de la Commission, le 4 mai 2004, <[http://www.commissionforafrica.org/english/about/meetings/first/trends\\_and\\_evidence.pdf](http://www.commissionforafrica.org/english/about/meetings/first/trends_and_evidence.pdf)>

OIM

- 2008 *Rapport Etat de la migration dans le monde – 2008 : Gestion de la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en mutation*, OIM.

OCDE

- 2009 *L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

Ratha, D., Mohapatra, S. et A. Silwal

- 2009 "Outlook for Remittance Flows 2009-2011: Remittances expected to fall by 7-10 percent in 2009", *Migration and Development Brief 10*, Migration and Remittances Team, Development Prospects Group, World Bank, <http://www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances>

Division de la population du Département des affaires économiques et sociales, des Nations Unies

- 2009 Trends in International Migrant Stock: The 2008 Revision, (United Nations database, POP/DB/MIG Stock/Rev.2008), United Nations Population Division, New York, <<http://esa.un.org/migration/index.asp?panel=1>>

### Encadré 1 : Migration et développement. L'expérience du Portugal\*

Depuis quelques années, les questions migratoires, notamment le lien entre la migration et le développement, revêtent - à juste titre - une importance accrue sur la scène internationale. Alors que, jusque récemment, le Portugal était un pays d'émigration, il est devenu un pays d'accueil ces dernières décennies. C'est pourquoi, nous sommes particulièrement bien placés pour estimer, comme d'autres, que les flux migratoires ne doivent pas être considérés comme un phénomène négatif mais, plutôt, comme l'expression du désir incoercible de l'humanité de réaliser ses rêves et d'offrir une vie meilleure aux générations futures.

La migration n'est pas vraiment un phénomène nouveau mais elle concerne désormais la communauté internationale tout entière, notamment pour des raisons liées au développement, ce qui met en relief sa complexité ainsi que les contradictions qui surgissent occasionnellement entre différents impératifs et objectifs. Un phénomène négatif retient l'attention depuis quelque temps, bien qu'il ne soit pas nouveau : je veux parler du sentiment de défiance que suscitent les flux de migrants. Ceux-ci sont loin d'atteindre des niveaux historiques et nous devons accueillir avec beaucoup de prudence l'argument selon lequel nos politiques migratoires devraient obéir à des considérations de sécurité. La sécurité est indéniablement un facteur à ne pas négliger dans nos sociétés modernes, mais il est bien plus important et utile de s'attacher à exploiter le potentiel qu'offrent les communautés d'immigrants afin que la dynamique du développement puisse porter des fruits.

Au Portugal, les flux migratoires proviennent encore en très grande partie des pays de la CPLP<sup>2</sup> qui, pour des raisons historiques, sont également les principaux bénéficiaires de l'aide portugaise au développement. Sur le plan interne, les différents ministères portugais ont cherché à œuvrer de concert pour adopter une approche globale de la migration, lançant des initiatives novatrices que d'autres ont reprises. Nous avons récemment instauré une loi sur l'immigration qui intègre la notion de migration circulaire - axée sur le problème que pose l'exode des cerveaux dans les pays d'origine - et nous avons intensifié nos efforts pour promouvoir l'intégration en mettant en œuvre un plan d'action national d'intégration des migrants associant l'ensemble des services ministériels intéressés. Quant à notre politique de développement, elle met plus particulièrement l'accent sur la contribution des diasporas au développement.

Durant sa présidence du Conseil de l'UE, au second semestre de 2007, le Portugal avait fait de l'amélioration de la cohérence entre les politiques de migration et de développement l'une de

\* Contribution de S.E. M. João Gomes Cravinho, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération, Portugal.

<sup>2</sup> Comunidade dos Países da Língua Portuguesa – Communauté des pays lusophones, composée de l'Angola, du Brésil, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique, du Portugal, de Sao Tomé-et- Principe et du Timor oriental.

ses priorités majeures. Nous avons toujours considéré qu'il fallait privilégier une perspective intégrée du développement et des flux migratoires car il nous semble que l'UE ne doit ni ne peut traiter les questions de migration uniquement sous l'angle de la sécurité. Dès lors, en novembre 2007, nous avons pu approuver les conclusions du Conseil qui portaient sur un ensemble de domaines d'action visant à améliorer la cohérence et l'efficacité de l'Union, notamment en ce qui concerne la promotion de la migration circulaire et du travail décent, la facilitation des rapatriements de fonds et la participation des associations de la diaspora au développement des pays d'origine.

Le Portugal estime qu'il est fondamental de s'efforcer d'intégrer les immigrants dans les pays d'accueil tout en les incitant à contribuer au développement de leur pays d'origine. Un tel lien suscite une dynamique qui ne présente que des avantages car non seulement il facilite l'intégration des migrants dans la société d'accueil, mais il encourage aussi activement la participation de la société civile des pays d'origine et de destination. Associer les communautés de migrants au processus politique et, plus généralement, aux activités d'aide au développement renforce les possibilités d'intégration tout en permettant la consolidation d'une identité duale qui préserve les liens nécessaires avec la société d'accueil mais aussi avec le pays d'origine.

La relation avec les communautés de migrants doit être suffisamment ouverte pour que ceux-ci se sentent chez eux, jouissent de leurs droits et respectent leurs obligations, mais aussi pour qu'ils puissent préserver leur identité et maintenir des liens avec leur pays d'origine. Comme ailleurs, nous sommes aujourd'hui confrontés aux questions que posent les immigrants de deuxième génération originaires des pays de l'Afrique lusophone, dont certains sont mal intégrés dans leur communauté d'accueil. D'où une double tension, car l'identité de ces groupes est contestée à la fois dans leur pays d'accueil et dans le pays d'origine de leurs parents. Cependant, ces identités culturelles duales ou multiples doivent être considérées comme un aspect normal de la citoyenneté mondiale, qui ouvre de nouvelles perspectives de collaboration, et non pas comme un handicap propre aux migrants. La contribution que ceux-ci peuvent apporter au développement de leur pays d'origine doit être regardée comme une occasion formidable qu'il faut stimuler et incorporer dans une stratégie plus générale. On constate aisément qu'un cercle vertueux est ici à l'œuvre, en ce sens que plus l'intégration des immigrants dans leur société d'accueil est poussée, plus grande sera leur contribution potentielle au développement de leur pays d'origine. Ce processus associe non seulement les individus, mais aussi et surtout les associations de la société civile de différents pays.

### **Le cas du Cap-Vert**

Je souhaiterais évoquer brièvement l'expérience menée avec le Cap-Vert, qui pourrait intéresser d'autres pays. Au Cap-Vert, le Portugal a mis sur pied un programme pilote qui vise à trouver une réponse globale au problème de la migration dans un pays d'origine et qui, selon nous, est en voie de devenir un instrument utile et novateur pour les migrants. Estimant qu'un dialogue permanent avec les parties prenantes est indispensable pour résoudre les problèmes, nous avons instauré un groupe de travail entre le Portugal et le Cap-Vert chargé de définir des stratégies communes adaptées aux spécificités de l'immigration cap-

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

verdienne au Portugal (qui est aussi un pays de transit pour la migration cap-verdienne vers d'autres pays) et à la situation des migrants de deuxième génération, et de traiter les questions liées à la migration sous leurs multiples aspects. Notre gestion des nombreuses dimensions de la migration entre le Portugal et le Cap-Vert s'est avérée très positive et fructueuse, au point que l'expérience du CAMPO – un projet issu des recommandations de ce groupe de travail – a été intégrée dans un projet européen intitulé « Renforcement des capacités du Cap-Vert en matière de gestion de la migration de main-d'œuvre et de retour » dans le cadre du Partenariat pour la mobilité instauré avec l'Union européenne, afin de faciliter la mobilité légale entre le Cap-Vert et l'UE.

Le Cap-Vert accueille aussi le programme dynamique « DIAS de Cabo Verde – DIASpora for Development of Cape Verde », dans le cadre duquel le Gouvernement du Portugal, associé à la Commission européenne, soutient une institution locale, tandis que l'OIM s'emploie à encourager la participation de jeunes professionnels cap-verdiens résidant aux Pays-Bas, en Italie et au Portugal dans le but d'édifier et de renforcer des secteurs de développement essentiels au Cap-Vert.

Pour conclure, nous sommes aujourd'hui confrontés à un grand nombre de défis inédits, mais aussi à une prise de conscience nouvelle du potentiel que recèle le lien entre la migration et le développement. Notre capacité de relever ces défis dépendra dans une large mesure de notre aptitude à toujours comprendre comme il se doit le lien entre migration et développement, et à pleinement respecter les droits des migrants.

# CHAPITRE I

## Accroître la contribution des diasporas et des migrants au développement : évolution du concept et contexte<sup>3</sup>

En matière de migration et développement, l'OIM a pour objectif majeur de soutenir les efforts déployés par les organisations internationales et les gouvernements pour exploiter le potentiel de développement que recèle la mobilité internationale dans l'intérêt de la société et des individus, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. L'Organisation reconnaît que si elles sont correctement gérées, les interactions complexes entre la migration et le développement peuvent profiter aux pays d'origine et de destination ainsi qu'aux migrants eux-mêmes, en favorisant la croissance, la prospérité, le renforcement des capacités et le bien-être. Depuis longtemps, l'OIM a pour but stratégique d'optimiser la contribution positive des migrants au développement socioéconomique de leur pays d'origine. Le présent chapitre expose à la fois les origines de ce concept et son évolution au fil des ans dans certains contextes régionaux.

L'OIM a commencé à exécuter des programmes de Retour permanent de nationaux qualifiés (RQN) au milieu des années 1970 (CEE et OIM, 1992), tout d'abord en Amérique latine, dans le cadre d'une approche programmatique plus large du concept de migrations pour le développement articulée autour de trois axes, puis en Afrique et en Asie, où ces programmes ont été conçus pour répondre concrètement et efficacement à l'exode massif de travailleurs qualifiés en réorientant les compétences et les qualifications des émigrants vers les efforts de développement de leur pays d'origine.

Dans les années 1980, l'OIM a étendu ses activités dans ce domaine en s'intéressant plus particulièrement au rôle des transferts financiers des expatriés vers l'Amérique latine.<sup>4</sup> A partir des années 1990 et en sus des programmes RQN traditionnels, l'OIM a également participé à des programmes de reconstruction d'après-crise reposant sur le concept RQN. S'appuyant sur cette expérience, l'initiative Migrations pour le développement en Afrique (MIDA), lancée en 2001, est axée sur la contribution des membres hautement qualifiés de la diaspora<sup>5</sup> à

<sup>3</sup> Chapitre rédigé par Susanne Melde, coordonnatrice de projet, OIM Genève, Suisse.

<sup>4</sup> Information obtained from José Pires, Regional Representative for Central America and Mexico, IOM San José, Costa Rica, 9 March 2009.

<sup>5</sup> La définition des migrants hautement qualifiés utilisée ici est la suivante : « Si cette expression n'a pas de définition reconnue au plan international, on lui donne fréquemment deux significations qui se recouvrent au moins en partie. En termes très généraux, un migrant hautement qualifié est une personne possédant une éducation de niveau supérieur, habituellement un adulte ayant reçu une formation universitaire formelle d'au moins deux années. De manière plus spécifique, le terme désigne une personne ayant atteint, que ce soit par un enseignement de niveau supérieur ou par son expérience professionnelle, le niveau de qualification normalement requis pour l'exercice d'une profession. » (OIM, 2008e, glossaire sur la terminologie de la migration). Cette définition comprend donc les travailleurs qualifiés, tels que le personnel infirmier.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

leurs communautés d'origine à la faveur de retours répétés de courte durée ou de retours virtuels. Ces dernières années, la migration de main d'œuvre peu qualifiée est au cœur des programmes de l'OIM en Amérique latine, tandis qu'en Asie, l'accent est à nouveau mis, depuis peu, sur les actions liées à la diaspora (OIM, 2007b).

La section I.1 présente l'évolution des diverses approches de la réinsertion permanente des migrants qualifiés dans les institutions clés de leur pays d'origine afin de renforcer les incidences à long terme sur le développement, avant le lancement du MIDA. Le concept plus récent et plus étendu de transferts de courte durée, virtuels ou financiers, des ressources de la diaspora dans le cadre du MIDA est examiné plus en détail dans la section II.2. La section III traite des tendances régionales et des préoccupations politiques dans les diverses régions, tandis que la section IV expose les perspectives d'avenir.

### Encadré 2 : Evolution du cadre conceptuel et terminologie

La démarche visant à intégrer les aspects positifs de la migration dans les actions de développement s'appelait à l'origine « Migration pour le développement » dans les programmes élaborés par l'OIM en Amérique latine dans les années 1960. Conçus comme des outils de coopération technique, ces programmes portaient sur :

- le recrutement aux fins de développement de spécialistes européens au titre de dispositifs de migration sélective (SELMIG), et
- la formation des immigrants dans les pays de destination.

A partir des années 1970, les programmes de migration pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes se sont concentrés sur trois activités :

- le transfert de personnel qualifié, notamment au titre des programmes RQN et SELMIG ;
- l'échange intrarégional d'experts aux fins de coopération technique ; et
- la facilitation du retour des étudiants à la fin de leurs études à l'étranger.

Au fil des ans et, parallèlement à l'expansion des activités et de leur portée géographique, le discours sur la migration pour le développement s'est enrichi de nouveaux termes. (Ducasse-Rogier, 2001 ; OIM, 1990b ; 1990c ; 2004b). Toutefois, par souci de clarté, nous emploierons ici « Retour de nationaux qualifiés » pour désigner les concepts et les programmes de transfert de compétences et de savoir-faire d'expatriés qualifiés et hautement qualifiés dans leur pays d'origine aux fins de développement.

L'acronyme MIDA désigne tout à la fois un programme et la stratégie qui le sous-tend (OIM, 2001), qui vont au-delà des programmes RQN. Il sera employé pour éviter toute confusion avec les premiers programmes de coopération technique « Migration pour le développement » mis en place en Amérique latine. Pour qu'il puisse être appliqué à d'autres régions, ce concept axé sur la contribution positive des migrations au développement est qualifié plus généralement de « Migrations **pour** le développement » (MIDEV), par opposition à « Migration et développement » qui englobe le développement économique et communautaire des régions soumises à une forte pression à l'émigration.



## I.1 Evolution des programmes de retour de nationaux qualifiés (RQN)

Les programmes de retour de nationaux qualifiés avaient et ont toujours pour but général de renforcer le rôle et l'utilisation des connaissances et des compétences des migrants hautement qualifiés pour appuyer les processus de développement socioéconomique, technique et scientifique de leur pays d'origine. Axés sur le renforcement des capacités en fonction de la demande, ces programmes veillaient à faire concorder l'expérience professionnelle et les compétences des émigrants, et les besoins des pays d'origine en ressources humaines. Ils pourvoyaient des postes vacants (CIM, 1986), essentiellement par des retours permanents, en proposant une aide à la réintégration et des incitations financières.

Les fondements des programmes de migration pour le développement avaient été jetés dès 1964, avec le lancement du Programme de migration sélective (SELMIG) par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME)<sup>6</sup> en Amérique latine. Ce premier programme de « migration pour le développement » portait sur l'affectation de professionnels, de techniciens et travailleurs migrants européens dans les pays d'Amérique latine. Ceux-ci, constatant dans les années 1960 qu'un nombre important de leurs professionnels et travailleurs qualifiés migraient vers les pays développés (Fernández Lamarra, 1992),<sup>7</sup> avaient jugé nécessaire d'inciter les migrants qualifiés à rentrer au pays pour compenser la perte des nationaux qualifiés et leur permettre de faire face aux problèmes de développement auxquels ils se trouvaient confrontés. Ce programme reposait sur l'évaluation préalable des besoins de main-d'œuvre dans les pays d'origine afin de garantir un recrutement ciblé et efficace et le placement approprié des candidats. En égard aux disparités salariales considérables entre l'Europe et l'Amérique latine, deux types d'incitations financières avaient été mises en place : a) un fonds d'ajustement multilatéral de dédommagement des migrants ; b) une couverture maladie et accidents pendant un an jusqu'à ce que les intéressés aient droit aux prestations de santé et de sécurité sociale dans le pays bénéficiaire (Ducasse-Rogier, 2001 ; OIM, 1990c).

Dix ans plus tard, les effets positifs du dispositif SELMIG induits, entre autres, par la création d'emplois pour la population locale et l'utilisation plus productive des ressources humaines et des effets multiplicateurs connexes, étaient devenus manifestes. En réponse à des inquiétudes relatives à la fuite des cerveaux exprimées au sein des Nations Unies et d'autres institutions internationales, ainsi qu'à une demande des membres d'Amérique latine du CIME appuyée par d'autres Etats membres, le CIME a lancé en 1974 des programmes RQN à

<sup>6</sup> L'Organisation a pris le nom de Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) en 1980, en reconnaissance des opérations qu'elle déployait alors à l'échelle mondiale, avant de devenir l'OIM en 1989.

<sup>7</sup> L'émigration de professionnels d'Amérique latine n'était pas un phénomène nouveau, mais avait été reconnue en tant que telle après qu'elle eut pris de l'ampleur.

l'intention des expatriés qualifiés et hautement qualifiés d'Amérique latine et des Caraïbes.<sup>8</sup> Des considérations telles que l'absence de barrières linguistiques ou les efforts minimes à déployer en matière d'intégration et d'adaptation culturelle, par opposition au coût élevé de l'installation d'experts européens en Amérique latine, ont fortement plaidé en faveur de cette formule (Ducasse-Rogier, 2001). C'est pourquoi, on a préféré encourager le retour permanent d'experts expatriés, dans la mesure où il s'avérerait plus efficace pour lutter contre la fuite des cerveaux que le déploiement de courte durée d'experts étrangers hautement qualifiés (CIM, 1987).

Après cette première expérience en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en réponse à une demande de la Communauté économique européenne (CEE et OIM, 1992), ces programmes ont été étendus dans les années 1980 à l'Afrique et à l'Asie.<sup>9</sup> Le vif désir des nations africaines de participer aux programmes RQN du CIM reflétait leur profonde inquiétude face à la pénurie de main-d'œuvre formée et hautement qualifiée provoquée par l'émigration (CIM, 1987). Introduits en Afrique en 1983, les programmes RQN ont été étendus en vertu des Conventions de Lomé III (1984) et Lomé IV (1989) signées entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la Communauté économique européenne (CEE). Ces deux textes disposent que « la coopération contribue à la valorisation des ressources humaines dans le cadre de programmes intégrés et coordonnés, par des actions dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la recherche, de la science et de la technique, de la participation des populations, du rôle de la femme et de la santé ».<sup>10</sup>

Pour répondre aux besoins de compétences dans les secteurs prioritaires recensés dans les programmes nationaux et régionaux de la région ACP, les conventions demandaient un appui pour évaluer les niveaux de compétences et les profils de formation nécessaires à la réalisation des objectifs de développement de chaque pays ACP. Conformément aux priorités politiques des pays intéressés, les programmes RQN mis en œuvre dans deux des trois régions ACP<sup>11</sup> offraient précisément cette forme d'appui nécessaire pour atteindre les objectifs

<sup>8</sup> Au départ, la portée géographique de ces programmes était limitée aux experts et professionnels latino-américains résidant en Europe, avant d'être étendue aux expatriés installés aux Etats-Unis d'Amérique, où plus de 80 % des Latino-Américains qualifiés avaient émigré entre 1960 et 1970 (OIM, 1990b).

<sup>9</sup> Les programmes RQN mis en œuvre dans les années 1970 et 1980 en Amérique latine et dans les Caraïbes couvraient l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Equateur, la Guyane française, le Guatemala, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, El Salvador, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela (OIM, 1990b). Un programme RQN a été lancé en 1989 à l'intention des nationaux afghans vivant et travaillant dans des pays industrialisés et désireux d'effectuer des séjours de courte ou de longue durée au Pakistan ou en Afghanistan pour participer au processus de reconstruction. Le programme en Afrique a débuté en 1983 avec trois pays pilotes (Kenya, Somalie et Zimbabwe) avant d'être étendu à l'Ouganda, au Ghana et à la Zambie. Les 550 retours qui en ont résulté ont été légèrement supérieurs aux prévisions. Au fil des ans, les mouvements ont couvert 20 pays africains, dont l'Angola, le Botswana, le Cameroun, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie, la Sierra Leone et le Swaziland (Ducasse-Rogier, 2001 ; CIM, 1987 ; OIM, 2001).

<sup>10</sup> Troisième Convention ACP-CEE, signée à Lomé le 8 décembre 1984 (Convention Lomé III), Deuxième partie, Titre VIII, Chapitre 2, article 118, et Quatrième Convention ACP-CEE, signée à Lomé le 15 décembre 1989 (Convention de Lomé IV), Deuxième partie, Titre XI, Chapitre 150.

<sup>11</sup> Afrique et Caraïbes.

des accords de Lomé et de Cotonou 2000.<sup>12</sup> Sous l'intitulé général de migration, l'Accord de Cotonou énonce explicitement l'objectif d'un transfert de connaissances adapté aux besoins afin de renforcer les capacités des administrations régionales et nationales (OIM, 1996a ; ACP – CE, 2000).

Financés par la CEE<sup>13</sup> et réalisés en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), les premiers projets de « réintégration de nationaux africains qualifiés » ont été gérés conjointement par les missions de recrutement du CIM dans les pays de résidence et par des missions de placement dans les pays d'origine. Une base de données centrale a été constituée pour soutenir ces actions (CIM, 1986 ; OIM, 2000c). Dans toutes les régions, les projets RQN étaient fondés sur des indicateurs précis, comme le nombre de départs, de dossiers de candidats et de placements. La réussite de ces programmes dépendait non seulement de l'existence d'expatriés qualifiés capables de pourvoir les emplois vacants dans le pays d'origine, mais aussi de conditions susceptibles d'influer sur le résultat du processus de réintégration (CIM, 1986 ; OIM, 1993 ; 1996b), telles que :

- les possibilités d'emploi ;
- le degré de concurrence parmi la main-d'œuvre ;
- la situation socioéconomique du pays bénéficiaire ;
- la réglementation relative au travail et au recrutement ;
- les exigences administratives des employeurs ;
- le coût de la vie dans le pays bénéficiaire ;
- les possibilités de logement ;
- les écarts salariaux entre pays d'origine et d'accueil.

Ces programmes devaient trouver des candidats répondant aux critères requis pour occuper des postes clés déterminés au préalable dans les secteurs public et privé du pays d'origine, et dont le profil devait ensuite être étudié et accepté par les employeurs. Les domaines professionnels concernés étaient très divers et englobaient notamment la médecine, l'ingénierie, les sciences, l'éducation, l'économie et l'informatique.

Les rapports font apparaître que ces programmes se sont traduits par une augmentation de la productivité et des taux de rétention,<sup>14</sup> une utilisation plus efficace des ressources humaines, une meilleure supervision des

<sup>12</sup> Voir les articles 13, 79 et 80 de l'Accord de Cotonou ; l'article 80 met l'accent sur le retour durable des experts et des professionnels ACP : « En vue d'inverser le mouvement d'exode des cadres des Etats ACP, la Communauté assiste les Etats ACP qui en font la demande pour favoriser le retour des ressortissants ACP qualifiés résidant dans les pays développés par des mesures appropriées d'incitation au rapatriement ». (ACP-CE, 2000)

<sup>13</sup> Les gouvernements des pays bénéficiaires devaient allouer des fonds provenant de leurs programmes indicatifs nationaux, qui servaient à financer la coopération avec la Communauté européenne.

<sup>14</sup> Plus de 90 % des personnes rentrées au pays dans le cadre du programme RQN en Afrique y sont restées deux ans ou plus (OIM, 2001).

autres membres du personnel des institutions bénéficiaires, un potentiel d'innovation accru et le transfert de compétences et savoir-faire nouveaux qui ont notamment débouché sur de nouveaux plans de travail et un nouvel appui en matière de gestion (OIM, 1994 ; 1995 ; 1996a ; 2001). Cependant, le rapport coût-efficacité de ces programmes à forte intensité de ressources n'est pas excellent.<sup>15</sup> Une évaluation indépendante de l'OIM (2000a) a souligné la contribution positive des migrants de retour, non seulement en ce qui concerne le renforcement des capacités dans les institutions auxquelles ils avaient été affectés et dans leur administration, mais aussi pour le processus de développement local en général (OIM, 1994). Il reste que les incidences réelles de ces retours sur le développement des pays bénéficiaires au niveau macro sont plus difficiles à cerner et à évaluer.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, 11 554 nationaux qualifiés sont retournés dans la région entre 1970 et 1989, l'appui opérationnel de l'OIM, essentiellement déterminé par l'offre, se concentrant sur les ressources existant parmi les expatriés qualifiés. Les résultats donnés par les programmes RQN, notamment au Chili et au Nicaragua, étaient largement liés à la situation politique et au contexte de développement des différents pays. En effet, les changements politiques survenus dans ces pays ont débouché sur un soutien politique et des conditions propices à la réussite des programmes.<sup>16</sup>

Sur le continent africain, le programme RQN a suivi une approche générique pour tous les pays bénéficiaires,<sup>17</sup> tout en s'efforçant de faire concorder les possibilités d'emploi au niveau national avec la disponibilité de candidats expatriés remplissant les conditions requises. Il s'est développé tout au long des années 1990, faisant passer le nombre annuel de retours de nationaux qualifiés de moins de 200 en 1990 à 800 en 1999. En revanche, au cours de la même décennie, seuls quelques programmes ont été mis en œuvre en Asie du Sud et du Sud-Est, notamment en raison de la prédominance de mouvements de réfugiés liés aux soulèvements politiques de l'époque. Dans les années 1990, des programmes spécifiques fondés sur des affectations de courte durée ont été élaborés pour le Cambodge, les Philippines et la Thaïlande. Cependant, peu de participants sont restés, malgré les incitations offertes. Le seul projet de retour de nationaux qualifiés mis en œuvre en Europe

<sup>15</sup> Le rapport coût-efficacité est déterminé en fonction des coûts occasionnés pour obtenir les résultats prévus (OIM, 2000b). Le coût du placement d'un nombre relativement faible de participants dans le cadre de ce programme était excessivement élevé (José Pires, 9 mars 2009). Cependant, en comparaison avec les dépenses nécessaires pour engager un expert international, ce programme peut être considéré comme efficace par rapport à son coût. Les effets multiplicateurs à long terme sur le marché du travail doivent aussi être pris en considération. La difficulté d'évaluer le rendement des fonds engagés dans ces programmes aux niveaux individuel, institutionnel et national faute de données disponibles a déjà été soulignée en 1992 (OIM, 1992).

<sup>16</sup> Informations obtenues auprès de José Pires, Représentant régional pour l'Amérique centrale et le Mexique, OIM San José, Costa Rica, 9 mars 2009. Lors d'une évaluation interne du projet RQN exécuté au Nicaragua, 58 % des participants ont déclaré avoir quitté le pays pour des raisons politiques (CIM, 1994).

<sup>17</sup> Informations obtenues auprès de Charles Kwenin, Chef de la mission spéciale de liaison de OIM à Addis-Abeba (Ethiopie), 13 mars 2009.

avant le début du XXI<sup>e</sup> siècle était destiné aux Albanais hautement qualifiés vivant en Italie. Les changements politiques survenus en Albanie après 1991 et les flux d'émigration massifs ont ouvert la voie à des retours de nationaux hautement qualifiés et ont mis en relief la nécessité de faire appel à eux.<sup>18</sup> (Ducasse-Rogier, 2001 ; OIM 1990b ; 2001 ; 2008b).

Bien que les programmes RQN aient probablement eu des effets plus importants que le placement temporaire d'expatriés qualifiés (CIM, 1987), il est apparu qu'ils ne débouchaient pas nécessairement sur des retours de longue durée ou permanents. C'est ce qu'a confirmé une évaluation de la troisième phase du programme RQN en Afrique effectuée à la demande de l'Union européenne, qui a révélé que ce programme n'était pas suffisamment lié aux secteurs jugés prioritaires dans les plans de développement des pays d'origine, qu'il consommait trop de ressources par rapport au petit nombre de retours effectifs,<sup>19</sup> qu'il souffrait d'une adhésion insuffisante et d'un manque de coopération avec d'autres institutions et donateurs (TRANSTEC, 2000) et qu'il n'obtenait que de faibles niveaux de rétention à long terme.<sup>20</sup> Par ailleurs, étant donné qu'il était largement axé sur l'offre, il était difficile de déterminer si les nationaux africains qualifiés participant au programme ne seraient pas rentrés malgré tout (TRANSTEC, 2000). Parallèlement, des nationaux qualifiés ont commencé à chercher des formules leur permettant de conserver leur poste dans leur pays d'accueil pendant qu'ils s'engageaient dans des projets de développement sectoriel dans leur pays d'origine, afin de permettre la circulation de leurs compétences.

Les projets RQN restent néanmoins importants et continuent d'être mis en œuvre à ce jour<sup>21</sup> parallèlement aux projets MIDA. Si ces deux types de projets visent à inverser l'exode des cerveaux, la plupart des projets RQN en cours prévoient en outre des activités spécifiques dans les situations d'après-crise et de redressement visant à aider les gouvernements à rétablir des capacités affaiblies ou détruites par suite d'une diminution du nombre de personnels qualifiés due au conflit. Dans ces situations, les besoins sont plus faciles à définir et les membres de la diaspora peuvent être plus disposés à retourner au pays. Ce phénomène peut être attribué aux raisons particulières qui poussent à quitter un pays en temps de crise, par rapport à un départ pour des motifs autres

<sup>18</sup> Informations obtenues auprès d'Elizabeth Warn, spécialiste des questions de Migration de main-d'œuvre et de Migration et développement, Siège de l'OIM, Genève, 20 mars 2009.

<sup>19</sup> Le budget du projet quinquennal (1994-1999) s'élevait à 12,7 millions d'euros, couvrant 787 retours dans huit pays bénéficiaires et 31 pays qui, à l'origine, ne faisaient pas partie des pays bénéficiaires sélectionnés. En l'absence d'informations qualitatives sur les incidences effectives des activités, il n'a pas été possible d'effectuer une analyse coûts-avantages (TRANSTEC, 2000).

<sup>20</sup> Informations obtenues auprès de José Pires, OIM San José, 9 mars 2009.

<sup>21</sup> Ces dernières années, des projets RQN ont été mis en œuvre dans cinq pays africains (Ethiopie, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Zimbabwe), en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, au Timor oriental, en Afghanistan et en Iraq. Rien qu'en 2007, les budgets des projets RQN se sont élevés à 4,38 millions de dollars E.-U. (OIM, 2006).

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

qu'un conflit armé ou un soulèvement politique.<sup>22</sup> Les projets RQN toujours en cours prévoient explicitement des séjours de courte durée de trois à 12 mois, de préférence à des retours plus longs ou permanents, sans en exclure toutefois la possibilité (OIM et PNUD, 2007 ; OIM, 2008d). La stratégie du MIDA s'appuie sur cette expérience et sera présentée dans la section suivante.

### Encadré 3 : Programme TOKTEN du PNUD

Lancé en 2007, le programme du PNUD pour le « Transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés » (PNUD, 2000) permet à des professionnels expatriés d'effectuer des missions de consultant de courte durée dans leur pays d'origine. Comme dans le cas des programmes RQN et MIDA de l'OIM, la sélection des participants dépend de l'adéquation entre les compétences des expatriés qualifiés et les besoins recensés dans des secteurs de développement clés des pays d'origine.

L'approche du programme TOKTEN vise à réduire la dépendance d'un pays à l'égard d'experts internationaux du développement au titre de la « modalité d'exécution nationale » (PNUD, 1995). Pour lutter contre l'exode des cerveaux, elle consiste à soutenir les efforts de développement par le transfert de compétences et de connaissances vers les pays bénéficiaires grâce aux ressortissants de ces derniers. Le principe du bénévolat permet de mettre en œuvre le programme à un coût relativement bas et est garant d'une forte motivation. Les participants reçoivent un billet d'avion et une indemnité de subsistance au lieu d'un véritable salaire.

Si la démarche de renforcement des capacités sur la base du bénévolat et l'aspect culturel du TOKTEN en font un programme novateur, la courte durée des affectations – initialement de trois semaines à trois mois – est vite devenue problématique. Une durée de six mois a été jugée optimale, mais elle augmenterait fortement les coûts et réduirait le nombre de volontaires (Ardittis, 1985). Depuis 1994, le TOKTEN fonctionne sous les auspices du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), mettant plus particulièrement l'accent sur le redressement et la reconstruction dans les pays d'origine, et a placé plus de 5 000 volontaires dans 49 pays. Il comprend aussi des volontaires nationaux (PNUD, 1985 ; 2006 ; VNU, n.d. ; 2008).

<sup>22</sup> Argument étayé par des informations recueillies auprès de Rafiq Tschannen, Chef de mission, OIM Iraq, 23 mars 2009.

## 1.2 Naissance du concept du MIDA

S'appuyant sur l'expérience acquise dans le cadre des modèles de programmes établissant un lien entre migration et développement dans différentes régions, et élargissant le concept qui sous-tend les projets RQN, plusieurs événements ont nourri la transition des programmes RQN aux programmes MIDA, dont la Conférence régionale sur l'exode des compétences et le renforcement des capacités qui s'est tenue en Afrique en février 2000.<sup>23</sup> Celle-ci a notamment recommandé de mettre l'accent sur le transfert virtuel des compétences pour améliorer la « circulation des cerveaux » et permettre l'utilisation des compétences, invitant les donateurs, les pouvoirs publics et les agences de coopération à associer la diaspora africaine à leurs stratégies de renforcement des capacités, et à établir à cette fin des réseaux avec les membres de la diaspora (OIM, 2004a). L'emploi du terme diaspora devait avoir une incidence durable tant sur les politiques que sur la recherche, et a été ultérieurement reprise dans l'approche du MIDA.<sup>24</sup>

Un nouveau cadre pour la programmation du MIDA a été présenté dans un document de travail à la quatrième session du Conseil de l'OIM, en novembre 2000 (IOM, 2000c). Pour débattre du programme et de la stratégie du MIDA et en promouvoir l'élaboration, l'OIM a organisé un atelier à Libreville (Gabon) en avril 2001 afin d'obtenir l'appui politique des pays intéressés, d'élargir le sentiment d'adhésion à ces programmes et de maximiser leur viabilité. Une première réponse a été reçue en juillet 2001, adressée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA)/Union africaine (UA), qui a officiellement avalisé le programme MIDA dans sa Décision 614, invitant l'OIM à encourager les Etats africains à donner aux questions migratoires un degré de priorité élevé et à renforcer le lien entre la migration et le développement dans le cadre du MIDA.<sup>25</sup>

Axé sur l'Afrique, le MIDA est une stratégie de renforcement des capacités consistant à placer des professionnels expatriés dans des institutions publiques et privées pour œuvrer dans des secteurs de développement clés de leur pays d'origine. Prenant acte de la réussite des retours permanents dans le cadre des programmes RQN, le MIDA a élargi le concept pour inclure une approche plus souple et novatrice visant à associer les migrants aux objectifs de développement de leur pays d'origine. Ainsi, les programmes MIDA mettent plus particulièrement l'accent sur la contribution que peuvent apporter des communautés de la diaspora à leur pays d'origine à la faveur de formules de courte durée, circulaires ou virtuelles, dont le but est d'attirer des expatriés hautement qualifiés qui ne peuvent envisager un retour prolongé ou permanent.

<sup>23</sup> Organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en collaboration avec l'OIM et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), 22-24 février 2000, Addis-Abeba.

<sup>24</sup> Informations recueillies auprès de Meera Sethi, Conseillère régionale principale pour l'Afrique subsaharienne, Siège de l'OIM, Genève, 23 mars 2009.

<sup>25</sup> Sessions et recommandations ultérieures de l'UA sur le sujet par les ministres du travail et des affaires sociales.



## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Par ailleurs, la stratégie du MIDA a reconnu l'importance des rapatriements de fonds et des partenariats entre le secteur privé et les communautés de la diaspora pour atteindre les objectifs de développement. Tandis que les programmes RQN africains n'avaient pas systématiquement cherché à établir un lien avec les plans de développements nationaux ou à déterminer les priorités ou les besoins nationaux (CEE et OIM, 1992 : p. 11), dans l'approche du MIDA, le concept de rapatriement de nationaux qualifiés a été étendu pour assurer une cohérence entre les programmes et les stratégies de développement nationales et régionales plus vastes. Le MIDA s'efforce de relier la politique et la pratique dans ce domaine conformément à une démarche novatrice (OIM, 2004a), ce qui nécessite à la fois des évaluations préliminaires des secteurs prioritaires et l'identification des principaux objectifs et plans de développement du pays ou de la région concerné.

Depuis son lancement en 2001, le MIDA s'est transformé en un modèle multidimensionnel pour mener des activités visant à exploiter pleinement le potentiel de développement de la migration en Afrique. L'OIM a mis en œuvre des projets et des programmes axés, entre autres, sur le transfert de capital financier, humain et social, et de compétences, connaissances et technologies spécifiques.<sup>26</sup> Des programmes MIDA plus récents exploitent les possibilités qu'offre l'apprentissage en ligne. Des accords de jumelage Sud-Sud et Nord-Nord destinés à promouvoir la coopération institutionnelle sont actuellement à l'étude, y compris des initiatives visant à instaurer des cursus universitaires dans le domaine de la migration.<sup>27</sup>

Les domaines d'actions stratégiques du MIDA sont les suivants :

1. Evaluer les besoins spécifiques des pays dans des secteurs prioritaires préalablement définis, afin de les faire concorder avec les ressources de la diaspora.
2. Renforcer les capacités en transférant les ressources humaines et matérielles des communautés de la diaspora vers les pays d'origine, y compris, le cas échéant, de manière temporaire ou virtuelle.
3. Renforcer le dialogue entre la communauté de la diaspora et les autorités nationales dans les pays d'origine et de résidence (« Dialogues avec les diasporas »).
4. Nouer des partenariats entre le secteur privé et la diaspora, afin d'encourager les investissements et maximiser les incidences des rapatriements de fonds sur le développement.
5. Favoriser la cohérence politique pour ce qui est du lien entre la migration et le développement, ainsi que l'intégration de la migration dans les objectifs de développement des pays en développement.

Les programmes RQN et les projets MIDA possèdent un certain nombre de caractéristiques communes en ce qui concerne la durée (séjours de courte durée), les objectifs (inverser l'exode des cerveaux et contribuer

<sup>26</sup> Huit ans après le lancement du programme MIDA, diverses initiatives MIDA ont été menées au profit des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Ethiopie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Maroc, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone et Somalie.

<sup>27</sup> OIM, 2009. « Migration et enseignement supérieur : amélioration des compétences et des capacités. Tempus », document de projet, OIM Vienne.

au développement), et la mise en œuvre (identification des secteurs de développement clés). Leurs différences résident essentiellement dans la définition des groupes cibles respectifs (les programmes RQN étant réservés aux « nationaux », tandis que le MIDA s'adresse plus largement aux « membres de la diaspora », qui englobent aussi les détenteurs de la double nationalité, les migrants qui possèdent la nationalité du pays d'accueil, et ceux de la deuxième ou troisième génération (OIM, 2008c)), et dans le recours aux transferts virtuels et financiers dans le cas du MIDA, alors que les programmes RQN récents et en cours sont davantage liés à des situations d'après-conflit. Par conséquent, on peut s'interroger sur l'opportunité de revoir la terminologie employée, afin de parvenir à une approche globale de la programmation dans le domaine de la migration pour le développement.<sup>28</sup>

### 1.3 Contextes régionaux actuels de migration et développement et priorités

Pour pouvoir développer plus avant le concept du MIDA et évaluer son applicabilité et son extension potentielles en Amérique latine, aux Caraïbes et dans la région Asie/Pacifique, il y a lieu de bien comprendre la nature spécifique de la mobilité et du développement dans ces régions.

#### Amérique latine et Caraïbes

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'accent n'est plus mis sur les programmes de retour visant les migrants hautement qualifiés mais sur la réalisation du potentiel de développement de la migration de main-d'œuvre par une optimisation de l'utilisation productive des rapatriements de fonds et des compétences des membres des communautés expatriées.<sup>29</sup> Ces dernières années, les pouvoirs publics se sont particulièrement intéressés aux projets qui favorisent le développement communautaire en général ou l'amélioration de secteurs socioéconomiques particuliers, tels que le logement.<sup>30</sup>

<sup>28</sup> Les projets RQN actuels sont classés thématiquement comme relevant de la catégorie « Migration et développement ». Ceux qui couvrent déjà des pays hors d'Afrique, comme les projets de « Retour temporaire de nationaux qualifiés » en Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Éthiopie, Géorgie, Sierra Leone et Soudan, et sont gérés par le bureau de l'OIM à la Haye (Pays-Bas), adoptent dans les faits l'approche générale du MIDA bien que n'étant pas désignés comme tels puisque la couverture géographique de ce programme est limitée à l'Afrique. (Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, responsable du Service Migration et développement, OIM La Haye, Pays-Bas, 19 mars 2009).

<sup>29</sup> Prière de se reporter aux projets de l'OIM destinés aux travailleurs migrants guatémaltèques et colombiens, voir Gouvernement du Guatemala et OIM, 2006 : « Evaluación Proyecto Trabajadores(as) Agrícolas Temporales a Canadá, Evaluación conjunta Gobierno de Guatemala/OIM », *Cuadernos de Trabajo sobre Migración* 22, febrero 2006 ; Gouvernement du Guatemala et OIM, 2008 : « 2da. Evaluación Programa Trabajadores(as) Agrícolas Temporales a Canadá », *Cuadernos de Trabajo Sobre Migración* 25, Marzo, Gobierno de Guatemala y OIM, Guatemala et OIM, OIT et OSCE, 2008 : « Analytical Paper. Bilateral Temporary Labour Arrangements: Good Practices and Lessons Learnt », séminaire d'experts, Madrid, 10 octobre 2008, peut être consulté à l'adresse : [http://government.gfmd2008.org/index2.php?option=com\\_docman&task=doc\\_view&gid=90&Itemid=45](http://government.gfmd2008.org/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=90&Itemid=45).

<sup>30</sup> Informations recueillies auprès de Diego Beltránd, Conseiller régional principal pour les Amériques, Siège de l'OIM, Genève, Suisse, 14 janvier 2009. Pour mettre en relief cet accent régional, la migration de main-d'œuvre sera le thème de la Conférence régionale sur la migration de cette année, aussi connue sous le nom de Processus de Puebla.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Les flux migratoires sans cesse croissants d'Amérique latine et des Caraïbes vers, essentiellement, les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe, ces vingt dernières années, ont fait de cette sous-région le plus important bénéficiaire au monde de transferts financiers de migrants (OIM, 2008e). Selon la Banque mondiale, ceux-ci se sont élevés à 59,9 milliards de dollars E.-U., soit 25 % de l'ensemble des fonds rapatriés vers les pays en développement en 2007 (Ratha et Xu, 2008). Le programme « Trois pour un » (*tres-por-uno*) mis en œuvre dans plusieurs Etats mexicains, qui prévoit de compléter chaque dollar E.-U. envoyé au pays par les migrants par un dollar versé par le gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats et les autorités locales, suscite un vif intérêt. Cependant, les mesures visant à inciter les migrants à investir dans des projets et des activités rémunératrices ne doivent pas être considérées comme un substitut de la coopération pour le développement, notamment parce que les fonds rapatriés par les migrants sont des fonds privés dont l'utilisation finale reste dans le cadre de la sphère privée.

Par ailleurs, la dimension relative aux droits de l'homme de la corrélation entre migration et développement est l'une des préoccupations politiques majeures des pays d'Amérique latine, où la protection et la promotion des droits humains des migrants sont considérées comme un aspect important du développement. Pour établir le contact avec leurs expatriés et leur fournir un appui, des pays comme El Salvador et l'Equateur ont renforcé leurs liens avec leurs communautés d'expatriés en créant des ministères spécialement chargés des migrants<sup>31</sup> et en étoffant les services consulaires dans les principaux pays de destination. Le Plan de retour au pays de l'Equateur (*Plan retorno*) couvre les aspects politiques, culturels, économiques et matériels du retour des Equatoriens résidant à l'étranger (FMMD, 2008). En outre, le secteur privé a soigneusement analysé les perspectives commerciales des nouveaux marchés sous l'appellation « commerce nostalgique ».

Les multiples déclarations sur le couple migration et développement, en particulier l'*Engagement de Montevideo sur les Migrations et le Développement des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté ibéro-américaine* (novembre 2006), la *Déclaration de Montevideo sur les Migrations, le développement et les droits de l'homme pour tous les migrants* (septembre 2008) et la *Déclaration de Lima* (mai 2008) qui définit la stratégie conjointe avec l'UE, soulignent l'importance des droits de l'homme dans la thématique migration et développement dans cette sous-région. La contribution potentiellement positive de la migration au développement est souvent réaffirmée, tandis que la pauvreté et l'absence de perspectives sont désignées comme les causes principales des flux d'émigration. Le principe de la responsabilité commune est aussi l'un des thèmes majeurs du programme conjoint des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et des Etats membres de l'Union européenne.

<sup>31</sup> Le Vice-Ministère des relations extérieures avec les Salvadoriens de l'étranger (*Viceministerio de Relaciones Exteriores para los Salvadoreños en el Exterior*) a été créé en 2004. Le Ministère national des migrants (*Secretaría Nacional del Migrante*) en Equateur a été créé au printemps 2007.

Les pays des Caraïbes sont particulièrement préoccupés par l'exode massif de professionnels vers les pays développés, comme le soulignent notamment la Déclaration sur la coopération fonctionnelle de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et les déclarations précitées. Ainsi, de nombreux éléments plaident en faveur d'interventions qui encouragent et facilitent la participation des migrants d'Amérique latine et des Caraïbes au développement de leurs pays d'origine.

## Asie et Pacifique

En Asie, la mobilité internationale et de plus en plus intrarégionale de la main-d'œuvre a fortement influé sur les schémas de développement économique, social et démographique de la région. L'émigration de migrants qualifiés de pays asiatiques densément peuplés est nettement moins forte que celle qui affecte les Etats africains ou insulaires (CNUCED, 2007). Les spécialistes indiens des technologies de l'information qui vivent et travaillent à l'étranger et les émigrants philippins qualifiés ont contribué à faciliter le commerce, les investissements et le transfert de technologie vers leur pays d'origine. Les membres de la diaspora asiatique, qui est l'une des plus importantes au monde,<sup>32</sup> entretiennent des liens étroits et actifs avec leurs pays d'origine, plus encore en temps de crise. Plus récemment, le retour de migrants hautement qualifiés s'est intensifié dans certaines parties de la région, Taiwan, Province de Chine et la Corée du Sud mettant en place des dispositifs d'incitation pour encourager la participation des membres de la diaspora (OIM, 2008e). En Asie centrale et dans le Caucase, le potentiel de développement des rapatriements de fonds joue un rôle de plus en plus important, s'appuyant parfois sur les filières de transfert et l'économie informelles (OIM, 2008c).

Si la majorité des pays d'Asie ont mis en œuvre leur propre politique migratoire (Hugo, 2005), l'envergure des cadres politiques nationaux permettant d'organiser les flux migratoires et de garantir la contribution positive de la migration au développement varie néanmoins considérablement dans la région. L'Inde a récemment instauré le Ministère des affaires indiennes d'outre-mer, afin de gérer l'émigration et de maintenir des liens avec la diaspora. A Sri Lanka, le Bureau de l'emploi à l'étranger est l'institution nationale centrale chargée de la mobilité de la main-d'œuvre depuis 2007. Dans d'autres pays, en revanche, il n'existe pas encore de structures spécifiques s'occupant des questions migratoires. Aux Philippines, la gestion de la migration et l'appui aux émigrants relèvent dans une large mesure de capacités gouvernementales appropriées, et sont institutionnalisées depuis des décennies.

<sup>32</sup> D'après Hugo (2005), la diaspora chinoise, composée de ressortissants chinois et d'autres personnes ayant acquis la nationalité de leur pays de résidence, s'élève à 30 ou 40 millions, soit 2,9 % de la population. La diaspora indienne compte 20 millions de personnes (1,9 % de la population), tandis que la diaspora philippine totalise environ 8,7 millions de personnes et représente plus de 10 % de la population. Les quelque 4 millions d'expatriés pakistanais constituent 2,8 % de la population (POEA, 2007 ; OIM, 2008c).

Une analyse de la nature et des incidences des flux migratoires sur le développement fait apparaître que le débat est largement ouvert quant aux stratégies les plus efficaces et aux meilleures pratiques en matière de gestion de la migration pour le développement dans la région Asie et Pacifique. Les besoins des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral comme ceux d'Asie centrale, et de certains petits Etats insulaires en développement sont particulièrement préoccupants, comme le souligne notamment la résolution 63/7 de 2007 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) concernant la migration internationale et le développement de ces pays. Il est fondamental de tirer profit des bienfaits de la mobilité humaine pour le développement, d'intégrer la migration dans les stratégies de développement nationales et de s'attaquer aux facteurs d'incitation à l'émigration en favorisant la coopération internationale dans le domaine de la migration et du développement.

## Afrique

Pour que les pays africains puissent atteindre leurs objectifs de développement, il est crucial qu'ils puissent conserver et utiliser efficacement leur main-d'œuvre qualifiée. En particulier, la pénurie de ressources humaines due à l'émigration massive de travailleurs qualifiés ou les déséquilibres provoqués par un nombre excessif de diplômés de l'université dans certaines disciplines et l'absence de professionnels qualifiés dans d'autres est un problème majeur. Après l'adoption de la stratégie MIDA et du *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)* (UA, 2001b), l'Union africaine (UA) a commencé à s'intéresser aux compétences spécialisées et aux ressources de la diaspora africaine comme vecteurs de développement et « sixième région » de l'Afrique.

En mai 2006, l'UA a adopté une *Position africaine commune relative à la migration et au développement*, énoncée dans sa Décision 305 du Conseil exécutif, qui demande instamment à tous les Etats membres d'intégrer la migration dans leurs plans de développement, en particulier en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines, et de consacrer les moyens nécessaires à la mise en œuvre des recommandations formulées dans cette position africaine commune. La Décision 313<sup>33</sup> demandait au Président de la Commission, en collaboration avec l'OIM et d'autres partenaires, de coordonner et d'appuyer sa mise en œuvre. La migration et le développement, les ressources humaines et la fuite des cerveaux, les rapatriements de fonds, le rôle de la diaspora africaine, les droits humains des migrants et les questions de sexospécificité figurent parmi les principales priorités politiques énoncées dans cette déclaration ainsi que dans le *Cadre politique de migration pour l'Afrique* de 2006, qui ont été incorporés dans l'approche MIDA.<sup>34</sup>

<sup>33</sup> (EX.CL/313 (X))

<sup>34</sup> En collaboration avec des entités africaines telles que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, voir par exemple 2008), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC, inter alia 2005), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE, 1999 ; 2008) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD, voir 2008), l'OIM facilite l'approche MIDA et s'efforce de l'intégrer au niveau sous-régional en Afrique.

## Coopération interrégionale entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne

La thématique migration et développement est importante non seulement dans le cadre de la coopération intrarégionale entre pays africains, mais aussi dans le contexte de la collaboration interrégionale entre les pays ACP et l'Union européenne. Elle apparaît dans un certain nombre d'instruments multilatéraux majeurs, dont l'*Accord de Cotonou entre l'UE et les pays ACP*, la *Déclaration de Nadi* de 2002, la *Déclaration de Bruxelles sur les questions d'asile, de migration et de mobilité de l'ACP* de 2006 et son Plan d'action, le *Partenariat euro-africain pour la migration et le développement (Déclaration de Rabat)* de 2006 et son Plan d'action, la *Déclaration conjointe Afrique – UE sur la migration et le développement*, signée à Tripoli en novembre 2006, la *Stratégie commune Afrique-UE* et, surtout, le *Partenariat Afrique - UE sur la migration, la mobilité et l'emploi*, lancé en décembre 2007.

La Résolution du Groupe ACP sur la migration et le développement du 30 mai 2008 réaffirme le rôle clé que jouent la gestion de la migration et les politiques migratoires dans la promotion du développement durable, ainsi que la contribution fondamentale des associations de migrants et de la diaspora au développement de leurs pays d'origine. Les pays ACP reconnaissent également la nécessité d'intensifier la coopération Sud-Sud. Ces nouveaux cadres accordent une importance plus grande aux ressources humaines que les conventions de Lomé en situant la thématique migration et développement dans une perspective plus globale. Le cadre ACP fournit une base trilatérale unique pour l'élaboration d'initiatives en matière de migration et développement dans ces régions, offrant ainsi de nouvelles possibilités pour des projets d'inspiration MIDA ailleurs qu'en Afrique.

## Europe

Dans sa Communication sur la migration et le développement, l'Union européenne (UE, 2005) a insisté sur sa volonté de promouvoir le rôle des membres de la diaspora dans l'exploitation du potentiel de développement de la migration, et d'encourager les dispositifs de migration circulaire. Reconnaissant que la migration est un facteur de développement et qu'il est crucial de renforcer les liens bénéfiques entre la mobilité et le développement, d'importants pays de destination, y compris en Europe, ont étudié les moyens d'associer les diasporas, notamment les migrants qualifiés, au développement économique et social de leur pays d'origine. Le renforcement des capacités par le transfert de compétences, de capital et de connaissances spécialisées est considéré comme un moyen concret de stimuler le développement local et, ce faisant, de réduire les facteurs d'incitation au départ dans les régions soumises à une forte pression à l'émigration.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

La cohérence politique en matière de migration et développement entre les ministères et les divers niveaux administratifs figure au premier rang des préoccupations politiques.<sup>35</sup> La principale difficulté, pour les pays développés, consiste à combler les lacunes du marché du travail dues au vieillissement de la population active et à une croissance démographique faible, sans appauvrir l'offre de professionnels qualifiés dans les pays en développement.

En ce qui concerne les pays d'Europe orientale qui connaissent une forte émigration, les rapatriements de fonds sont perçus comme une source de revenus de plus en plus importante, que les gouvernements souhaitent orienter vers des activités productives et des investissements aux fins de développement. La Moldova, par exemple, a modifié son système fiscal pour créer des conditions d'investissement favorables et a encouragé le développement des petites et moyennes entreprises. Cependant, malgré ces efforts et un accroissement considérable des investissements, la population et les émigrants estiment toujours que la conjoncture générale est défavorable. Bien que l'émigration de grande ampleur ait débuté dans les années 1990, le gouvernement moldave n'a donné que récemment la priorité à l'établissement de liens avec les membres de la diaspora et à leur participation aux efforts de développement (Ministère des affaires étrangères de Moldova et OIM, 2008 ; OIM, 2008a).

### I.4 Etendre l'approche MIDA au-delà de l'Afrique

Les cadres et les activités de développement actuellement mis en place confirment l'importance que les pays accordent aux questions de migration et de développement aux niveaux national, régional et interrégional. Les déclarations politiques soulignent la volonté de coopérer à la réalisation des objectifs nationaux de développement avec l'appui des communautés de migrants et de la diaspora de toutes les régions.

Tandis que les programmes RQN actuels visent essentiellement à remédier à des pénuries temporaires graves de main-d'œuvre qualifiée et à renforcer les capacités nécessaires dans la phase de redressement d'une gestion de crise, l'approche MIDA est spécifiquement liée aux stratégies de développement à long terme des pays bénéficiaires. Grâce à des partenariats durables noués avec des interlocuteurs locaux et nationaux d'entités publiques et privées et les membres de la diaspora, l'OIM souhaiterait étudier la meilleure manière d'élargir à l'avenir l'approche MIDA de développement à long terme axée sur la demande à d'autres pays et régions.

<sup>35</sup> Voir par exemple : Gouvernement de Suède, 2008 ; Ministère finlandais des affaires étrangères, 2007 ; Ministère norvégien des affaires étrangères, 2008 ; et Ministère danois des affaires étrangères, 2007, qui mentionnent expressément le rôle joué par l'OIM pour encourager le dialogue entre les pays et soutiennent les activités lancées par l'Organisation dans le Nord et l'Ouest de l'Afrique.



Comment étendre la portée générale du MIDA tout en renforçant la spécificité des programmes RQN actuels liés aux situations d'après-conflit ? En outre, les programmes actuellement exécutés sous l'appellation RQN mais ne se rapportant pas à des mesures de redressement après une crise doivent-ils être rattachés au MIDA ?

Pour pouvoir aller de l'avant, il est indispensable de mieux connaître les principales tendances qui sous-tendent les initiatives existantes de migration pour le développement, y compris les enseignements pratiques tirés, comme le fait de savoir ce qui marche et peut produire les résultats souhaités, et quels changements doivent être apportés et pourquoi. Dans le cadre d'un processus analytique, nous allons exposer ci-après les expériences acquises et les leçons tirées de programmes actuels et passés dans différentes régions, afin d'élargir l'applicabilité du concept de migration pour le développement tel qu'il est mis en œuvre dans le programme MIDA.

## Bibliographie

Administration philippine pour l'emploi outre-mer (POEA)

2007 Overseas Employment Statistics, POEA, disponible à l'adresse <<http://www.poea.gov.ph/stats/stats2007.pdf>>

Ardittis, S.

1985 « The Assisted Return of Qualified Migrants to their Countries of Origin: the UNDP and ICM Multilateral Programmes », International Migration for Employment, Working Paper, OIT, Genève.

Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM, devenu l'OIM)

1986 Evaluation Report on the Implementation of the Project Reintegration of Qualified African Nationals, ICM Information Paper No.2, prepared for Seminar on Reintegration of Qualified African Nationals, 1<sup>er</sup> - 4 décembre, Nairobi.

1987 Evaluation Report on the Implementation of the Project Expansion of ICM's Return of Talent Program to Africa from the USA, mars, CIM, Genève.

Communauté économique européenne (CEE) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

1992 Evaluation Report on Reintegration of Qualified African Nationals. EEC- IOM Project (1982–1991). Evaluation externe.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

2007 *Savoir, apprentissage technologique et innovation pour le développement*. Rapport 2007 sur les pays les moins avancés, UNCTAD/LDC/2007, juillet, CNUCED, Genève, disponible à l'adresse <[http://www.unctad.org/fr/docs/ldc2007\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/ldc2007_fr.pdf)>

Diene, M.

2007 « *Dialogues avec les diasporas : pour établir un agenda en faveur du développement* », Migrations, Edition spéciale, juillet, OIM, Genève.

Ducasse-Rogier, M.

2001 *The International Organization for Migration 1951–2001*, OIM, Genève.

Fernández Lamarra, N.

- 1992 « Human Resources, Development and Migration of Professionals in Latin America », *Migration and Development*. Dixième séminaire de l'OIM sur la migration, 15-17 septembre, OIM, Genève.

Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)

- 2008 La protection des droits des migrants – Une responsabilité partagée, Table ronde 1.1, document de base, disponible à l'adresse <[http://government.gfmd2008.org/component/option,com\\_docman/Itemid,45/task,cat\\_view/gid,35/](http://government.gfmd2008.org/component/option,com_docman/Itemid,45/task,cat_view/gid,35/)>

Gouvernement du Guatemala et OIM

- 2006 « Evaluación Proyecto Trabajadores(as) Agrícolas Temporales a Canadá, Evaluación conjunta Gobierno de Guatemala/OIM », *Cuadernos de Trabajo sobre Migración* 22, febrero.
- 2008 « 2da. Evaluación Programa Trabajadores(as) Agrícolas Temporales a Canadá », *Cuadernos de Trabajo Sobre Migración* 25, Marzo, Gobierno de Guatemala y OIM, Guatemala.

Gouvernement de Suède

- 2008 Global Challenges – Our Responsibility. Sweden's Policy for Global Development. Government Communication 2007/08:89, disponible à l'adresse <<http://www.sweden.gov.se/content/1/c6/11/32/83/778a0c48.pdf>>

Gouvernements de l'Espagne et du Maroc

- 2008 Analytical Paper. Bilateral Temporary Labour Arrangements: Good Practices and Lessons Learnt, Expert Seminar, Madrid, 10 octobre, rapport établi par l'OIM/OIT/OSCE, disponible à l'adresse <[http://government.gfmd2008.org/index2.php?option=com\\_docman&task=doc\\_view&gid=90&Itemid=45](http://government.gfmd2008.org/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=90&Itemid=45)>

Hugo, G.

- 2005 « Migration in the Asia-Pacific region », document établi pour le Policy Analysis and Research Programme de la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI), septembre, Genève, disponible à l'adresse <<http://www.gcim.org/mm/File/Regional%20Study%202.pdf>>

Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldova et OIM

- 2008 Recommendations of the Policy Seminar on Diaspora and Homeland Development. 10-11 avril 2008, Chisinau.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

## Ministère danois des affaires étrangères du Danemark

- 2007 A World for All. Priorities of the Danish Government for Danish Development Assistance 2008-2012, disponible à l'adresse <[http://www.danidadevforum.um.dk/NR/ronlyres/0290D748-D013-4365-95F3-A6CC92FD6E93/0/a\\_world\\_for\\_all.pdf](http://www.danidadevforum.um.dk/NR/ronlyres/0290D748-D013-4365-95F3-A6CC92FD6E93/0/a_world_for_all.pdf)>

## Ministère finlandais des affaires étrangères de la Finlande

- 2007 Development Policy Programme 2007. Towards a Sustainable and Just World Community, Government Decision-In-Principle, disponible à l'adresse <<http://www.formin.fi/public/download.aspx?ID=24014&GUID=%7b41C62727-0F60-4794-B744-F40E9460D79F%7d>>

## Ministère norvégien des affaires étrangères de la Norvège

- 2008 Norwegian Development Assistance in 2008 – Priority Areas, disponible à l'adresse <[http://www.regjeringen.no/en/dep/ud/selected-topics/development\\_cooperation/norwegian-development-assistance-in-2008.html?id=493308](http://www.regjeringen.no/en/dep/ud/selected-topics/development_cooperation/norwegian-development-assistance-in-2008.html?id=493308)>

## OIM et Programme des Nations Unies pour le développement

- 2007 IRI Newsletter, Iraqis Rebuilding Iraq Programme (IRI), avril, OIM Amman et PNUD.

## Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 1990a Evaluation Survey Among the Returnees Assisted in Their Reintegration Process Within the Framework of the Project Reintegration of Qualified African Nationals – Phase II. Programme Evaluation Section, OIM, Genève.
- 1990b La Transferencia inversa de tecnología (TIT) y medidas para revertir esta situación: El programa para el retorno de personal calificado latinoamericano de la OIM, Seminario Regional Latinoamericano, La Paz, Bolivie, 22-25 octubre, LPZ/90/4.
- 1990c Transferencia de Tecnología Mediante la Provisión de Expertos Integrados y Migrantes Calificados, Tema 2, Seminario Regional Latinoamericano, La Paz, Bolivie, 22-25 octubre, LPZ/90/5.
- 1993 Survey Among the Returnees Assisted in Their Reintegration in Chile Within the Framework of the Latin American Reintegration Assistance Programme (LARAP). Division de l'évaluation des programmes, OIM, Genève.
- 1994 Internal Evaluation of the Project Retorno y Reintegración de Personal Calificado para Promover la Reconstrucción Económica y el Desarrollo de Nicaragua (ALA (90/05)), mai, Division de l'évaluation des programmes OIM Genève.

- 1995 Final Internal Evaluation of the Project Retorno y Reintegración de Personal Calificado para Promover la Reconstrucción Económica y el Desarrollo de Nicaragua (ALA (90/05)), juin, Division de l'évaluation des programmes, OIM, Genève.
- 1996a Evaluation interne : The Return and Reintegration Programme of Qualified Jamaican Nationals for Development, OIM Kingston.
- 1996b Survey Among Qualified African Nationals Processed Under the Programme for the Return and Reintegration of Qualified African Nationals (RQAN) – Phase III, Division de l'évaluation des programmes, octobre, OIM, Genève.
- 2000a Evaluation de l'impact des rapatriés sur les lieux de travail du Programme de retour de nationaux africains qualifiés, Rapport de la phase III, Bureau du Directeur exécutif, janvier, OIM, Kenya.
- 2000b Evaluation de la phase III du Programme de retour de nationaux africains qualifiés, Bureau de l'évaluation des programmes, janvier, OIM, Genève.
- 2000c Document-cadre de politique migratoire de l'OIM pour l'Afrique subsaharienne, Conseil de l'OIM, quatre-vingtième session, MC/INF/244, 17 novembre, disponible à l'adresse <[http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/about\\_iom/fr/council/80/MC\\_INF\\_244.pdf](http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/about_iom/fr/council/80/MC_INF_244.pdf)>
- 2001 Rapport sur l'atelier technique sur le programme MIDA « Migrations pour le développement en Afrique », tenu à Libreville, Gabon, du 9 au 11 avril 2001, OIM, Genève.
- 2004a Document sur la stratégie générale du MIDA, OIM, Genève.
- 2004b Pour une stratégie de l'OIM en matière de migration et développement, document de séance/12, 88<sup>e</sup> session du Conseil, 30 novembre – 3 décembre, OIM, Genève.
- 2005 MIDA: Micro-enterprise development for Guinean women through the provision of micro-credits and mobilization of women from the diaspora, Final Report to the Government of the United States.
- 2006 *Programme et Budget pour 2007*. Quatre-vingt-douzième session, Conseil de l'OIM, MC/2203, 6 octobre, OIM, Genève.
- 2007a *Dialogues avec les diasporas*, OIM, Genève.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- 2007b Evaluation du Programme de migrations pour le développement en Afrique (MIDA) en tant qu'illustration d'efforts déployés par l'OIM pour que la migration serve le développement, août, Bureau de l'évaluation des programmes, OIM, Genève.
- 2008a How Moldovan Households Manage Their Finances. Knowledge and Practices, Survey Report, OIM, Chisinau.
- 2008b *Migration in Albania: A Country Profile*, OIM, Genève
- 2008c *Migration in the Black Sea Region: Regional Overview, Country Profiles and Recommendations*, OIM, Genève.
- 2008d Return of Qualified Afghans Programme. Fact Sheet, mars, OIM Afghanistan, Kaboul.
- 2008e *Etat de la migration dans le monde - 2008 : Gestion de la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en mutation*, vol. 4 de la série de rapports Etat de la migration dans le monde, OIM, Genève.
- 2009 Migration and Higher Education: Developing Skills and Capacity. Tempus, project document, OIM, Vienne.

Ratha, D. et Z. Xu

- 2008 *Migration and Remittances Factbook 2008*, Migration and Remittances Team, Development Prospects Group, Banque Mondiale, Washington, D.C., disponible à l'adresse <<http://go.worldbank.org/QGUCPJTOR0>>

TRANSTEC

- 2000 *Final External Evaluation of the Return of Qualified African Nationals, Phase 3*, document communiqué à la CE et à l'OIM en octobre 2000, TRANSTEC, Bruxelles.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

- 1985 Interregional: Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (TOKTEN), juillet, INT-79-017-1620-OPE-E, PNUD, New York.
- 1995 National Execution: Promises and Challenges, Bureau de l'évaluation et de la planification stratégique, PNUD, New York, <http://www.undp.org/eo/documents/netoc.htm>

2000 TOKTEN Booklet, Programme d'assistance du PNUD au Peuple Palestinien, disponible à l'adresse <<http://www.undp.ps/en/newsroom/publications/pdf/other/tokten.pdf>>

2006 TOKTEN – Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals, PNUD Liban, disponible à l'adresse <<http://www.toktenlebanon.org/>>

#### Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)

2008 *Inspiration in Action. UN Volunteers. Annual Report 2007*. VNU, Bonn, disponible à l'adresse <[http://www.unv.org/fileadmin/docdb/pdf/2008/annual/English\\_report\\_WEB.pdf](http://www.unv.org/fileadmin/docdb/pdf/2008/annual/English_report_WEB.pdf)>

n.d. UNV Modalities, VNU, Syrie, Damas, disponible à l'adresse <[http://www.un.org.sy/forms/publications/files/Overview\\_-\\_UNV\\_Modalities.pdf](http://www.un.org.sy/forms/publications/files/Overview_-_UNV_Modalities.pdf)>

## Documents

#### ACP – CEE (ultérieurement CE)

1984 Troisième convention ACP-CEE signée à Lomé le 8 décembre 1984, (Convention de Lomé III).

1989 Quatrième convention ACP-CEE signée à Lomé le 15 décembre 1989, (Convention de Lomé IV).

2000 Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 (Accord de partenariat ACP-CE ou Accord de Cotonou).

2005 Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 (Accord de partenariat ACP-CE ou Accord de Cotonou), révision de 2005.

#### Amérique latine et Caraïbes – UE

2008 Déclaration de Lima. Répondre ensemble aux préoccupations prioritaires de nos populations, 16 mai, disponible à l'adresse <[http://ec.europa.eu/external\\_relations/lac/docs/declaration\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/lac/docs/declaration_en.pdf)>

#### Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)

2008 Declaration on the Establishment of an Intergovernmental Authority on Development (IGAD), processus consultatif régional (IGAD-RCP) sur la migration, 14 mai, Addis-Abeba.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

## Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

- 2007 Migrations internationales et développement dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement, Résolution 63/7, Cinquième séance plénière, 23 mai, disponible à l'adresse <<http://www.unescap.org/EDC/French/Commissions/E63/Resolutions.pdf>>

## Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)

- 1999 *Traité établissant la CAE 1999*, Arusha, 30 novembre, disponible à l'adresse <[www.eac.int/about-eac/quick-links/unido-norad-programme/doc\\_download/1-treaty-establishing-the-east-african-community.html](http://www.eac.int/about-eac/quick-links/unido-norad-programme/doc_download/1-treaty-establishing-the-east-african-community.html)>
- 2008 Stratégie de développement de la CAE 2006-2010. Deepening and Accelerating Integration, disponible à l'adresse <[http://www.eac.int/downloads/doc\\_details/159-eac-development-strategy-2006-2010.html](http://www.eac.int/downloads/doc_details/159-eac-development-strategy-2006-2010.html)>

## Communauté des Caraïbes

- 2007 Une communauté pour tous : Déclaration sur la coopération fonctionnelle, publiée par les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes à l'occasion de leur vingt-huitième Réunion ordinaire tenue du 1<sup>er</sup> au 4 juillet à Needhams'Point, Barbade, disponible à l'adresse <[http://www.caricom.org/jsp/communications/meetings\\_statements/declaration\\_on\\_functional\\_cooperation.jsp](http://www.caricom.org/jsp/communications/meetings_statements/declaration_on_functional_cooperation.jsp)>

## Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC)

- 2005 Draft Protocol on the Facilitation of Movement of Persons, SADC, Gaborone, disponible à l'adresse <<http://www.sadc.int/>>

## Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

- 2008 *L'approche commune de la CEDEAO sur la migration*, 33<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, Ouagadougou, 18 janvier, disponible à l'adresse <<http://www.droit-migrations-ao.org/PDF/Approche%20commune%20-%20CEDEAO.pdf>>

## Communauté ibéro-américaine

- 2006 Engagement de Montevideo sur les migrations et le développement, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté ibéro-américaine, novembre.

## Conférence sud-américaine sur la migration

- 2008 Déclaration de Montevideo sur les migrations, le développement et les droits de l'homme pour tous les migrants, septembre (uniquement disponible en espagnol).



## Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (groupe ACP)

- 2002 Déclaration de Nadi. Solidarité ACP dans un monde globalisé, 3<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ACP, Denarau, Nadi, Fidji, 18 et 19 juillet, disponible à l'adresse <[http://www.acpsec.org/fr/declarations/declaration\\_nadi\\_fr.pdf](http://www.acpsec.org/fr/declarations/declaration_nadi_fr.pdf)>
- 2006 Déclaration de Bruxelles sur les questions d'asile, de migration et de mobilité et Plan d'action, 13 avril , ACP/28/025/06 Final, disponible à l'adresse <[http://www.acpsec.org/fr/pahd/acp2802506\\_declaration\\_migration\\_f.pdf](http://www.acpsec.org/fr/pahd/acp2802506_declaration_migration_f.pdf)>

## UA – UE

- 2006a Partenariat euro-africain pour la migration et le développement. Déclaration de Rabat, 11 juillet.
- 2006b Déclaration conjointe Afrique - UE sur la migration et le développement, Tripoli, 22 et 23 novembre 2006, disponible à l'adresse <[http://www.eu2006.fi/news\\_and\\_documents/other\\_documents/vko47/en\\_GB/1164354155373/\\_files/76307120576331827/default/JointAfricaEUDeclaration.pdf](http://www.eu2006.fi/news_and_documents/other_documents/vko47/en_GB/1164354155373/_files/76307120576331827/default/JointAfricaEUDeclaration.pdf)>
- 2007a Le partenariat stratégique Afrique - UE. Une stratégie commune Afrique – UE, disponible à l'adresse <[http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/EAS2007\\_joint\\_strategy\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/EAS2007_joint_strategy_fr.pdf)>
- 2007b Partenariat Afrique-UE sur la migration, la mobilité et l'emploi.

## Union africaine (UA)

## Conseil des ministres

- 2001a Décision 614, 74<sup>e</sup> session ordinaire, juillet.
- 2001b Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), octobre, disponible à l'adresse <<http://www.nepad.org/2005/fr/documents/inbrief.pdf>>

## Conseil exécutif

- 2006a Position africaine commune relative à la migration et au développement, EX. CL/277 (IX).
- 2006b Cadre de politique de migration pour l'Afrique, EX.CL/276 (IX), disponible à l'adresse <<http://www.africa-union.org/root/ua/Conferences/2007/avril/SA/16-21%20avr/Cadre%20strat%C3%A9gique%20Migration.doc>>

## Union européenne (UE)

- 2005 *Migration et développement: des orientations concrètes*. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, 1<sup>er</sup> septembre 2005, COM(2005) 390 final, disponible à l'adresse <<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0390:FIN:FR:PDF>>

## Entretiens/communications écrites et orales

- **Diego Beltránd**, Conseiller régional principal pour les Amériques, Siège de l'OIM, Genève, Suisse, 14 janvier 2009.
- **Charles Kwenin**, Chef de la Mission spéciale de liaison, OIM Addis-Abeba, Ethiopie, 13 mars 2009.
- José Pires, Représentant régional pour l'Amérique centrale et le Mexique, OIM San José, Costa Rica, 9 mars 2009.
- **Meera Sethi**, Conseillère régionale principale pour l'Afrique subsaharienne, Siège de l'OIM, Genève, Suisse, 23 mars 2009.
- **Rafiq Tschannen**, Chef de mission, OIM Iraq, 23 mars 2009.
- **Elizabeth Warn**, Spécialiste de la Migration de main-d'œuvre et de la Migration et développement, Siège de l'OIM, Genève, Suisse, 20 mars 2009.
- **Ralph Welcker**, responsable du Département Migration et développement, mission de l'OIM à La Haye, Pays-Bas, 19 mars 2009.



Environ neuf tonnes d'ananas sont transformées par heure dans la nouvelle usine de Ghanacoop, une coopérative de migrants ghanéens à Modène (Italie) créée grâce au programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA) de l'OIM.

© OIM 2007 - MGH0064 (Photo: Jemini Pandya)



Le Dr Semin Durrany aux côtés d'un patient à l'hôpital du Ministère de la défense, à Kaboul. Elle est rentrée du Pakistan avec l'assistance de l'OIM. L'Organisation a facilité le retour d'Afghans qualifiés résidant à l'étranger et leur affectation à des postes clés, dans des ministères, des organismes publics et le secteur privé, qui revêtent une importance cruciale pour le développement.

© OIM 2007 - MAF0246  
(Photo: Barat Ali Batoor)

# CHAPITRE II

## Approches stratégiques et principales phases du MIDA et de programmes similaires<sup>36</sup>

Les programmes MIDA ont pour principal objectif de permettre aux migrants, et plus particulièrement aux migrants qualifiés, de contribuer au développement de leur pays d'origine en mettant à sa disposition leurs ressources humaines, financières ou techniques. La réussite de chaque intervention MIDA dépend en grande partie d'une planification et d'une gestion efficaces du cycle de projet qui tiennent dûment compte des particularités du pays bénéficiaire.

La première partie de ce chapitre examine les trois grandes orientations stratégiques suivies à ce jour pour élaborer les programmes MIDA et apparentés : les transferts financiers, la coopération décentralisée et le renforcement des capacités par la formation et l'apprentissage en ligne. La section suivante analyse les éléments constitutifs d'un projet MIDA typique, y compris les évaluations préalables et la définition des besoins de tous les acteurs. La section 3 dépeint la manière dont l'OIM et d'autres instances conçoivent et mettent en œuvre des stratégies de communication concrètes pour toucher et associer toutes les parties prenantes. La dernière section se concentre sur l'importance de l'engagement et de la coopération multipartites.

### II.1 Principales approches stratégiques

Le MIDA est un concept suffisamment souple pour intégrer un large éventail de projets couvrant le transfert temporaire, physique ou virtuel, de diverses compétences, capacités et ressources (OIM, 2006b). Cependant quelques grandes orientations stratégiques se dégagent nettement au milieu de toute cette diversité.

#### **Transferts financiers**

Que ce soit individuellement ou en groupe, les migrants peuvent jouer un rôle déterminant dans le développement de leur pays d'origine. Les membres de la diaspora sont plus enclins à investir dans leur pays ou

<sup>36</sup> Chapitre rédigé par Susanne Melde, coordonnatrice de projet, OIM Genève, avec la collaboration de Rougui Ndiaye-Coïc, administrateur de projet, OIM Genève, Suisse, pour la première partie.

leur communauté d'origine, non seulement parce qu'ils y sont attachés, mais aussi parce qu'ils ont généralement une vision moins conservatrice que les investisseurs internationaux des risques inhérents aux investissements dans un pays (Ratha *et al.*, 2008). Quant aux pouvoirs publics, ils ont tendance à penser que les spécialistes issus de la diaspora sont plus fiables et plus disposés à répondre rapidement aux demandes d'assistance que les experts traditionnels en coopération pour le développement. Cet aspect est particulièrement important lors de l'instauration de partenariats institutionnels entre pays d'origine et de destination (FMMD, 2008a).

La contribution des migrants au développement de leur pays d'origine peut revêtir diverses formes, comme les investissements étrangers directs (IED) ou les dons. Les IED peuvent jouer un rôle positif dans la croissance économique, le transfert de connaissances et de technologie, et la création d'emplois. Néanmoins, les flux d'IED vers les pays en développement demeurant relativement modestes, de nombreux gouvernements cherchent à encourager les investissements des communautés de leur diaspora. Le Sénégal, par exemple, a recensé un certain nombre de projets d'infrastructures dans lesquels il serait souhaitable d'investir (Panizzon, 2008). Ainsi, la contribution importante que peuvent apporter les membres de la diaspora à la création d'un revenu et d'une prospérité durables pour leurs parents restés au pays, notamment par l'accès à la microfinance, est largement reconnue.

Cependant, et malgré les données de recherche disponibles sur ce sujet, il y a lieu d'approfondir les connaissances sur le fonctionnement des filières de transfert de fonds, les comportements en matière de rapatriement, ainsi que les déterminants sociaux qui les sous-tendent. Si l'on sait que les fonds rapatriés permettent souvent d'acquérir des biens et des services nécessaires, il semble aussi qu'au moins certains des bénéficiaires ont tendance à investir une partie de leur argent dans une petite affaire. Une étude récente menée par l'OIM Moldova (2008b) montre qu'en s'appuyant sur des enquêtes auprès des ménages, il est possible d'analyser les moyens d'atteindre des objectifs d'investissement et de développement grâce aux contributions financières de la diaspora. De telles études peuvent aussi porter sur la nécessité de mettre en place des initiatives et des projets générateurs de revenus, ainsi que sur leur faisabilité et leur dépendance à l'égard d'un accès facilité au système bancaire et aux produits financiers officiels. A partir de ces études, les liens entre les communautés de la diaspora et leur pays d'origine pourraient être encouragés et renforcés à la faveur d'approches « migration et développement » adaptées et des programmes qui servent les intérêts des deux parties. A cet égard, il est nécessaire d'étudier les incidences des différences de comportement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les envois de fonds, l'usage qui en est fait et l'investissement, ainsi que les normes sociales qui influencent, voire empêchent l'utilisation productive des fonds rapatriés, et de les intégrer dans les initiatives de migration pour le développement.

De même, faciliter l'accès des migrants aux voies de transfert de fonds et autres services financiers nécessaires leur permettrait d'être plus autonomes et favoriserait le développement socioéconomique dans les



pays d'origine. Ces services inciteraient fortement les migrants à créer et à développer de petites et moyennes entreprises (PME), ce qui générerait ainsi également des possibilités d'emploi et stimulerait les revenus et le commerce. Pourtant, dans de nombreux pays en développement, le potentiel inhérent à la création de PME n'est pas pleinement réalisé. L'accès aux fonds et aux services financiers est souvent insuffisant et ne permet pas de répondre aux besoins et aux contraintes des migrants, de leur famille et des membres de leur communauté dans le pays d'origine (Frigeri et Ferro, 2006). L'approche du MIDA tient aussi compte du climat d'investissement, qui constitue très souvent un obstacle et ne permet pas d'accroître la contribution financière<sup>37</sup> des migrants à leur pays d'origine.

Etant donné que, le plus souvent, les migrants ne sont guère aidés pour trouver, gérer ou développer des activités, plusieurs programmes MIDA tentent de remédier spécifiquement à cette lacune.<sup>38</sup> Mettant à profit les efforts déployés par le Cap-Vert pour créer un environnement plus favorable à l'investissement, le projet MIDA DIAS de Cabo Verde (DIASpora pour le Développement du Cap-Vert)<sup>39</sup> vise à promouvoir la participation active d'organismes publics cap-verdiens par le biais de conseils aux membres de la diaspora en matière de création d'entreprises et de possibilités d'investissement. Lors de missions d'établissement de réseaux menées par 33 membres de la diaspora vivant au Portugal, en Italie et aux Pays-Bas dans leur pays d'origine ainsi que par des ressortissants de ces pays, l'Agence pour le développement entrepreneurial et l'innovation (ADEI, Agência para o Desenvolvimento Empresarial e Inovação), au Cap-Vert, oriente les migrants et leurs partenaires commerciaux vers les secteurs d'investissement stratégiques et leur offre des conseils en matière de gestion de PME.

Le projet MIDA Guinée, mis en œuvre pour encourager la création de microentreprises par des femmes pauvres vivant en milieu rural, a fait apparaître que les méthodes utilisées en Europe et en Amérique du Nord pour créer de petites entreprises n'étaient pas applicables aux projets implantés en milieu rural. A partir de cette expérience, il a été décidé de cibler des femmes de la diaspora installées dans les pays voisins d'Afrique de l'Ouest, ce qui s'est finalement traduit par le recrutement de membres de la diaspora guinéenne au Sénégal pour

<sup>37</sup> Comme l'a indiqué Pape Ndiaye Diouf, Président de la *Diaspora africaine pour la société de développement* lors de l'atelier sur le rôle des services postaux dans les transferts des migrants, organisé par l'OIM en mai 2006, l'argent envoyé par les migrants sénégalais en Italie est orienté vers des domaines tels que l'agriculture, les transports et le logement.

<sup>38</sup> Un accord de coopération a été signé le 27 mars 2009 entre l'OIM et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui fait expressément référence à l'initiative MIDA et vise à aider à « identifier, élaborer, mettre en œuvre et suivre des projets agricoles de codéveloppement venant d'idées proposées par les communautés de migrants en Europe et dans d'autres pays de l'OCDE ».

<sup>39</sup> DIAS de Cabo Verde est un projet lancé par l'*Instituto das Comunidades de Cabo Verde (IC)* et cofinancé par la Commission européenne et le Gouvernement du Portugal. L'OIM est le partenaire d'exécution de ce projet, qui cible les Cap-Verdiens résidant au Portugal, en Italie et aux Pays-Bas. L'OIM organise des missions d'établissement de réseaux au Cap-Vert pour les entrepreneurs de la diaspora cap-verdienne intéressés, en vue d'établir ou de développer des relations avec des acteurs locaux et de déterminer s'il est possible de faciliter des partenariats transnationaux en mettant en rapport les intérêts et les moyens disponibles. A partir d'informations recueillies auprès de Monica Goracci, Chef de mission, et de Marta Bronzin, coordonnatrice de projet, OIM Lisbonne, Portugal, 22 juin 2009.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

fournir aux femmes bénéficiaires une formation qui leur permette de créer et de gérer des microentreprises.<sup>40</sup> Un partenariat a été noué avec l'établissement de microfinance *Crédit Rural de Guinée (CRG)*,<sup>41</sup> qui a permis à ce dernier de proposer de petites lignes de crédit dans des conditions plus favorables que d'autres établissements de microcrédit, et d'offrir un appui et des conseils aux participants au projet. Ces entreprises ont rapidement fourni des emplois et la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles ou artisanales aux bénéficiaires et à la population locale (OIM, 2005b).

Dans le cadre du projet MIDA Italie,<sup>42</sup> une trentaine de PME appuyées par des migrants dans leurs pays d'origine, en Afrique de l'Ouest, ont été soutenues et cofinancées, et leurs responsables locaux ont bénéficié d'un tutorat et d'une formation en matière de création et de gestion d'entreprise dans des établissements spécialisés du Ghana et du Sénégal. En donnant aux associations de migrants les moyens d'agir, ce projet a officiellement reconnu qu'elles étaient capables de mobiliser les communautés d'origine et d'accueil pour s'assurer leur appui, de promouvoir l'investissement productif des fonds rapatriés afin de développer l'emploi local et la génération de revenus, ainsi que de constituer des partenariats et des coentreprises.<sup>43</sup>

Pour ce qui est des approches stratégiques concernant les mécanismes de crédit ouverts aux migrants, le projet de type MIDA mis en œuvre par le bureau de l'OIM à La Haye a conduit à la mise en place de dispositifs de transfert de fonds sécurisé grâce à l'utilisation de cartes de débit prépayées. Alternative novatrice aux mécanismes traditionnels de transfert de fonds, ce système de cartes librement rechargeables est utilisé dans le cadre du programme de retour temporaire de nationaux qualifiés (TRQN) en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Ethiopie, en Géorgie, en Sierra Leone et au Soudan.<sup>44</sup>

## Coopération décentralisée

Fondée sur le développement participatif, la coopération décentralisée est un concept qui a été lancé par la Commission européenne en 1998. Cette démarche vise à mobiliser les autorités municipales et les pouvoirs

<sup>40</sup> Voir *World Migration Report* (2005d), p. 47, pour plus de détails. Le projet MIDA Guinée permet à des expatriés hautement qualifiés de la diaspora guinéenne de transmettre les connaissances et les savoir-faire acquis dans leur pays de destination à leurs compatriotes restés au pays..

<sup>41</sup> Présent dans des régions isolées et des zones urbaines qui ne sont pas desservies par le système bancaire classique, le CRG permet donc à des populations urbaines et rurales autrement exclues d'avoir accès à ses services financiers. Le renforcement des établissements de microfinance existants se situait dans le droit-fil de la politique nationale guinéenne en la matière.

<sup>42</sup> Appuyé par le Ministre des affaires étrangères, le projet MIDA Italie a notamment permis d'intégrer la thématique migration et développement dans les politiques de coopération et de développement des nombreuses autorités locales, notamment dans celle adoptée par la municipalité de Milan.

<sup>43</sup> Informations recueillies auprès de Tana Anglana, chargée de projet, et d'Elisa Piraccini, assistante de projet, Mission à fonctions régionales (MFR) de l'OIM, Rome, 18 juin 2009.

<sup>44</sup> Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, responsable du Service Migration et développement, OIM La Haye, Pays-Bas, 14 mai 2009.



publics locaux, ainsi que d'autres représentants de la société civile engagés dans des actions de développement comme, par exemple, les organisations non gouvernementales (ONG), les coopératives, les syndicats, les organisations et réseaux locaux, les associations de femmes et de jeunes, et les petites et moyennes entreprises (PME). La coopération décentralisée repose notamment sur : la participation active de toutes les parties prenantes ; la promotion du dialogue et de la cohérence politique entre les différentes initiatives menées aux niveaux local, régional et national ; une gestion décentralisée du programme ; la promotion d'une approche axée sur les processus ; et le renforcement des capacités (CE, 1998 ; 2004).

Depuis son lancement, en 2006, le projet MIDA Italie Ghana privilégie la coopération décentralisée en soutenant des initiatives de développement local liées à la migration. Des membres de la diaspora ghanéenne vivant à Modène ont ouvert une coopérative associant la municipalité de Modène au village de Gomoa Simbrofo au Ghana, où une exploitation d'ananas de 100 hectares a été créée. Les efforts conjugués de plusieurs acteurs, dont une banque coopérative locale, la succursale de Confcooperative à Modène, l'organisation faîtière des coopératives italiennes, la société Agrintesa, la municipalité de Modène et l'OIM, ont fait de ce projet un modèle de coopération à l'échelle communautaire. La participation des communautés de la diaspora, le transfert de compétences et leur détermination à créer des entreprises en investissant dans leur pays d'origine ont contribué dans une large mesure aux efforts de développement économique et social de la communauté de Gomoa Simbrofo (Pandya, 2007). Dans la sous-section suivante, nous examinerons différents types de transferts de compétences et de ressources en tant qu'approche stratégique.

## Transferts physiques, virtuels et techniques

Une troisième grande approche stratégique concerne les nombreuses manières de transférer des savoir-faire et des connaissances (notamment par le retour effectif d'expatriés qualifiés, ou virtuellement, par des voies électroniques) ou des ressources (par exemple, équipements techniques). Par exemple, le Ghana connaît un exode de ses professionnels de la santé,<sup>45</sup> en particulier des médecins et des infirmières, qui porte gravement préjudice à la qualité des services de santé dans ce pays. Aussi le projet MIDA Ghana Santé a-t-il pour objectif d'enrayer cette évolution et d'inverser l'exode des compétences, afin d'assurer la présence d'un personnel médical qualifié dans les hôpitaux et les établissements de formation médicale. Pour atteindre cet objectif, ce projet permet à des membres de la diaspora ghanéenne vivant dans l'Union européenne d'effectuer des

<sup>45</sup> Le nombre d'agents de santé est estimé à quelque 59,8 millions dans le monde. Environ les deux tiers (39,5 millions) assurent des services de santé, le dernier tiers (19,8 millions) étant constitué de personnels administratifs et d'appui (OMS, 2006a). En 2000, plus de 500 infirmières plus du double du nombre de diplômés de cette année-là ont quitté le Ghana (Kingma, 2006 ; Little et Buchan, 2007). 13 % des infirmières et des sages-femmes ghanéennes vivent dans sept pays de l'OCDE, à savoir le Canada, le Danemark, la Finlande, les Etats-Unis d'Amérique, l'Irlande, le Portugal et le Royaume-Uni (OMS, 2006b).

retours périodiques/circulaires au Ghana. Dans sa phase initiale, il visait à déterminer dans quelle mesure la diaspora ghanéenne établie aux Pays-Bas voulait et pouvait contribuer au développement de son pays d'origine, et à évaluer la capacité des autorités ghanéennes d'intégrer la diaspora dans leur planification des ressources humaines. Lors de la deuxième phase du projet (2005-2008), 65 retours temporaires ont été organisés. Il est prévu que durant la troisième phase (2008-2012), l'OIM facilitera 150 retours temporaires. Outre les affectations de retour au Ghana, le personnel médical qui choisit de rester au pays se voit offrir la possibilité de suivre une formation médicale aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni.<sup>46</sup>

Une formule différente a été appliquée en Ethiopie. Dans le cadre du projet « MIDEth » Santé, du matériel médical d'un montant estimé entre 1,8 et 2 millions de dollars E.U.- a été livré et donné à quatre hôpitaux en Ethiopie, dont le personnel a été formé par des professionnels de la santé choisis parmi les membres de la diaspora éthiopienne et leurs amis résidant aux Etats-Unis d'Amérique.<sup>47</sup>

La pénurie et le vieillissement du corps universitaire dans certaines disciplines est un autre obstacle au développement durable. Grâce aux nouvelles technologies de communication permettant le transfert virtuel de savoir-faire et de compétences, des expatriés hautement qualifiés peuvent partager leurs connaissances avec des collègues de leur pays d'origine sans devoir être physiquement présents (OIM, 2005d).<sup>48</sup> Des conseils et une formation ont effectivement été dispensés à distance via Internet, notamment dans le secteur de la santé. Cependant, cette formule se heurte au problème de la qualité des équipements disponibles. L'expérience a montré que certains établissements hôtes, comme les hôpitaux dans le projet MIDA Ghana ou des projets TRQN,<sup>49</sup> ne disposaient pas d'installations de communication électronique appropriées. Au Soudan, même l'utilisation Skype est problématique.<sup>50</sup> D'où l'importance de nouer des partenariats avec des établissements dont il est avéré qu'ils possèdent les équipements nécessaires.

Bien que l'on se soit beaucoup intéressé aux différentes manières dont les migrants peuvent contribuer au développement de leur pays d'origine, de nombreuses voies restent encore à explorer. A mesure que de

<sup>46</sup> Informations recueillies auprès de Joost van der Aalst, Chef de mission, OIM Pays-Bas, et de Ralph Welcker, responsable du Service Migration et développement, OIM Pays-Bas, 14 mai et 11 juin 2009.

<sup>47</sup> Informations recueillies auprès de Charles Kwenin, Chef de la Mission spéciale de liaison, OIM Addis-Abeba, Ethiopie, 10 novembre 2008.

<sup>48</sup> Dans le cadre du projet MIDA Grands Lacs, un médecin et un membre de la diaspora congolaise en Belgique ont donné deux cours d'anesthésiologie et de réanimation à plus de 700 étudiants à l'Université de Lubumbashi, en RDC. Les cours avaient été préparés en étroite collaboration avec l'Université libre de Bruxelles, (Belgique). Informations recueillies auprès de Tamara Keating, Chef des Services de l'exécution et de la gestion, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Bruxelles.

<sup>49</sup> Le projet TRQN exécuté par le bureau de l'OIM à La Haye est destiné à l'Afghanistan, à la Bosnie-Herzégovine, à l'Ethiopie, à la Géorgie, à la Sierra Leone et au Soudan.

<sup>50</sup> Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, responsable du Service Migration et développement, OIM La Haye, Pays-Bas, 14 mai 2009.

nouvelles possibilités se présenteront et seront mises en pratique, il faudra veiller à consigner soigneusement l'approche suivie afin de pouvoir tirer en temps utile les enseignements susceptibles d'orienter les activités futures dans ce domaine. L'expérience acquise à ce jour permet d'ores et déjà de dégager certaines composantes fondamentales des projets MIDA.

## **II.2 Phase I : Évaluer et mettre en relation les besoins, les ressources, les priorités et les attentes de toutes les parties prenantes**

La réussite ultime d'un projet de type MIDA repose sur l'existence de données de base solides. D'où l'importance d'une évaluation préalable minutieuse pour repérer les insuffisances de capacités auxquelles le projet devra remédier, déterminer les bénéficiaires et identifier les particularités régionales, nationales et/ou locales qui devront être prises en compte dans l'élaboration du projet.

Dans ce processus, les questions de sexospécificité appellent une attention particulière au moment de l'évaluation, non seulement dans le pays d'origine (désignation des pénuries de ressources, sélection des groupes cibles potentiels, définition des orientations de politique générale), mais aussi dans le pays de destination (expériences, qualifications, profils et situations dans lesquelles les experts de sexe féminin et masculin travaillent dans leur communauté d'accueil). Pour élaborer un projet qui tienne compte des questions de genre, il y a lieu de ventiler les données selon le sexe et l'âge, et d'analyser les informations afin de déterminer la contribution particulière que les femmes migrantes peuvent apporter au développement, ainsi que les obstacles et les risques sexospécifiques qu'elles peuvent rencontrer, notamment en matière de santé et de sécurité. En règle générale, et conformément aux bonnes pratiques établies, les décisions relatives à la gestion des projets doivent lutter activement contre les stéréotypes sexistes en encourageant et en aidant les femmes à occuper des postes dans des domaines non traditionnels.

### **Identification des secteurs clés et des niveaux de compétences requis dans les pays cibles**

Parmi les enseignements tirés des premiers programmes RQN et incorporés par la suite dans les projets MIDA, il convient de citer la nécessité de cerner de manière fiable les pénuries de compétences et les besoins en ressources dans les secteurs de développement clés (OIM, 2007b). Les besoins de connaissances spécialisées doivent être clairement établis et étayés. L'ordre de priorité affecté aux secteurs clés où la demande est importante est établi en étroite collaboration avec les fonctionnaires des principaux ministères et autres entités publiques chargés de la migration, de la politique sociale, de la santé, de l'éducation, des finances et du commerce. Les attentes des autres parties prenantes intéressées, notamment des employeurs du secteur

public et privé, doivent aussi être étudiées et prises en considération. Ce travail préparatoire ouvrira la voie à l'établissement de partenariats durables fondés sur la confiance mutuelle.

Un projet doit aussi s'inscrire dans la stratégie nationale d'atténuation de la pauvreté et dans les autres politiques et stratégies de développement nationales et régionales pertinentes, y compris en matière d'emploi. Dans le cas du projet MIDA Ghana Santé (OIM, 2008a), le Ministère ghanéen de la santé est le principal partenaire d'exécution de l'OIM et joue un rôle décisif dans la détermination des objectifs concernant les ressources humaines et le renforcement des capacités. La participation de ce ministère et les relations avec d'autres établissements de soins publics et privés aux niveaux national et local garantissent la cohérence du projet et son intégration dans les politiques et stratégies relatives aux ressources humaines pour le secteur de la santé (HRPS),<sup>51</sup> et permettent d'identifier les compétences, les connaissances et les ressources nécessaires dans les différents établissements.<sup>52</sup> Pour dégager les besoins fondamentaux en Ethiopie, le projet MIDA mis en place dans ce pays s'est inspiré du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), dont la stratégie de mobilisation des ressources englobe la diaspora éthiopienne.<sup>53</sup> Au Cap Vert, le projet MIDA DIAS de Cabo Verde s'est appuyé sur les secteurs de développement prioritaires recensés dans le Plan de développement national du Cap Vert (République du Cap-Vert, 2001)<sup>54</sup> pour mettre en place une pratique de communication viable en vertu de laquelle chaque institution locale ou nationale chargée d'un domaine de développement clé participe à l'évaluation en communiquant ses besoins particuliers en matière d'amélioration de certaines compétences.<sup>55</sup>

Plusieurs techniques permettent d'évaluer les déficits de compétences et les principaux secteurs de développement. Le programme MIDA Grands Lacs est un bon exemple de procédure bien conçue et bien coordonnée qui associe étroitement l'OIM et des partenaires clés représentant les ministères du travail du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo (RDC). Le choix des institutions bénéficiaires dans les pays cibles est effectué par l'OIM en étroite collaboration avec les unités locales du MIDA<sup>56</sup> intégrées

<sup>51</sup> Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, responsable du Service Migration et développement, OIM La Haye, Pays-Bas, 19 mars 2009.

<sup>52</sup> Des corrélations étroites existent avec l'évaluation du marché du travail actuellement menée par l'OIM Ghana au titre d'un projet financé par l'UE. En synergie avec le projet MIDA Ghana Santé, cette étude analyse les HRPS à la lumière de la politique nationale de santé du Ghana. Ses conclusions seront certainement utiles pour déterminer les pénuries de compétences dans le cadre du projet MIDA. A partir d'informations recueillies auprès de David Appiah, Directeur local du programme MIDA, OIM Accra, Ghana, 12 juin 2009.

<sup>53</sup> Informations recueillies auprès de Charles Kwenin, Chef de mission spéciale de liaison, et de Bruk Asmellash, coordonnateur de programme, MIDEth, OIM Addis-Abeba, Ethiopie, 13 mars 2009.

<sup>54</sup> Voir le site <<http://www.minfin.gov.cv/grandes-op-es-do-plano/grandes-op-es-do-plano/index.php>>

<sup>55</sup> A partir d'informations reçues de Monica Goracci, Chef de mission, et de Marta Bronzin, coordonnatrice de projet, OIM Lisbonne, Portugal, 22 juin 2009.

<sup>56</sup> Les unités MIDA locales dans les trois pays comprennent un coordonnateur national, un assistant et un fonctionnaire d'administration rattachés au Ministère du travail (OIM, 2008).

dans les ministères nationaux du travail,<sup>57</sup> compte tenu des politiques nationales et régionales pertinentes. Pour commencer, toutes les informations utiles concernant les secteurs, institutions et acteurs clés de chaque pays cible sont vérifiées au moyen de questionnaires envoyés aux correspondants des institutions partenaires, et classées par ordre de priorité aux réunions de comités techniques composés de représentants des différents secteurs et du coordonnateur MIDA national.<sup>58</sup> Après quoi, des réunions régulières entre comités directeurs nationaux composés de représentants des secteurs public et privé, de la société civile, des milieux universitaires, des entreprises, des associations, des organismes internationaux et des donateurs veillent à ce que les choix soient cohérents et conformes aux stratégies globales en matière de développement et de ressources humaines. A la lumière des priorités nationales et des stratégies sectorielles conçues dans le cadre du programme MIDA Grands Lacs, un document de stratégie est alors élaboré pour chaque pays, qui énonce les priorités relevant de la partie opérationnelle du programme. Cependant, ce processus présente l'inconvénient d'être administrativement lourd, ce qui peut ralentir considérablement l'exécution du projet (OIM, 2008c ; Keating, 2007 ; SEE, 2008). Ce problème doit être résolu dans un proche avenir à la faveur d'un changement apporté à l'approche à long terme, qui confiera l'élaboration des projets conjointement aux membres de la diaspora et aux institutions visées, permettant ainsi aux diasporas d'offrir un appui technique à ces institutions.

Dans le cadre de ce processus d'évaluation, les compétences et les qualifications requises des migrants participant au projet (qui peuvent être peu ou semi-qualifiés<sup>59</sup> ou hautement qualifiés), ainsi que les ressources financières et les équipements nécessaires, doivent être systématiquement déterminés conformément aux besoins à courte et moyenne échéance jugés essentiels pour pouvoir produire l'effet souhaité à long terme dans les secteurs économiques clés du pays participant. A cette fin, il est possible de procéder à des enquêtes sur les postes vacants dans les institutions et les entreprises visées ; d'étudier les dossiers ; de consigner le nombre d'expatriés employés dans certaines professions et de s'en servir comme indicateur ; ou d'effectuer de vastes études du marché du travail pour recenser les principaux déficits de qualifications. De même, d'importantes synergies peuvent être obtenues grâce à des actions de renforcement des capacités menées en dehors du cadre du MIDA qui visent non seulement les expatriés qualifiés, mais aussi d'autres groupes, comme les migrants potentiels. Il peut s'agir d'évaluations du marché du travail aux fins d'emploi à l'étranger, comme dans la phase II du Projet de Système d'information intégré sur la migration, actuellement mis en œuvre par l'OIM en Egypte

<sup>57</sup> Informations recueillies auprès de Géraldine Ansart, assistante de projet, programme MIDA Grands Lacs, OIM Bruxelles, 23 février 2009.

<sup>58</sup> Le comité technique comprend le coordonnateur national et les représentants des institutions bénéficiaires des trois secteurs de la santé, de l'éducation et du développement rural, ainsi que des spécialistes de secteur représentant des pays partenaires ou des organisations internationales (SEE, 2008).

<sup>59</sup> En absence de définition internationalement reconnue, on entend par migrant semi-qualifié une personne ayant besoin d'une formation ou d'une initiation pour pouvoir travailler avec un maximum d'efficacité, même si cet apprentissage n'a ni la durée ni le niveau requis pour faire de lui un travailleur qualifié. Les travailleurs manuels (par exemple les travailleurs de l'industrie de la transformation et du bâtiment) devraient donc être classés parmi les travailleurs semi-qualifiés. Un travailleur non qualifié ou peu qualifié a normalement reçu une formation moindre qu'un travailleur semi-qualifié ou ne possède aucune formation, mais il a toutefois acquis les compétences nécessaires dans son travail (OIM, 2008d).

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

(OIM, OIT et OSCE, 2008). Une structure permettant d'accéder à des informations actualisées sur les besoins d'emploi peut être un outil utile pour éviter de devoir utiliser des informations périmées concernant les vacances de postes, comme ce fut le cas initialement dans le projet MIDA Ghana.<sup>60</sup>

## Recenser les groupes cibles au sein de la diaspora et des communautés de migrants à l'étranger

Les pays d'origine sont désormais conscients que leurs expatriés sont une ressource précieuse pour leur développement lorsque des secteurs clés de leur marché du travail souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Pour élaborer des projets viables, il importe de commencer par recenser les réseaux existants, les intérêts, les attentes et les ressources disponibles au sein des communautés expatriées. Les enquêtes, les questionnaires et la création de bases de données souvent accessibles en ligne<sup>61</sup> permettent de se faire une idée précise des compétences, des qualifications et de l'expérience de la communauté, d'obtenir des informations sociales et démographiques, et de connaître les schémas d'emploi ainsi que le lieu et la durée du séjour dans le pays d'accueil. Ces données peuvent ensuite être analysées et mises en corrélation avec les besoins recensés (OIM, 2004a ; 2005c ; 2006).

Par exemple, le regroupement des informations sur les ressources de la diaspora grâce à la base de données d'experts créée pendant le programme MIDA Grands Lacs s'est avéré précieux. Les institutions partenaires, les interlocuteurs gouvernementaux et les donateurs se sont tous déclarés satisfaits de la couverture géographique et sectorielle et de la qualité des données. Concernant l'équilibre entre les trois pays cibles, les experts d'origine congolaise constituent le principal groupe représenté dans la base de données, avec 58 % des inscrits en août 2008, suivis par les experts d'origine burundaise (25 %) et rwandaise (16 %). Ainsi, la couverture régionale du programme semble être bien justifiée. Cependant, les femmes représentent moins d'un quart des 1 370 inscriptions enregistrées jusqu'en août 2008. Il reste donc encore beaucoup à faire pour assurer l'équilibre entre les sexes (SEE, 2008).<sup>62</sup> Une base de données similaire sur les compétences des migrants, créée dans le cadre des programmes MIDA Ghana et TRQN, contient à ce jour le profil de plus de 700 professionnels.<sup>63</sup>

<sup>60</sup> Informations recueillies auprès de David Appiah, OIM Accra, Ghana, 20 mars 2009.

<sup>61</sup> Voir, par exemple, <http://ethiopiandiaspora.org/questionnaire.asp> pour le site Web du projet MIDA Ethiopie, où les membres de la diaspora peuvent indiquer leurs compétences, savoir-faire et ressources ; ou la base de données sur la diaspora gérée par l'OIM à Genève, à l'adresse <http://www.iom.int/jahia/Jahia/activities/by-theme/migration-development/pid/1810>.

<sup>62</sup> Composante spéciale de la base de données générale du MIDA gérée par l'OIM à Genève, la base de données sur les femmes africaines, accessible à l'adresse <http://www.iom.int/jahia/Jahia/pid/1904>, fournit des informations sur les femmes de la diaspora africaine, permettant de mieux comprendre leur profil grâce à des données détaillées.

<sup>63</sup> En mai 2009. Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, OIM La Haye, 14 mai 2009.

Durant la mise en œuvre du projet MIDA Italie, entre 2006 et 2007, le Centro Studi di Politica Internazionale (CeSPI, un institut de recherche italien) a entrepris de mettre en évidence les outils les mieux adaptés pour identifier les compétences, savoir-faire et ressources de la diaspora africaine en Italie ; il est arrivé à la conclusion que les meilleurs résultats étaient obtenus grâce à une approche ascendante fondée sur des discussions de groupe et des entretiens thématiques. Les groupes permettaient aux chercheurs de prendre note des points de vue, priorités et attentes des migrants.<sup>64</sup> Lors de la deuxième phase du projet TRQN, un exercice similaire avait été réalisé pour des groupes de migrants des Pays-Bas originaires d'Afghanistan, de Bosnie-Herzégovine, de Géorgie, d'Éthiopie, de Sierra Leone et du Soudan.<sup>65</sup>

Si les informations statistiques sur les membres des associations de la diaspora, les réseaux, les organisations communautaires et les sociétés peuvent permettre de mieux comprendre la composition et le degré d'organisation des experts expatriés, les recherches ne doivent pas se limiter à ces réseaux et associations car tous les membres de la diaspora, notamment les femmes, n'en font pas nécessairement partie (OIM, 2006a).

C'est au stade du recensement des ressources qu'il est possible de déterminer si les groupes cibles potentiels ont le profil requis. Par exemple, une étude menée en 2005 sur les expatriés africains résidant en Italie a fait apparaître que les Nigériens formaient l'un des plus grands groupes de la diaspora africaine (Ceschi et Stocchiero, 2006). Or l'analyse préliminaire réalisée entre 2006 et 2007 a montré que la plupart d'entre eux semblaient être victimes de la traite et que, loin de pouvoir participer à des initiatives de migration et développement, ils avaient au contraire besoin d'aide (OIM, 2005a).<sup>66</sup> Ce résultat de la phase de pré-évaluation a permis d'axer les activités sur les communautés ghanéenne et sénégalaise qui, quantitativement et qualitativement, possédaient les ressources organisationnelles, financières et entrepreneuriales et les compétences nécessaires. En outre, leurs nombreuses associations assurent un appui socioculturel et, plus particulièrement, favorisent les liens transnationaux avec la communauté d'accueil au niveau local et national (Ceschi et Stocchiero, 2006).

Outre les associations de la diaspora, le CeSPI a évalué des coopératives, des autorités nationales et locales, des représentants du secteur privé, dont des banques, et des ONG dans plusieurs régions d'Italie, ainsi que le potentiel de participation des diasporas ghanéenne et sénégalaise à des activités de développement économique viables.<sup>67</sup> L'intervention de plusieurs parties prenantes lors de la phase préparatoire, et surtout des

<sup>64</sup> Informations recueillies auprès de Peter Schatzer, Directeur, Représentant régional, de Barbara Fridel, fonctionnaire chargée de l'élaboration des projets, et de Tana Anglana, chargée de projet, Mission à fonctions régionales (MFR) de l'OIM, Rome, Italie, 16 janvier 2009. Des discussions de groupe et des entretiens thématiques sont aussi utilisés dans le cadre du programme MIDA Grands Lacs (SEE, 2008).

<sup>65</sup> Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, OIM La Haye, 14 mai 2009.

<sup>66</sup> Informations recueillies auprès de Peter Schatzer, de Barbara Fridel et de Tana Anglana, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Rome, 16 janvier 2009.

<sup>67</sup> Ce projet ne visait pas spécialement les nationaux qualifiés, mais portait sur les membres de la diaspora africaine en général.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

migrants eux-mêmes, s'est avérée déterminante pour la réussite du projet MIDA (Ceschi et Stocchiero, 2006). Outre qu'elles permettent de recenser les groupes cibles, les enquêtes et les études peuvent jeter un nouvel éclairage sur le type d'activités susceptibles d'intéresser les diasporas et sur les difficultés d'exécution pouvant surgir (Groupe mondial sur la migration, 2008).

### Faire concorder l'offre et la demande

Les compétences et les ressources dont ont besoin les pays cibles doivent concorder avec le savoir-faire, les qualifications et les ressources disponibles dans les communautés de migrants et de la diaspora (OIM, 2004a). S'appuyant sur l'expérience des programmes RQN antérieurs, mais mettant l'accent sur les besoins spécifiques, les projets MIDA facilitent la sélection des candidats des diasporas en fournissant aux institutions bénéficiaires une sélection de profils de membres de la diaspora ou d'initiatives repérées. De la sorte, les institutions cibles peuvent choisir les candidats ou les projets en fonction des besoins en ressources humaines préalablement identifiés (OIM, 2008a ; SEE, 2008).

Lors de la mise en œuvre du programme MIDA Grands Lacs, qui visait les communautés de la diaspora burundaise, congolaise et rwandaise en Europe, la qualité des descriptions de postes à pourvoir faisait problème. Souvent, elles étaient trop succinctes et imprécises (SEE, 2008), révélant un manque de connaissances et de capacités nécessaires pour une telle tâche. Il s'en est suivi des décalages entre l'offre et la demande, les participants ayant été placés dans des postes qui nécessitaient des compétences qu'ils n'avaient pas, si bien qu'il a fallu revoir les descriptions de poste en conséquence.<sup>68</sup> Une définition des besoins plus systématique et institutionnalisée pourrait contribuer à résoudre ce problème.<sup>69</sup> Ainsi, le programme MIDA Grands Lacs prévoit à présent que les institutions bénéficiaires peuvent se procurer les conseils techniques des membres de la diaspora pour rédiger leurs propositions de projets.

En ce qui concerne les projets MIDA qui ne visent pas expressément les migrants hautement qualifiés, il peut être important de définir, de concert avec les autorités concernées du pays cible, les secteurs prioritaires à développer pour lesquels le pays lui-même souhaite encourager/favoriser les investissements de la diaspora. Par exemple, l'agriculture (et les activités connexes telles que l'agroalimentaire) et le tourisme comptaient parmi les secteurs prioritaires mis en évidence lors de la mise en œuvre du programme MIDA Ghana/Sénégal.

<sup>68</sup> Informations recueillies auprès de Tamara Keating, chef des Services de l'exécution et de la gestion, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Bruxelles, Belgique, 13 janvier 2009.

<sup>69</sup> Les propositions d'Appel à projets de la quatrième phase du MIDA Grands Lacs visent à résoudre ce problème. Prière de consulter le site [www.midagrandslacs.org](http://www.midagrandslacs.org).



**Encadré 4 : Conditions préalables à la mise en œuvre de programmes MIDA et similaires**

Pour garantir la réussite du programme et la sécurité des participants, certaines conditions préalables doivent être remplies selon le projet mis en œuvre (Sandgren, 2001 ; OIM et DGCD, 2006 ; OIM, 2007c ; 2009 ; Keating, 2007).

**Membres de la diaspora :**

- Être originaires du pays ou de la région cible<sup>70</sup> et avoir le statut de résident légal dans le pays d'accueil.
- Être disponibles et pouvoir quitter le pays d'accueil pour des affectations de courte durée dans le pays cible sans perdre leur statut de résident, leur emploi ou leurs droits aux prestations sociales et de santé.<sup>71</sup>
- Posséder des ressources humaines et/ou financières, par exemple le niveau d'éducation, les qualifications et l'expérience professionnelle demandés dans le pays cible, et/ou un capital financier et entrepreneurial.
- Posséder la volonté, la motivation la détermination et les capacités nécessaires pour contribuer au développement du pays d'origine par le transfert de connaissances et de ressources.
- Être en bonne santé et apte au travail dans des conditions physiquement éprouvantes dans le cas d'activités impliquant un retour effectif.

Il est indispensable de veiller à la participation de diverses parties prenantes dans les pays cibles et d'accueil, afin que l'affectation temporaire de membres de la diaspora au titre de ces dispositifs ne mette pas en péril leur statut juridique (GMG, 2008).<sup>72</sup> Le manque de ressources peut parfois entraver la participation de certains groupes de migrants, comme ce fut le cas au sein de la diaspora ouest-africaine en Italie (OIM, 2005a).

**Employeurs et/ou institutions bénéficiaires :**

- Faire face à une pénurie de ressources humaines dans un secteur de développement majeur au niveau régional, national ou local.
- Ne pas pouvoir trouver de personnel qualifié sur le marché local du travail.
- Être prêts à participer à un projet pluriannuel, y compris en contribuant financièrement et socialement au recrutement d'experts de la diaspora.
- Apporter la preuve que l'engagement des professionnels concernés aura une incidence sur la capacité de gestion de l'institution bénéficiaire.

<sup>70</sup> Condition non impérative pour les programmes visant à améliorer les possibilités d'investissement et leur utilisation productive.

<sup>71</sup> S'applique uniquement aux programmes qui supposent un transfert physique d'experts vers les pays cibles.

<sup>72</sup> La condition relative à la résidence légale à l'étranger exclut les migrants en situation irrégulière, dont les besoins sont, par conséquent, difficiles à prendre en compte. En tout état de cause, les migrants irréguliers ont probablement tendance à privilégier une stratégie assurant leur propre subsistance et celle de leur famille, plutôt qu'à soutenir les efforts visant à stimuler le développement de leur pays d'origine. Informations recueillies auprès d'Anita Alero Davies, spécialiste en santé publique, Département Migration et Santé, Siège de l'OIM, Genève, Suisse, 14 janvier 2009.

Il y a lieu de ne pas compter sur le supplément de salaire prévu dans le programme en ayant recours à un participant MIDA de préférence à du personnel local, mais cette règle peut être difficile à appliquer dans certains cas. D'où l'importance de procéder à une évaluation préalable sérieuse des besoins.

**Contexte général du pays ou de la région :**

- Environnement politique et économique favorable, bonne gouvernance, conditions macro-économiques saines, cadre législatif crédible et primauté effective du droit, et connaissance des facteurs potentiellement déstabilisateurs, tels que la corruption, l'instabilité politique et les risques d'insécurité.<sup>73</sup>
- Existence des infrastructures de base nécessaires (électricité, routes et moyens de transport, logement, accès aux soins de santé et établissements scolaires).

## **II.3 Phase 2 : Activités visant à mobiliser les ressources et à établir la confiance**

### **Activités de sensibilisation visant à mobiliser les ressources de la diaspora et des migrants et à établir la confiance**

Toute nouvelle initiative de type MIDA doit au préalable expliquer clairement à l'ensemble les acteurs, y compris aux donateurs, pourquoi et comment les interventions proposées au titre du MIDA permettent mieux que d'autres d'atteindre les objectifs de coopération pour le développement. Une fois que les ressources et les intérêts des communautés de la diaspora ont été recensés et mis en concordance avec les besoins identifiés dans les pays d'origine, il y a lieu d'élaborer une stratégie de communication à visée promotionnelle pour sensibiliser le public et susciter son intérêt par des campagnes d'information, des discussions de groupes, des conférences sur la migration pour le développement, et des sites Web diffusant des informations générales. Ces activités de sensibilisation peuvent contribuer à faire connaître l'approche MIDA, qui vise à toucher les parties prenantes intéressées, telles que les interlocuteurs gouvernementaux des pays d'origine et d'accueil, les membres qualifiés de la communauté expatriée, les institutions et entreprises pouvant tirer profit des compétences et des ressources mises à disposition au titre de l'initiative MIDA, et d'autres acteurs susceptibles d'être intéressés. Les

<sup>73</sup> Dans le cas du MIDA Somalie, les professionnels de la santé somaliens participant au projet ont dû être évacués, en octobre 2008, en raison de la détérioration des conditions de sécurité en Somalie. Cependant, ils étaient préparés et savaient qu'une telle menace existait. Les bureaux de l'OIM à Hargeisa (Somalie) et à Helsinki (Finlande), qui étaient chargés de l'exécution, avaient passé des accords avec des agences assurant l'évacuation et avaient souscrit une assurance pour les participants. Informations recueillies auprès de Juan Daniel Reyes, administrateur de projet, OIM Helsinki, Finlande, 16 janvier 2009.

activités de sensibilisation ont pour principal objectif d'informer et d'assurer la participation de tout un éventail de parties prenantes afin qu'à leur tour celles-ci puissent faire connaître le programme à d'autres partenaires éventuels (Ceschi et Stocchiero, 2006).

Contrairement aux activités menées sous les auspices d'organismes internationaux auxquels on reproche souvent l'absence de relations et de communication avec les communautés de la diaspora, le MIDA se fait une règle d'œuvrer non seulement pour, mais aussi avec les communautés de migrants et de la diaspora,<sup>74</sup> qu'il considère comme des partenaires et pas uniquement comme de simples ressources. Pour nouer et entretenir des relations constructives et viables entre les membres actifs de la diaspora et leurs interlocuteurs gouvernementaux des pays d'accueil et d'origine et avec d'autres parties prenantes intéressées, dont les organismes internationaux et les institutions du secteur privé aptes à faciliter ce processus, les Dialogues avec les diasporas ont été institués.<sup>75</sup>

#### Encadré 5 : Faciliter les Dialogues avec les diasporas

Les Dialogues avec les diasporas permettent de combler des lacunes importantes en matière de communication, de créer des liens et un climat de confiance mutuellement bénéfique entre les associations de la diaspora, les gouvernements des pays d'origine et de destination et de nombreux autres acteurs du développement. Depuis leur lancement en 2006, l'OIM a facilité les vidéoconférences de Dialogues avec les diasporas sur des sujets tels que la santé, l'agriculture, le développement du secteur privé et les investissements dans le secteur privé au Bénin, au Burundi, en République démocratique du Congo, au Soudan et en Tanzanie, ainsi que sur la valorisation des ressources humaines par des actions de renforcement des capacités soutenues par la diaspora dans le secteur de l'éducation en Afrique subsaharienne. Des Dialogues similaires ont eu lieu en Ethiopie, au Nigéria et au Cap-Vert. Les discussions sur les mesures nécessaires pour assurer la participation de la diaspora aux politiques et programmes de développement ont notamment débouché sur un accord concernant la mise en place de bases de données pour enregistrer les qualifications et les compétences des expatriés africains en Europe et en Amérique du Nord qui sont disposés à contribuer à des projets migration et développement. De telles bases de données, élaborées avec l'assistance de l'OIM, font partie de la plupart des programmes MIDA existants (Diene, 2007 ; OIM, 2007a).

La diffusion de renseignements pertinents sur les sites Web facilite considérablement les actions de sensibilisation dans un monde de plus en plus interconnecté, ainsi que l'accès à ces données par un vaste

<sup>74</sup> Informations recueillies auprès de Peter Schatzer, OIM Rome, 16 janvier 2009.

<sup>75</sup> Par exemple, Fonkoze, le plus grand établissement de microfinance en Haïti, a récemment organisé une vidéoconférence entre les membres de la diaspora haïtienne vivant aux Etats-Unis d'Amérique et le Ministère des Haïtiens vivant à l'étranger à Port-au-Prince pour étudier les moyens d'améliorer les connaissances financières des immigrants haïtiens aux Etats-Unis. Pour de plus amples informations, voir Luce, 2009.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

éventail de membres de la diaspora. A titre d'exemple de pratique exemplaire issue de la phase III du programme MIDA Grands Lacs (SEE, 2008), des bases de données contiennent le profil d'experts de la diaspora dans des secteurs de développement clés, qui peuvent s'inscrire via les sites Web du MIDA pour coopérer à divers projets RQN et MIDA. Dans tous les cas, l'inscription reste une démarche personnelle et librement consentie, et le suivi et l'acceptation dépendront de la possibilité de joindre les intéressés et des activités de mobilisation du programme. Par exemple, si des membres de la diaspora ne font pas partie de grandes associations ou n'entretiennent pas des relations étroites avec d'autres expatriés, ils risquent de ne pas recevoir d'informations les incitant à s'inscrire et à participer. C'est là un enseignement important tiré du MIDEth, le projet MIDA en Ethiopie. Les membres de la diaspora qui, par exemple, appartiennent à des associations de médecins bien organisées aux Etats-Unis d'Amérique ou en Europe sont plus faciles à contacter que ceux qui entretiennent peu ou pas de relations avec leurs compatriotes du pays d'accueil.<sup>76</sup> Cette même constatation vaut pour les infirmières qui ne sont pas visées par des activités de recensement ou d'information. Il convient par ailleurs de tenir compte de la place des femmes : les médecins hommes sont surreprésentés dans les associations ou les réseaux professionnels, contrairement aux professionnels de la santé de sexe féminin et aux infirmières, qui doivent souvent être contactées par le truchement d'autres canaux, comme dans le cas du projet MIDA Somalie Santé.

Les campagnes de sensibilisation doivent être dirigées à la fois vers les pays d'origine et de destination. La phase pilote du projet MIDA Italie, axé sur le Ghana et l'Ethiopie, a mis en relief la nécessité de mener des activités promotionnelles dans les pays d'origine comme de destination afin de s'assurer l'appui le plus large possible. (OIM, 2005a). Tandis que durant la phase I du programme MIDA Grands Lacs, certains experts de la diaspora se sont heurtés à un sentiment de défiance, voire à de la jalousie de la part du personnel local sur le lieu de travail, on a constaté lors de la deuxième phase une nette amélioration en ce qui concerne la connaissance et la perception générales du programme par le public. Le degré d'acceptation des participants au programme était généralement plus élevé condition importante pour l'efficacité du renforcement des capacités (OIM et DGGD, 2006). La publicité dans les médias peut permettre de toucher le public le plus large possible, et notamment d'atteindre l'objectif majeur d'une plus grande participation des femmes.

Conformément aux recommandations issues de l'évaluation de la phase III du programme MIDA Grands Lacs, des efforts particuliers devraient être déployés pour élargir le groupe des pays de destination participants. A cet égard, l'OIM a décidé d'intensifier ses actions d'information en direction des membres de la diaspora vivant dans des pays de destination européens autres que la Belgique (OIM, 2007c). Quoi qu'il en soit, il y a

<sup>76</sup> Informations recueillies auprès de Charles Kwenin, Chef de mission spéciale de liaison, OIM Addis- Abeba, Ethiopie, 13 mars 2009.

lieu de tenir dûment compte des politiques et priorités de coopération pour le développement des différents gouvernements et autres donateurs. L'importance de cet aspect a été mise en relief dans le projet MIDA DIAS de Cabo Verde, où le gouvernement néerlandais a suspendu son financement dès lors que le Cap-Vert ne figurait plus sur sa liste des pays en développement cibles.<sup>77</sup>

## Créer et favoriser des incitations à participer

Les premières évaluations des programmes RQN ont clairement dégagé et souligné la nécessité de créer des incitations pour encourager la participation aux projets de développement dans les pays d'origine (CIM, 1986 ; OIM, 1990 ; 1992 ; 1993). Compte tenu du coût de la vie, du niveau souvent bas des salaires et de l'insuffisance des infrastructures locales, l'OIM et ses partenaires fournissent aux experts expatriés, à divers degrés et selon les programmes, une aide destinée à faciliter leur réintégration : prise en charge des frais de voyage et de transport des effets personnels, supplément de salaire, assurance médicale et matériel professionnel. L'existence de logements abordables est apparue comme essentielle à la réussite des programmes RQN (Altai Consulting, 2005).

Lors de la mise en œuvre des premiers programmes RQN, le sentiment que les rapatriés bénéficiaient d'un traitement préférentiel par rapport aux personnes restées au pays en raison des indemnités qui leur étaient versées avait fait naître des dissensions. Depuis, ce problème a été réglé dans de nombreux projets, comme par exemple dans le programme RQN exécuté au Zimbabwe dans les années 1980, à la suite d'une demande du gouvernement dans ce sens et d'une évaluation des besoins effectifs durant la réintégration (CIM, 1986). Il est également pris en considération dans la quatrième phase du programme MIDA Grands Lacs (2009-2012), où les affectations reposent sur le volontariat et ne donnent lieu qu'à une indemnité de subsistance destinée à couvrir les dépenses quotidiennes.<sup>78</sup>

### Encadré 6 : Les incitations accordées aux participants au titre du programme peuvent comporter la prise en charge des dépenses suivantes :

- Voyage
- Assurance pour la durée de l'affectation
- Vaccination
- Visa et enregistrement temporaire
- Indemnité de subsistance pour garantir le caractère volontaire de l'engagement ; souvent elle est payée en partie par l'employeur

<sup>77</sup> Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, OIM La Haye, 14 mai 2009.

<sup>78</sup> Informations recueillies auprès de Tamara Keating, OIM Bruxelles, 13 janvier 2009.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- Aide au logement et au transport, en veillant tout particulièrement à la sécurité des participants de sexe féminin
- Informations précédant le départ et assistance dans le pays par les équipes MIDA et l'OIM (OIM, 2004a ; 2008a ; 2009)

La décision de participer à un programme dépend aussi d'autres facteurs, tels que la possibilité de prendre un congé annuel ou sans solde, la perte des droits aux prestations sociales et de santé, la déchéance du droit de résidence en quittant le pays d'accueil pour une affectation MIDA de courte durée,<sup>79</sup> ou la capacité d'honorer des engagements en cours, comme des hypothèques. Les retours virtuels par le truchement de plateformes d'apprentissage en ligne ou de moyens de communication électroniques sont une option novatrice permettant la participation de membres de la diaspora qui, sinon, ne pourraient pas s'engager en raison de contraintes personnelles, comme la difficulté à s'absenter du travail ou les complications liées au fait de quitter le pays pendant plusieurs semaines. Par ailleurs, les professionnels temporairement sans travail ont davantage tendance à se porter volontaires que ceux qui auraient du mal à concilier une absence de plusieurs semaines avec leurs obligations personnelles ou professionnelles (Long et Mensah, 2007 ; SEE, 2008).

Malgré les affinités linguistiques et culturelles des experts de la diaspora et des communautés de migrants, il importe de noter que de nombreux émigrants ne connaissent peut-être pas la situation qui règne dans leur pays d'origine. Comme l'ont montré les retours d'information de participants depuis le lancement des programmes de migrations pour le développement,<sup>80</sup> plus le temps passé hors du pays est long, plus grande est la difficulté de réadaptation au contexte local. Tel est notamment le cas lorsqu'il existe des écarts importants entre les niveaux de développement du pays d'origine et de résidence. Le manque d'infrastructures, les conditions de travail et de vie différentes, et le degré de sécurité (ou d'insécurité) peuvent aussi avoir une incidence sur le succès des retours de courte durée de nationaux qualifiés. C'est pourquoi, le projet MIDA Ghana Santé se conforme à la bonne pratique qui consiste à proposer des cours préparatoires et des séances d'orientation aux participants. En outre, les professionnels de la diaspora peuvent apporter leur concours en informant d'autres membres de la diaspora de la situation. La pénurie de logements convenables est un autre obstacle majeur. Par exemple, l'hébergement du personnel médical et de leur famille n'est souvent pas prévu dans la planification des complexes hospitaliers<sup>81</sup> (OIM, 2008a ; Long et Mensah, 2007).

<sup>79</sup> Le statut de résident des participants à MIDA Ghana et aux projets TRQN n'est généralement pas modifié dans la mesure où ils sont le plus souvent en possession d'un passeport néerlandais. Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, OIM La Haye, Pays-Bas, 2 avril 2009.

<sup>80</sup> Voir, par exemple, OIM 2005a ; Long et Mensah, 2007.

<sup>81</sup> Informations recueillies auprès d'Anita Alero Davies, spécialiste de la santé publique, Département Migration et Santé, OIM Genève, 14 janvier 2009.

Le désintérêt des programmes existants pour les disparités selon les sexes est une source de préoccupations. Il ne s'agit pas seulement de prévoir la présence d'experts femmes et de respecter la parité entre les sexes. La participation des femmes étant souvent faible, inférieure dans la plupart des cas à 50 %, <sup>82</sup> il semble légitime que les activités d'information ciblent spécifiquement et explicitement des professionnels de sexe féminin. Vu la sous-représentation des experts de la diaspora de sexe féminin dans la base de données MIDA Grands Lacs (20 % seulement des experts enregistrés à la date de janvier 2009), il convient de s'attacher davantage à ce que les affectations tiennent compte de la parité entre les sexes et à supprimer les obstacles à la participation des femmes. La hiérarchie des sexes et les rapports de force inégaux au sein des associations de la diaspora, qui peuvent exclure les femmes des prises de décision et des activités et les empêcher d'exprimer leurs intérêts et leurs attentes, sont particulièrement préoccupants (FMMD, 2008b). Une solution possible consiste à repérer et à contacter les associations de femmes de la diaspora et à les impliquer plus étroitement et plus systématiquement. Il convient également de ne pas oublier que les professionnels de sexe féminin peuvent servir de modèles et faire mieux comprendre ce que vivent les femmes dans les tâches qui leur sont assignées. Le projet MIDA Somalie constitue un exemple positif à cet égard puisque 10 candidats sur 23 sont des femmes, et quatre des sept professionnels expatriés retournant en Somalie sont des agents de santé féminins. <sup>83</sup> Si la dimension sexospécifique n'est pas traitée de manière adaptée, les besoins différents des hommes et des femmes de la diaspora ne pourront pas être satisfaits, et les femmes ne pourront pas déployer tout leur potentiel.

Une autre façon de tenir compte des questions de parité entre les sexes consiste à faire porter les projets sur les besoins particuliers d'un groupe social, comme les femmes ou les enfants. Cette approche sexospécifique du renforcement des capacités dans l'établissement des programmes semble avoir été quelque peu négligée. La seule initiative MIDA existant à ce jour est le projet Migrants pour le développement en Afrique (WMIDA), qui cherche à accroître la participation directe d'experts de sexe féminin d'Afrique subsaharienne occidentale résidant en Italie. Depuis son lancement en 2008, ce programme a aidé à mobiliser les femmes migrantes afin de promouvoir des projets sociaux et de développement du secteur privé. A long terme, les questions de genre devraient idéalement être intégrées dans les différents cycles des projets pour éviter de dissocier les préoccupations respectives des femmes et des hommes.

<sup>82</sup> Les femmes ont assuré 5 % des missions dans le cadre de la phase III du MIDA Grands Lacs, tandis que 20 % de tous les experts enregistrés dans la base de données sont des femmes. La participation des femmes a atteint 37,5 % des affectations entre avril 2008 et janvier 2009 dans le projet MIDA Ghana Santé III. Informations recueillies auprès de Géraldine Ansart, OIM Bruxelles, 12 février 2009, et de Hans Eijkhout, administrateur de projet Migration et développement, OIM La Haye, Pays-Bas, 6 février 2009.

<sup>83</sup> Informations recueillies auprès de Juan Daniel Reyes, OIM Helsinki, 13 mai 2009.

## II.4 Phase 3 : Consolidation de l'intérêt

### Assurer l'engagement des participants et leur adhésion pleine et entière aux projets

Stimuler l'engagement des participants et assurer une large adhésion aux projets sont deux principes directeurs majeurs qui sous-tendent la réussite des programmes MIDA. Deux des cinq recommandations issues de l'Atelier MIDA tenu à Libreville (Gabon) en avril 2001 soulignent la nécessité d'un engagement, de la part des gouvernements et des chefs d'entreprise, à soutenir la réalisation des programmes MIDA, ainsi que l'importance d'une appropriation nationale des programmes MIDA.<sup>84</sup>

Au début, les administrateurs de projet de l'OIM ont eu quelques difficultés à s'assurer l'engagement et la participation de leurs interlocuteurs gouvernementaux. Par exemple, durant la phase pilote MIDA Italie (2003-2004), les déclarations d'engagement politique du Ghana et de l'Éthiopie ont été lentes à se transformer en un engagement actif par la mise en place de structures d'appui officielles fondées sur un accord signé, comme un mémorandum d'accord, en vue de l'exécution sur le terrain (OIM, 2005a). Depuis, l'expérience a montré que la coopération active des gouvernements était une condition essentielle de réussite.<sup>85</sup> L'affectation de coordonnateurs ou d'agents de liaison MIDA nationaux dans les institutions cibles des pays bénéficiaires pour qu'ils associent des nationaux à la gestion du projet peut aussi contribuer à renforcer le sentiment d'adhésion du pays (OIM, 2004a). A cet égard, le projet DIAS de Cabo Verde, dirigé par l'Instituto das Comunidades sous la responsabilité du Ministère des affaires étrangères et avec l'assistance technique de l'OIM, est un exemple novateur d'adhésion pleine et entière du gouvernement cap-verdien.<sup>86</sup>

L'importance cruciale de la coopération entre toutes les parties prenantes est l'un des enseignements les plus précieux tirés de projets MIDA passés et en cours réside dans la prise de conscience. La collaboration étroite entre les ministères intéressés et les autres acteurs des secteurs ciblés s'est avérée extrêmement bénéfique. Ainsi, le projet MIDA Ghana Santé n'aurait pas pu être réalisé sans l'aide, d'une part, de partenaires aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Allemagne, et, d'autre part, des experts ghanéens. De même, le projet MIDA Italie était fondé sur la coopération entre les autorités nationales et locales en Italie et au Sénégal.<sup>87</sup>

<sup>84</sup> La première recommandation déclare que « [a]ussi bien le gouvernement que le secteur privé des différents pays doivent s'engager à favoriser le succès du programme MIDA », tandis que la seconde dispose que « [l]e programme MIDA appartient aux pays africains eux-mêmes. » (OIM, 2001).

<sup>85</sup> Par exemple, dans le cas du Burundi, du Rwanda et de la RDC, le MIDA était inclus dans leur Programme indicatif national (PIN).

<sup>86</sup> A partir d'informations recueillies auprès de Monica Goracci, Chef de mission, et de Marta Bronzin, coordonnatrice de projet, OIM Lisbonne, Portugal, 22 juin 2009.

<sup>87</sup> Le groupe de travail du MIDA Ghana Santé comprend tous les principaux intervenants du secteur de la santé au Ghana. Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, 19 mars 2009 ; de David Appiah, 20 mars 2009 ; de Peter Schatzer, de Barbara Fridel et de Tana Anglana, 16 janvier 2009 ; et de Tamara Keating, 13 janvier 2009.



Dans le cas du projet MIDEth en cours, il est fondé sur l'adhésion de trois partenaires (les autorités éthiopiennes, le PNUD en tant que donateur principal, et le bureau de l'OIM à Addis-Abeba) qui ont signé un mémorandum d'accord constituant la base formelle de la mise en œuvre du projet. La Direction générale des affaires relatives aux expatriés éthiopiens au sein du Ministère des affaires étrangères (2009) et les Bureaux régionaux de coordination des affaires de la diaspora sont les principaux interlocuteurs gouvernementaux, et les activités de renforcement des capacités comprennent une formation de leurs spécialistes de la diaspora.<sup>88</sup>

D'autres possibilités de coopération avec d'autres donateurs et organismes de réalisation internationaux peuvent encore être explorées (IOM et DGCD, 2006). Par exemple, des projets de type MIDA peuvent compléter des programmes gérés par d'autres organisations internationales, comme le programme TOKTEN du PNUD, qui permet un déploiement rapide d'experts en cas de pénurie de capacités dans des situations d'après-crise.<sup>89</sup> Dans certains pays où il existe d'importantes synergies entre les projets gérés par l'OIM et ceux d'autres organismes, les bonnes pratiques méritant d'être reproduites à plus grande échelle et les enseignements tirés sont partagés et les projets fusionnés, comme dans le cas du programme Qualified Expatriate Somali Support (QUESTS Appui technique à la Somalie par des expatriés qualifiés) du PNUD. S'appuyant sur l'expérience acquise dans le cadre des programmes QUESTS et TOKTEN du PNUD et des programmes MIDA et RQN de l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations lancera en partenariat avec le PNUD une version révisée intitulée programme QUESTS-MIDA, (PNUD et OIM, 2009). Un accord a également été signé entre l'OIM et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui fait spécifiquement référence au MIDA et vise à soutenir le codéveloppement pour des projets agricoles proposés par des communautés de migrants.

## Durabilité

La durabilité<sup>90</sup> est un aspect majeur de toute intervention. De nombreux facteurs déterminent la durabilité des projets MIDA à long terme. Ceux-ci ne visent pas simplement à pourvoir des postes vacants, mais cherchent plutôt à renforcer les capacités des bénéficiaires en leur transmettant des compétences, des connaissances et des savoir-faire nouveaux et complémentaires,<sup>91</sup> et à apporter des améliorations à long terme grâce à l'introduction de technologies et d'équipements nouveaux (OIM, 2004a ; 2008a). En outre, de nombreux projets ont pour but

<sup>88</sup> Informations recueillies auprès de Charles Kwenin et de Bruk Asmellash, IOM Addis-Abeba, 13 mars 2009.

<sup>89</sup> Au Rwanda et au Burundi, le PNUD a décidé de concentrer ses activités au titre des programmes TOKTEN sur les diasporas d'Amérique du Nord, d'Afrique du Sud et d'Asie, tandis que le programme MIDA de l'OIM viserait les diasporas d'Europe. En outre, les deux programmes ont harmonisé les conditions applicables aux affectations de renforcement des capacités de courte durée dans les deux pays des Grands Lacs (OIM et DGCD, 2006).

<sup>90</sup> Dans le contexte de l'exécution d'un projet, la durabilité s'entend d'une contribution pérenne par le maintien des activités et, plus particulièrement, de leurs incidences au-delà de la fin de l'engagement opérationnel de l'OIM.

<sup>91</sup> Informations recueillies auprès de Ralph Welcker, Mission de l'OIM à La Haye, Pays-Bas, 19 mars 2009.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

de créer des possibilités d'emploi sur le marché local du travail et, plus généralement, de stimuler la croissance économique. C'est dans cette perspective à long terme que réside peut-être la différence la plus notable entre le MIDA et les programmes TOKTEN et RQN, dont l'objectif est de pourvoir à des vacances de poste dans des situations d'après-crise, en privilégiant le court terme.<sup>92</sup>

Le projet MIDA Guinée avait pour objectif premier de rendre les femmes rurales économiquement et socialement autonomes en créant des coopératives gérant leur propre fonds de microcrédit renouvelable. L'acquisition de compétences en matière de gestion d'entreprise par les participantes et la création d'une cohésion de groupe ont été jugées cruciales pour la durabilité du projet (OIM, 2005b).

De même, les projets MIDA actuels de l'OIM sont axés sur l'instauration de partenariats durables entre les ministères et les membres de la diaspora (à l'instar des programmes MIDA Grands Lacs, MIDA Ghana Santé, TRQN Sierra Leone et DIAS de Cabo Verde), ainsi qu'entre les municipalités d'origine et d'accueil des communautés de la diaspora (comme dans le projet MIDA Ghana Cooperative sur la coopération décentralisée). L'approche adoptée par le MIDA Italie repose sur l'idée que les PME sont autonomes et peuvent contribuer au développement. De plus, ce projet cherche à produire un effet durable en rendant les associations de migrants autonomes et en instaurant des partenariats entre celles-ci et leurs communautés d'accueil.<sup>93</sup> Parmi les autres facteurs qui concourent à la durabilité de ces projets, il convient de citer le recours à des coordonnateurs et partenaires nationaux issus du vivier local de talents (Keating, 2007), une forte visibilité, ainsi qu'une acceptation et un appui politiques importants. Fortes de ce constat, les institutions partenaires se sont montrées très désireuses d'étendre leur participation, et les professionnels disposés à renouveler leur intervention. (SEE, 2008).

La participation active des interlocuteurs gouvernementaux favorise l'appropriation et la durabilité des projets migrations pour le développement, dont le but ultime est de transférer l'intégralité de la mise en œuvre des activités au gouvernement du pays d'origine. A cette fin, il y a lieu de poser des jalons précis pour garantir les contributions budgétaires et l'appui des interlocuteurs gouvernementaux. Au Ghana, plusieurs ONG dirigées par des membres de la diaspora envisagent de poursuivre le renforcement des capacités dans le secteur de la santé (Long et Mensah, 2007).

**En résumé,** les orientations stratégiques des projets MIDA peuvent être très variées. Elles englobent la promotion de l'entrepreneuriat, le développement de canaux de transfert financier et de projets d'investissement

<sup>92</sup> Il importe de souligner qu'en raison de son accent mis sur le développement, le programme TRQN est considéré comme un programme de type MIDA, bien qu'il englobe des pays non africains.

<sup>93</sup> A partir d'informations recueillies auprès de Monica Goracci, Chef de mission, et de Marta Bronzin, coordonnatrice de projet, OIM Lisbonne, Portugal, 22 juin 2009.

novateurs, la coopération décentralisée, ainsi que le renforcement des capacités par la circulation directe ou virtuelle des compétences. Ces orientations peuvent être étudiées plus avant et perfectionnées lors de l'élaboration de nouveaux programmes visant à répondre à des besoins particuliers.

L'un des atouts majeurs du programme MIDA réside indéniablement dans son approche axée spécifiquement sur le renforcement des capacités nationales, qui s'est enrichie par des années d'expérience. L'analyse approfondie des particularités locales, nationales et régionales est une condition préalable essentielle à la mise en œuvre réussie d'un projet. Cette analyse doit recenser les ressources que peuvent offrir les membres de la diaspora et les migrants, et les mettre en corrélation avec les besoins de développement prioritaires du pays d'origine en tenant compte de considérations de sexospécificité.

Pour favoriser une participation multipartite active, les pays d'origine et de destination, les membres et les associations de la diaspora, ainsi que les représentants du secteur privé, la société civile et les donateurs de la communauté internationale doivent être activement associés à tout le cycle du projet. A cette fin, il importe d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie concrète de communication afin de toucher, d'informer et de mobiliser tous les acteurs. Pour assurer la participation d'experts des deux sexes, des incitations doivent être créées pour que cet intérêt et cette motivation des membres de la diaspora se transforme en une contribution et une expérience positives de toutes les parties prenantes. L'engagement actif des gouvernements peut être favorisé par des accords de coopération officiels sur lesquels reposeront des partenariats durables.

## Bibliographie

Altai Consulting

2005 An Evaluation of the EU-RQA Program, novembre, OIM/EC.

Ceschi, S. et A. Stocchiero

2006 Partnership initiatives for Co-development. Ghanaian and Senegalese immigrants and CeSPI-IOM research action, Strategy Paper Ghana/ Senegal MIDA-Project, novembre, CeSPI et OIM, Rome.

Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM, ultérieurement OIM)

1986 Evaluation Report on the Implementation of the Project Reintegration of Qualified African Nationals, document d'information n° 2 du CIM, rédigé pour le séminaire sur la réintégration des nationaux africains qualifiés, décembre, Nairobi.

Communauté économique européenne (CEE) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

1992 Rapport d'évaluation sur la réintégration des nationaux africains qualifiés  
Projet CEE-OIM (1982-1991). Evaluation externe.

Conseil de l'Union européenne

1998 Règlement (CE) n° 1659/98 du Conseil du 17 juillet 1998 relatif à la coopération décentralisée, Journal officiel des Communautés européennes, L 213/6, 30 July, disponible à l'adresse <<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:1998:213:0006:0008:FR:PDF>>

2004 Règlement (CE) n° 625/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 prorogeant et modifiant le règlement (CE) n° 1659/98 relatif à la coopération décentralisée, disponible à l'adresse <<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2004:099:0001:0002:FR:PDF>>

Diene, M.

2007 « *Dialogues avec les diasporas : pour établir un agenda en faveur du développement* », Migrations, Edition spéciale, juillet, OIM, Genève.

Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)

2008a Renforcer la capacité des migrants et de la diaspora afin de contribuer au développement, Table ronde 1.2, document de base, disponible à l'adresse <[http://government.gfmd2008.org/component/option,com\\_docman/Itemid,45/task,cat\\_view/gid,35/](http://government.gfmd2008.org/component/option,com_docman/Itemid,45/task,cat_view/gid,35/)>

- 2008b Rapport de la première réunion du Forum mondial sur la migration et le développement, Belgique, 9-11 juillet 2007, Bruylant, Bruxelles, disponible à l'adresse <[http://www.gfmd-fmmd.org/en/system/files/2080096\\_FORMON\\_UK\\_BAT.pdf](http://www.gfmd-fmmd.org/en/system/files/2080096_FORMON_UK_BAT.pdf)>
- Frigeri, D. et A. Ferro  
2006 Financial instruments for the optimization of the role of remittances in development, Strategy Paper MIDA Ghana/Senegal project, CeSPI et OIM, Rome, novembre.
- Groupe mondial sur la migration (GMG)  
2008 Global Forum on Migration and Development: Matrix of Project/activities that could be of interest to participants, GMG, Genève
- Keating, T.  
2007 « Migration et développement pour l'Afrique: mobiliser les ressources de la diaspora pour le renforcement des capacités dans les pays d'origine », in *Migration – ein Beitrag zur Entwicklung?* (éd.), Seismo Verlag, Zurich, Croix-Rouge suisse
- Kingma, M.  
2007 *Nurses on the Move: Migration and the Global Health Care Economy*. Cornell University Press, Ithaca, New York.
- Little, L. et J. Buchan  
2007 Nursing Self Sufficiency/Sustainability in the Global Context. International Centre on Nurse Migration (ICNM), Genève, disponible à l'adresse <<http://www.ichrn.com/publications/policyresearch/SelfSufficiency.pdf>>
- Long, L. et K. Mensah  
2007 MIDA Ghana Health Project Evaluation, Royal Dutch Embassy, Accra, mars
- Luce, J.  
2009 « Fonkoze: Haitian Diaspora Unites Across U.S . », *The Huffington Post*, 6 mai 2009, disponible à l'adresse <[http://www.huffingtonpost.com/jim-luce/fonkoze-haitian-diaspora\\_b\\_193550.html](http://www.huffingtonpost.com/jim-luce/fonkoze-haitian-diaspora_b_193550.html)>
- Ministère des affaires étrangères de l'Éthiopie  
2009 Affaires relatives aux expatriés éthiopiens, Ministère des affaires étrangères de l'Éthiopie, Addis-Abeba, disponible à l'adresse <[http://www.mfa.gov.et/Ethiopians\\_Origin\\_Abroad/Ethiopia\\_Origin.php](http://www.mfa.gov.et/Ethiopians_Origin_Abroad/Ethiopia_Origin.php)>

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Ministère des finances et du développement économique (MoFED) d'Éthiopie

- 2006 Ethiopia: Building on Progress. Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty (PASDEP) (2005/06-2009/10), Ministère des finances et du développement économique, Addis-Abeba, septembre, disponible à l'adresse  
<[http://siteresources.worldbank.org/INTETHIOPIA/Resources/PASDEP\\_Final\\_English.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTETHIOPIA/Resources/PASDEP_Final_English.pdf)>

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 1990 Evaluation Survey Among the Returnees Assisted in Their Reintegration Process Within the Framework of the Project Reintegration of Qualified African Nationals – Phase II. Bureau de l'évaluation des programmes, OIM, Genève.
- 1993 Survey Among the Returnees Assisted in Their Reintegration in Chile Within the Framework of the Latin American Reintegration Assistance Programme (LARAP). Division de l'évaluation des programmes, OIM, Genève.
- 2000 Evaluation de l'impact des rapatriés sur les lieux de travail du Programme de retour de nationaux africains qualifiés (RQAN), Rapport de la Phase III, Bureau du directeur exécutif, janvier, OIM.
- 2001 Rapport sur l'atelier technique sur le programme MIDA « Migrations pour le développement en Afrique », tenu à Libreville (Gabon) du 9 au 11 avril 2001, OIM, Genève.
- 2004a Document sur la stratégie générale du MIDA, OIM, Genève.
- 2004b Pour une stratégie de l'OIM en matière de migration et développement, document de séance/12, 88<sup>e</sup> session du Conseil, 30 novembre – 3 décembre, OIM, Genève.
- 2005a Evaluation du projet MIDA Italie, Bureau de l'évaluation des programmes OIM, Genève, mai.
- 2005b MIDA: Microenterprise development for Guinean women through the provision of micro-credits and mobilization of women from the diaspora, Final Report to the Government of the United States.
- 2005c *The Development Potential of Zimbabweans in the Diaspora*, Migration Research Series no 17 OIM, Genève.
- 2005d *World Migration 2005. Costs and Benefits of International Migration*, vol. 3, Série de rapports Etat de la migration dans le monde de l'OIM, OIM, Genève.

- 2006a *Engaging Diasporas as Development Partners for Home and Destination Countries: Challenges for Policymakers*, Migration Research Series no 26, OIM, Genève, disponible à l'adresse <[http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published\\_docs/serial\\_publications/MRS26.pdf](http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/serial_publications/MRS26.pdf)>
- 2006b Migrations internationales et développement. Perspectives et expériences de l'Organisation internationale pour les migrations, avril.
- 2007a *Dialogues avec les diasporas*, OIM, Genève.
- 2007b Evaluation du Programme de migrations pour le développement en Afrique (MIDA), une illustration des efforts déployés par l'OIM pour que la migration serve le développement, Bureau de l'évaluation des programmes, OIM, Genève, août.
- 2007c Rapport d'évaluation intermédiaire partielle du Programme Migrations pour le développement en Afrique – Grands Lacs, Phase III, juin, OIM, Bruxelles.
- 2008a A Brain Gain Project for the Health Sector in Ghana Involving Ghanaians from the Netherlands, Germany and the United Kingdom, MIDA Ghana Health III, Document de projet, OIM, La Haye.
- 2008b How Moldovan Households Manage Their Finances. Knowledge and Practices, Rapport d'enquête, OIM, Chisinau.
- 2008c Programme de mobilisation des ressources de la communauté burundaise, congolaise et rwandaise de l'extérieur pour le développement des pays des grands lacs, Programme MIDA Grands Lacs IV, descriptif de projet, OIM, Bruxelles.
- 2008d *Etat de la migration dans le monde - 2008 : Gestion de la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en mutation*, vol. 4 de la Série de rapports Etat de la migration dans le monde, OIM, Genève.
- 2009 Migrations pour le développement en Afrique, MIDA Grands Lacs (2008-2012), brochure, OIM et Coopération belge au développement, Bruxelles.

OIM et Direction Générale de la coopération au développement (DGCD)

- 2004 Evaluation du Programme de Mobilisation des ressources humaines et autres de la diaspora africaine de Belgique en faveur du développement des pays d'origine - Migrations pour le développement en Afrique, MIDA Belgique / Région des Grands Lacs, évaluation conjointe DGCD/OIM, avril.
- 2006 Rapport conjoint de la seconde Evaluation du programme MIDA Grands Lacs - Programme de développement des pays des Grands Lacs à travers la mobilisation des ressources de la communauté burundaise, congolaise et rwandaise de l'extérieur, OIM/DGCD, février.

OIM, OIT et OSCE

- 2008 Compendium of Good Practice Policy Elements in Bilateral Temporary Labour Arrangements, suivi du FMMD 2007, Table ronde 1.2 « Migration de travail temporaire comme contribution au développement : le défi du partage des responsabilités », coprésidée par les gouvernements de l'Espagne et du Maroc. Présentation faite à Manille en octobre 2008, disponible à l'adresse <<http://www.iom.int/jahia/Jahia/pid/2056>>

Organisation mondiale de la santé (OMS)

- 2006a La pénurie mondiale des personnels de santé et ses effets. Aide-mémoire n° 302, OMS, Genève, disponible à l'adresse <<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs302/fr/index.html>>
- 2006b Travailler ensemble pour la santé. Rapport sur la santé dans le monde 2006, OMS, Genève, disponible à l'adresse <[http://www.who.int/whr/2006/whr06\\_fr.pdf](http://www.who.int/whr/2006/whr06_fr.pdf)>

Pandya, J.

- 2007 « Lorsque les investissements dépassent le simple cadre économique », *Migrations, Récolter les fruits de la migration et du développement*, Edition spéciale, juillet, OIM, Genève.

Panizzon, M.

- 2008 La mobilité du travail : un modèle gagnant-gagnant-gagnant pour le Commerce et le Développement. Le cas du Sénégal, document de discussion, Forum de Genève sur le commerce et le développement, avril 2008.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et OIM

- 2009 QUESTS-MIDA – Somalie, document de projet, PNUD et OIM.



Ratha, D., Mohapatra, S. et S. Plaza

- 2008 Beyond Aid: New Sources and Innovative Mechanisms for Financing Development in Sub-Saharan Africa, Policy Research Working Paper 4609, the World Bank Development Prospects Group, Migration and Remittances Team, avril,  
< [http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSCContentServer/WDSP/IB/2008/04/28/000158349\\_20080428101826/Rendered/PDF/wps4609.pdf](http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSCContentServer/WDSP/IB/2008/04/28/000158349_20080428101826/Rendered/PDF/wps4609.pdf)>

République du Cap-Vert

- 2001 As Grandes Opções do Plano, Conseil des ministres, Praia, disponible à l'adresse  
<<http://www.minfin.gov.cv/grandes-op-es-do-plano/grandes-op-es-do-plano/index.php>>

République de Guinée

- 2002 Travail – Justice - Solidarité. Document de stratégie de réduction de la pauvreté, janvier <[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Country-Papers-and-JSAs/12082\\_Guinea\\_PRSP.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Country-Papers-and-JSAs/12082_Guinea_PRSP.pdf)>

Sandgren, C.

- 2001 The IOM Project Reconstruction, Capacity Building and Development through the Return of Qualified Nationals to Bosnia and Herzegovina, Evaluation, septembre.

Société d'Etudes et d'Evaluation sarl (SEE)

- 2008 Evaluation du Programme MIDA Grands Lacs, Phase III, Rapport final, août, SEE, Luxembourg.

## Entretiens/communications écrites et orales

- **Tana Anglana**, chargée de projet, Mission à fonctions régionales (MFR) de l'OIM, Rome, Italie, 16 janvier 2009 et 18 juin 2009.
- **Géraldine Ansart**, assistante de projet, Programme MIDA Grands Lacs, OIM Bruxelles, 12 et 23 février 2009.
- **David Appiah**, Directeur local du programme MIDA, OIM Accra, Ghana, 20 mars et 12 juin 2009.
- **Bruk Asmellash**, coordonnateur de programme, MIDEth, Mission spéciale de liaison (MSL) de l'OIM, Addis-Abeba, Ethiopie, 13 mars 2009.
- **Marta Bronzin**, coordonnatrice de projet, OIM Lisbonne, Portugal, 22 juin 2009.
- **Anita Alero Davies**, spécialiste de la santé publique, Département Migration et Santé, Siège de l'OIM, Genève, Suisse, 14 janvier 2009.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- **Hans Eijkhout**, administrateur de projet Migration et développement, OIM La Haye, Pays-Bas, 6 février 2009.
- **Barbara Fridel**, fonctionnaire chargé de l'élaboration des projets, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Rome, Italie, 16 janvier 2009.
- **Monica Goracci**, Chef de mission, OIM Lisbonne, Portugal, 22 juin 2009.
- **Tamara Keating**, Chef des Services de l'exécution et de la gestion, OIM Bruxelles, Belgique, 13 janvier 2009.
- **Charles Kwenin**, Chef de Mission spéciale de liaison, OIM Addis-Abeba, Ethiopie, 10 novembre 2008 et 13 mars 2009.
- **Elisa Piraccini**, assistante de projet, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Rome, 18 juin 2009.
- **Juan Daniel Reyes**, administrateur de projet, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Helsinki, Finlande, 16 janvier 2009 et 13 mai 2009.
- **Peter Schatzer**, Directeur, Représentant régional, Mission à fonctions régionales (MFR) de l'OIM, Rome, Italie, 16 janvier 2009.
- **Joost van der Aalst**, Chef de mission, OIM Pays-Bas, 14 mai 2009.
- **Ralph Welcker**, Responsable du Service Migration et développement, Mission de l'OIM à La Haye, Pays-Bas, 19 mars, 2 avril, 14 mai et 11 juin 2009.

# CHAPITRE III

## Suivi et évaluation<sup>94</sup>

Le présent chapitre traite de la place ménagée au suivi et à l'évaluation dans les programmes Migrations pour le développement. Les chapitres précédents ont permis de se faire une idée des mécanismes et outils de suivi et d'évaluation utilisés par les programmes inspirés du MIDA.

Schématiquement, le suivi permet de recueillir des informations pour suivre régulièrement l'avancement d'un projet conformément à un plan préalablement établi, tandis que l'évaluation a généralement lieu à la fin du processus de mise en œuvre afin d'apprécier les résultats et le succès du projet. Le suivi permet de s'assurer que l'exécution se déroule comme prévu, alors que l'évaluation cherche à déterminer le plus systématiquement et le plus objectivement possible l'impact global du projet, sous l'angle de son utilité, de son efficacité, de son efficience et de sa durabilité, au regard des objectifs préétablis. L'existence d'objectifs clairement définis est cruciale, tant pour le suivi que pour l'évaluation.

La section III.1 du chapitre porte sur les conditions de base à remplir pour que les pratiques de suivi et d'évaluation soient efficaces, et étudie leur application dans un contexte MIDA, sans oublier les difficultés susceptibles de se poser. La section III.2 traite plus particulièrement de la nécessité de réaliser une analyse d'impact, et propose des orientations pour l'élaboration d'indicateurs de réussite appropriés.

### III.1 Conditions d'un suivi et d'une évaluation efficaces

#### Suivi

Le suivi, ou **la collecte et l'analyse régulières d'informations et de données**, est essentiel à la bonne exécution des activités de projet. Il permet de prendre des décisions au bon moment, contribue à une exécution et une reddition des comptes satisfaisantes, et tient les principales parties prenantes, dont les donateurs,

<sup>94</sup> Chapitre rédigé par Rougui Ndiaye-Coïc, administratrice de projet, et par Christophe Franzetti, fonctionnaire chargé de l'évaluation, OIM Genève, Suisse, avec le concours de Mira Brady, OIM Vienne, Autriche.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

informées en temps voulu de l'avancement du projet. Il génère aussi les éléments de données essentiels qui serviront de base à l'évaluation et à partir desquels les enseignements tirés et les meilleures pratiques pourront être dégagés (OIM, 2009). Enfin, le suivi régulier de l'exécution fournit aux chargés de projet des indications précoces sur les difficultés imprévues, leur permettant ainsi de modifier, si besoin, le calendrier des travaux à mi-parcours.

Le suivi commence dès les premiers stades d'une intervention planifiée. Les étapes préparatoires visent à obtenir un vaste éventail d'informations et d'éléments nécessaires à l'élaboration du projet. Elles comprennent, par exemple, une évaluation des besoins des institutions bénéficiaires visées ; une analyse des données disponibles sur les pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans le pays d'origine ; l'établissement des profils de la diaspora dans les pays d'origine ; ou encore le relevé des conditions générales requises pour que les objectifs soient atteints et préservés durablement. Ces étapes livrent aussi les données et les informations de base nécessaires à une analyse ultérieure globale des incidences du projet. Il est essentiel, à cet égard, de souligner l'importance d'une collaboration étroite avec les gouvernements intéressés. Par exemple, la phase d'évaluation des besoins du projet MIDEth, qui a été pleinement soutenue par le gouvernement éthiopien, a permis de déterminer les secteurs souffrant de pénuries de qualifications à la lumière du Document national de réduction de la pauvreté.<sup>95</sup> En outre, le suivi du projet MIDA Ethiopie a été assuré en collaboration avec la Direction des affaires relatives aux expatriés du Ministère éthiopien des affaires étrangères et le Ministère du renforcement des capacités de l'Ethiopie.<sup>96</sup>

Une fois le projet en cours d'exécution, des réévaluations périodiques sont nécessaires, notamment lorsque le projet se déroule sur plusieurs années ou s'il se décompose en plusieurs projets distincts mais interdépendants (certains projets MIDA sont mis en œuvre simultanément dans deux ou plusieurs pays voisins) relevant d'un vaste programme combiné. Dans ces cas, le suivi permet d'effectuer des ajustements au vu de l'expérience acquise et des enseignements tirés durant les phases précédentes. Ainsi, le suivi des douze premiers mois de la phase III du MIDA Grands Lacs a permis d'évaluer les progrès réalisés par rapport aux prévisions initiales et de procéder aux ajustements nécessaires lors des phases ultérieures,<sup>97</sup> afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Un suivi effectué au bon moment peut notamment mettre en évidence des obstacles imprévus ou des possibilités inespérées, qui nécessitent une révision des hypothèses et de la stratégie qui sous-tendent le projet. La mission d'évaluation menée dans le cadre du projet MIDA Guinée Femmes a permis de constater que la stratégie de mobilisation de la diaspora, adaptée aux besoins d'autres pays africains (OIM, 2007c), n'était pas

<sup>95</sup> Les secteurs mis en évidence sont la santé, l'eau et l'assainissement, et l'éducation.

<sup>96</sup> Informations complétées par une communication personnelle de Charles Kwenin, Chef de mission, OIM Addis-Abeba, 10 novembre 2008.

<sup>97</sup> La phase III avait été planifiée sur deux ans, du 1<sup>er</sup> avril 2006 au 31 mars 2008. L'évaluation a été effectuée en avril 2007.

applicable à la diaspora guinéenne en raison, notamment, du niveau de développement particulier de ce pays.<sup>98</sup> A partir de ces conclusions, il a été décidé de recruter un troisième formateur local expérimenté en sus des deux membres de la diaspora originaires de pays de la CEDEAO. En d'autres termes, la stratégie a été reformulée et le projet adapté à la situation particulière de ce pays.<sup>99</sup>

Le suivi ne se limite pas à la collecte de données, mais porte également sur la planification et la gestion financières. L'établissement de rapports financiers mensuels permet de comparer les coûts effectifs par rapport au calendrier des dépenses prévues et de préparer les éventuelles révisions budgétaires (OIM, 2003b).

Pendant toute la durée d'un projet, un système de suivi qui fonctionne correctement donnera lieu à la rédaction d'un vaste éventail de rapports d'activités<sup>100</sup> qui rendent compte des réalisations, difficultés, succès, problèmes et autres obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre. L'élaboration des rapports finals s'appuiera sur toutes ces données pour fournir, conformément aux conditions préétablies (notamment celles des donateurs et autres intervenants majeurs), un compte rendu précis de la réalisation et des résultats du projet.

## Evaluation

Les rapports finals ne remplacent pas et n'ont pas vocation à remplacer le processus d'évaluation proprement dit. En termes généraux, l'évaluation peut être définie comme conduisant à une détermination relativement précise de la valeur ou de l'utilité de l'activité étudiée (OIM, 2009). Menée efficacement, l'évaluation peut aider à résoudre des difficultés, à rectifier des éléments dans des projets ultérieurs identiques afin de répondre au mieux aux besoins et aux objectifs, et à tirer des enseignements des résultats finaux. Elle est également un important outil de reddition de comptes pour les gouvernements et les donateurs.

Le choix des éléments d'information requis et d'une méthodologie appropriée est important dans l'élaboration et la réalisation de l'évaluation d'un projet. Les méthodes de base peuvent prendre la forme d'observations directes, d'entretiens, de discussions de groupe thématiques, de questionnaires et d'enquêtes.

<sup>98</sup> Les conditions de vie sont telles qu'un membre de la diaspora guinéenne qui souhaiterait retourner au pays serait complètement désorienté, même venant d'un pays de la CEDEAO. Pendant leur absence, les expatriés sont souvent complètement coupés de la réalité du pays, dont ils n'ont généralement aucune idée, et ignorent les « mécanismes de survie » nécessaires pour pouvoir subsister et monter une entreprise dans un pays où les infrastructures de base telles que le transport, l'eau, l'électricité et les télécommunications sont inexistantes. MIDA Guinée, Rapport final, p. 29, OIM 2005.

<sup>99</sup> Une stratégie a été spécialement élaborée pour ce projet, qui a permis aux bénéficiaires de profiter des diverses expériences des membres de la diaspora, mais aussi de la connaissance particulière du contexte local que possédait le formateur local.

<sup>100</sup> Les rapports d'activité peuvent être mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Des méthodes mixtes,<sup>101</sup> tant qualitatives que quantitatives, permettent de compenser les lacunes techniques dues au coût élevé de certaines méthodes. La section III.2 ci-après traite de l'importance fondamentale que revêtent la sélection et la formulation d'indicateurs d'impact appropriés pour la mise au point d'une approche méthodologique sérieuse de l'évaluation d'un projet.

Une sélection judicieuse des éléments de données et de la méthodologie aux fins d'évaluation fera apparaître les retombées globales du projet, y compris sa durabilité à longue échéance. Dans le cas du projet MIDA Italie, il a été recouru à des méthodes d'investigation anthropologique, telles que l'analyse du capital social et des réseaux sociaux, pour obtenir les informations permettant d'évaluer les incidences du projet et d'en dégager les enseignements (CeSPI, 2008). Cet exercice a montré à quel point il était important de tenir compte du contexte historique des pays d'origine des migrants visés par le projet, qui varie considérablement d'un pays à l'autre.

Les programmes MIDA exécutés à ce jour ont également souligné l'importance des systèmes de suivi pour pouvoir évaluer efficacement le projet au fil du temps ainsi que sa durabilité à longue échéance. Dans le contexte de l'exécution d'un projet, la durabilité s'entend de la mesure dans laquelle le projet a des répercussions durables au-delà de sa durée de vie.

### Place des activités de promotion

Les activités de promotion, telles que les campagnes d'information, les ateliers et les conférences, ne font pas partie du suivi et de l'évaluation mais en sont des compléments utiles en ce qu'elles contribuent à la gestion des informations concernant le projet. Elles peuvent, par exemple, susciter la mobilisation des membres de la diaspora en les encourageant à participer à des projets précis. Comme il ressort de l'évaluation du projet MIDA Italie (OIM, 2005a), ces activités doivent être menées à la fois dans les pays d'accueil et d'origine. Pendant la phase préparatoire de ce projet, une stratégie de communication avait été élaborée avec succès, en collaboration avec diverses parties prenantes,<sup>102</sup> afin d'accroître la visibilité du projet en Italie. Des ateliers et des conférences avaient ainsi été organisés dans des régions clés d'Italie,<sup>103</sup> et des discussions avaient été menées dans les pays d'origine avec le gouvernement, des donateurs, des entreprises privées et des dirigeants locaux

<sup>101</sup> Elles sont, en fait, à privilégier, notamment en cas de ressources financières insuffisantes pour appliquer des méthodes purement quantitatives et qualitatives.

<sup>102</sup> La stratégie de communication a associé des ambassades africaines, des associations et des groupes de réflexion sélectionnés au sein de la diaspora africaine en Italie.

<sup>103</sup> En septembre et octobre 2003, quatre ateliers régionaux ont été organisés à Turin, à Prato, à Modène et à Milan.

en vue de trouver des partenaires d'exécution. Une conférence finale a permis à l'équipe de gestion du projet de réunir un large éventail de participants des pays d'origine et d'accueil, des représentants des gouvernements et des autorités locales, des associations de la diaspora et d'autres intervenants majeurs,<sup>104</sup> afin de tirer des conclusions et des enseignements et de formuler des recommandations pour la mise en œuvre.

### III.2 Nécessité de disposer d'indicateurs d'impact

Les indicateurs d'impact sont l'un des nombreux outils mis au point pour garantir la qualité, la crédibilité et la transparence du processus d'évaluation, mais ils sont surtout utilisés par les gouvernements pour déterminer si leurs priorités et leurs objectifs ont bien été atteints (OIM, 2006).

Le glossaire de l'OCDE/CAD sur l'évaluation (2002, p. 24) définit l'impact comme les « [e]ffets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non ». De même, USAID (2006, p. 2) déclare que les indicateurs d'impact sont utilisés pour mesurer les changements fondamentaux survenus dans le bien-être des personnes sous l'effet d'une source extérieure, en l'espèce un projet ou un programme. Parmi les exemples d'indicateurs d'impact généraux en matière d'assistance humanitaire, USAID cite :

- le revenu annuel moyen par habitant ;
- les taux de mortalité et de morbidité ;
- le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté.

Il existe peu d'indicateurs d'impact pour les programmes MIDA, principalement parce que leur intégration dans l'élaboration du projet entraîne souvent une augmentation sensible du coût total. Cependant, leur utilisation est fortement recommandée en raison de leur utilité pour déterminer les incidences réelles d'un projet sur le développement.

### Points à prendre en considération concernant les indicateurs d'impact

Le développement est un concept complexe et pluridimensionnel. Il peut être évalué à divers niveaux analytiques et avoir des significations différentes, selon le contexte normatif, culturel et historique (De Haas

<sup>104</sup> Plus de 120 participants, représentant des ambassades africaines et européennes, le Ministère italien des affaires étrangères, des autorités régionales, provinciales et municipales italiennes, des associations africaines, des ONG, des entrepreneurs, des syndicats et des institutions financières, ont participé à cette rencontre (OIM, 2005a).

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

et al., 2009). D'où la difficulté d'élaborer et de valider des indicateurs d'impact lorsque les données en jeu peuvent être considérées à partir de nombreux niveaux, dimensions et points de vue contextuels différents. Chaque projet MIDA nécessiterait son propre jeu d'indicateurs, selon ses objectifs et les buts fixés par les agents d'exécution. Ces indicateurs porteraient d'une manière générale sur, par exemple, les rapatriements de fonds, le retour des nationaux qualifiés, la capacité de gestion de la migration, le transfert des compétences et les effets de la migration de main-d'œuvre.

Les points qui doivent être pris en considération lors de l'élaboration ou de l'examen d'indicateurs d'impact dans un projet de Migrations pour le développement sont notamment les suivants :

- les données recueillies et examinées doivent être de qualité ;
- qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs, les indicateurs doivent être bien définis, réalistes, limités et mesurables ;
- l'élaboration d'indicateurs dépend des objectifs et des résultats qu'un projet est censé atteindre.

Les indicateurs d'impact peuvent être situés à trois niveaux principaux : le niveau macro, concernant les intérêts nationaux ou régionaux, le plus souvent définis en termes d'objectifs politiques ou socioéconomiques généraux (OIM, 2001) ; le niveau méso, qui concerne la communauté, c'est-à-dire les individus en tant que membres d'un groupe et en tant que participants à des processus sociaux plus larges, tels que l'atténuation de la pauvreté dans une communauté d'origine par le rapatriement de fonds ou de petits investissements ; et le niveau micro, concernant le bien-être d'un migrant ou de la famille d'un migrant.

La manière dont les indicateurs d'impact sont créés, classés par catégories et considérés dépend largement des objectifs et des résultats connexes tels qu'ils sont définis pour le projet et perçus par les divers groupes et personnes intéressés. Par exemple, les indicateurs élaborés à partir d'un point de vue individuel, au niveau micro, seront différents de ceux créés dans une perspective nationale ou communautaire, aux niveaux macro ou méso. L'individu peut apprécier les résultats économiques qui, toutefois, peuvent ne pas apparaître dans les chiffres du revenu national ou de la croissance ni intégrer des aspects de développement humain tels que les libertés politiques et la liberté de choix (plus grande). En revanche, un organisme public peut être intéressé par la croissance économique par habitant d'une région, par l'ampleur de la migration qualifiée, ou par l'intégration réussie d'une population migrante dans son ensemble.

Les indicateurs d'impact doivent être créés pour apprécier les effets possibles et réels des activités sur le développement local/national. Il est possible de mesurer l'impact à court terme (couramment qualifié de résultat), mais aussi l'impact à long terme. Cependant, cette distinction n'est pas toujours nécessaire car il suffit parfois de pouvoir mesurer les résultats et de procéder à une évaluation générale de l'impact global, plutôt que de disposer d'une liste exhaustive d'indicateurs d'impact.



Il convient de ne pas oublier que l'on peut observer les effets négatifs et positifs tant prévus qu'imprévus. Le projet MIDA Italie, par exemple, a abouti à une initiative de codéveloppement qui a eu pour effet positif imprévu la reconnaissance sociale de la contribution apportée par la diaspora ghanéenne à l'économie de la région et de l'intégration de ses membres en Italie. Il a ainsi été possible d'ouvrir dans une coopérative fruitière en Italie une branche d'importation d'ananas produits au Ghana, et de créer une entreprise agricole et une société d'exportation au Ghana (OIM, 2007).

Cependant, la réalisation d'un projet similaire dans d'autres régions et avec d'autres diasporas pourrait avoir des effets différents, en fonction des circonstances. Par exemple, selon le caractère forcé ou volontaire de la migration, ou selon le degré de stabilité politique d'une région, la mobilité peut avoir des incidences positives, neutres ou ambivalentes, voire négatives (De Haas et al., 2009).

### Exemples d'indicateurs d'impact concernant les projets de Migrations pour le développement

Une première série d'exemples figure dans l'évaluation du Programme de retour de nationaux africains qualifiés (OIM, 2000a), qui a utilisé les indicateurs d'impact suivants :

- Le changement positif provoqué dans les entreprises par les prestations des rapatriés.
- Le transfert de nouvelles compétences/connaissances et de technologies par les rapatriés.
- La fourniture de services générateurs de revenus.
- La contribution des rapatriés à la situation financière des entreprises.

Un autre exemple est donné dans le rapport d'évaluation du programme de Retour d'Afghans qualifiés de l'UE (UE-RQA) établi par Altai Consulting (2005), qui a utilisé des indicateurs particuliers pour apprécier l'efficacité avec laquelle ce programme avait atteint les objectifs initiaux consistant à améliorer le fonctionnement des institutions afghanes par la mise en place et le renforcement de leurs capacités, ainsi qu'à stimuler la croissance et le développement du secteur privé. Les indicateurs ont été classés par catégories en fonction de leur pertinence pour les entreprises privées, les organisations et les institutions publiques. Bien qu'ils ne répondent peut-être pas pleinement à la définition technique des indicateurs d'impact, ces instruments permettent néanmoins de mettre en évidence les incidences du projet au niveau méso. Ces incidences sont, entre autres :

- L'effet des nouvelles initiatives, techniques et méthodologies et des nouveaux outils utilisés.
- Le degré d'amélioration de la rentabilité, de l'efficacité, de la part de marché et de la qualité des services dans un département ou une entreprise.
- La rentabilité et la croissance des entreprises créées par des professionnels expatriés de retour au pays.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Un certain nombre d'études de grande ampleur menées, par exemple, par le PNUD ou la Banque mondiale, qui ont porté sur les incidences de la migration sur le développement au niveau macro,<sup>105</sup> ont souligné la nécessité d'analyser plus en profondeur les effets de la migration aux niveaux méso et micro, par exemple en examinant le bien-être qui en a résulté pour les personnes et leur famille dans le pays d'origine. La seule prise en considération des chiffres de la croissance économique nationale, à l'exclusion du bien-être individuel au niveau micro, peut aboutir à des approches qui portent préjudice au bien-être des migrants et de leur famille au lieu de l'améliorer. Une évaluation thématique du lien entre la migration et le développement axée sur le MIDA a aussi mis en relief les interactions complexes qui régissent ces deux questions (OIM, 2007b).

Cependant, les changements survenant dans le contexte de programmes de migrations pour le développement ne peuvent pas toujours être clairement attribués aux activités de projet, et cette difficulté à établir un lien entre les effets constatés et un programme donné est l'un des défis majeurs des évaluations d'impact. Cet aspect a été repris dans la phase actuelle du programme MIDA Grands Lacs. L'élaboration de propositions de projets par des membres de la diaspora formés à la gestion de projets vise à assurer l'intégration d'indicateurs d'impact dans les projets mis sur pied conjointement avec les institutions cibles du pays d'origine.<sup>106</sup>

## Conclusion

Ce chapitre a souligné l'importance du suivi et de l'évaluation en matière de gestion et de reddition de comptes, ainsi que le rôle que jouaient ces outils pour mettre en évidence ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, et a expliqué pourquoi le suivi et l'évaluation peuvent améliorer le processus de gestion d'un projet d'un bout à l'autre de son cycle de vie. Un suivi continu offre la garantie que le projet progresse conformément au calendrier fixé, que les apports à sa réalisation sont reçus en temps voulu, que les activités sont menées de manière satisfaisante et que les résultats sont tenus comme prévu. L'évaluation permet aux parties prenantes de savoir dans quelle mesure les objectifs énoncés dans les documents de projet ont été atteints, et quelles sont les incidences globales de l'intervention.

De nombreux éléments montrent qu'il conviendrait d'accorder plus d'attention aux indicateurs d'impact concrets dans les projets de type MIDA. Il est vrai, eu égard à la complexité de la thématique Migrations pour le développement, qu'une évaluation des incidences n'est pas toujours rentable, si bien qu'elle ne devrait pas être considérée comme une condition préalable à l'efficacité des projets. Cependant, quand ils sont correctement utilisés, les indicateurs d'impact permettent de s'assurer que le projet est adapté au contexte particulier

<sup>105</sup> Ces études sont axées sur les liens entre les rapatriements de fonds et l'économie et la société.

<sup>106</sup> A partir d'informations recueillies auprès de Tamara Keating, coordonnatrice du MIDA, à l'occasion d'une communication personnelle du 12 juin 2009.

dans lequel il doit être exécuté afin de répondre comme il se doit aux besoins individuels, dans le respect des conditions locales et des traditions culturelles (Noonan et al., 2009).<sup>107</sup> Les indicateurs d'impact doivent concorder avec les buts de chaque programme, les conditions de vie de la diaspora et la situation de chaque région, tout en tenant compte des circonstances particulières, telles que le caractère forcé ou volontaire de la migration. Lors de l'élaboration d'indicateurs d'impact concernant la thématique migration et développement, il est recommandé, si le temps et l'argent le permettent, de les définir à tous les niveaux d'un projet (macro, méso et micro) afin d'avoir une connaissance plus précise des retombées que peut avoir un projet. Un ensemble solide d'indicateurs équilibrés peut aider les décideurs à réaffecter les crédits finançant des projets inefficaces à des projets fructueux et profitables aux individus, à la communauté, à la région et au pays tout entier.<sup>108</sup>

<sup>107</sup> Voir Noonan et al., 2009, p. 5.

<sup>108</sup> L'impact d'interventions ciblées à court terme peut être difficile à mesurer, notamment dans des contextes d'instabilité comme en Somalie. Le Bureau régional de l'OIM pour les Etats scandinaves et baltes, en coopération avec le Comité consultatif sur la coopération pour le développement de l'Association médicale finlandaise, suggère de créer des indicateurs de changement pour mesurer les changements résultant d'une initiative de développement.

## Bibliographie

### Altai Consulting

2005 An Evaluation of the EU-RQA Program, novembre, OIM/EC.

### Banque mondiale

2007 Data for Impact Evaluation, Banque Mondiale.

### Centro Studi di Politica Internazionale (CESPI)

2008 Migrant transnationalism for local development in MIDA Italy-Ghana/Senegal programme, Andre Stocchiero, octobre.

non daté Impact assessment guidance.

### Initiative internationale pour l'évaluation de l'impact

2009a Some reflections on current debates in impact evaluation, Howard White. Document de travail, avril.

2009b Better evidence for a better world, Mark W. Lipsey et Eamon Noonan (éd.), the Campbell Collaboration, avril.

### Organisation internationale pour les migrations (OIM)

1994 Assessment of the survey carried out on Latin America and the Caribbean on IOM's support programme TCDC-2: Medium-term intraregional transfer of qualified personnel in Latin America and the Caribbean (LAC), OIM, juin.

2000a Evaluation de l'impact des rapatriés sur les lieux de travail, Programme de retour des nationaux africains rapatriés (RQAN), Rapport de la phase III, Bureau du Directeur exécutif, janvier, OIM.

2000b Evaluation de la phase III du Programme de retour de nationaux africains qualifiés (RQAN), janvier, OIM, Genève.

2001 Projet de l'OIM : Reconstruction, renforcement des capacités et développement consécutifs au retour des nationaux qualifiés en Bosnie-Herzégovine, Evaluation, Claes Sandgren, septembre

- 2003a Enquête MIDA, résultats et analyse, Organisation mondiale de la santé, Comité régional pour l'Afrique, Cinquante-troisième session, OIM, septembre.
- 2003b Instruction, Monitoring, IN/31, Bureau de l'Inspecteur général, OIM, mai.
- 2005a Evaluation du projet MIDA Italie, Bureau de l'évaluation des programmes, OIM, Genève, mai.
- 2005b Evaluation du Programme de « Mobilisation des ressources humaines et autres de la diaspora africaine de Belgique en faveur du développement des pays d'origine - Migration pour le Développement en Afrique » MIDA Belgique / Région des Grands Lacs, évaluation conjointe DGCD/OIM, avril.
- 2005c An Evaluation of the EU-RQA Program, for International Organization for Migration and European Commission, Altai Consulting.
- 2006 Lignes directrices de l'OIM en matière d'évaluation, Manuel, MA/66, Bureau de l'Inspecteur général, OIM, janvier.
- 2007a Rapport d'évaluation intermédiaire partielle du programme « Migrations pour le développement en Afrique-Grands Lacs », Phase III, juin.
- 2007b Evaluation du Programme de migrations pour le développement en Afrique (MIDA), une illustration des efforts déployés par l'OIM pour que la migration serve le développement, OIM, Genève, août
- 2007c Migrations pour le développement en Afrique, « Les migrants et la diaspora en tant qu'acteurs du développement ».

A paraître *Handbook on mainstreaming migration into national development plans.*

OIM et Direction générale de la coopération et du développement (DGCD)

- 2006 « Rapport conjoint de la seconde évaluation du programme MIDA Grands Lacs - Programme de développement des pays des Grands Lacs à travers la mobilisation des ressources de la communauté burundaise, congolaise et rwandaise de l'extérieur », OIM/DGCD, février.

Pencheon, D.

- 2008 The Good Indicators Guide: Understanding how to use and choose indicators, Institute for Innovation and Improvement, NHS, août.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

### PNUD

- 2009 De Haas, Heine, et al. Mobility and Human Development, Human Development Reports Research Paper, 2009/01, avril, PNUD, disponible à l'adresse  
<[http://hdr.undp.org/fr/reports/global/hdr2009/papers/HDRP\\_2009\\_1.pdf](http://hdr.undp.org/fr/reports/global/hdr2009/papers/HDRP_2009_1.pdf)>

### Société d'Etudes et d'Evaluation sarl (SEE)

- 2008 Evaluation du Programme MIDA Grands Lacs, Phase III, août, OIM.

### USAID

- 2006 Commodities Reference, Annex II: Tools and Indicators, disponible à l'adresse  
<[http://www.usaid.gov/our\\_work/humanitarian\\_assistance/ffp/crg/annex-2.htm](http://www.usaid.gov/our_work/humanitarian_assistance/ffp/crg/annex-2.htm)>

## CHAPITRE IV

### Nouvelles orientations dans le domaine des migrations pour le développement<sup>109</sup>

Ce chapitre a pour but d'exposer et d'examiner les nouvelles orientations de programme issues des initiatives de migrations pour le développement dans la perspective de l'élaboration de programmes de migrations pour le développement futur.

Les programmes MIDA ont eu recours à un vaste éventail de stratégies, comme l'autonomisation des migrants par la création de circuits de financement novateurs, le renforcement de leur potentiel entrepreneurial, la coopération décentralisée et les transferts souples de compétences et de ressources. Les évaluations préliminaires, les activités de promotion et la consolidation de l'intérêt dans les pays d'origine ont tous contribué à ce succès. Cependant, au fil des ans, les conclusions des évaluations de projet et l'intérêt exprimé par les Etats membres ont conduit à étudier de nouvelles orientations, non seulement dans le cadre du MIDA, mais aussi au titre de la mise en application de la stratégie plus vaste de migrations pour le développement. Ces nouvelles orientations mettent davantage l'accent sur la mobilité de la main-d'œuvre et la migration circulaire, notamment sur leurs liens avec le commerce, l'encouragement des initiatives du secteur privé, la participation de la diaspora aux processus de consolidation de la paix, le rôle des universités dans le développement et le renforcement des complémentarités entre les pays du Sud.

La section IV.1 de ce chapitre est consacrée à la gestion de la mobilité internationale de la main-d'œuvre aux niveaux national, régional et mondial et à sa contribution potentielle au développement. Elle traite en outre de la relation entre la migration de main-d'œuvre et le commerce, et entre la migration de main-d'œuvre et le développement. La section IV.2 examine le rôle du secteur privé en matière d'orientation de la demande et de contribution aux projets de migrations pour le développement. La section IV.3 portera plus particulièrement sur la diaspora et la consolidation de la paix, les processus d'après-conflit appelant un nouveau regard sur les diasporas en tant que constructeurs de la paix. La section IV.4 analyse la contribution de l'enseignement supérieur au renforcement des capacités essentielles qui permettent d'assurer une meilleure corrélation entre l'offre et la demande. Enfin, la section IV.5 porte sur la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud, afin de favoriser l'échange des compétences et d'améliorer la gestion de la mobilité de la main-d'œuvre.

<sup>109</sup> Chapitre rédigé par Rougui Ndiaye-Coïc, administratrice de projet, OIM, Genève (Suisse), avec le concours de Marion Panizzon, administratrice principale au World Trade Institute de Berne (encadré 7), de Paul Tacon, administrateur de programme adjoint, Migration et développement, et de Elizabeth Warn, spécialiste de la Migration de main-d'œuvre et de la Migration et développement, Division Migration de main-d'œuvre et Migration assistée, Département des services de gestion des migrations, OIM, Genève (Suisse) (section 3).

## IV.1 Mobilité de la main-d'œuvre

La migration régionale et internationale de main-d'œuvre peut contribuer à une utilisation plus efficace des ressources en personnel, dans la mesure où les migrants quittent des régions où ils sont sous-employés ou sans emploi pour d'autres où la demande est plus importante.

### Mobilité de la main-d'œuvre et migration circulaire

On s'accorde aujourd'hui à reconnaître que les travailleurs migrants sont des acteurs de développement au sens large dans les pays d'origine comme de destination. La notion de mobilité de la main-d'œuvre et développement vise à mettre en évidence et à exploiter l'influence réciproque entre la migration et tous les principaux facteurs de développement, et non pas à simplement atténuer la pauvreté en recherchant des possibilités d'emploi à l'étranger. S'il est vrai que par le passé, les projets MIDA étaient souvent axés sur l'utilisation des ressources et des compétences des diasporas en vue de créer des emplois dans les pays d'origine, une place plus grande est désormais accordée à l'importance de mieux relier l'emploi et la formation de revenu au développement dans le contexte plus large des migrations pour le développement.

L'intérêt croissant des pays pour la création et le fonctionnement de dispositifs circulaires repose sur la conviction que la migration circulaire peut être bénéfique non seulement aux migrants, mais aussi aux pays d'origine et de destination. La migration circulaire<sup>110</sup> offre aux migrants peu, semi- ou hautement qualifiés d'acquérir un capital à la fois financier et social dans le pays d'accueil et d'agir à leur retour comme agents de développement pour leur communauté grâce à l'introduction de nouvelles compétences et à la création d'emplois liés à l'établissement de nouvelles entreprises.<sup>111</sup> Pour porter du fruit, ce schéma doit reposer sur la coopération et l'engagement des pays d'accueil et d'origine. Il peut être particulièrement propice au développement lorsque la migration de retour est intégrée dans les plans de développement nationaux et locaux des pays d'origine, et qu'elle s'appuie sur des accords de migration de main-d'œuvre conclus entre pays d'origine et d'accueil.

<sup>110</sup> La migration circulaire s'entend du déplacement de personnes entre différents pays - y compris les mouvements temporaires ou permanents - qui, dès lors qu'il se produit de manière volontaire en lien avec les besoins en main-d'œuvre des pays d'origine et de destination, peut être bénéfique pour toutes les parties concernées. Définition utilisée par le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD, 2007), disponible à l'adresse : <http://www.gfmd-fmmd.org/fr/system/files/RT+1+4+Background+paper++fr.pdf>

<sup>111</sup> Aujourd'hui, la migration circulaire est étudiée au titre de la thématique Migration et développement, y compris lors du FMMD 2007, 2008 et 2009. Si aucune définition ne fait encore l'unanimité, [...], la notion de migration circulaire recouvre indéniablement bien plus que la migration temporaire de main-d'œuvre et renvoie également à la question du retour temporaire [...] des membres des diasporas, dont beaucoup sont déjà bien établis dans les pays hôtes (Rapport *Etat de la migration dans le monde* – 2008).



La migration temporaire et circulaire entre la Colombie et l'Espagne, telle qu'elle est prévue et mise en œuvre au titre d'un accord bilatéral sur la main-d'œuvre, mérite d'être mentionnée. Pour encourager la migration régulière depuis la Colombie vers l'Espagne et renforcer les incidences de la migration sur le développement, l'OIM a consolidé et reproduit un Modèle de migration temporaire et circulaire de main-d'œuvre aux fins de codéveloppement (TCLM). Ce modèle a offert à certains migrants de Colombie la possibilité de travailler temporairement en Espagne afin que, de retour au pays, ils utilisent leurs compétences ainsi acquises pour promouvoir et soutenir les efforts de développement socioéconomique dans leur pays d'origine. S'appuyant sur une étroite collaboration avec les diverses municipalités, ce programme s'est attaché à renforcer le développement de la communauté locale. Après leur retour, les migrants temporaires réalisent leurs projets de développement en utilisant une partie de leur épargne ainsi que leurs compétences acquises pendant leur séjour en Europe. De la sorte, les migrants circulaires contribuent à l'amélioration des compétences locales et à la création d'emplois sur place en créant de nouvelles entreprises.

La nature et l'ampleur des dispositifs de migration circulaire soulèvent néanmoins des questions quant à la possibilité de les reproduire à plus grande échelle et de les appliquer à des niveaux de compétences plus élevés, et en ce qui concerne leurs retombées plus larges sur le développement.

## Mobilité de la main-d'œuvre et commerce

La libre circulation des biens<sup>112</sup> et des services au-delà des frontières est au cœur de la notion de mondialisation, et le renforcement des relations commerciales peut avoir une incidence notable sur la mobilité de la main-d'œuvre (REB, 2005). Outre qu'elle génère des rapatriements de fonds, la migration de main-d'œuvre contribue à transformer les pays en développement en économies du savoir en relevant les niveaux de compétences, en intensifiant la compétitivité de la main-d'œuvre et en favorisant l'entrepreneuriat grâce au pouvoir d'innovation des migrants. Selon Martin (2006), la migration peut influencer sur le développement des pays d'origine de trois manières : via le recrutement, les rapatriements de fonds et le retour. De fait, en investissant les fonds rapatriés et en mettant à profit les compétences acquises à l'étranger, les diasporas peuvent avoir un effet positif sur les relations commerciales de leur pays et stimuler la production et les échanges de biens tant localement qu'au-delà des frontières régionales et nationales, notamment le commerce « nostalgique », c'est-à-dire l'exportation de denrées alimentaires, de textiles et autres produits locaux vers les régions où la diaspora est très présente.

En raison des services qu'ils fournissent et des processus de production qu'ils mettent en œuvre, les migrants peuvent donc être considérés comme un « facteur de production » qui leur confèrent une valeur

<sup>112</sup> Cela signifie qu'un bien est produit dans un pays, qu'il franchit des frontières et est consommé dans un autre pays.

économique (OIM <sup>113</sup>). Cet aspect est dû au fait que les membres de la diaspora sont souvent très bien placés pour créer et exécuter des projets grâce à leurs contacts et réseaux tant dans leur pays d'accueil que d'origine, à leur connaissance des conditions locales, à leur accès à l'information et à leur connaissance approfondie des possibilités commerciales, d'investissement et de développement des marchés dans leur pays d'origine.<sup>114</sup> Les migrants peuvent être un maillon vital dans la chaîne de commercialisation de produits ou de services de leur pays d'origine dans leur pays d'accueil, contribuant ainsi à la création de liens commerciaux et au développement de nouveaux marchés (OIM, 2005). Les projets innovants pour lesquels un financement avait été demandé au titre du programme MIDA Italie, ont confirmé cette tendance. Par exemple, des migrants ghanéens résidant en Italie ont lancé un projet en faveur de leur village au Ghana qui devait permettre aux agriculteurs locaux de créer une coopérative pour vendre des produits agricoles de qualité sur le marché italien (CeSPI, 2008).<sup>115</sup> Conscients de leur potentiel, certains pays en développement encouragent de plus en plus la participation de leurs expatriés et de leurs ressortissants qui disposent d'un réseau de relations internationales afin d'encourager et de développer les relations commerciales transnationales grâce à leurs contacts et à leur savoir-faire.<sup>116</sup>

## La dimension du codéveloppement

Les programmes de migration circulaire organisée, comme le modèle TCLM précité, ont été formulés dans le cadre de modèles de codéveloppement. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé Migrations internationales et développement (ONU, 2006) définit le codéveloppement comme l'amélioration coordonnée et concertée des conditions économiques dans les régions d'origine et de destination, compte tenu des complémentarités existant entre elles. Dès lors, il impose une stratégie de développement fondée sur la communication et la coopération entre les pays d'origine et de destination.

Dans le modèle TCLM, par exemple, les migrants sont encouragés à promouvoir des activités commerciales ou à mettre en œuvre des projets de développement social avec l'appui de leur pays d'accueil et d'origine. Ainsi, le syndicat espagnol Fundación Agricultores Solidarios (FAS) a facilité la mise en place d'ateliers de

<sup>113</sup> D'autres articles sur le thème Migration et commerce, notamment sur le mode 4 de l'AGCS, sont affichés à l'adresse <<http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/developing-migration-policy/migration-trade>> et <http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/developing-migration-policy/migration-trade/GATS-mode-4>

<sup>114</sup> De nombreux étrangers qui ont investi dans des pays en développement se sont heurtés à de graves problèmes, notamment en raison de leur connaissance limitée de l'environnement économique local.

<sup>115</sup> Ce projet investit aussi dans l'amélioration des infrastructures, dans les nouvelles technologies et dans une meilleure commercialisation et distribution des produits.

<sup>116</sup> Ainsi, le gouvernement sénégalais cherche à resserrer les liens avec ses expatriés et à les associer au développement de leur communauté d'origine. A cette fin, deux entités chargées d'encourager les liens entre le Sénégal et sa diaspora ont été créées au sein du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme du Sénégal : le Conseil Supérieur de l'extérieur et le Bureau d'accueil, d'orientation et de suivi des émigrés (BAOS).

codéveloppement pour les travailleurs migrants afin d'améliorer l'investissement productif des fonds rapatriés dans des projets personnels et dans le développement des communautés rurales. En Colombie, cette démarche s'est accompagnée d'une formation sur l'accès aux programmes agricoles des autorités locales, régionales et nationales. De même, dans le projet Ghanacoop<sup>117</sup> relevant du MIDA, le Ministère italien des affaires étrangères et les organisations de la diaspora ghanéenne en Italie ont collaboré étroitement à la création d'un partenariat commercial rentable qui apporte un appui financier aux projets de développement communautaires dans des régions rurales du Ghana, tout en fournissant des produits agricoles au marché italien (CeSPI, 2006).

Ces exemples mettent en relief le réel potentiel de développement des entreprises coopératives qui œuvrent pour le bénéfice mutuel des pays d'origine et de destination, bien que de nombreuses questions, plus ou moins importantes, demandent encore à être réglées avant que les conditions optimales pour la conduite de telles entreprises puissent être déterminées. Par exemple, quelle place pourrait être donnée aux migrants dans les accords commerciaux ou de coopération bilatéraux, et selon quelles modalités ? Etant donné que les projets de codéveloppement se sont généralement limités, à ce jour, à des initiatives de faible envergure n'ayant qu'un impact restreint sur le développement, comme il a pu être constaté pour le projet MIDA Italie,<sup>118</sup> quelles stratégies faut-il adopter pour obtenir des résultats plus ambitieux ? La notion de codéveloppement a évolué ces dernières années et revêt désormais diverses formes. La France, par exemple, expérimente l'application concrète de ce concept depuis le début des années 1990. En 2006, elle a lancé une nouvelle approche qui s'articule autour de l'idée de développement solidaire, comme l'expose l'encadré ci-dessous.

**Encadré 7 : Du codéveloppement au développement solidaire dans les nouveaux accords de gestion concertée des flux migratoires élaborés par la France**

La notion de codéveloppement (ou coopération pour le développement) a été créée par le Ministère français de l'intérieur en 1990 afin de « définir en commun les politiques spécifiques de développement, liées aux flux migratoires<sup>119</sup> ». En tant que stratégie faisant intervenir plusieurs parties prenantes, elle s'appuie

<sup>117</sup> Ghanacoop est une coopérative créée en 2005 au sein de la branche de Modène du COGNAI (Council of Ghana National Associations in Italy), avec l'encouragement et l'appui du projet pilote MIDA Italie et l'aide de Cooperativa Arcadia. Ghanacoop, en partenariat avec la municipalité et la province de Modène, Confcooperative et Emiliafrutta, et avec Emilbanca et la CISL, a ouvert des circuits de commercialisation en Italie pour les producteurs de fruits ghanéens, tout en promouvant l'exportation de produits régionaux de l'Emilie au Ghana. Ghanacoop est à présent aussi une coopérative de producteurs agricoles grâce à la plantation installée dans le village de Gomoa Simbrofo. Une partie des recettes tirées des activités de la coopérative est réinvestie dans des actions sociales en faveur du village, comme l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque produisant de l'énergie propre et renouvelable pour la communauté locale.

<sup>118</sup> L'évaluation de ce projet par le CeSPI montre que les projets soumis par les migrants sénégalais et ghanéens ciblent peu de personnes et que, même si certains d'entre eux ont eu un effet positif sur le bien-être et le développement de la communauté, ils devraient viser un public plus large.

<sup>119</sup> Article 1<sup>er</sup>, Convention de codéveloppement entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal du 25 mai 2000, UNTS volume 2129, I-37100 [Convention France – Sénégal sur le codéveloppement].

sur des partenaires « privilégiés<sup>120</sup> » pour sa mise en œuvre. Le codéveloppement allie les politiques d'aide et de coopération au développement à des outils de gestion de la migration, en plaçant le migrant au cœur du processus.<sup>121</sup> Fondé sur l'hypothèse incontestée selon laquelle le développement réduira à long terme la pression à l'émigration vers la France,<sup>122</sup> il vise en premier lieu à réduire la pauvreté et les autres causes profondes qui sont à l'origine de la migration dans les pays d'origine. Son deuxième objectif réside dans la « maîtrise des flux migratoires » à la faveur de partenariats visant à renforcer le développement des communautés locales et à les récompenser pour leur réintégration des migrants rentrés au pays de leur plein gré. Ce deuxième objectif a été critiqué par les associations de migrants au motif qu'il établit à tort un lien entre le développement induit par la diaspora et les mesures de lutte contre la migration irrégulière.<sup>123</sup> Quatre actions permettent d'atteindre ces objectifs qui, d'une manière générale, consistent à encourager les migrants à devenir des acteurs du développement de leur pays d'origine, qu'elles soient mises en œuvre ou non dans le contexte de la migration de retour.<sup>124</sup>

Bien que la migration de retour y occupe une place centrale, les outils de codéveloppement de la France, dont la convention avec le Sénégal du 25 mai 2000, se sont traduits par l'abandon de la démarche axée uniquement sur les accords de réadmission et les accords relatifs aux travailleurs immigrés temporaires au profit d'une approche de la gestion de la migration fondée sur les partenariats. Le codéveloppement a donné un contenu concret au concept de responsabilité commune des pays d'origine et de destination quant aux causes profondes de la migration et à la migration irrégulière, concept qui a été propagé par la Commission mondiale sur les migrations internationales,<sup>125</sup> l'Agenda international pour la gestion des migrations<sup>126</sup> et le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement.<sup>127</sup>

<sup>120</sup> Ces partenaires peuvent être des entités gouvernementales décentralisées (municipalités, districts, villes, départements et régions), des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, et d'autres acteurs non étatiques tels que des associations de migrants, des institutions d'enseignement et de recherche, des grandes entreprises et des petites et moyennes entreprises opérant au Sénégal, et les diasporas scientifiques, techniques et économiques.

<sup>121</sup> France, Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, Les objectifs du développement solidaire, disponible à l'adresse : <http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page>

<sup>122</sup> Centre de développement de l'OCDE, Migration et développement : France et Afrique, Note de M. Jeff Dayton-Johnson, consultable à l'adresse <http://www.oecd.org/dataoecd/49/42/41637863.pdf>, Réussir le développement solidaire France-Afrique, Fondation Concorde, 5 novembre 2008.

<sup>123</sup> Hein de Haas, Engaging Diasporas, how governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries; International Migration Institute, University of Oxford, Oxfam Novib Study, juin 2006, p. 69.

<sup>124</sup> Pour de plus amples informations, prière de consulter la Convention conclue entre la France et le Sénégal le 25 mai 2000 ; UNTS, volume 2129, I-37100 [Convention France – Sénégal sur le codéveloppement].

<sup>125</sup> Commission mondiale sur les migrations internationales, Rapport final, 2005, p. 21-22.

<sup>126</sup> OIM, Agenda international pour la gestion des migrations, 2005 ; International Migration Law: Developing Paradigms and Key Challenges, TMC Asser Press, La Haye, 2007, pp. 405-436.

<sup>127</sup> Résolution 61/208 des Nations Unies, Migrations internationales et développement, adoptée par la 61<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 2006, document des Nations Unies A/RES/61/208 du 6 mars 2007.

Jusqu'à la réforme de la législation française sur l'immigration, en 2006, la politique de codéveloppement de la France était essentiellement dirigée vers le Sénégal et le Mali, avec quelques actions spécifiques et projets de codéveloppement de moindre envergure destinés aux Comores et aux autres pays membres de la zone de solidarité prioritaire de la France.<sup>128</sup> Le mécanisme du Fonds de solidarité prioritaire (FSP) au sein des Documents cadres de partenariat a financé jusqu'à 25 % des investissements réalisés par la diaspora.<sup>129</sup> La plupart des projets de la diaspora cofinancés par la France ont porté sur des infrastructures publiques telles que des écoles, des hôpitaux, des barrages hydroélectriques ou la rénovation de systèmes de distribution d'eau.<sup>130</sup> L'incapacité du FSP à stimuler davantage l'activité entrepreneuriale de la diaspora, le faible volume des fonds affectés au codéveloppement (environ 3 millions d'euros) et le petit nombre des pays bénéficiaires expliquent la visibilité limitée de cette politique.

Sur les huit nouveaux accords (20 sont prévus d'ici à 2010) que la France a signés à ce jour avec des pays d'émigration, six mentionnent la notion de codéveloppement dans leur titre.<sup>131</sup> Le plus récent, signé avec la Tunisie le 28 avril 2008, est le premier à évoquer l'idée de développement solidaire. Conclu sous forme d'accord-cadre, il est mis en œuvre par deux protocoles d'application (article 5) qui concernent, respectivement, la gestion concertée des migrations et la coopération pour le développement. Cette structure offre la souplesse nécessaire pour conclure des accords avec des associations d'industriels et de professionnels, ainsi qu'avec des entreprises et des universités, qui tous sont des partenaires non étatiques majeurs en matière de codéveloppement.

La nature des trois composantes du codéveloppement classique, à savoir le développement solidaire, les initiatives sectorielles et la coopération décentralisée, et la manière dont elles sont réparties varient d'un accord à l'autre. L'annexe de l'accord le plus récent mentionné ci-dessus énumère tous les accords existants en matière de coopération décentralisée pour le développement et de jumelage de communes, de villes et de provinces françaises avec leurs partenaires sénégalais au niveau sous-fédéral.

<sup>128</sup> Philip L. Martin, Susan Forbes Martin et Patrick Weil (2006), *Managing Migration, the Promise of Cooperation*, Lexington Books, p. 236.

<sup>129</sup> Dans le cas du Sénégal, une convention de financement pour le codéveloppement a été signée le 3 février 2005 dans le cadre du FSP et complète la Convention de codéveloppement signée le 25 mai 2000 entre les deux pays.

<sup>130</sup> Groupe Agence Française de développement, Direction de la stratégie, Département de la communication, *Migrants, Acteurs de développement*, Synthèse générale de l'atelier technique du 29 mars 2006 : dans le cadre du FSP Mali (2001) et du FSP Senegal (2005) ; 29 % des fonds de codéveloppement du FSP sont financés par les migrants, 63 % par des partenaires externes et 8 % par d'autres partenaires.

<sup>131</sup> L'accord avec le Gabon est entré en vigueur le 5 juillet 2007. Sont en cours de ratification les accords passés avec le Congo (signé le 25 octobre 2007 à Brazzaville), le Bénin (signé le 28 novembre 2007 à Cotonou), le Sénégal (signé le 23 septembre 2006 à Dakar et complété par deux avenants signés le 25 février 2008 à Dakar), et la Tunisie (signé le 28 avril 2008 à Tunis). D'autres accords sont en cours de négociation avec l'Algérie, le Maroc, Maurice, le Cap-Vert, le Burkina Faso et le Cameroun. Aucun accord n'a pu être conclu avec le Mali.

## IV.2 Initiatives du secteur privé

Le secteur privé des pays d'origine en développement est appelé à être le moteur du développement économique et de la création d'emplois. Il peut ainsi jouer un rôle de premier plan pour orienter la demande émanant de la mise en œuvre du programme MIDA. Si la participation active du secteur privé au développement des pays africains est un défi majeur quant aux partenariats qu'elle suppose, elle peut néanmoins jouer un rôle déterminant en renforçant les capacités des PME locales et des microentreprises.

Dans la plupart des pays africains, l'accès à la microfinance, en particulier pour les femmes, permet de pallier l'insuffisance des recettes tirées de mauvaises récoltes ou d'autres défaillances du marché, et peut atténuer les fluctuations des sources de revenus liées à la migration, comme les rapatriements de fonds (OIM, 2005). C'est sur cette approche que repose le projet MIDA Guinée, entreprise de microcrédit confiée par l'OIM au Crédit rural de Guinée<sup>132</sup> (OIM, 2004) pour renforcer les PME locales. Grâce à ce partenariat, des femmes pauvres vivant en milieu rural ont accès au crédit et peuvent monter leur propre entreprise. De même, la coopération avec l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME), une initiative sénégalaise locale, offre une formation en gestion d'entreprise aux associations de migrants participant au projet MIDA Italie.

Le secteur privé peut contribuer à la réduction du coût global d'un projet de migrations pour le développement. Dans le cas du projet MIDEth, axé sur le retour de professionnels de la santé hautement qualifiés, Ethiopian Airlines a offert des tarifs spéciaux et la gratuité des bagages accompagnés, tandis que l'hôtel Sheraton d'Addis-Abeba et l'Intercontinental ont proposé des chambres gratuites ou à prix réduit.<sup>133</sup>

Comme le souligne le rapport du PNUD réalisé par la Commission du secteur privé et du développement (PNUD, 2004), pour associer le secteur privé aux efforts visant à relever les défis et les chances du développement il importe de s'assurer l'engagement de toutes les parties intéressées et d'adopter des initiatives et des approches novatrices. En 2007, la Banque mondiale a lancé, avec l'appui de la Coopération belge au développement, du Ministère néerlandais des affaires étrangères, du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et de l'Agence française de développement, une action

<sup>132</sup> Le Crédit rural de Guinée (CRG) a été créé le 28 novembre 2001. En 2003, il a accordé des crédits d'un montant supérieur à 16 milliards de francs guinéens à plus de 120 000 bénéficiaires, dont 40 % de femmes, dans tout le pays, et a recueilli plus de 6 milliards d'économies, contribuant ainsi fortement à améliorer les conditions de vie des couches les plus pauvres de la population.

<sup>133</sup> Informations provenant de Charles Kwenin, Chef de Mission spéciale de liaison, Addis-Abeba, et du rapport trimestriel de la MSL à Addis-Abeba, janvier 2009.

prometteuse en direction des entrepreneurs de la diaspora d'Afrique subsaharienne en Europe dans le cadre de laquelle la Foire du développement pour la diaspora africaine en Europe (D-MADE) a fourni un accès au crédit pour des projets d'entreprise innovants de la diaspora africaine destinés à l'Afrique subsaharienne, afin de renforcer le développement de cette région<sup>134</sup> (Banque mondiale, 2007).

Certains gouvernements cherchent à officialiser les relations d'affaires et les réseaux professionnels instaurés par les membres de leur diaspora à l'étranger par des partenariats public-privé. Ainsi, le gouvernement sénégalais a lancé la « Caravane des PME », une initiative qui, d'une part, offre aux membres de la diaspora des informations sur les possibilités d'investissement et de partenariat au Sénégal et, de l'autre, les invite à faire connaître leurs relations d'affaires et les informations sur des réseaux professionnels dont ils disposent. En conséquence, des contacts ont été noués par des groupes importants de la diaspora sénégalaise dans les villes italiennes de Brescia, Lecco et Parme, et des partenariats publics entre des entreprises agroalimentaires du Nord de l'Italie et les producteurs agricoles sénégalais (République du Sénégal, juin 2006 ; Panizzon, 2008) ont permis de créer des coentreprises et des partenariats entre des PME agroalimentaires italiennes et des associations agricoles sénégalaises, dans le secteur des tomates séchées et des biscuits.

Bien que limités en nombre et en ampleur, les exemples précités offrent une première preuve que le secteur privé pourrait jouer un rôle beaucoup plus important qu'on ne le pensait jusqu'ici dans le domaine migration et développement (OIM). Pour réaliser pleinement ce potentiel, des observations et analyses supplémentaires sont nécessaires pour établir les conditions optimales qui permettent au secteur privé de contribuer à la création et au développement d'entreprises locales, notamment par un appui aux PME dans les pays d'origine ou par la mobilisation des ressources de la diaspora en faveur du développement du secteur privé.

### IV.3 Diasporas et consolidation de la paix

Les pays victimes d'une guerre civile ou d'un conflit armé se trouvent confrontés à la tâche difficile de rétablir la paix et la stabilité dans leur société. Dans ce processus, et selon les circonstances et le contexte particuliers, les diasporas peuvent contribuer aux efforts déployés pour reconstruire et renforcer les institutions de la société civile, et stimuler et soutenir l'activité économique dans leur pays d'origine.

<sup>134</sup> Les lauréats ont été sélectionnés à partir d'un groupe de 68 finalistes ayant présenté des projets qu'un jury de 24 personnes a jugés innovants, durables, pouvant être reproduits et reposant sur des principes économiques sains. Les seize gagnants vivent actuellement dans sept pays d'Europe : la Belgique, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse. Les projets retenus seront exécutés dans onze pays africains, dont le Mali (4), la Côte d'Ivoire (2), le Bénin (2) et un dans chacun des pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, Ethiopie, Madagascar, Malawi, République démocratique du Congo, Sierra Leone et Togo. En 2009, la Foire du développement pour la diaspora africaine en Amérique du Nord (D-MADA) a été lancée avec l'appui de l'International Finance Corporation (IFC) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Pour de plus amples informations, prière de consulter le site Web [www.worldbank.org/afr/diaspora/dmada](http://www.worldbank.org/afr/diaspora/dmada).

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Selon Paffenholz (2005), le processus de consolidation de la paix vise à fournir les moyens et le cadre nécessaires à une résolution pacifique et durable des conflits. L'éventail des actions possibles est large mais, en général, les principaux objectifs consistent à mettre sur pied des institutions nationales solides et légitimes et à favoriser le développement socioéconomique. Ces priorités tiennent compte de l'importance que revêtent des facteurs économiques tels que les inégalités socioéconomiques, l'instabilité économique et la concurrence pour les ressources dans l'apparition des conflits (DfID, 2002). Cependant, ces mesures de renforcement des capacités et de développement peuvent elles-mêmes susciter de nouveaux conflits si les avantages qui en découlent sont perçus comme étant inégalement répartis et comme profitant à certains seulement, au détriment des autres. C'est pourquoi, le renforcement des capacités et le développement dans le contexte de la consolidation de la paix doivent s'accompagner de l'instauration préalable d'un climat de confiance entre les communautés et au sein des divers segments qui les composent, ainsi que d'une politique et de mesures sociales visant à atténuer les inégalités réelles ou potentielles. L'importance de cet aspect est soulignée dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Consolidation de la paix au lendemain d'un conflit*, qui note que *le redressement consiste à aider les institutions et acteurs nationaux à mettre en place des stratégies de développement à moyen et long terme et à les appliquer de manière à renforcer la paix* (ONU, 2009).<sup>135</sup>

Bien que se trouvant physiquement à l'écart des conflits dans leur pays d'origine, les communautés de la diaspora - qui peuvent être composées de migrants forcés ou volontaires - conservent généralement des liens affectifs et un intérêt pour leur pays d'origine. Les membres de la diaspora fournissent souvent une aide à leur famille et à leur communauté restées au pays avant, pendant et après les conflits, par exemple en envoyant des fonds à leurs proches ou en participant au développement d'infrastructures (Weiss-Fagen et Bump, 2006).

La valeur ajoutée potentielle découlant de l'exploitation de ces liens affectifs pour soutenir les processus de consolidation de la paix au lendemain d'un conflit est de plus en plus reconnue par les pouvoirs publics et d'autres institutions. Le *Rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix* fait observer que par leur connaissance de la langue, de la culture et d'autres particularités de la région, les membres de la diaspora peuvent fournir une aide et un appui précieux dans le cadre d'efforts de reconstruction internationale. En avril 2009, l'OIM a co-organisé avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) une conférence intitulée « *Consolidation de la paix : le rôle des diasporas* » qui visait à étudier et à conceptualiser ces liens.

Les particularités des situations, caractérisées par des processus de consolidation de la paix fragiles et non linéaires, appellent une grande attention pour s'assurer que l'engagement de la diaspora est durable et adapté

<sup>135</sup> Rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (extrait de la version provisoire du 4 mars 2009).



aux capacités du gouvernement du pays d'origine, et que les membres de la diaspora associés à ces efforts ont bien l'intention et les moyens de contribuer aux processus de consolidation de la paix et ne vont pas s'y opposer, les saper ou les utiliser dans leur intérêt propre (Collier et Hoeffler, 2000 ; Public International Law and Policy Group, 2009). Ils ne doivent pas non plus être perçus comme faisant obstacle ou empêchant la population locale d'accéder à des emplois qu'elle recherche ou dont elle a besoin, ou d'être en concurrence avec elle sur le marché du travail, ce qui risquerait de faire naître un climat de ressentiment et d'hostilité.

Les programmes de RQN élaborés par l'OIM visaient à réaliser des projets mettant à profit les compétences de migrants hautement qualifiés pour appuyer le renforcement des capacités gouvernementales dans des secteurs clés, soit directement dans le cadre d'activités menées par des nationaux qualifiés de retour au pays, soit indirectement par l'effet bénéfique découlant de l'introduction de compétences, valeurs et techniques professionnelles. Par exemple, un projet RQN pour le retour de juges dans des régions de Bosnie-Herzégovine abritant des populations minoritaires a permis au gouvernement d'engager des réformes judiciaires visant à instaurer un climat de confiance dans les tribunaux parmi les personnes retournant dans leur région d'origine (Centre de promotion de la société civile, 2005). Dans l'intervalle, le projet TRQN a permis à plus de 200 rapatriés de contribuer au renforcement des capacités gouvernementales dans six pays sortant d'un conflit, dans le cadre de stratégies nationales de développement et de consolidation de la paix.<sup>136</sup> Le programme RQN a fourni le cadre nécessaire pour engager les diasporas dans des efforts de renforcement des capacités au profit d'organismes publics et d'autres acteurs, et mettre à leur disposition les moyens requis pour promouvoir et mettre en œuvre les conditions nécessaires pour parvenir à une paix durable.

Outre son importante dimension développement, le MIDA offre également un cadre constructif et à long terme pour l'engagement des diasporas en faveur de processus de paix dans leur pays d'origine. En s'attachant à renforcer les capacités institutionnelles locales conformément aux politiques et aux stratégies de développement fixées par le gouvernement, les projets MIDA contribuent aussi aux objectifs de développement d'après-crise en définissant des stratégies à long terme qui permettent de combler les pénuries de ressources humaines dans les secteurs de services et de développement essentiels, ainsi que des actions permettant de créer des possibilités d'emploi durables, et en garantissant le cadre institutionnel et réglementaire nécessaire à l'instauration et au maintien d'une bonne gouvernance. Par exemple, le projet MIDA Somalie Santé fournit un contexte politiquement neutre dans lequel des professionnels de la santé rapatriés peuvent, grâce à leurs connaissances, contribuer à l'effort global de consolidation de la paix en introduisant et en diffusant des compétences techniques et des connaissances utiles parmi les agents de santé locaux. Le programme MIDA Grands Lacs est un autre exemple

<sup>136</sup> Au moins un participant du projet TRQN de Sierra Leone est retourné au pays pour former des fonctionnaires à la prévention des conflits. Joost van der Aalst, Temporary Return of Qualified Nationals (TRQN) (Présentation faite lors du séminaire de l'OIM/UNITAR intitulé « Consolidation de la paix : le rôle des diasporas », New York, 28-29 avril, <http://www.un.int/iom/PB.html>).

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

de projet soutenant - bien qu'indirectement - les processus et mécanismes de consolidation de la paix, dans la mesure où ses objectifs sont conformes au « Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté » (DSCR), qui met l'accent sur la bonne gouvernance et le renforcement des capacités gouvernementales comme facteurs de consolidation de la paix (République démocratique du Congo, 2006).

Ces programmes peuvent être conçus de manière à aller au-delà de l'aspect strictement axé sur le développement en élargissant leur portée pour inclure et encourager le dialogue et les interactions entre les gouvernements et les diasporas. Une telle perspective élargie permet aux projets MIDA de stimuler les efforts de réconciliation et de consolidation de la paix. En associant les diasporas aux discussions et aux actions, en encourageant la circulation et l'échange d'idées, de ressources et de savoir-faire entre les pays d'origine et d'accueil, et en cherchant à créer des activités économiques durables, ces projets encouragent le dialogue entre les différents partenaires et montrent que la diaspora s'engage à contribuer réellement à l'effort de développement de son pays d'origine et à favoriser l'établissement des conditions socioéconomiques nécessaires à l'instauration et au maintien de la paix (Public International Law and Policy Group, 2009).

Cette approche novatrice consistant à intégrer des préoccupations relatives à la consolidation de la paix dans les programmes et stratégies du MIDA se trouve encore à un stade préliminaire et va évoluer à mesure que le cadre conceptuel se précisera et fera l'objet d'un consensus. La signature d'un accord global entre l'OIM et l'UNITAR pour associer davantage encore les diasporas aux projets de renforcement des capacités dans les pays d'origine représente un pas en avant vers une meilleure compréhension de cette démarche et vers l'approfondissement et l'intégration de ces préoccupations dans des projets futurs. Auparavant, il faudra répondre à un certain nombre de questions : quelles caractéristiques majeures un projet MIDA d'après-conflit devrait-il avoir ? Qui prendra les décisions, et selon quelles modalités ? Un engagement prématuré pouvant s'avérer contre-productif, à quel stade de la situation d'après-conflit la diaspora pourra-t-elle apporter son appui, à l'initiative de qui et à quel titre ? Qui doit déterminer la nature, l'évolution et la durée d'un tel engagement, et selon quels critères et considérations ? Quels cadres et mécanismes de coopération peuvent être envisagés pour que la participation de la diaspora aux efforts de consolidation de la paix soit possible et acceptable ? L'efficacité et le succès d'une intégration des ressources de la diaspora et de la participation à des actions de consolidation de la paix dans les pays d'origine dépendront en grande partie des réponses à ces questions, ainsi qu'à des questions politiques, économiques, humanitaires, institutionnelles et organisationnelles.

## IV.4 Migration et enseignement supérieur

Le niveau d'études, notamment dans l'enseignement supérieur, est la base de la réussite économique et sociale future. Aussi les universités et autres établissements d'enseignement supérieur et de formation

technique jouent-ils un rôle important dans le développement social et la croissance économique - à condition qu'il existe des emplois et des infrastructures pour utiliser efficacement ces compétences dans l'intérêt général.

Pour formuler et appliquer des politiques capables de stimuler le développement et la croissance économique, les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile des pays en développement ont besoin de connaissances et de compétences techniques. L'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a souligné cet aspect lorsqu'il a déclaré que *l'université doit devenir un outil primordial de développement pour l'Afrique dans ce nouveau siècle. Les universités peuvent aider à développer l'expertise africaine : elles peuvent améliorer l'analyse des problèmes africains ; renforcer les institutions nationales ; servir de cadres modèles pour une bonne gouvernance, la résolution des conflits et le respect des droits de l'homme ; et permettre aux universitaires africains de jouer un rôle actif au sein de la communauté mondiale des experts* (ONU, 2000). Pour sa part, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) déclare clairement qu'il « *soutient la consolidation immédiate des établissements d'enseignement supérieur dans toute l'Afrique, en créant, suivant les modèles des universités spécialisées, des programmes de coopération avec les enseignants africains* » (UA, 2001 : p. 31).

Une stratégie globale de valorisation des ressources humaines doit être mise en œuvre pour pouvoir combler les graves lacunes existant dans des secteurs de développement clés. La formation d'experts nationaux exige une planification des ressources humaines à long terme dans les domaines essentiels, dont la santé et l'éducation. La capacité d'élaborer et d'appliquer des politiques adaptées de gestion de la migration afin de conserver les compétences précieuses dont le pays a besoin, tout en permettant aux nationaux d'acquérir les qualifications requises à l'étranger est un aspect connexe qui revêt une importance de plus en plus grande. A cette fin, l'OIM, en partenariat avec l'Entraide universitaire mondiale (WUS) et dans le cadre de la stratégie du MIDA, s'emploiera à faire inscrire l'étude des questions migratoires dans les programmes universitaires africains (OIM, 2009).

Pour appuyer les efforts de renforcement des capacités des universités africaines, l'OIM a mis au point des approches novatrices<sup>137</sup> de retour temporaire d'universitaires<sup>138</sup> chargés de faciliter l'élaboration de cours axés sur les études migratoires. Ces projets visent à :

<sup>137</sup> Des missions de courte durée effectuées au titre des programmes MIDA Grands Lacs permettent à des universitaires de retourner temporairement dans leur pays d'origine pour aider à la préparation et à l'enseignement de cours en partenariat avec les établissements de leur pays d'origine.

<sup>138</sup> Dans le cadre du projet TEMPUS, des initiatives pilotes sont prévues, comme la création de bibliothèques virtuelles sur une vingtaine de campus africains à l'intention des étudiants et des universitaires, et le recours à la diaspora dans le cadre de programmes éducatifs, culturels, scientifiques et technologiques existants.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- sensibiliser les administrations universitaires à l'importance et aux incidences de la migration pour les sociétés africaines ;
- constituer un réservoir de compétences et de savoir-faire de base pour amener les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les dirigeants de toute l'Afrique à mieux comprendre les questions de migration ;
- associer les membres de la diaspora aux efforts de développement de la base de connaissances dans leur pays d'origine ;
- renforcer les relations et la coopération institutionnelle entre les institutions d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord par des accords de jumelage.

Un exemple concret de ce qui peut être fait est donné par le programme MIDA Grands Lacs, où les membres de la diaspora en Belgique ont participé à la refonte du programme de l'Université de Lubumbashi, en République démocratique du Congo.<sup>139</sup> On ne saurait toutefois en conclure que toutes les actions de coopération doivent avoir une orientation Nord/Sud. En effet, les possibilités d'échanges productifs entre les pays en développement eux-mêmes ne manquent pas, comme cela est de plus en plus reconnu.

### IV.5 Coopération Sud-Sud

Comme l'indique le rapport de 2007 du Groupe spécial des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, les possibilités de coopération entre pays en développement, alliées à de nouveaux défis et chances, se sont considérablement accrues à mesure qu'apparaissent de nouveaux secteurs. Dans cette perspective, la dynamique migratoire peut ouvrir de nouvelles voies dans le domaine des relations et de la coopération Sud-Sud, dans le cadre de projets et de programmes régionaux et sous-régionaux d'intérêt mutuel.

En effet, 80 % de la migration Sud-Sud enregistrée se déroule entre pays voisins ou à l'intérieur d'une même région (Ratha et Shaw 2007). En Afrique, sur un total de 14,5 millions de migrants originaires de l'Afrique subsaharienne, 10 millions (69 %) se déplacent à l'intérieur de la même région, (Direction de la population de l'ONU, 2009). En Amérique latine et dans les Caraïbes, ce nombre est estimé à 6,6 millions (Ratha et Shaw 2007), tandis que les flux migratoires régionaux prédominent aussi en Asie. En 2005, le nombre de migrants internationaux était estimé à 13,8 millions en Asie centrale du Sud, à quelque 6,2 millions en Asie de l'Est et à 5,6 millions en Asie du Sud-Est (Direction de la population de l'ONU, 2009), étant entendu qu'un nombre considérable de personnes se déplacent à l'intérieur d'une même sous-région (OIM 2008).

<sup>139</sup> Cette expérience a souligné la durabilité des missions d'experts du programme MIDA Grands Lacs. Pour de plus amples informations à ce sujet, prière de se reporter au chapitre III sur le suivi et l'évaluation.

Les écarts de revenu entre pays du Sud sont souvent moins marqués qu'entre les pays du Nord et du Sud, de sorte que la proximité et les réseaux géographiques et culturels ont tendance à influencer davantage, toutes proportions gardées, les schémas et les flux migratoires. Les flux migratoires en Asie sont essentiellement intrarégionaux, comme l'atteste le fort pourcentage de personnes nées à l'étranger dans de nombreux pays asiatiques. Par exemple, ce pourcentage est d'environ 57 % dans la Région administrative spéciale (RAS) de Macao (Chine), et de près de 40 % dans la RAS de Hong Kong. Au Brunéi, un tiers de la population est née à l'étranger (Direction de la population de l'ONU, 2009).

La dimension sexospécifique est un élément important des schémas migratoires Sud-Sud. Selon des estimations, la proportion des femmes migrantes est passée de 35,3 millions (soit 46,8 %) en 1960, à 94,5 millions (soit 49,6 %) en 2005 (Direction de la population de l'ONU). Le nombre de femmes parmi les migrants présents dans les pays en développement a été estimé à environ 38,9 millions (51 %) en 2005, contre 46,2 millions (51 %) dans les pays de l'OCDE à revenu élevé, et à 8,7 millions (40 %) dans les pays à revenu élevé non membres de l'OCDE. Ainsi, l'aspect sexospécifique de la migration en Afrique a subi un changement majeur. La plupart des femmes migrantes de la sous-région exercent une activité commerciale, notamment en qualité d'intermédiaires, et franchissent les frontières pour faire du commerce ou du troc. Par exemple, les Ghanéennes se rendent en Côte d'Ivoire, au Togo et au Nigéria pour acheter et vendre des marchandises, contribuant ainsi à la promotion du commerce régional et à l'intégration économique (Adepoju, 2006).

Le commerce régional et l'intégration économique peuvent aussi aboutir à la conclusion d'accords bilatéraux entre pays du Sud. Les accords bilatéraux de main-d'œuvre et autres dispositifs sont un moyen efficace de réguler le recrutement et l'emploi de courte et de longue durée de travailleurs étrangers (OIM, 2006). Ainsi, un nombre relativement élevé de migrants chinois se rendent dans divers pays africains en réponse à des possibilités d'emplois, mais aussi à un recrutement international et à des appels d'offres concernant des projets industriels et agricoles de grande envergure. La présence de migrants chinois en Afrique crée des possibilités d'investissement et engendre un transfert massif de ressources humaines, de connaissances et de compétences techniques. Par exemple, on estime qu'entre 100 000 et 200 000 migrants chinois entrent et travaillent régulièrement ou irrégulièrement en Afrique du Sud (OIM, 2008).

De nombreux accords régionaux ont été conclus pour faciliter la mobilité des personnes dans diverses régions. En Amérique centrale, les présidents de El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua ont adopté en 1933 l'Accord de Managua, seul instrument régional actuellement en vigueur qui définit une politique visant à faciliter la circulation des personnes (OIM, 2002). La migration entre les pays du MERCOSUR (Mercado

Común del Cono Sur)<sup>140</sup> s'est intensifiée par suite du droit accordé aux ressortissants de différents pays de résider légalement dans un autre Etat membre.<sup>141</sup> Appliquant une nouvelle stratégie consistant à allier la coopération pour le développement à des mesures axées sur la sécurisation des frontières, les pays en développement concluent de plus en plus d'accords bilatéraux de migration de main-d'œuvre et de mémorandums d'accord pour compléter la coopération Nord-Sud.<sup>142</sup> Citons, à titre d'exemple, les accords passés entre l'Argentine et la Bolivie et le Pérou et, en Asie, entre la Malaisie et la Thaïlande. Pour renforcer la migration temporaire des travailleurs sanitaires, l'Afrique du Sud a conclu des accords avec Cuba, l'Iran et la Tunisie afin de combler des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la santé.

Les populations d'Afrique de l'Ouest comptent parmi les plus mobiles au monde. Le recensement de 2005 fait état, dans cette région, d'un total de 7,7 millions de migrants venus d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, soit près d'un tiers de la population régionale. La libre circulation des personnes prévue par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) facilite encore les mouvements migratoires à l'intérieur de la région de la CEDEAO.<sup>143</sup> La Renaissance africaine des femmes de l'Afrique de l'Ouest (RAFAO), créée en 1983 lors du sommet des chefs d'Etat de la CEDEAO à Conakry, a pour objectif de promouvoir l'intégration économique africaine grâce à la participation des populations africaines, en particulier des femmes. La RAFAO cible les femmes qui ont un niveau d'éducation élevé et celles qui se consacrent à des activités commerciales transfrontières, dont les déplacements réguliers dans les pays d'Afrique de l'Ouest contribuent à l'intensification des échanges intrarégionaux. « L'Approche commune de la CEDEAO sur la migration »<sup>144</sup> adoptée par les membres de la CEDEAO, tout en n'étant pas juridiquement contraignante, fournit aux pays ouest-africains des orientations sur les priorités stratégiques et les activités propres à encourager un système de gestion concertée de la migration en Afrique de l'Ouest.

Le FMMD a lancé un nouveau processus de consultation internationale sur la politique et la pratique en matière de migration et développement (OIM, 2008). Toutes ces initiatives se combinent pour attester l'importance croissante de la thématique migration et développement parmi les préoccupations internationales, même si elles se limitent parfois à une coopération traditionnelle pour le développement. Le lien entre migration et développement occupe une place grandissante dans les accords et activités de coopération

<sup>140</sup> Le « Marché commun du Sud » comprend l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

<sup>141</sup> En outre, la nouvelle loi sur l'immigration de l'Argentine prévoit une simplification de la procédure de résidence légale pour les étrangers, conformément aux prescriptions du MERCOSUR.

<sup>142</sup> Parmi les nombreux accords bilatéraux conclus, il convient de citer ceux entre la Malaisie et la Thaïlande, l'Argentine et la Bolivie et le Pérou, et plusieurs accords en Asie centrale.

<sup>143</sup> Voir « L'approche commune de la CEDEAO sur la migration », adoptée en janvier 2008, disponible l'adresse <<http://www.droit-migrations-ao.org/PDF/Approche%20commune%20-%20CEDEAO.pdf>>

<sup>144</sup> Ibid.

multilatéraux Sud-Sud. En effet, de plus en plus de pays en développement coordonnent leur politique et échangent les bonnes pratiques avérées avec d'autres pays d'origine, afin de mettre en corrélation les besoins de développement nationaux et le capital humain et économique dont ils ont besoin et qui est présent parmi les membres de leur diaspora (Strauss, 2007).

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, les activités Sud-Sud et Nord-Sud se déroulent généralement au titre d'accords régionaux et sous-régionaux<sup>145</sup>. A cet égard, les consultations régionales sur les questions migratoires d'intérêt commun sont des enceintes idéales où les gouvernements peuvent échanger leurs préoccupations régionales, élaborer et s'entendre sur des politiques et des activités permettant d'atteindre leurs objectifs communs, et renforcer les mécanismes de coopération. Ainsi, il est reconnu que les processus consultatifs régionaux (PCR) contribuent à stimuler le dialogue entre leurs membres et à déterminer tout à la fois les activités pouvant bénéficier des possibilités de développement offertes par la migration et y contribuer. Consciente de l'importance de la dimension régionale dans les questions migratoires, l'OIM a, dès le départ, fait de la promotion de la coopération Sud-Sud la pierre angulaire de toutes ses activités. En étroite coopération avec les Etats Membres, les Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec divers fonds et programmes, l'OIM propose ses conseils et ses connaissances techniques en vue de l'adoption, d'un commun accord, d'approches et de mécanismes permettant d'améliorer la coopération en matière de gestion de la migration grâce aux PCR. L'OIM a lancé diverses consultations régionales sur la migration, comme le Processus de Puebla dans les Amériques, le Dialogue sur la migration en Afrique australe (MIDSA), le Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA), le Groupe de Colombo, composé de pays asiatiques exportateurs de main-d'œuvre, ou encore le Processus d'Abou Dhabi, qui comprend les Etats du Golfe.<sup>146</sup>

## Résumé et conclusion

Par l'étude de nouvelles possibilités d'activité, le MIDA a su trouver un second souffle et une nouvelle raison d'être. Loin de rester figé il a, au contraire, évolué depuis sa création pour répondre aux besoins changeants et saisir les occasions qui se présentent.

La mobilité de la main-d'œuvre est un nouveau domaine qui présente indéniablement un intérêt majeur. Bien que les fonds envoyés par les migrants à leur famille restée au pays aient longtemps été considérés

<sup>145</sup> En 2002, plus de 250 accords régionaux et sous-régionaux de libre-échange ont été reconnus par l'Organisation mondiale du commerce.

<sup>146</sup> On estime que quelque 142 Etats du monde entier participent à divers PCR sur la migration, Anke Strauss (OIM), discours prononcé lors de la quinzième session du Comité de haut-niveau sur la coopération Sud-Sud, août 2007.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

comme un pilier du développement local, la définition de schémas de migration de main-d'œuvre permettant aux travailleurs migrants de mieux contribuer au développement de leur pays d'origine a suscité de l'intérêt. La notion de migration circulaire est souvent évoquée mais n'a pas encore été pleinement testée. De même, il y aurait lieu d'accorder plus d'attention à la mise en œuvre du concept de codéveloppement. La mobilisation du secteur privé en tant qu'agent de développement est un autre domaine d'activité émergent et prometteur. L'accès à la microfinance, l'offre d'incitations concrètes et la création de réseaux d'affaires ne sont que quelques-unes des manières dont le secteur privé peut contribuer et participer aux initiatives en faveur du développement. D'autres possibilités dans des domaines d'intérêt commun, tels que la consolidation de la paix, l'enseignement supérieur et la coopération Sud-Sud, n'ont pas encore été entièrement exploitées. Dans tous les cas, la clé du progrès se trouve dans l'instauration de partenariats efficaces entre les principales parties prenantes.



## Bibliographie

Adepoju, A.

- 2006 « Leading Issues in International Migration in Sub-Saharan Africa », in C. Cross, D. Gelderblom, N. Roux et J. Mafukidze (éd.), *Views on Migration in Sub-Saharan Africa*, Proceedings of an African Migration Alliance Workshop, Human Sciences Research Council (HSRC) and Department of Social Development, HSRC Press, Cape Town, pp. 25–47.

Bloom D., D. Canning et K. Chan

- 2005 *Higher Education and Economic Development in Africa*, Harvard University, septembre.

Centre de promotion de la société civile

- 2004 *Final Review of « The Return of Judges and Prosecutors to Minority Areas of Bosnia and Herzegovina » Project*.

Ceschi, S. et A. Stocchiero

- 2006 Partnership initiatives for co-development. Ghanaian and Senegalese immigrants and CeSPI-IOM research action », Strategy Paper Ghana/ Senegal MIDA-Project, novembre, CeSPI et OIM Rome.

Collier, P. et A. Hoeffler

- 2005 « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economic Papers*, vol. 56(4), pp. 563–595.

Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Protocole A/P1/5/79 relatif à la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

*L'approche commune de la CEDEAO sur la migration*, 33e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, Ouagadougou, 18 janvier 2008, disponible à l'adresse <<http://www.droit-migrations-ao.org/PDF/Approche%20commune%20-%20CEDEAO.pdf>>

Development Research Centre (DRC) on Migration, Globalisation and Poverty

- 2005 *Migration, Globalisation and Poverty*, novembre.

Martin, P.

- 2006 *The Trade, Migration and Development Nexus*, novembre 2006, disponible à l'adresse <<http://www.dallasfed.org/news/research/2006/06migr/martin.pdf> plmartin@ucdavis.edu>

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

## Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2002 The State of Migration Management in Central America: An Applied Research Final Report, OIM.
- 2003 Le rôle de l'OIM dans le renforcement des dialogues régionaux sur la migration, MC/INF/266, quatre-vingt-sixième session.
- 2004 Document sur la stratégie générale du MIDA, OIM, Genève.
- 2005 *World Migration 2005: Costs and benefits of international migration*, vol. 3 – Série de rapports Etat de la migration dans le monde, OIM, Genève.
- 2006a Grandes approches de la migration et du développement, quatre-vingt-dixième session, MC/INF/281, novembre 2005.
- 2006b Proposition de l'OIM portant sur une *Initiative internationale « Migration et Développement »* destinée à accroître l'effet bénéfique de la migration de main-d'œuvre sur le développement, projet de document de réflexion, 4 septembre 2006.
- 2008 *Etat de la migration dans le monde – 2008 : Gestion de la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en mutation*. vol. 4 – Série de rapports Etat de la migration dans le monde, OIM, Genève.
- 2009 Migration and Higher Education: Developing Skills and Capacity, Tempus. Project Document. OIM/WUS.
- n.d.a « Migration and Trade », disponible à l'adresse <http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/developing-migration-policy/migration-trade>
- n.d.b « IOM - Private Sector Partnership in Emergency and Post-Crisis », Factsheet, OIM, Genève.

## OIM, OIT et OSCE

- 2008 Compendium of Good Practice Policy Elements in Bilateral Temporary Labour Arrangements, suivi du FMMD 2007, Table ronde 1.2 « Migration de travail temporaire comme contribution au développement : le défi du partage des responsabilités », coprésidée par les gouvernements de l'Espagne et du Maroc. Présentation faite à Manille en octobre 2008, disponible à l'adresse <<http://www.iom.int/jahia/Jahia/pid/2056>>

Organisation des Nations Unies, Assemblée générale ad Conseil de sécurité

- 2009 *Consolidation de la paix au lendemain d'un conflit*, rapport du Secrétaire général, (extrait de la version provisoire du 4 mars 2009).

Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population

- 2009 Trends in International Migrant Stock: The 2008 Revision, (base de données des Nations Unies, POP/DB/MIGStock/Rev.2008), Division de la population des Nations Unies, New York, disponible à l'adresse <<http://esa.un.org/migration/index.asp?panel=1>>

Organisation des Nations Unies, Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud

- 2000 Ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, discours prononcé lors de la cérémonie de remise d'un grade honoris causa par l'université du Ghana, UNIS/SG/2625, Ghana, août 2000, disponible à l'adresse <http://www.unis.unvienna.org/unis/pressrels/2000/sg2625.html>

- 2006 Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur « Les Migrations et le développement », mai.

- 2007 Etat de la coopération Sud-Sud, rapport du Secrétaire général, soixante-deuxième session, 23 août.

OSCE, OIM et OIT

- 2006 Manuel sur les politiques efficaces en matière de migration de main d'œuvre dans les pays d'origine et de destination, OSCE, Vienne; OIM and OIT, Genève.

Paffenholz, T

- 2005 « Peace and Conflict Sensitivity in International Cooperation: An Introductory Overview » International Politics and Society, disponible à l'adresse <[http://www.fes.de/ipg/IPG4\\_2005/06\\_PAFFENHOLZ.PDF](http://www.fes.de/ipg/IPG4_2005/06_PAFFENHOLZ.PDF)>

Panizzon, M.

- 2008 A win-win-win model for trade and development: the case of Senegal. Theme Group on Labour Mobility, Geneva Trade and Development Forum, avec le soutien du NCCR Trade Regulation Center, Berne, et de la Fondation Friedrich Ebert, Genève (FES).

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

- 2004 Libérer l'entrepreneuriat : mettre le monde des affaires au service des pauvres, rapport de la Commission du secteur privé et du développement.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Public International Law and Policy Group

2009 *Engaging Diaspora Communities in Peace Processes: Assessment Report and Program Strategy.*

Ratha D. et Z. Xu

2008 « Migration and remittances Factbook 2008 », Migration and Remittances Team, Development Prospects Group, Banque Mondiale, disponible à l'adresse <[www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances](http://www.worldbank.org/prospects/migrationandremittances)>

R.E.B., Lucas

2005 « Migration and Economic Development in Africa: A Review of Evidence », Oxford University Press.

République démocratique du Congo

2006 *Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté.*

République du Sénégal

2006 Ministère des petites et moyennes entreprises, de l'entrepreneuriat féminin et de la microfinance, Caravane des PME en Italie, Juin 2006, disponible à l'adresse <<http://senentrepreneuriat.free.fr/entreprendreavecladiaspora.htm>>

Royaume-Uni, Ministère du développement international (DfID)

2002 *Conducting Conflict Assessment: Guidance Notes*, disponible à l'adresse <<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/conflictassessmentguidance.pdf>>

Strauss, A.

2007 Quinzième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, Mme Anke Strauss, chargée de liaison, OIM, New York

Union africaine

Union africaine, Statuts du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine, disponible à l'adresse <<http://www.africa-union.org/ECOSOC/Statuts%20-%20Fr.pdf>>

2001 Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD/NOPODA), octobre, disponible à l'adresse <<http://www.nepad.org/2005/fr/documents/inbrief.pdf>>

Weiss-Fagen, P. et M. N. Bump

2006 *Remittances in Conflict and Crises: How Remittances Sustain Livelihoods in War, Crises and Transitions to Peace.*

Wise, R.D.

2007 Migration et développement, Etat des lieux, Forum mondial sur la migration et le développement,

### Entretiens/communications écrites et orales

- **Tana Anglana**, chargée de projet, Mission à fonctions régionales (MFR) de l'OIM, Rome, Italie, avril 2009.
- **David Appiah**, local du programme MIDA, OIM Ghana, 19 mars 2009.
- **Bruk Asmellash**, coordonnateur du programme MIDEth, Mission spéciale de liaison, OIM Addis-Abeba, Ethiopie, 13 mars 2009.
- **Tamara Keating**, chef des Services de l'exécution et de la gestion, Mission à fonctions régionales de l'OIM, Bruxelles, Belgique, 6 avril 2009.
- **Charles Kwenin**, chef de Mission spéciale de liaison, OIM Addis-Abeba, Ethiopie, 13 mars 2009.
- **Juan Daniel Reyes**, administrateur de projet, OIM Helsinki, Finlande, 16 janvier 2009.
- **Abibatou Wane**, directeur de programme, OIM Niamey, Niger, 6 avril 2009.
- **Ralph Welcker**, Mission de l'OIM à La Haye, Pays-Bas, 19 mars 2009 et 2 avril 2009.



Dentiste kényane rentrée au pays grâce à l'OIM dans une clinique de Nairobi.

© Wendy Stone 1993 - MKE0086





Récolte d'ananas dans le paisible village de Gomoa Simbrofo. Derrière les changements qui ont bouleversé ce village se trouve Ghanacoop, une coopérative de migrants ghanéens créée à Modène (Italie) grâce au programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA) de l'OIM.





Echange d'informations lors du dialogue avec la diaspora soudanaise dans le bureau de l'OIM à Londres.



## CHAPITRE V

### Intégrer la migration dans les plans nationaux et régionaux de développement et de réduction de la pauvreté<sup>147</sup>

Cette dernière décennie, les pays en développement ont pris conscience de la nécessité de mieux comprendre la nature du lien entre migration et développement, et de l'importance d'élaborer des politiques et des programmes efficaces dans ce domaine de l'administration publique. Ces questions acquièrent plus de poids encore lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cependant, rares ont été les tentatives concrètes pour agir spécifiquement sur les interdépendances complexes entre la migration et le développement en vue d'éradiquer la pauvreté. Pour pouvoir déployer tout leur potentiel, les initiatives en matière de migration et développement doivent s'appuyer sur, et être intégrées dans un environnement politique favorable.

La plupart des pays en développement ont déjà élaboré des outils nationaux de réduction de la pauvreté et de planification du développement, comme les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) ou les approches sectorielles (SWAP) pour guider leur action. Ces outils encouragent l'adhésion pleine et entière des pouvoirs publics au programme de développement national, dans la mesure où ils découlent de processus consultatifs nationaux. Ils favorisent aussi la cohérence politique en associant tous les ministères à la définition d'un ensemble de priorités convenues. Les initiatives de type MIDA sont un exemple important d'intégration des questions migratoires dans les instruments de réduction de la pauvreté et de planification du développement. La contribution importante que peuvent apporter les migrants et les membres de la diaspora aux efforts de développement gagne ainsi en visibilité et plaide en faveur de politiques globales d'appui aux initiatives en matière de migrations pour le développement.

Le modèle Threshold 21 (T21) mis au point par le Millennium Institute est un outil particulièrement utile, qui fournit aux gouvernements un cadre pluridimensionnel pour élaborer et évaluer leurs politiques de développement. Le processus participatif propre à la définition d'un modèle spécialement adapté aux besoins d'un pays particulier livre des informations précieuses sur la cohérence des objectifs, hypothèses et données

<sup>147</sup> Les sections V.1 à V.3 ont été rédigées par Sophie Nonnenmacher, spécialiste principale de la politique migratoire, OIM, et la section V.4 par Matteo Pedercini, Directeur adjoint, Renforcement des capacités et modélisation, Millennium Institute, ainsi que par Birgit Kopainsy, Millennium Institute/ Université de Bergen.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

utilisés dans le processus d'élaboration des politiques concernant divers secteurs du développement, y compris ceux liés à la migration. Le plan de développement qui en découle peut alors fournir une base d'action pour les divers secteurs, tout en tenant compte des aspects migratoires.

La première partie du présent chapitre examine les possibilités d'intégration de la migration dans les outils de planification du développement, ainsi que les défis particuliers qui se posent aux pays en développement à cet égard. Après quoi, certaines mesures concrètes susceptibles d'être prises à cette fin sont étudiées. Enfin, le modèle T21 est utilisé pour analyser les résultats de différentes options en matière de politique de développement, en s'appuyant sur une étude de cas portant sur différentes formules de rapatriement de fonds au Cap-Vert.

### V.I Chances et défis

#### Chances

L'intégration de la migration dans les stratégies nationales et régionales de développement ouvre la voie à une approche gouvernementale holistique. De fait, les stratégies de développement sont des instruments de gouvernance essentiels en ce qui concerne la fixation des priorités, la planification et la coordination.

Pour élaborer des stratégies de développement et de réduction de la pauvreté, il faut au préalable avoir identifié les problèmes de développement et défini les objectifs et les priorités. Elles consistent notamment à encourager systématiquement les administrations à adopter des politiques qui se renforcent mutuellement, et à créer des synergies entre l'action des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux tels que les partenaires du développement. Ces stratégies touchent à tous les aspects de la gouvernance, mobilisant les institutions chargées de la politique, de la législation et de la mise en œuvre pour faire en sorte qu'une vision devienne réalité. Enfin et surtout, elles sont l'expression d'un engagement politique de haut niveau d'un pays ou d'une région car elles sont endossées par les autorités nationales ou régionales, ce qui consacre leur statut d'instruments énonçant une vision nationale ou régionale.

L'intégration de la migration, et plus particulièrement des interventions de type MIDA, dans ces cadres de développement appuiera à long terme une approche de la migration plus favorable au développement, grâce à l'alignement des politiques et programmes migratoires sur les objectifs nationaux de développement et de réduction de la pauvreté.

L'élaboration de stratégies régionales globales en est encore à ses balbutiements. Lorsqu'elles existent, les stratégies régionales de développement consistent essentiellement en des déclarations de politique générale.

Il faudra peut-être encore quelques années avant que ne soient adoptés des instruments régionaux ambitieux de planification du développement intégrant la migration. La région qui semble le plus près d'atteindre cet objectif est l'Afrique de l'Ouest, où les chefs d'Etat de la CEDEAO, ont adopté en 2008 un Document de stratégie régionale de réduction de la pauvreté (DSRRP) qui mentionne la migration (CEDEAO, 2008). L'Union africaine encourage aussi les membres de sa diaspora, « sixième région » de l'Afrique, à contribuer au développement dans divers documents de politique générale sur la migration, et en négociant des cadres internationaux de migration et développement avec d'autres entités régionales, comme l'UE, d'une manière qui soutienne ses stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté.

## Défis

Bien que les pays en développement aient intérêt à adopter une approche plus volontariste de la migration, à optimiser sa contribution positive au développement et à en atténuer les effets négatifs, la migration est souvent absente des outils nationaux de planification du développement. Lorsqu'il en est question, c'est trop souvent sous l'angle de ses répercussions négatives (par exemple, la traite des êtres humains ou l'exode des cerveaux). En outre, le débat reste fréquemment au niveau analytique sans s'intéresser aux mesures permettant de faire face à ce phénomène, la migration n'ayant jamais été considérée comme une priorité du développement. Par conséquent, les réponses politiques et programmatiques sont généralement inexistantes ou visent à empêcher la migration, sans s'interroger sur les conditions dans lesquelles celle-ci pourrait favoriser le développement.

Les raisons de ce désintérêt pour la migration sont nombreuses et comprennent notamment les aspects suivants :

### *Le manque de capacités*

L'absence de la migration dans les programmes de développement des pays en développement qui connaissent une forte dynamique à l'émigration ou à l'immigration peut refléter un manque de compétences et/ou de ressources financières pour procéder à une évaluation du lien entre la migration et le développement, apprécier l'importance qu'il convient d'accorder aux questions migratoires et leur impact sur le développement, et définir et mettre en œuvre les réponses politiques et programmatiques nécessaires.

### *La migration, un dossier dispersé*

En raison de la dispersion entre différents ministères (par exemple, ministères des finances, de l'intérieur, du travail et des affaires étrangères), la migration peut n'être qu'un aspect accessoire des préoccupations des services gouvernementaux et organismes publics. Cette situation risque aussi de donner lieu à des ingérences malvenues d'un service s'intéressant trop aux questions migratoires relevant du domaine de compétences d'autres ministères, si bien qu'aucun ministère n'est prêt à donner l'impulsion nécessaire en faveur d'une meilleure intégration de la migration dans les priorités nationales et régionales de développement.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Par ailleurs, lorsqu'un ministère précis est chargé de la migration (ministère de l'émigration/immigration) ou a été mandaté comme interlocuteur principal sur cette question (ministère de l'intérieur ou des affaires étrangères), les autres ministères peuvent estimer que la migration ne sert guère leurs intérêts en matière de visibilité ou de crédits budgétaires, si bien qu'elle finit par ne relever que d'un seul acteur gouvernemental et de n'être abordée que d'un point de vue unique et étroit.

De surcroît, cette dispersion n'est pas propice à la mobilisation des donateurs. Etant donné que, souvent, ceux qui s'intéressent aux questions migratoires ne sont pas les mêmes que ceux qui se soucient du développement, ces deux préoccupations restent distinctes et sont traitées séparément. En conséquence, des programmes « hybrides » sur la migration et le développement (qualifiés d'« hybrides » parce qu'ils se concentrent à la fois sur la migration et le développement) peuvent être difficiles à financer, faute de répondre expressément aux préoccupations des donateurs.

### *La migration, une question transsectorielle*

En raison du caractère transsectoriel de la migration, il peut être difficile de formuler une position cohérente et commune sur la meilleure manière de la concilier avec les priorités du développement, notamment lorsque les diverses parties prenantes ont des intérêts très différents.

### *Le manque de données et d'indicateurs*

De nombreux pays en développement manquent de données sur le phénomène migratoire et d'indicateurs qui pourraient attester son incidence sur le développement. D'où la difficulté de formuler une politique fondée sur des preuves solides et non pas sur de vagues hypothèses. Cette situation est en partie due à une absence générale de ressources financières pour la collecte de statistiques nationales dans les pays en développement. Elle tient aussi au fait que la migration est un processus dynamique qui comporte de nombreuses phases (départ, voyage, séjour et, éventuellement, retour), franchit les frontières et est influencé par tout un éventail de facteurs sociaux, économiques et politiques. Pour toutes ces raisons, il n'est pas facile pour un pays de réunir des données pertinentes et de prévoir les répercussions de la migration sur le développement à court, moyen et long terme.

### *La migration est une question politiquement sensible*

La migration est souvent considérée comme une question politiquement sensible et sujette à controverse, ce qui peut dissuader de l'intégrer dans les programmes de développement.

### *Multiplicité des outils de développement*

La plupart des pays recourent à divers cadres de développement ou de réduction de la pauvreté, qui varient selon les acteurs, la portée et le calendrier (voir encadré 8 infra). Certains, dont le champ d'activité est

vaste, traitent des questions de pauvreté et de développement en général, tandis que d'autres sont axés sur un secteur particulier. Certains sont des concepts nationaux ou régionaux, d'autres sont inscrits dans des cadres élaborés par la communauté internationale pour soutenir des efforts nationaux et régionaux (par exemple, les DSRP élaborés par la Banque mondiale et le FMI). De nombreux pays adoptent une approche mixte, avec des stratégies axées sur des concepts locaux (comme une déclaration de politique générale ou un plan de développement décennal), tandis que d'autres agissent à l'intérieur de cadres internationaux. La multiplicité des instruments peut dissuader les acteurs et les partenaires de se lancer dans un processus qui nécessiterait des efforts particuliers pour intégrer la migration de manière cohérente dans différents instruments de politique générale.

#### Encadré 8 : Deux outils de planification du développement : les DSRP et les SWAP

##### Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

Les DSRP ont été instaurés en 1999 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour servir de cadre aux politiques et aux programmes nationaux. Ils fournissent aussi la base opérationnelle pour l'octroi de prêts à des conditions privilégiées et l'allègement de la dette en faveur de pays pauvres fortement endettés. Au fil du temps, ils sont devenus un outil dont le triple but est d'assurer la cohérence de la coopération pour le développement, de regrouper le financement des donateurs, et de faciliter la mise en œuvre des OMD.

##### Approches sectorielles (SWAP)

Un SWAP est un mécanisme permettant aux partenaires du développement et à un pays en développement de soutenir le développement intégré d'un secteur. Le financement des donateurs est affecté à un seul secteur et soutient un seul et unique programme de dépenses, sous la direction du gouvernement, en suivant autant que possible les modalités communes de gestion et de rapport pour ce qui est de déboursier et de rendre compte de tous les fonds.

## Exemples d'expériences nationales et régionales

Ces dernières années, un certain nombre de pays ont adopté des initiatives originales pour surmonter certains obstacles et intégrer la migration dans les buts de développement définis conformément à leur stratégie de réduction de la pauvreté. La reconnaissance de la contribution positive que peuvent apporter les diasporas au développement de leur pays d'origine et/ou les connaissances et le savoir-faire acquis grâce à la participation à un programme MIDA peuvent ouvrir la voie à l'intégration de la migration dans les DSRP et autres plans de développement. A titre d'exemples réussis de ce dernier aspect, nous citerons le Burundi, le Ghana, la RDC, le Rwanda, le Sénégal et la Sierra Leone (Gouvernement de la Sierra Leone, 2005 ; République du Burundi, 2006 ; République du Ghana, 2005 ; République du Rwanda, 2007 ; République du Sénégal, 2006 ; République

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

démocratique du Congo, 2006 ; voir aussi encadré 9 ci-après). En outre, le Sénégal envisage d'élaborer une politique globale de la diaspora visant à encourager les contributions de cette dernière en faveur des priorités nationales de développement (voir l'annexe I).

### Encadré 9 : République démocratique du Congo (RDC) et Rwanda : deux études de cas

En 2006, la RDC a inclus dans sa stratégie de réduction de la pauvreté la contribution positive apportée au développement par le savoir-faire, les connaissances, ainsi que les ressources financières et humaines des experts africains à travers le MIDA (DRC, 2006), afin de soutenir le lancement d'un programme national de migrations pour le développement. Certaines activités menées au titre du programme MIDA Grands Lacs en RDC ont aussi été intégrées dans le Cadre d'assistance au pays (CAF) et dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) (OIM, 2008).

Au Rwanda, la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (EDPRS, 2008–2012) cite le MIDA et le programme TOKTEN du PNUD comme des projets relevant du « programme phare de la Gouvernance » :

4.173 Deux projets, à savoir le Programme de migrations pour le développement en Afrique (MIDA) et le Programme de Transfert des connaissances par le biais d'expatriés nationaux (TOKTEN), appuieront la participation de la diaspora rwandaise dans le renforcement *des capacités pour les secteurs public et privé à l'intérieur du Rwanda. Cela permettra à la diaspora rwandaise de développer des relations harmonieuses avec la mère patrie et de contribuer à la bonne image du Rwanda au sein de la communauté internationale.* (République du Rwanda, 2007 : p. 104–105)

Le Ministère des finances est chargé de la coordination et de l'élaboration de l'EDPRS, et consulte à cette fin les ministères et les autorités locales, ainsi que le secteur privé. Le coordonnateur MIDA local, un fonctionnaire à temps partiel du Ministère du travail, s'est activement employé à faire intégrer le MIDA dans le plan stratégique du ministère. Celui-ci assumant la direction du Secteur du renforcement des capacités et de la promotion de l'emploi de l'EDPRS, son plan stratégique ainsi que le rôle de la diaspora en particulier, ont été inclus dans l'EDPRS.

Le soutien politique apporté par le gouvernement du Rwanda au rôle de sa diaspora ces dernières années a fortement contribué à l'intégration de la migration dans le DSRP. A titre d'exemples d'initiatives spécifiques dans ce domaine, citons la création, au sein du Ministère des affaires étrangères, d'une direction générale chargée de la diaspora, ainsi que l'organisation de conférences annuelles de la diaspora au Rwanda et de réunions régulières entre le Président du Rwanda et les membres de la diaspora.<sup>148</sup>

<sup>148</sup> Informations recueillies auprès de Géraldine Ansart, assistante de projet, programme MIDA Grands Lacs, OIM Bruxelles, 23 février 2009.

Certaines régions ont commencé à élaborer des stratégies de développement régionales afin de dégager des perspectives de développement communes, de créer des synergies et d'assurer un degré de coordination satisfaisant entre tous les principaux dispositifs de développement de la région. Ces initiatives régionales s'appuient sur le postulat, applicable non seulement au développement mais aussi à la migration, selon lequel les incidences d'une action nationale dépendent elles-mêmes des décisions et des changements politiques, économiques et sociaux survenant dans d'autres pays. Une grande partie de l'activité économique et commerciale ainsi que les flux migratoires se déroulent dans un contexte régional, en particulier à l'intérieur du Sud. D'où la nécessité, pour être efficace, d'un certain degré de coopération internationale au niveau régional.

Il convient de s'intéresser davantage à la dimension régionale de la migration, dans la mesure où les flux migratoires régionaux, en fonction des circonstances et de leur ampleur, se produisent au mépris de la souveraineté des pays d'origine, de destination et de transit (de nombreux pays étant les trois à la fois), en particulier lorsque leur volume, leur composition et le moment où ils se produisent résultent d'un conflit ou d'autres événements ou faits défavorables, y compris des changements politiques et socioéconomiques ou des crises dans les pays voisins

Pour aider les pays en développement dans leurs tentatives d'intégrer la migration dans des stratégies nationales et régionales de développement, des organisations internationales (OIM, OIT, PNUD, UNICEF) ont rédigé un manuel qui propose une méthodologie et des orientations pour le processus d'intégration, ainsi que des solutions pour résoudre certains problèmes.<sup>149</sup> Certains exemples sur la manière de progresser sont exposés dans la section suivante.

## V.2 Pour aller de l'avant : les étapes du succès

L'intégration effective et efficace de la migration dans des stratégies nationales ou régionales de développement ou de réduction de la pauvreté dépend des capacités institutionnelles, des compétences spécialisées et financières dont dispose chaque pays pour soutenir ce processus, bien que les principes fondamentaux sur lesquels celui-ci s'appuie restent fondamentalement les mêmes dans chaque cas :

- déterminer les liens réciproques entre la migration et le développement, ainsi que leur importance dans le contexte national ;

<sup>149</sup> OIM, OIT, PNUD et UNICEF : *Mainstreaming Migration into National and Regional Development Strategies* (à paraître).

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- définir une politique et des programmes permettant d'éviter les effets potentiellement négatifs de la migration, et appuyer la contribution positive de la migration à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté/de développement. Des projets de type MIDA peuvent constituer un cadre utile à cet égard ;
- recenser les besoins nationaux/régionaux d'assistance technique, de renforcement des capacités institutionnelles et de financement ;
- assurer une approche cohérente des questions politiques et de l'aide ;
- garantir la flexibilité nécessaire pour réagir efficacement aux changements survenant dans les schémas de migration et de développement.

En ce qui concerne l'intégration de la migration dans des stratégies de réduction de la pauvreté, il importe de s'assurer un appui politique avant et pendant la mise en œuvre des plans de développement et d'atténuation de la pauvreté, ce qui nécessite une mobilisation des ressources, comme l'illustrent les contributions reçues des membres de la diaspora rwandaise mentionnées dans le DSRP (République du Rwanda, 2007), et leur pleine intégration dans le cycle continu du DSRP.

Un processus s'articulant autour : i) d'un plan d'intégration, ii) d'un document national de référence sur la thématique migration et développement, et iii) d'un mécanisme national de consultation et de coordination faciliterait la réalisation d'un premier exercice d'intégration de la migration, et en garantirait la viabilité à longue échéance.

### (i) Plan d'intégration

Pour intégrer la migration dans des plans de réduction de la pauvreté et de développement, il faut non seulement disposer de temps et de ressources suffisants, mais aussi élaborer et appliquer un plan de travail fiable afin de déterminer les stratégies et les priorités à court, moyen et long terme. Un plan global de réduction de la pauvreté fondé sur les principes de migration et développement pourrait alors comporter des activités d'information et viser d'autres outils de développement pour parvenir à une cohérence thématique et à des initiatives de développement qui se renforcent mutuellement dans différents instruments de planification du développement. En définissant les différentes priorités et en distinguant les étapes à court et à long terme à l'intérieur de ce processus, on peut suivre et observer les évolutions et les différents résultats et, le cas échéant, les ajuster aux objectifs de développement généraux ; de la sorte, on dispose de paramètres réalistes et l'on évite l'écueil du manque de transparence et de supervision dû à des plans et opérations excessivement lourds et redondants. L'intégration de la migration dans les plans nationaux de développement et de réduction de la pauvreté doit susciter de l'intérêt, encourager la participation et éviter de submerger les parties prenantes potentielles, notamment parce que celles-ci peuvent avoir des priorités et des motivations autres que la migration.



## (ii) Document national de référence sur la migration et le développement

Un document exclusivement consacré au couple migration et développement permet de pouvoir se référer immédiatement aux principales questions de migration et développement, d'enrichir le débat et de faciliter l'intégration de la migration dans toute stratégie de développement future. Il fournit en outre le cadre analytique sur la base duquel les questions migratoires peuvent être intégrées dans les outils de planification du développement, et où toutes les informations importantes sur les activités de migration et développement peuvent être consignées afin de constituer une mémoire institutionnelle.

Les outils de planification du développement sont des documents relativement concis. Les DSRP, par exemple, comptent en général entre 80 et 180 pages et couvrent tous les aspects du développement national, depuis la macroéconomie jusqu'à la gouvernance. C'est pourquoi, les questions de migration qui y sont intégrées sont nécessairement traitées de manière succincte. D'où l'utilité d'un document de référence national distinct sur la thématique migration et développement, où peuvent être exposées les raisons justifiant l'inclusion (ou le rejet) d'une question particulière de migration et développement dans un outil de planification du développement. Par ailleurs, un document de référence facilite aussi la mise en œuvre des activités en présentant dans le détail les stratégies opérationnelles qu'il y a lieu de déployer pour résoudre un problème, et en brossant un tableau général des corrélations entre ces activités et du rôle qu'elles jouent dans la réalisation d'objectifs précis de développement et de réduction de la pauvreté. Il permet en outre de conserver la trace des engagements de financement et des dépenses effectives du gouvernement et des donateurs pour les activités de migration et développement.

Enfin, bien que cet exercice d'intégration permette de déterminer plusieurs domaines d'intervention potentiellement importants en matière de migration et développement, seuls quelques-uns seront finalement inclus dans l'outil de développement effectif. Cette limitation s'explique par le fait que certains d'entre eux portent sur des buts macroéconomiques et sur des questions plus larges, si bien qu'il est parfois difficile d'incorporer des activités migratoires de moindre envergure dans un objectif de politique générale. Eu égard à la diversité des besoins et des intérêts des acteurs gouvernementaux, il peut être décidé de financer des objectifs de migration et développement qui ne relèvent pas du cadre fixé, par exemple pour ne pas épuiser les fonds destinés à d'autres questions, plus importantes. Lorsque tel est le cas, un document de référence mentionnant des possibilités supplémentaires et leur conformité aux objectifs de développement nationaux peut permettre d'obtenir l'appui nécessaire à leur mise en œuvre à la faveur d'une coopération bilatérale ou multilatérale.

## (iii) Mécanisme national de consultation et de coordination

Dans la plupart des pays en développement, les questions migratoires ne relèvent pas d'un seul ministère mais de plusieurs ministères ou organismes publics chargés de différents aspects. Cette situation soulève des

difficultés mais elle offre aussi la possibilité de relier les questions migratoires à celles de développement. Les difficultés tiennent au rôle qui incombe à chaque acteur dans la formulation de la politique migratoire et qui, souvent, est exercé en l'absence d'une vision commune concernant la politique migratoire nationale. Cependant, la mise en place d'un mécanisme de coordination axé sur le lien entre migration et développement peut être facilitée par cette situation, en ce sens que bon nombre des divers ministères et organismes publics sont des acteurs du développement tout en contribuant à la gestion de la migration. Par exemple, le ministère du travail aura pour objectif l'efficacité du marché de l'emploi comme moyen de développement, tout en se souciant d'obtenir des emplois pour ses ressortissants à l'étranger (le cas des Philippines en est un bon exemple), ainsi que la permission de travailler pour les étrangers se trouvant dans le pays. L'accent mis sur le développement peut créer un environnement favorable dans lequel les questions migratoires peuvent être débattues séparément d'autres aspects peut-être plus problématiques normalement associés à ces questions (par exemple, la gestion des frontières ou l'intégration des étrangers). L'existence d'un outil de coordination sur la migration et le développement aiderait donc à formuler une approche cohérente de la migration en général et proposerait des orientations concernant spécifiquement les questions de migration et développement.

Outre les gouvernements et les organismes publics, d'autres acteurs tels que les instituts de recherche, les syndicats, les associations d'employeurs, les groupes de soutien et autres institutions de la société civile, ainsi que les donateurs jouent un rôle déterminant dans la planification, le financement et la mise en œuvre des activités de migration et développement. Aussi faut-il rechercher leur soutien et leur participation au processus d'intégration, surtout si leurs activités ont une incidence sur les questions de migration et développement ou sont affectées par elles. En outre, des consultations à grande échelle peuvent servir de base pour sensibiliser le public aux questions migratoires importantes et contribuer à l'apparition d'un sentiment d'adhésion nationale.

Outre le manuel susmentionné élaboré par l'OIT, l'OIM, le PNUD et l'UNICEF, le modèle Threshold 21 (T21) appliqué par le Millennium Institute<sup>150</sup> peut offrir une perspective sur certains aspects majeurs du développement potentiellement liés à la mobilité humaine, à laquelle des pays ou des régions pourraient se trouver confrontés à l'avenir. D'autres scénarios montrent comment des choix stratégiques différents ou des changements politiques dans le pays d'origine ou à l'étranger peuvent influencer sur des choix de développement

<sup>150</sup> Le modèle Threshold 21 (T21) est un outil d'analyse de scénarios fondé sur la méthode de la dynamique de système (SD), déjà largement employée pour analyser diverses questions de développement (Saeed 1987 ; Arango 2007 ; Qureshi 2008). Il fournit un cadre pluridisciplinaire pour l'analyse des questions de développement et une analyse dynamique de la migration et des flux financiers et de capital humain qui s'y rattachent. Les gouvernements et les organisations internationales y ont largement recours pour créer et tester des stratégies de développement alternatives et compléter des modèles budgétaires et autres outils de planification à court ou à moyen terme, fournissant une perspective globale et à long terme sur le développement. Pour une description complète de la structure du modèle et pour télécharger des modèles T21 spécialement adaptés aux particularités de divers pays, prière de consulter le site Web [www.millennium-institute.org](http://www.millennium-institute.org).

futurs. Le Cap-Vert est un cas particulier à cet égard, où la migration occupe une place importante dans les préoccupations politiques et de développement nationales.

### V.3 Analyse fondée sur un modèle : scénarios de migration et développement exploratoires au Cap-Vert

#### Contexte

Rares sont les pays qui dépendent davantage de la migration que le Cap-Vert (Carling 2004). La diaspora cap-verdienne, (y compris les migrants de troisième et quatrième génération) dépasse probablement les 460 000 habitants que comptent ces îles, et est estimée à environ 270 000 personnes dans les Amériques, à 150 000 en Europe et à 90 000 en Afrique (Carling 2004). D'une manière générale, l'émigration a eu pour conséquence de créer un niveau de vie raisonnable au Cap-Vert, qu'un salaire local moyen ne permet guère d'atteindre (Carling 2001). Le Cap-Vert dépend aussi fortement de l'aide extérieure pour son développement économique. Ces trente dernières années, celle-ci a représenté entre 30 et 60 % du PIB. Au début de cette décennie, les fonds rapatriés constituaient toujours entre 10 et 15 % du PIB, soit environ la moitié de toute l'aide extérieure (Bourdet et Falck 2006).

L'émigration et les rapatriements de fonds produisent des effets multiples et en partie contradictoires sur le développement socioéconomique d'un pays :

- Les rapatriements des fonds peuvent stimuler la demande intérieure en accroissant les revenus des ménages, et faciliter l'accès à l'éducation et aux services de santé, améliorant ainsi le bien-être et le niveau de vie d'une famille. L'investissement productif des fonds rapatriés, par exemple dans l'éducation, l'agriculture et l'amélioration des terres, dans le logement et le foncier, ou dans la création d'entreprises qui assurent la subsistance économique d'une famille tout en créant des emplois, contribue également à la croissance économique locale et produit des effets secondaires positifs en établissant des liens supplémentaires entre les activités économiques (Ronci, Castro et al. 2008). En conséquence, les fonds rapatriés peuvent jouer un rôle important dans la croissance et le développement des pays bénéficiaires.
- Les rapatriements de fonds peuvent également permettre d'assurer la transition en cas d'incapacité provisoire à subvenir à ses besoins ou de perte de revenus provoquée par des crises économiques, de mauvaises récoltes ou des catastrophes naturelles.
- Dans certains cas, et selon la taille de l'économie locale et de son exposition au commerce international, des afflux massifs de fonds rapatriés peuvent modifier le taux de change de la monnaie locale et, en augmentant le prix des exportations locales, provoquer une détérioration des termes de l'échange d'un pays. Cependant, étant donné que cet effet dépend de nombreuses autres variables, ces conséquences

peuvent, en ce qui concerne le Cap-Vert, être limitées par une réorientation de l'aide publique et de la politique économique et commerciale intérieure.

- Malgré leur importance économique et sociale, les réalités et les politiques de l'émigration n'occupent pas une place significative dans le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (République du Cap-Vert).<sup>151</sup> Peut-être est-ce dû au recul progressif de l'émigration, ces dernières décennies, sous l'effet d'un durcissement des règles relatives à la migration dans les pays de destination, si bien que l'évolution future de l'émigration et, en particulier, des rapatriements de fonds est incertaine (Ronci, Castro et al. 2008). Cependant, cet aspect tient peut-être aussi à la difficulté d'évaluer la nature et l'ampleur réelles de la contribution au développement socioéconomique apportée par la migration, car elle est un phénomène intrinsèquement complexe qui doit être analysé d'un point de vue pluridisciplinaire. Cette complexité peut être saisie et intégrée dans des modèles informatiques quantitatifs en vue d'obtenir des politiques cohérentes qui concilient la migration avec un développement endogène rapide. Cependant, les modèles quantitatifs sur lesquels reposent les processus de planification du développement ignorent souvent la migration, ou alors la considèrent comme une variable dont le lien avec le développement est insignifiant (Pedercini 2003 ; Bahadur et al. 2005 ; Bussolo et Medvedev 2007).

Le modèle Threshold 21 (T21)<sup>152</sup> (Barney 2002) constitue une exception. Il est largement utilisé par les gouvernements et les institutions internationales pour créer et expérimenter des stratégies de développement différentes et compléter des modèles budgétaires et autres outils de planification à court ou moyen terme, fournissant une perspective globale et à long terme en matière de développement. En particulier, le T21 est souvent employé à l'appui d'une analyse politique dans le contexte des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) (par exemple au Mali), pour évaluer les résultats obtenus en matière d'Objectifs du Millénaire pour le développement (par exemple au Ghana) ou effectuer des exercices similaires, comme l'ont fait un certain nombre de pays.<sup>153</sup> Le T21 se prête donc bien à l'étude des flux migratoires et de leurs répercussions dans le contexte des politiques de développement et de la planification.

La section qui suit met en relief l'importance d'examiner les questions migratoires dans les plans de développement nationaux au regard de l'exemple concret du Cap-Vert, et fait ressortir l'utilisation du modèle T21-Cap-Vert à cette fin.

<sup>151</sup> En revanche, le DSRP s'intéresse au phénomène tout récent de la migration irrégulière et à l'insuffisance des structures d'accueil. La présente analyse se concentre sur le phénomène historiquement plus pertinent de l'émigration et de la migration de retour.

<sup>152</sup> Voir la note 150 pour une explication détaillée.

<sup>153</sup> Pour des informations et des rapports sur les projets, prière de consulter le site [www.millennium-institute.org](http://www.millennium-institute.org)

### V.3.1 *Modèle d'analyse du couple Migration et développement*

Le modèle T21 a été mis en œuvre au Cap-Vert pour appuyer l'analyse de divers aspects du développement, comme cela avait été fait dans d'autres pays.<sup>154</sup> L'intervalle de temps retenu par le modèle (1990 à 2025) permet d'effectuer des analyses rétrospectives ainsi que des études prospectives à moyen et long terme. Le T21-Cap-Vert intègre dans un cadre unique les aspects du développement économique, social et environnemental du pays. Dans ce cadre, divers phénomènes liés à la migration sont représentés de manière endogène, et différents scénarios variant selon la stratégie ou les conditions externes peuvent être simulés et analysés. Les hypothèses les plus pertinentes du modèle T21-Cap-Vert concernant les questions migratoires<sup>155</sup> sont exposées ci-après.

Pour étayer une analyse globale de la dynamique migratoire et de ses effets sur le développement,<sup>156</sup> le modèle T21-Cap-Vert fournit une représentation endogène des flux migratoires internationaux. Il décrit également l'accumulation et les flux transfrontières de capital humain et financier qui s'y rattachent. Ceux-ci peuvent avoir des effets souhaitables ou indésirables sur l'accumulation de ressources du pays, et modifier sensiblement l'orientation de son développement. L'exemple du T21-Cap-Vert représente bien l'interaction entre la migration et le développement.

Plus précisément, le modèle repose sur l'hypothèse que l'émigration est corrélée négativement au PIB par habitant et positivement à l'accroissement de la population. Il considère en outre que l'émigration est ralentie par le degré de contrôle et de restrictions à l'immigration imposés par les pays de destination et censés augmenter à un taux annuel fixe. La migration de retour est calculée à partir du postulat selon lequel 25 % seulement des émigrants retournent finalement au Cap-Vert (après une période de 20 ans en moyenne). Le modèle considère aussi que la migration touche essentiellement la population active. Un élément spécifique du modèle vise à déterminer le nombre de migrants vivant à l'étranger, ventilés selon le sexe, l'âge et la génération.<sup>157</sup>

<sup>154</sup> L'analyse exposée dans le présent document ne fait pas partie de celles réalisées pour le gouvernement du Cap-Vert à l'époque où le modèle était mis en œuvre (2004).

<sup>155</sup> Pour une description des hypothèses générales qui sous-tendent le modèle T21, prière de consulter le site [www.millennium-institute.org](http://www.millennium-institute.org).

<sup>156</sup> La représentation de la migration dans le T21-Cap-Vert associe la théorie et des éléments provenant de différents domaines. Le modèle T21 utilise la perspective de Lee comme cadre de référence initial pour étudier les flux migratoires (Lee 1966), et prend en compte à la fois les facteurs d'incitation et d'attraction (Dorigo et Tobler 1983), c'est-à-dire les conditions existant dans le pays d'origine et dans le pays de destination. Cependant, ce modèle ne considère pas explicitement la distance comme un facteur influant sur la migration, de sorte qu'il n'appartient pas à la catégorie des modèles « de gravité ». De même, les facteurs d'incitation et d'attraction ne sont pas non plus vus séparément mais comme des moteurs de la migration reposant sur des différences de conditions entre le pays d'origine et celui de destination. Il s'agit donc d'un modèle de déséquilibre (Hunt 1993), qui n'est pas résolu par une optimisation, mais appartient à la catégorie plus vaste des modèles de simulation (Stermann 1996).

<sup>157</sup> Le modèle considère que les migrants font partie de la diaspora active jusqu'à la cinquième génération, et que leur situation socioéconomique et leurs caractéristiques démographiques ont tendance à converger au fil du temps avec celles des pays de destination. Une autre hypothèse veut que chaque génération de migrants contribue à des degrés différents aux rapatriements de fonds vers le Cap-Vert, les premières générations étant plus attachées à leur pays d'origine et envoyant donc des sommes plus élevées par migrant. Le montant de référence des rapatriements de fonds par migrant est déterminé d'une manière exogène, ce qui permet simuler des scénarios alternatifs reposant sur des hypothèses différentes.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Dans le modèle T21-Cap-Vert, les fonds rapatriés s'ajoutent aux revenus du ménage et soutiennent à la fois la consommation et les investissements. C'est pourquoi, ce flux intervient dans la trajectoire de développement du pays de deux manières au moins : l'augmentation de la consommation améliore la qualité de la vie et l'accès aux services essentiels tels que l'éducation et les soins de santé, tandis que l'accroissement des investissements se traduit par une augmentation de la capacité de production et une élévation des revenus à longue échéance. Ce modèle représente en outre le capital humain des migrants et son accroissement possible le long de l'itinéraire migratoire, qui est un autre moteur fondamental de la croissance. Pour simuler les évolutions entre 1990–2008, les auteurs sont partis de l'hypothèse que les émigrants et les migrants de retour avaient un niveau d'éducation et de compétences correspondant à la moyenne du pays. Cependant, d'autres hypothèses sont envisagées pour représenter des scénarios d'avenir différents.

Cette structure n'est pas censée donner une représentation exhaustive du phénomène migratoire, mais vise plutôt à saisir ses causes et ses effets profonds sur le développement, afin de permettre une analyse efficace du lien entre migration et développement. Ce modèle peut compléter les outils de planification du développement existants et faciliter l'intégration de l'analyse des questions migratoires dans le programme de développement.

La section qui suit décrit les résultats de trois scénarios exploratoires obtenus à l'aide du modèle (rétrospectif et prospectif) et livre quelques données préliminaires.

### V.3.2 Analyse de scénarios exploratoires

Pour analyser les répercussions de la migration et des rapatriements de fonds sur le développement du Cap-Vert, le modèle T21-Cap-Vert est utilisé pour élaborer, simuler et comparer des variantes de scénarios exploratoires, qui diffèrent par les hypothèses sur lesquels ils reposent et par les orientations politiques. Ces scénarios permettent de comprendre en profondeur le comportement du système analysé dans des circonstances différentes. Les résultats obtenus peuvent servir de base à l'élaboration de scénarios plus techniques, appuyant des documents de planification stratégique tels que les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) ou les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le premier scénario étudié est le scénario dit de référence ou de statu quo. Il tente de reproduire des politiques et des conditions externes observées par le passé (entre 1990 et 2008), afin d'établir dans quelle mesure le modèle peut représenter la dynamique migratoire du pays et les tendances générales de développement. Le scénario de référence s'étend également jusqu'en 2025, à partir de l'hypothèse qu'aucun changement fondamental ne viendra modifier les politiques et les conditions extérieures. Les projections obtenues dans ce

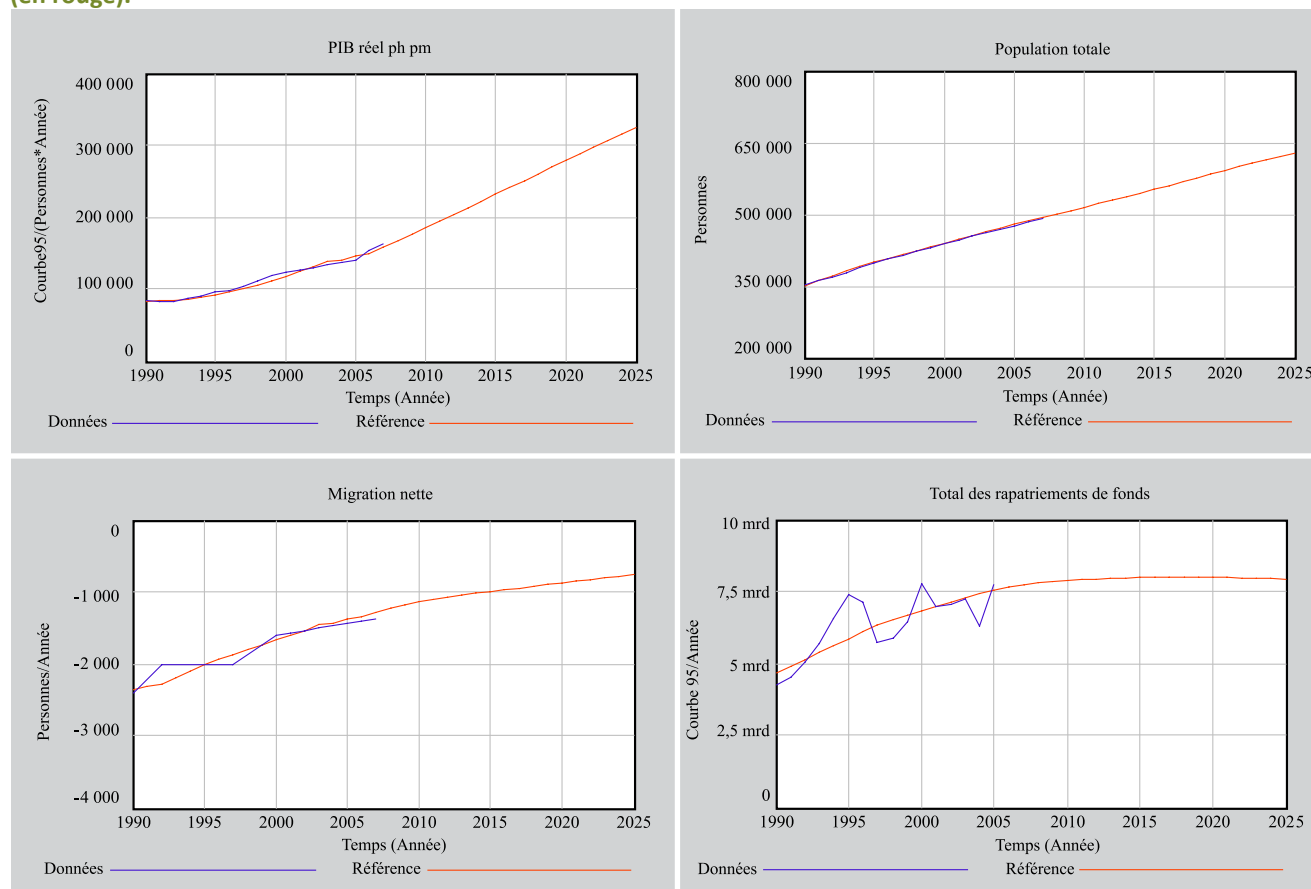
scénario ne sont pas des prévisions mais des indications de tendances de développement futures susceptibles de se produire si les politiques et les conditions extérieures actuelles restent inchangées.

La figure 1 présente les résultats du scénario de référence (en rouge) par rapport aux données historiques (en bleu) pour un ensemble d'indicateurs de développement clés. Le graphique en haut à gauche indique l'évolution du PIB réel (année de référence : 1995) par habitant (ph) au prix du marché (pm), qui a, *grosso modo*, doublé ces 18 dernières années. Le modèle semble bien rendre compte de la tendance observée pour cette variable<sup>158</sup> et prévoit pour l'avenir une diminution du taux de croissance du PIB par habitant (taux moyen d'environ 4 %). Entre 1990 et 2008, la population totale (graphique en haut à droite) a augmenté d'environ 40 %, et dans ce cas aussi, la simulation semble reproduire exactement les données historiques.<sup>159</sup> Il est prévu que la population totale passe à environ 630 000 personnes d'ici à 2025. Dans l'ensemble, les 18 dernières années ont été caractérisées par une élévation du revenu par habitant et par un recul de l'accroissement de la population, tendances qui semblent devoir se poursuivre au cours deux prochaines décennies.

<sup>158</sup> Données tirées de certains rapports de pays du Fonds monétaire international (FMI) (no 98/31, avr. 98 ; no 01/175, oct. 01 ; no 05/319, sept. 05 ; no 06/331, sept. 06).

<sup>159</sup> Données provenant de la base de données en ligne de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies : <http://esa.un.org/unpp/index.asp>, consultée le 7 mai 2009.

**Figure 1: Comparaison entre les données historiques (en bleu) et les résultats du modèle pour le scénario de référence (en rouge).**



Source: données historiques : Fonds monétaire international (PIB réel ph pm, total des rapatriements de fonds) ; Division de la population de l'Organisation des Nations Unies (population totale) ; Division de la population de l'Organisation des Nations Unies et Bureau national des statistiques du Cap-Vert (migration nette). Simulation de résultats : T21-Cap-Vert.



Compte tenu du contexte socioéconomique décrit plus haut, la migration nette a globalement tendance à diminuer en valeur absolue.<sup>160</sup> Le graphique en bas à gauche de la figure 1 présente les résultats du modèle et les données historiques concernant la migration nette.<sup>161</sup> Le modèle rend bien compte de la tendance générale de la migration nette, qui a reculé pour passer d'environ -2 400 personnes par an en 1990 à -1 350 personnes en 2007. En raison de la hausse prévue du PIB par habitant, d'un taux d'accroissement de la population plus lent, ainsi que d'un durcissement des contrôles aux frontières dans les pays de destination, le modèle prévoit une nouvelle réduction de la migration nette au cours des deux prochaines décennies, d'environ -750 personnes d'ici à 2025. La taille réelle de la diaspora, actuellement estimée à environ 500 000 personnes (Carling 2004), devrait augmenter à un rythme décroissant au cours des prochaines décennies. Plus particulièrement, le nombre des immigrants de première génération, qui contribuent très activement à la croissance et au développement du Cap-Vert, devrait culminer en 2015 puis diminuer progressivement.

Les rapatriements de fonds (graphique en bas à droite de la figure 1) ont augmenté d'environ 50 % par an en valeur réelle depuis 1990, bien qu'à un rythme décroissant, et le modèle reproduit bien la tendance observée.<sup>162</sup> En partant de l'hypothèse selon laquelle le montant des fonds rapatriés par migrant en valeur réelle se stabilisera aux alentours des niveaux actuels, on prévoit que les rapatriements de fonds augmenteront plus lentement au cours de la prochaine décennie, pour diminuer légèrement à longue échéance. Cette évolution s'explique principalement par la diminution attendue du nombre de migrants de première génération. Nos prévisions pour le scénario de référence font ainsi apparaître un recul du rôle de la diaspora en matière d'aide au développement du Cap-Vert par les rapatriements de fonds.

En résumé, ces 18 dernières années, le Cap-Vert a connu un développement extraordinaire caractérisé par un quasi-doublement du revenu par habitant et par une augmentation rapide de l'espérance de vie et du taux d'alphabétisation. Les rapatriements de fonds qui, en 1990, représentaient environ 16 % du PIB, ont indéniablement contribué au développement, permettant des investissements beaucoup plus élevés dans le capital physique et humain qu'il n'aurait été possible autrement. Or, quel rôle ont-ils joué dans le développement du pays depuis 1990 ? Il est impossible d'estimer de manière fiable l'évolution qu'aurait connue le pays ces 18 dernières années sans la contribution des rapatriements de fonds : outre l'incertitude statistique liée aux

<sup>160</sup> La migration nette s'entend de la définition de la Division de la population des Nations Unies, selon laquelle le nombre de migrants net correspond au nombre d'immigrants moins le nombre d'émigrants. Dans ce cas, la migration nette est négative. On entend par « diminution en valeur absolue » un recul du volume des flux en valeur absolue (les flux s'approchent de zéro), tandis qu'une « diminution » pourrait aussi être interprétée comme une migration nette reculant encore dans la zone négative (c'est-à-dire s'éloignant davantage de zéro).

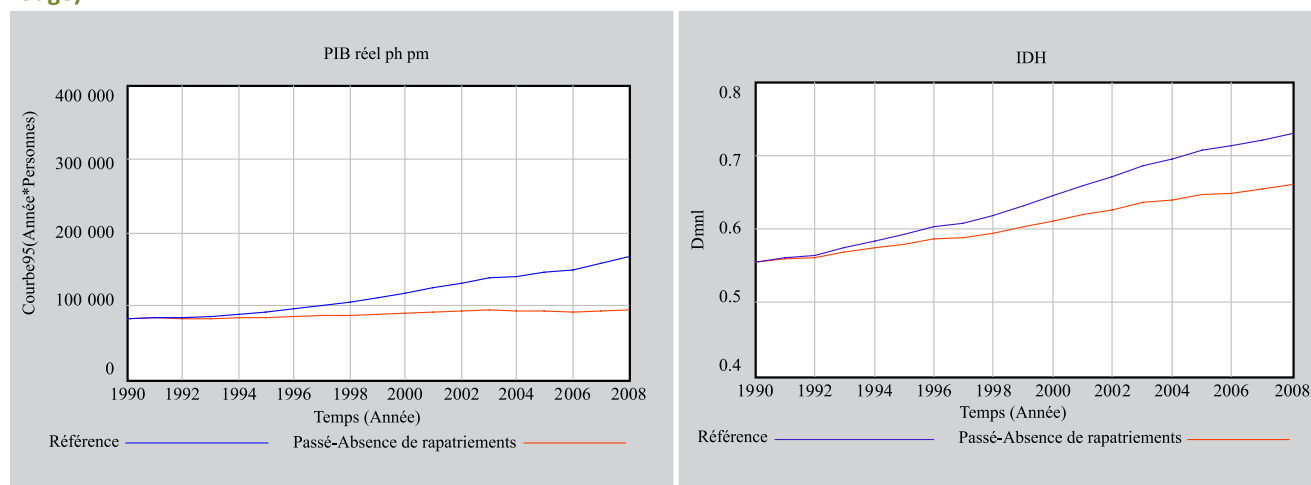
<sup>161</sup> La série de données en bleu est obtenue en combinant les données de la Division de la population des Nations Unies (couvrant la période 1990-1999) et celles des bases de données en ligne du Bureau national des statistiques du Cap-Vert (couvrant la période 2000-2008) ([www.ine.cv](http://www.ine.cv), consulté le 7 mai 2009). Les données indiquent de fortes fluctuations, que le modèle ne reproduit pas, en particulier pour les premières années.

<sup>162</sup> A partir de données du FMI, voir la note 160 pour des prévisions.

principaux paramètres, il est difficile d'imaginer les stratégies de développement qui auraient été déployées si le pays n'avait pas disposé de ces fonds. Cependant, pour avoir une estimation quantitative de la contribution des rapatriements de fonds au développement du Cap-Vert, un scénario rétrospectif est construit, à savoir une resimulation de la période 1990-2008 fondée sur l'hypothèse d'un arrêt des rapatriements de fonds au début des années 1990.

Les résultats de ce nouveau scénario, appelé « Passé-Absence de rapatriements », sont présentés dans la figure 2 (en rouge) et comparés aux résultats du scénario de référence» (en bleu). Le graphique de gauche montre les résultats obtenus pour le PIB réel par habitant, qui progresse à un rythme systématiquement plus lent dans le scénario « Passé-Absence de rapatriements » que dans le scénario de référence. En 2008, le PIB réel par habitant dans le nouveau scénario ne représente qu'environ 60 % de son niveau actuel. Non seulement le revenu augmente plus lentement dans ce scénario, mais en outre l'accès à une nutrition correcte et aux services sociaux essentiels tels que l'éducation et les soins de santé, normalement financés en partie par les fonds rapatriés, est moindre. Il s'ensuit une accumulation de capital physique et humain plus lente, ce qui enferme le pays dans le piège de la pauvreté. L'indice de développement humain (IDH), indice composite portant sur le revenu, l'éducation et l'espérance de vie, est très inférieur dans ce scénario, aboutissant à une valeur de 66 % en 2008 (similaire à celle de la Namibie), soit sept points de pourcentage de moins que son niveau réel.

**Figure 2: Comparaison entre le scénario de référence (en bleu) et le scénario « Passé-Absence de rapatriements » (en rouge).**



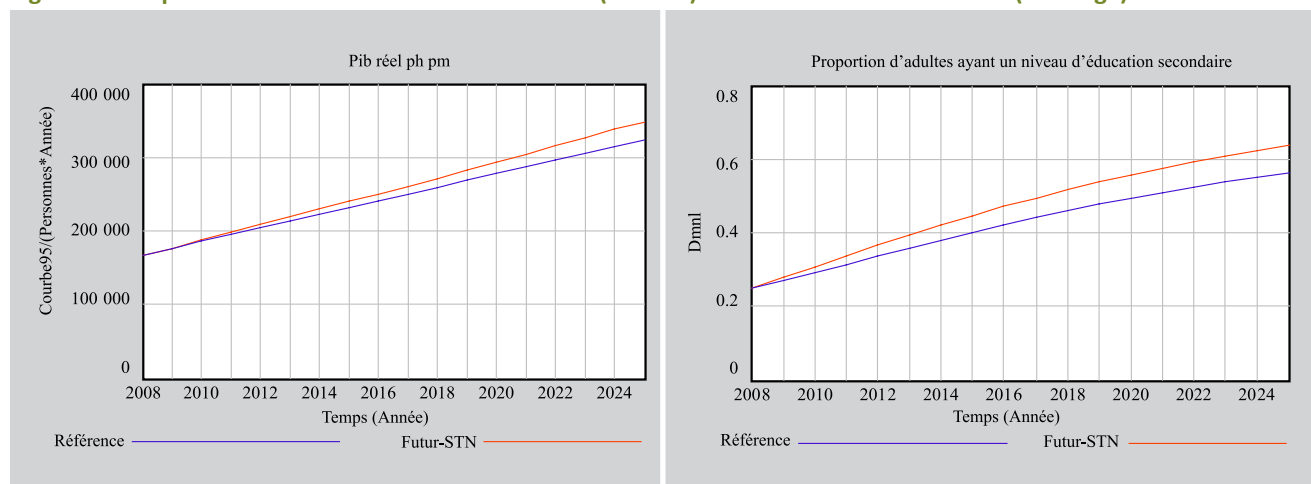
Source : résultats de la simulation du modèle T21.

L'analyse rétrospective montre que les rapatriements de fonds ont joué un rôle important dans le développement du Cap-Vert qui, autrement, ne serait pas le pays que nous connaissons aujourd'hui. Les tendances actuelles des rapatriements de fonds présentées dans la figure 1 mettent en évidence un recul éventuel de ces flux au cours des deux prochaines décennies, ce qui peut susciter des inquiétudes quant au potentiel de croissance du pays dans les années à venir. En réalité, nos prévisions de PIB par habitant dans la figure 1 montrent une croissance continue à un rythme notable, bien que décroissant. En effet, l'économie du Cap-Vert est aujourd'hui beaucoup moins dépendante des rapatriements de fonds qu'en 1990, ceux-ci représentant actuellement une part du PIB (environ 9 %) bien moindre que dans les années 1990. Le pays a profité de cette période de croissance rapide et a accumulé un important capital physique et humain qui soutiendra une croissance endogène future sans dépendre fortement des rapatriements de fonds.

Cependant, les politiques publiques liées aux fonds rapatriés peuvent encore influencer fortement sur l'avenir du pays. Le troisième scénario, prospectif, repose sur l'hypothèse que le gouvernement favorise une nouvelle vague de soutien transnational (STN) en encourageant les rapatriements de fonds et les investissements dans les entreprises cap-verdiennes, et en proposant des incitations au retour des travailleurs qualifiés. Dans une certaine mesure, le gouvernement met déjà en œuvre de telles politiques et facilite la création d'entreprises dans le pays ou investit dans celles qui existent, mais ces mesures sont plus importantes dans notre simulation. Le scénario part notamment du postulat que les rapatriements de fonds par migrant augmenteront d'environ 25 % au cours des vingt prochaines années, et que 25 % de plus seront investis dans les entreprises locales. En outre, il suppose que, grosso modo, la migration de retour de travailleurs qualifiés doublera.

Les résultats de ce troisième scénario, appelé « Futur-STN », sont présentés dans la figure 3. Dans ce scénario, le PIB réel par habitant (graphique de gauche) augmente à un rythme légèrement plus rapide, dépassant d'environ 7,5 % le niveau du scénario de référence en 2025. Cette évolution positive s'explique non seulement par les investissements plus élevés dans le capital physique observés dans ce scénario, mais aussi par l'accumulation plus rapide de capital humain due au retour plus rapide de travailleurs qualifiés. Ce dernier aspect est bien illustré par le graphique de droite de la figure 3 : la proportion d'adultes ayant un niveau d'enseignement secondaire – indicateur indirect du degré de qualification de la main-d'œuvre – est supérieure d'environ 7,5 % dans le troisième scénario par rapport au scénario de référence. Ces gains potentiels sont très importants pour un pays qui a déjà réalisé des progrès notables du point de vue de son développement socioéconomique, et peuvent permettre d'offrir une vie décente à des milliers de personnes.

Figure 3: Comparaison entre le scénario de référence (en bleu) et le scénario « Futur-STN » (en rouge).



Source : résultats de la simulation du modèle T21.

L'analyse des scénarios exploratoires décrits dans cette section met en relief le rôle crucial qu'ont joué les fonds rapatriés dans le développement du Cap-Vert par le passé. Les tendances actuelles portent à croire que ces flux, qui représentent déjà une part du PIB en diminution rapide, pourraient se stabiliser au cours de la prochaine décennie et même se contracter légèrement par la suite. Cette évolution ne devrait pas ralentir fondamentalement la croissance de l'économie, qui est aujourd'hui soutenue par un capital physique et humain important et est donc moins dépendante des rapatriements de fonds que par le passé. Parallèlement, les envois de fonds et le retour de travailleurs qualifiés peuvent toujours exercer une influence majeure sur le développement socioéconomique du pays, et les politiques facilitant ces flux, ainsi que l'utilisation efficace des fonds rapatriés peuvent contribuer à une meilleure qualité de vie pour de nombreuses personnes.

## Conclusions

La formulation et la mise en œuvre de politiques et de projets efficaces en matière de migration et développement/réduction de la pauvreté peuvent contribuer à la réalisation des objectifs socioéconomiques d'un pays. En intégrant la migration dans son programme de développement, un gouvernement peut être mieux à même de comprendre les incidences d'un tel phénomène, d'institutionnaliser le lien entre migration et développement, et de formuler des stratégies qui en renforcent les effets positifs et en atténuent les effets négatifs.

Aujourd'hui, rares sont les pays qui ont intégré la migration dans leur stratégie de développement. Au cours des années à venir, les pays en développement devront élaborer des approches novatrices pour faire en sorte que leurs programmes et projets migratoires soient adaptés à leurs besoins. Dans cette entreprise, ils pourront s'appuyer sur des expériences passées et des enseignements tirés de projets de migration et développement, comme les projets MIDA réalisés dans diverses régions du monde. Les pays en développement pourront déterminer, à partir de ces données, quels projets liés à la migration pourraient devenir un outil de développement à grande échelle, ou produire une plus grande valeur ajoutée s'ils sont bien harmonisés avec les priorités et objectifs nationaux de développement.

Le modèle T21 est l'un des rares instruments permettant de procéder à une analyse intégrée des questions et politiques relatives à la migration. La section précédente a montré comment un modèle de simulation informatique tel que le T21 pouvait servir à définir des politiques cohérentes qui harmonisent migration et développement rapide. Les résultats de l'analyse de ces scénarios exploratoires, tels que ceux exposés plus haut, peuvent faciliter l'élaboration de scénarios plus techniques et fournir ainsi une aide importante à la décision concernant la rédaction de documents stratégiques, comme les documents de stratégie de réduction de la pauvreté.

Les résultats de l'analyse confirment que les rapatriements de fonds ont joué un rôle déterminant dans le développement du Cap-Vert par le passé. À l'avenir, ce rôle sera beaucoup moins important. Cependant, les politiques facilitant les rapatriements de fonds et le retour de travailleurs qualifiés restent déterminantes pour améliorer la qualité de vie de nombreuses personnes. Beaucoup de pays en développement se trouvent aujourd'hui dans la même situation que le Cap-Vert au début des années 1990. La façon dont ils faciliteront la migration et les rapatriements de fonds par des politiques appropriées déterminera de manière significative les incidences de la migration sur leur développement socioéconomique. Des outils techniques appropriés, tels que le T21, sont désormais disponibles pour appuyer les prises de décision dans ce domaine.<sup>163</sup>

<sup>163</sup> Des modèles T21 existent pour plusieurs pays et peuvent être utilisés pour étayer le type d'analyse illustré dans cette section. Après une période de formation, les spécialistes du pays peuvent exécuter et analyser seuls des scénarios alternatifs. Pour les pays dans lesquels un modèle T21 n'a pas encore été élaboré, le modèle peut généralement être adapté et appliqué en un an, avec notamment un module sur le renforcement des capacités de base. Pour des informations plus détaillées, prière de contacter le Millennium Institute, à l'adresse (ao@millennium-institute.org.)

## Bibliographie

- Arango, S.  
2007 "Simulation of alternative regulations in the Colombian electricity markets", *Socio-Economic Planning Sciences*, 41(4): 305–319.
- Barney, G. O.  
2002 "The Global 2000 report to the President and the Threshold 21 model: Influences of Dana Meadows and system dynamics", *System Dynamics Review*, 18(2): 123–136.
- Birdsall, N.  
1988 "Economic Approaches to Population Growth", *Handbook of Development Economics*, T. N. S. H. Chenery, Elsevier Science Publishers B.V., Amsterdam, 1: 478–542.
- Bourdet, Y. et H. Falck  
2003 Emigrants' remittances and Dutch disease. Lund & Kristianstad, Department of Economics Lund University & Kristianstad Business School.
- Calderón, C. et L. Servén  
2004 « The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution » *Document de travail de la Banque mondiale*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Carling, J.  
2001 Aspiration and ability in international migration: Cape Verdean experiences of mobility and immobility, Center for Development and the Environment, Oslo, University of Oslo, PhD thesis.  
  
2004 "Emigration, return and development in Cape Verde: The impact of closing borders", *Population, Space and Place*, 10(2): 113–132.
- Chamon, M.  
2005 « The importance and determinants of international remittances to Samoa. Samoa: Selected issues and statistical appendix », *Rapport de pays du FMI*, Fonds monétaire international (FMI), Washington, D.C.
- Coale, A. J. et P. Demeny  
1983 Regional Model Life Tables and Stable Population, Academic Press, New York.

- Cobb, C. W. et P. H. Douglas  
1928 « A Theory of Production », *The American Economic Review*, 18(1): 139–165.
- Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)  
2008 *L'approche commune de la CEDEAO sur la migration*, 33<sup>ème</sup> Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, Ouagadougou, 18 janvier, disponible à l'adresse <<http://www.droit-migrations-ao.org/PDF/Approche%20commune%20-%20CEDEAO.pdf>>
- Dorigo, G. et W. Tobler  
1983 « Push Pull Migration Laws », *Annals of the Association of American Geographers*, 73(1), pp. 1–17.
- Energy Information Administration (EIA)  
2008 Fedstats, EIA, Washington, D.C, disponible à l'adresse, <[www.fedstats.gov](http://www.fedstats.gov)>
- Essama-Nssah, B.  
2005 « The Poverty and Distributional Impact of Macroeconomic Shocks and Policies: A Review of Modeling Approaches », *World Bank Policy Research Working Paper*, Banque mondiale, Washington D.C.
- Fonds monétaire international (FMI)  
2001 *Manuel de statistiques de finances publiques 2001*, FMI, Washington D.C.
- Forrester, J. W.  
1961 *Industrial Dynamics*, Productivity Press, Cambridge, MA.
- Gouvernement de Sierra Leone  
2005 A National Programme for Food Security, Job Creation and Good Governance (2005–2007, Poverty Reduction Strategy Paper, March, disponible à l'adresse <[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Sierra-Leone\\_PRSP\(March-2005\).doc](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Sierra-Leone_PRSP(March-2005).doc)>
- Größler, A., F. H. Maier, et al.  
2000 « Enhancing Learning Capabilities by Providing Transparency in Business Simulators », *Simulation & Gaming*, 31(2), pp. 257–278.
- Gupta, P.  
2005 « Macroeconomic determinants of remittances: Evidence from India », *Document de travail du FMI*, FMI, Washington, D.C.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- Hunt, G. L.  
1993 « Equilibrium and Disequilibrium in Migration Modelling », *Regional Studies*, 27(4), pp. 341–349.
- Jul-Larsen, E., B. Kassibo, et al.  
2006 « Socio-Economic Effects of Gold Mining in Mali: A Study of the Sadiola and Morila Mining Operations », *CMI Report*, Chr. Michelsen Institute.
- Lee, E. S.  
1966 « A Theory of Migration », *Demography*, 3(1), pp. 47–57.
- Löfgren, H., R. L. Harris, et al.  
2002 A Standard Computable General Equilibrium (CGE) Model in GAMS, Microcomputers in Policy Research 5, International Food Policy Research Institute, Washington D.C.
- Monfreda, C., M. Wackernagel, et al.  
2004 « Establishing national natural capital accounts based on detailed Ecological Footprint and biological capacity assessments », *Land Use Policy*, 21, pp. 231–246.
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
2008 AQUASTAT, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
2008 Programme de mobilisation des ressources de la communauté burundaise, congolaise et rwandaise de l'extérieur pour le développement des pays des grands lacs, Programme MIDA Grands Lacs IV, descriptif de projet, OIM, Bruxelles.
- Qu, W. et G. O. Barney  
2002 *A Model for Evaluating the Policy Impact on Poverty*, Proceedings of the 20th International Conference of the System Dynamics Society, The System Dynamics Society, Palermo, Italy.
- Qureshi, M. A.  
2008 « Challenging Trickle-down Approach: Modelling and Simulation of Public Expenditure and Human Development - The Case of Pakistan », *International Journal of Social Economics*, 35(4), pp. 269–282.



## République du Burundi

- 2006 Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), septembre, Ministère des finances, disponible à l'adresse <[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Burundi\\_PRSP\(Sept-2006\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Burundi_PRSP(Sept-2006).pdf)>

## République du Cap-Vert

- 2008 Cape Verde: Poverty Reduction and Growth Strategy Paper - II, *Rapports de pays du FMI*, FMI, Washington, D.C.

## République démocratique du Congo

- 2006 Paix- Justice – Travail. Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR), juillet, disponible à l'adresse <[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Demrepofcongo\\_PRSP\(Sept2007\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Demrepofcongo_PRSP(Sept2007).pdf)>

## République du Ghana

- 2005 Growth and Poverty Reduction Strategy (GPRS II) (2006-2009), November, National Development Planning Commission, Accra, disponible à l'adresse <[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/GhanaCostingofGPRS\\_2\(Nov-2005\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/GhanaCostingofGPRS_2(Nov-2005).pdf)>

## République du Rwanda

- 2007 Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté, 2008–2012, septembre, Ministères des finances et de la planification économique, disponible à l'adresse <[http://www.rwandagateway.org/IMG/pdf/EDPRS\\_Francais\\_final.doc\\_05\\_12\\_2007.21411.pdf](http://www.rwandagateway.org/IMG/pdf/EDPRS_Francais_final.doc_05_12_2007.21411.pdf)>

## République du Sénégal

- 2006 Un peuple – Un but – Une foi. Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSRP) II, septembre, disponible à l'adresse <<http://siteresources.worldbank.org/INTSENEGALINFRENCH/Resources/DSRP-II.pdf>>

## Richardson, G. P. et A. L. Pugh

- 1981 *Introduction to System Dynamics Modelling with Dynamo*, Productivity Press, Cambridge, MA.

## Rodgers, G. B.

- 1979 « Income and Inequality as Determinants of Mortality: An International Cross-Section Analysis », *Population Studies*, 33(2), pp. 343–351.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

- Robinson, S., A. Yunez-Naude, et al.  
 1999 « From stylized to applied models: Building multisector CGE models for policy analysis », *The North American Journal of Economics and Finance*, 10(1), pp. 5–38.
- Ronci, M., E. Castro, et al.  
 2008 « Cape Verde: Selected issues », *Rapport de pays du FMI*, FMI, Washington, D.C.
- Sacerdoti, E., S. Brunschwig, et al.  
 1998 « The Impact of Human Capital on Growth: Evidence from West Africa », *Document de travail du FMI*, FMI, Washington D.C.
- Saeed, K.  
 1987 « A Re-evaluation of the Effort to Alleviate Poverty and Hunger », *Socio Economic Planning Sciences*, 21(5), pp. 291–304.
- Sterman, J. D.  
 1996 « A Skeptic's Guide to Computer Models », *Modelling for Management*, G. P. Richardson, Dartmouth Publishing Company, Aldershot, UK. 1, pp. 3–23.

## Entretiens/communications écrites et orales

- **Ansart, Géraldine**, assistante de projet, Programme MIDA Grands Lacs, OIM Bruxelles, 23 février 2009.

# CHAPITRE VI

## Observations et recommandations<sup>164</sup>

### Mise en œuvre des projets

Le programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA) – qui est le fruit d'une initiative des pays africains et de leurs diasporas – vise à renforcer les capacités institutionnelles de l'Afrique en mobilisant les ressources de la vaste diaspora du continent. Lancé en 2001 en réponse aux demandes de renforcement des capacités institutionnelles en vue de faciliter le transfert vers les pays d'origine des compétences et des ressources vitales acquises par les diasporas, le MIDA est devenu un cadre d'orientation global pour la migration et le développement en Afrique.

Comme il a été souligné dans les chapitres précédents, le MIDA a pour but d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de développement par la création et le renforcement de liens durables entre, d'une part, les communautés expatriées et la diaspora et, d'autre part, les pays d'origine. Il s'emploie à recenser et à proposer des approches qui soient compatibles avec le désir des migrants et des diasporas de contribuer au développement de leur pays d'origine, sans compromettre leur statut juridique à l'étranger. Grâce à l'appui et à la participation de ses parties prenantes, le MIDA s'est traduit ces huit dernières années par la réalisation de divers projets opérationnels répondant à des priorités identifiées dans les pays d'origine.

La mise en œuvre de projets MIDA et d'initiatives de type MIDA dans d'autres régions démontre que les migrations peuvent avoir des incidences positives sur le développement économique et social, ce que confirment par ailleurs des évaluations indépendantes. Il est indispensable de mieux comprendre que les diasporas recèlent un potentiel de développement qui ne se limite pas aux rapatriements de fonds, pour nourrir de façon plus complète le débat sur les influences réciproques de la migration et du développement. Parmi les initiatives basées sur le MIDA, plusieurs ont été un pas accompli dans cette direction.

Malgré l'existence d'études qui, comme celle-ci, rendent compte de l'expérience acquise par la mise en œuvre de programmes MIDA, de type MIDA et de RQN et des résultats obtenus, il est nécessaire d'approfondir

<sup>164</sup> Chapitre rédigé par Gervais Appave, Ndioro Ndiaye, Meera Sethi, Maureen Achieng et Susanne Melde.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

la réflexion et d'analyser la possibilité d'adapter et de reproduire de tels programmes en fonction des conditions et des besoins des différents pays en développement des diverses régions.

Les observations et recommandations formulées ci-après reposent sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre de projets MIDA et apparentés visant à encourager et à faciliter le transfert de capital humain, financier, technologique et d'entreprise de la diaspora et des communautés de migrants vers leurs pays d'origine.

### VI.1 Principales conclusions

L'expérience acquise ces huit dernières années dans la mise en œuvre du MIDA en Afrique et d'initiatives de type MIDA dans d'autres régions permet de dégager certains thèmes récurrents, dont les principaux sont énumérés ci-après :

**Liens avec les cadres de développement existants** : A ce jour, seul un petit nombre d'initiatives de migrations pour le développement a été intégré dans les mesures nationales et régionales de renforcement des capacités existantes. L'expérience du MIDA a mis en évidence la nécessité d'assurer la cohérence entre les projets visant à atténuer la pauvreté et les autres politiques et plans nationaux et régionaux de développement, dont les DSRP, les Objectifs du Millénaire pour le développement et les stratégies nationales d'emploi, pour en garantir le succès.

**Définition plus étendue de l'engagement de la diaspora** : Si l'on s'accorde de plus en plus à reconnaître que la contribution des diasporas et des communautés de migrants au développement de leurs pays d'origine va au-delà du transfert d'actifs financiers et englobe toutes sortes d'apports sociaux, politiques et économiques (FMMD, 2008 ; 2009), cet aspect n'est pas toujours suffisamment pris en considération et mérite d'être constamment souligné.

**Evaluations préalables à la mise en œuvre** : Le MIDA étant un programme axé sur la demande, l'évaluation correcte et en temps voulu des besoins et des priorités des pays d'origine est indispensable pour que la mise en œuvre ultérieure du projet puisse remédier aux insuffisances qui compromettent les plans de développement. Les évaluations doivent s'appuyer sur des données initiales fiables et des informations actualisées concernant les principaux secteurs de développement, ainsi que les compétences et les savoir-faire nécessaires qui ne sont pas disponibles localement, de même que sur une perspective de développement à long terme.

**Cartographie de la diaspora** : Pour être efficace, une cartographie de la diaspora ne doit pas se contenter de recenser les associations et les groupes de la diaspora établis, ainsi que les personnes qui ne sont peut-être pas encore membres d'entités organisées, mais doit aussi chercher à connaître avec précision le statut juridique et social des groupes de la diaspora concernés. A cet égard, il est utile d'adopter une approche ascendante comportant des discussions de groupe thématiques et des entretiens qualitatifs.

**Rôle des diasporas et des migrants** : Pour que leur potentiel en tant qu'acteurs du développement soit maximisé, les membres des diasporas et des communautés de migrants doivent être sollicités et jouer un rôle actif comme acteurs et partenaires clés du développement, et non pas être simplement perçus comme une source de développement. L'expérience du MIDA a mis en évidence la nécessité de promouvoir une approche participative de l'engagement des diasporas et des migrants dans l'élaboration de projets MIDA et similaires si l'on veut jeter des ponts et instaurer durablement la confiance. Un tel objectif peut être atteint, notamment en institutionnalisant le dialogue entre les membres de la diaspora, les migrants et les représentants des pays de destination et d'origine.

**Adhésion nationale** : L'expérience du MIDA a mis en relief l'importance de l'adhésion nationale, depuis le stade de l'élaboration puis de l'examen jusqu'à l'intégration dans les politiques de développement nationales. C'est pourquoi, les projets doivent répondre aux besoins prioritaires définis dans le plan de stratégie nationale pour avoir des effets durables.

**Spécificité** : Les conditions propres aux différents contextes locaux, nationaux et régionaux dans lesquels les projets MIDA ou de type MIDA doivent être réalisés peuvent entraver ou favoriser leur réussite et doivent donc être dûment prises en considération.

**Intégration de la sexospécificité** : Comme dans le cas d'autres initiatives de développement, les questions de genre influenceront sur les étapes initiale, intermédiaire et finale de la planification et de l'exécution des projets, ainsi que sur les résultats obtenus dans les divers milieux sociaux et géographiques. La problématique hommes femmes est donc un aspect important de l'élaboration de projets MIDA et apparentés, qui doit être dûment prise en considération pour que ces projets puissent bénéficier à l'ensemble de la population locale et lui permettre de déployer pleinement son potentiel.

**Approche multipartite** : De bonnes relations de travail entre les principales parties sont décisives pour la réussite de tout projet de développement. Les initiatives MIDA n'échappent pas à cette règle, comme l'ont montré les partenariats féconds entre divers secteurs et régions.

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

**Durabilité** : Pour produire des résultats durables, les activités de programme doivent être intégrées dans les structures et les budgets existants. Il convient d'accorder une attention particulière à des aspects tels que le maintien des bases de données, les activités de sensibilisation, les systèmes de suivi et le transfert de technologie.<sup>165</sup>

## VI.2 Recommandations à l'intention des décideurs et des praticiens

Cette question ne cesse de se développer et revêt une importance grandissante pour un nombre croissant de pays et de régions. A la lumière de l'expérience du MIDA, **cinq** recommandations majeures peuvent être formulées à l'intention des décideurs et des praticiens intéressés qui continuent de lancer des initiatives et de formuler des politiques dans ce domaine d'action de plus en plus d'actualité.

### 1. Planification et valorisation globales des ressources humaines

Les répercussions et les ramifications liées à l'apparition de difficultés nouvelles, telles que les ralentissements économiques, le changement climatique et la mobilité humaine qui peut en découler, contraignent les gouvernements et les décideurs à agir en amont lorsqu'ils lancent des stratégies de développement et/ou revoient celles qui existent, et à prévoir des mesures concernant les ressources humaines s'ils veulent effectivement atteindre leurs objectifs de développement.

### 2. L'enseignement supérieur comme pilier du développement

Pour accroître la qualité et le nombre de cours universitaires et autres formations scientifiques et professionnelles, et développer l'indispensable base de spécialistes et de techniciens, l'appui de professionnels et d'universitaires expatriés, par des moyens virtuels ou des retours temporaires du pays, peut contribuer à apporter et à maintenir des solutions durables aux pénuries de main-d'œuvre.

### 3. Soutien des politiques nationales

Un cadre de politique générale qui, dans les pays d'origine et de destination, est conscient et tient compte de la contribution positive que peut apporter la migration au développement du pays d'origine faciliterait

<sup>165</sup> Dans le secteur de la santé, en particulier, le transfert des connaissances doit s'accompagner du transfert d'équipement et de matériel. Toutefois, en raison des problèmes d'infrastructures, tels que le manque de fiabilité et de régularité dans l'approvisionnement électrique, ou l'absence de pièces de rechange, il est indispensable de trouver des solutions novatrices dans le domaine de l'ingénierie et des technologies de la santé. (D'après des informations obtenues auprès d'Anita Davies, OIM Genève, 14 janvier 2009.)

l'acquisition des qualifications nécessaires par les migrants et permettrait d'exploiter les ressources de la diaspora et des communautés de migrants pour aider au développement du pays d'origine. C'est pourquoi, les contributions de la diaspora doivent, si possible, être incorporées dans les politiques et les processus de développement, tandis que leur cohérence entre les divers secteurs nationaux et régionaux doit être assurée.<sup>166</sup>

#### 4. Facilitation des liens Sud-Sud

Bien que la coopération Sud-Sud ne soit pas nouvelle, son volume croissant et sa diversification grandissante en ce qui concerne les contenus et l'étendue géographique contribuent de manière déterminante à la valorisation des ressources humaines, au transfert des compétences et à l'échange d'expériences et d'informations sur les questions migratoires, la thématique migration et développement, et les problèmes que rencontrent les pays du Sud.

#### 5. Indicateurs d'impact des projets

Il existe clairement une pénurie d'indicateurs d'impact dans le domaine migratoire. Pour que l'effet d'un projet MIDA ou apparenté puisse être évalué avec efficacité, il y a lieu de mettre au point des indicateurs d'impact aux niveaux micro, méso et macro, pour pouvoir mesurer les changements induits par un projet, et de savoir comment en améliorer les résultats et en évaluer la valeur ajoutée.

Les expériences largement positives des programmes MIDA en Afrique et des initiatives RQN lancées en Asie, en Europe et en Afrique confirment leur raison d'être et l'approche particulière adoptée, et militent en faveur de leur développement ainsi que de la reproduction des bonnes pratiques confirmées dans d'autres contextes. Ainsi, l'orientation novatrice de l'approche MIDA peut être étendue à d'autres régions, comme la région Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes.

L'expérience acquise et les enseignements tirés sont un outil précieux pour les différentes parties prenantes aux niveaux national, régional et international. Ils peuvent encourager et faciliter l'adoption de plans stratégiques améliorés et élaborés en connaissance de cause qui visent à mettre en œuvre des programmes concernant la migration pour le développement dans différentes régions.

<sup>166</sup> Pour une illustration de ce point, voir le chapitre VI.3 du modèle analytique du Millennium Institute et le manuel sur l'intégration de la migration dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté, actuellement en cours d'élaboration par l'OIT, l'OIM, le PNUD et l'UNICEF.

## Bibliographie

### Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)

- 2008 *Rapport de la première réunion du Forum mondial sur la migration et le développement*, Belgique, du 9 au 11 juillet 2007, Bruylant, Bruxelles, <[http://www.gfmd-fmmd.org/fr/system/files/2080096\\_FORMON\\_FR\\_BAT.pdf](http://www.gfmd-fmmd.org/fr/system/files/2080096_FORMON_FR_BAT.pdf)>
- 2009 *Rapport de la deuxième réunion du FMMD (Manille)*, du 27 au 30 octobre 2008, Protection et autonomisation des migrants aux fins du développement, <[http://government.gfmd2008.org/component/option,com\\_docman/Itemid,45/task,cat\\_view/gid,58/limit,20/limitstart,0/order,date/dir,ASC/](http://government.gfmd2008.org/component/option,com_docman/Itemid,45/task,cat_view/gid,58/limit,20/limitstart,0/order,date/dir,ASC/)>

### Entretiens/communications écrites et verbales

- **Anita Alero Davies**, Spécialiste de la santé publique, Département Migration et Santé, OIM Genève, 14 janvier 2009.



# ANNEXE

## Annexe I: Sénégal : stratégie de réduction de la pauvreté et diaspora

Le Sénégal a inclus la migration et la contribution des membres de sa diaspora dans les sections suivantes du DSRP de septembre 2006 (italiques ajoutés) :

### 2.4.2. *Insuffisance et inégalités dans l'accès aux services sociaux de base*

#### **Santé et pauvreté**

56. **Le Sénégal enregistre l'un des taux de prévalence du VIH les plus faibles** en Afrique subsaharienne estimé à 0,7 % dans la population générale, avec 0,9 % chez les femmes et 0,4 % chez les hommes, selon la dernière enquête EDS IV, reflétant ainsi l'efficacité des politiques mises en œuvre par le pays pour lutter contre la pandémie mais aussi la féminisation de l'épidémie. Malgré ces résultats, le nombre de personnes infectées par le VIH/SIDA demeure important, se situant autour de 75 000 adultes et de 5000 enfants infectés (CNLS 2004), constituant ainsi une menace sérieuse. Par ailleurs, le taux de prévalence varie selon les régions passant de 0,6 % à Dakar, à 2 %, 0,4 % et 2,2 % respectivement à Kolda, Tambacounda et Ziguinchor. Parmi les facteurs de risques, il est mis en évidence les migrations de travail et saisonnières des hommes, les conflits en Casamance, mais aussi les rapports économiques et de pouvoir entre les genres. D'autres facteurs accroissent également la vulnérabilité liée au VIH notamment la proximité de pôles industriels à grande attraction, de plateformes touristiques, de carrefours de voyageurs, de pôles religieux ou d'interfaces Urbain Périurbain Rural. (République du Sénégal, 2006, p. 16).

### 2.6 *Contraintes limitant l'efficacité des politiques publiques en faveur des pauvres*

#### 2.6.2. *Environnement socioculturel et pauvreté*

81. Au Sénégal, ce capital social a une grande importance car contribuant à la cohésion sociale autour d'un ensemble de normes, de croyances culturelles et religieuses. Il participe aussi à l'émergence d'associations religieuses, villageoises, de développement, etc, qui constituent un vaste réseau d'entraide. Il est bon de souligner que le secteur informel et *l'émigration (dont la contribution à la formation de la croissance n'est plus à démontrer)* se sont fortement appuyés sur ce capital social *arrimé sur des valeurs fortes de solidarité et de partage*. (République du Sénégal, 2006, p. 20).

### 3. VISION ET OBJECTIFS STRATEGIQUES

82. Le processus de changement démographique amorcé au cours des dernières décennies devrait se traduire en 2015 par un rythme d'accroissement de la population en adéquation avec les objectifs d'accélération de la croissance économique et d'amélioration de la qualité de vie des populations. Un allongement de l'espérance de vie à la naissance devrait être observé du fait des progrès enregistrés dans les domaines de l'hygiène individuelle et collective, de la nutrition, des changements de comportements et de l'élargissement de l'offre et l'amélioration de la qualité des services de santé. Les investissements conséquents réalisés dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la création d'emplois et de la santé de la reproduction des jeunes devraient permettre d'améliorer la qualité du capital humain, faisant ainsi de la jeunesse de la population sénégalaise un atout majeur pour la relance de la croissance économique et l'atteinte des objectifs de développement. Les tendances démographiques indiquent qu'en 2015, la majorité des Sénégalaises et Sénégalais vivront en milieu urbain et périurbain. Les déséquilibres notés entre Dakar et les villes secondaires dans la distribution spatiale de la population devraient être résorbés en vue de la maîtrise de l'exode rural et de la croissance urbaine. Ainsi, les villes secondaires deviendront de véritables pôles de développement économique, des centres culturels avec des cadres de vie et des services de qualité pour accueillir la majorité de la population urbaine et stimuler les économies rurales polarisées. *En outre, une meilleure adéquation entre l'éducation, la formation et l'emploi devrait permettre de revaloriser les ressources humaines en tant que moyen de promotion socio-économique des jeunes et de réduire les candidats à l'émigration et à l'exode fondé sur le désespoir, afin de garantir la pleine participation des populations moins âgées, dans le processus de développement de leurs terroirs.* (République du Sénégal, 2006, p. 21-22).

#### 4.1.5. Mesures d'accompagnement

##### 4.1.5.5. Gestion et promotion des Sénégalais de l'extérieur

200. Le Sénégal possède une très forte colonie à l'étranger qui joue un rôle important en matière de transferts financiers et d'investissements privés et collectifs contribuant ainsi à la lutte contre la faim, l'accès aux services sociaux et la pauvreté dans le pays. Le ministère des Sénégalais de l'extérieur estime à plus de deux millions (2 000 000)\* de personnes le nombre de Sénégalais vivant à l'étranger. Les transferts financiers par le circuit officiel sont évalués à plus de 300 milliards de francs CFA par an et représenteraient 15 à 65 % du revenu du migrant et 30 à 80 % du budget des familles restées au Sénégal selon les zones. Cependant, les ressources et potentialités de cette diaspora demeurent encore peu valorisées pour le pays du fait de multiples contraintes dont (i) la méconnaissance réelle des caractéristiques sociogéographiques, socioprofessionnelles, socioéconomiques ; (ii) le manque d'organisation aussi bien du côté des autorités que des migrants en dehors des efforts des associations des ressortissants et des membres de confréries dans les pays d'accueil ; (iii) le manque d'informations

des Sénégalais de l'extérieur sur les structures, les procédures ainsi que les opportunités d'affaires. (République du Sénégal, 2006, p. 42).

201. Pour lever ces contraintes et favoriser l'implication des Sénégalais de l'extérieur dans le développement socio économique, les objectifs prioritaires ci-après seront poursuivis : (i) mettre en place un système performant de gestion et de suivi de la population sénégalaise vivant à l'étranger, (ii) asseoir une politique d'implication des Sénégalais de l'extérieur dans les efforts de développement. À cet effet, le Gouvernement élaborera une lettre de politique sectorielle et des programmes relatifs à : (i) l'information sur les créneaux porteurs, l'habitat, les possibilités de financement, etc., (ii) l'encadrement, l'appui, l'assistance et le suivi, (iii) la sécurité sociale. (République du Sénégal, 2006, p. 42-43).

\*Les statistiques de l'OIM (Rapport Etat de la migration dans le monde en 2000, OIM/ONU) estiment le nombre de Sénégalais de l'extérieur à 409 701 mais les données semblent sous-estimées, ne prenant pas en compte plusieurs pays dont ceux limitrophes du Sénégal (RIM, Gambie).

#### 4.4.4. Développement des pôles secondaires

279. Le taux d'urbanisation du Sénégal se situe à 41,5 % avec plus de la moitié des citoyens (54,0 %) vivant dans l'agglomération urbaine de Dakar. Cette forte concentration de la population s'explique par la persistance de la migration dans la capitale car six migrants sur dix habitent la Capitale. En effet, sur les 2 333 420 habitants de la Capitale, 877 330, soit 37,6 %, se sont installés à Dakar depuis au moins un an (ESAM 2). Toutefois, contrairement à une idée reçue, ce n'est pas l'exode rural qui alimente la capitale nationale mais plutôt la migration d'origine urbaine, c'est-à-dire en provenance des communes de l'intérieur du pays. En effet, l'Enquête 1-2-3 a montré que la Capitale sénégalaise est caractérisée par une forte migration dénommée « migration durée de vie », qui touche plus les hommes que les femmes. Ainsi, plus d'un Dakaïois sur quatre est né hors de l'agglomération. Parmi ces migrants, près de six sur dix sont originaires d'une capitale régionale, d'un chef lieu de département ou d'une autre commune et un sur dix vient de l'étranger. Trois migrants « durée de vie » sur dix seulement seraient d'origine rurale. Selon la même source, les motifs de migration les plus fréquemment évoqués sont : (i) le regroupement familial, (ii) la recherche d'emploi, (iii) la poursuite des études et la formation. Ces raisons de migrer s'expliquent par la concentration des opportunités d'emploi et de formation à Dakar par rapport aux villes secondaires qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour offrir les services de qualité et le cadre de vie attractif. En effet, le tiers ouest du pays et en particulier l'axe Dakar-Thiès continue de concentrer l'essentiel des biens de production d'importance et des facteurs de promotion sociale et économique des populations. En 1997, cet axe a accueilli 89 % du volume d'investissement et 81,4 % des emplois privés. Les contraintes des autres villes se caractérisent par leur faible niveau d'urbanisation et une pauvreté notoire en activités économiques urbaines. Il s'y ajoute des problèmes de logements décentes et d'environnement, qui offrent un cadre de vie qui ne répond

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

pas aux exigences d'une ville fonctionnelle du point de vue spatial et moderne dans son urbanisation. (République du Sénégal, 2006, p. 55-56).

### 6.2. Annexe 2 : Matrice des mesures (2006-2010)

#### AXE 1 : CREATION DE RICHESSES

Mesures d'accompagnement Groupes/Domaines/Secteurs	Objectifs/Stratégies	Priority actions
Promotion des Sénégalais de l'extérieur	64. Mettre en place un système performant de gestion et de suivi de la population sénégalaise vivant à l'étranger	270. Sensibilisation informations sur les risques de l'émigration clandestine sur l'état civil (régularisation état civil, traitement des données des Missions diplomatiques et consulaires) 271. Assistance sociale et rapatriement des SE en cas de détresse 272. Mise en place d'un portail d'informations sur les Sénégalais de l'extérieur
	65. Asseoir une politique d'implication des Sénégalais de l'extérieur dans les efforts de développement	273. Renforcement des capacités du personnel et des associations des Sénégalais de l'extérieur 274. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie d'implication des Sénégalais de l'extérieur dans les efforts de développement

## Annexe II : Liste annotée de projets MIDA et autres projets similaires de l'OIM mis en œuvre depuis 2000

Région	Nom du projet	Site de gestion du projet de l'OIM	Résumé du projet	Date de début	Date
<b>MIDA</b>					
<b>AFRIQUE</b>					
<b>Bénin</b>					
Afrique sub-saharienne	MIDA Bénin : Projet pilote de mobilisation de la diaspora béninoise et de détermination des besoins scientifiques et techniques du Bénin	Dakar	Ce projet avait pour but de créer un site Web sur les activités prévues, une base de données sur la diaspora béninoise et une liste des besoins scientifiques et techniques du Bénin. Il représentait, premièrement, une initiative visant à déterminer les besoins d'expertise scientifique et technique et, deuxièmement, un cadre de mobilisation des migrants béninois en vue du développement de leur pays d'origine.	1 <sup>er</sup> nov. 2004	31 juil. 2008
<b>Burkina Faso</b>					
Afrique sub-saharienne	MIDA Burkina Faso : Projet pilote de mobilisation de la diaspora burkinabé et de détermination des besoins prioritaires du Burkina Faso	Dakar	Le projet pilote, qui s'inscrivait dans le cadre du programme MIDA, a représenté une étape préliminaire pour la mise en œuvre de ce programme et visait à renforcer les relations entre les migrants et leur pays d'origine. Il avait pour but d'instaurer une base de données sur la diaspora burkinabé dans les pays cibles, une liste des besoins prioritaires du Burkina Faso et un site Web opérationnel pour l'échange et la compilation des informations pertinentes.	1 <sup>er</sup> juil. 2005	31 déc. 2005
<b>Iles Canaries</b>					
Afrique sub-saharienne	MIDA Iles Canaries : Etude de faisabilité visant à mobiliser la diaspora sénégalaise, ainsi que ses communautés d'accueil en Espagne	Madrid	Ce projet, qui faisait partie de la stratégie MIDA, avait pour but de contribuer au développement économique et social du Sénégal grâce à une meilleure connaissance du profil et des intentions des migrants sénégalais, ainsi que de leurs communautés d'origine et d'accueil en Espagne. Une première étude portant sur les parties intéressées et les possibilités d'investissement a été menée dans les Iles Canaries et une seconde a été effectuée au Sénégal pour explorer les priorités locales et les secteurs susceptibles d'être concernés. Sur la base de ces études, une stratégie de mise en œuvre de projet a été élaborée et deux projets ont été retenus pour stimuler le développement, l'investissement et la création d'emplois au Sénégal. Leurs initiateurs ont reçu une subvention de démarrage, ainsi qu'une formation et un appui à la création de projet dans leur pays d'origine.	1 <sup>er</sup> déc. 2008	30 juin 2009

Cap-Vert					
Afrique subsaharienne	DIAS de Cabo Verde: Diaspora pour le développement du Cap-Vert	Lisbonne	Ce projet avait pour but de renforcer les capacités et les compétences des professionnels travaillant dans des secteurs de développement majeurs du Cap-Vert ; de promouvoir le rôle des organisations de la diaspora au Portugal, en Italie et aux Pays-Bas en tant qu'agents du développement ; de contribuer à l'instauration d'un réseau de communication entre les membres de la diaspora et les entités institutionnelles au Cap-Vert et dans les pays d'accueil concernés ; et d'améliorer les capacités du Gouvernement du Cap-Vert, et notamment de l'Institut des communautés, à évaluer les besoins professionnels, à diffuser les informations et à gérer les projets de migration pour le développement.	3 déc. 2007	2 déc. 2009
Ethiopie					
Afrique subsaharienne	MIDEth : Migration pour le développement en Ethiopie	Addis-Abeba	Ce programme a pour objectif de contribuer à renforcer les capacités institutionnelles permettant au Gouvernement de faciliter le retour des professionnels éthiopiens, afin de remédier à la pénurie aiguë de ressources humaines que connaît le pays. Il institutionnalise un système de mobilisation et d'utilisation des ressources humaines, financières et autres de la diaspora éthiopienne pouvant être utiles au pays, ainsi que d'autres professionnels possédant les compétences dont le pays a besoin. Il met notamment l'accent sur le manque de ressources humaines dans le secteur de la santé, en particulier de personnel médical.	18 oct. 2007	30 sept. 2011
Ghana					
Afrique subsaharienne	MIDA Ghana : Possibilités de mobilisation de la diaspora ghanéenne des Pays-Bas afin d'atténuer l'exode des compétences dans le secteur de la santé au Ghana	La Haye	Ce projet avait pour but de rechercher la manière dont la diaspora ghanéenne des Pays-Bas pouvait être mobilisée pour atteindre cet objectif. L'étude s'est notamment attachée à mettre en évidence le potentiel de la diaspora ghanéenne résidant aux Pays-Bas, ainsi que l'éventail de ses intérêts et ses possibilités d'engagement novateur. Le projet a débouché sur une proposition concrète de participation de la diaspora à la valorisation des ressources humaines dans le secteur de la santé.	1 <sup>er</sup> nov. 2002	31 déc. 2003
Afrique subsaharienne	MIDA Ghana Santé II : Migration pour le développement en Afrique – Initiative de gain de compétences dans le secteur de la santé au Ghana en faisant appel aux Ghanéens vivant aux Pays-Bas et dans d'autres pays européens	La Haye	Ce projet prévoyait que le personnel de santé et autres professionnels ghanéens résidant aux Pays-Bas et au Royaume-Uni aient la possibilité de transférer leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience au secteur de la santé du Ghana dans le cadre d'affectations dans ce pays. Les professionnels ghanéens appartenant à d'autres domaines susceptibles de contribuer au développement du secteur de la santé au Ghana pouvaient également y participer, tout comme ceux d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Afin d'atténuer durablement l'exode des cerveaux, des professionnels de la santé du Ghana ont eu la possibilité de faire des stages dans des hôpitaux universitaires ou d'autres établissements médicaux des Pays-Bas.	1 <sup>er</sup> janv. 2005	30 juin 2007

Afrique sub-saharienne	MIDA Ghana Santé III	La Haye	Ce projet entend continuer d'associer des professionnels de la santé ghanéens se trouvant essentiellement aux Pays-Bas, en Allemagne et au Royaume-Uni au perfectionnement des ressources humaines du secteur de la santé au Ghana. En outre, il continuera à faciliter la mise en place d'un certain nombre de formations à l'étranger pour le personnel de santé du Ghana. MIDA Ghana Santé III étudiera la possibilité de retours de longue durée au Ghana.	1 <sup>er</sup> avril 2008	31 mars 2012
Région des Grands Lacs					
Afrique sub-saharienne	MIDA Grands Lacs : Mobilisation des ressources humaines et autres de la diaspora africaine vivant en Belgique en vue du développement de leur pays d'origine	Bruxelles	Ce programme de renforcement des capacités visait à transférer au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda les connaissances, l'expertise et d'autres ressources des membres de la diaspora des pays de la région des Grands Lacs vivant en Belgique. Bon nombre des nationaux qualifiés résidant en Belgique ont acquis une expérience et accumulé des ressources matérielles et financières qu'ils souhaitaient utiliser pour le développement de leur pays d'origine. L'OIM a procédé à une évaluation des besoins en expertise, connaissances et investissement des pays d'origine, ainsi que des ressortissants qualifiés résidant en Belgique. A partir de là, l'Organisation a mis en corrélation, d'une part les besoins et les ressources nécessaires, et de l'autre le transfert d'experts et de ressortissants qualifiés ainsi que d'autres ressources vers les pays d'origine.	1 <sup>er</sup> mars 2001	31 juil. 2004
Afrique sub-saharienne	MIDA Grands Lacs – Phase II : Mobilisation des ressources humaines et autres de la diaspora africaine des pays de la région des Grands Lacs en vue du développement des pays d'origine	Bruxelles	Ce projet avait pour objectif de contribuer au renforcement des capacités de la République du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda afin de promouvoir la stabilité économique, culturelle et sociale, et de favoriser la valorisation durable des ressources humaines dans la région des Grands Lacs. A cette fin, le programme s'est essentiellement attaché à mobiliser les ressources financières et humaines des diasporas des pays cibles vivant dans les pays de l'Union européenne et aux Etats-Unis d'Amérique.	1 <sup>er</sup> fév. 2005	31 mars 2006
Afrique sub-saharienne	MIDA Grands Lacs – Phase III : Mobilisation des ressources humaines et autres de la diaspora africaine des pays de la région des Grands Lacs en vue du développement des pays d'origine	Bruxelles	Ce projet a permis de poursuivre le mécanisme de collaboration des institutions du secteur public, privé et universitaire et la société civile dans la région des Grands Lacs avec les membres de la diaspora des pays cibles vivant à l'étranger, afin de promouvoir la stabilité économique, culturelle et sociale, et de favoriser la valorisation durable des ressources humaines en République du Burundi, en République démocratique du Congo et dans la République du Rwanda. La poursuite de ce mécanisme a permis d'aider les partenaires nationaux à renforcer l'autonomie des instances de coordination dans ces pays, afin d'assurer la participation efficace des diasporas des pays cibles aux actions et aux programmes de développement futurs.	1 <sup>er</sup> avril 2006	31 déc. 2008

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Afrique subsaharienne	MIDA Grands Lacs – Phase IV : Migration pour le développement en Afrique (MIDA) – Grands Lacs IV	Bruxelles	Le programme MIDA vise à renforcer les capacités institutionnelles en faisant appel aux compétences des membres de la diaspora du Rwanda, du Burundi, et de la République démocratique du Congo, afin de doter les institutions des pays de la région des Lacs des ressources humaines qui leur font défaut.	1 <sup>er</sup> nov. 2008	31 oct. 2012
Afrique subsaharienne	MIDA RDC : Renforcement du secteur de la santé de la République démocratique du Congo	Bruxelles	Ce projet avait pour objectif de contribuer au renforcement des capacités de la République du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda afin de promouvoir la stabilité économique, culturelle et sociale, et de favoriser la valorisation durable des ressources humaines dans la région des Grands Lacs. A cette fin, le programme s'est essentiellement attaché à mobiliser les ressources financières et humaines des diasporas des pays cibles vivant dans les pays de l'Union européenne et des Etats-Unis d'Amérique.	1 <sup>er</sup> déc. 2006	28 fév. 2008
Afrique subsaharienne	MIDA RDC : Mobilisation des ressources de la communauté congolaise vivant Europe en vue du développement de la République démocratique du Congo	Kinshasa	Ce projet a permis de poursuivre le mécanisme de collaboration des institutions du secteur public, privé et universitaire et la société civile dans la région des Grands Lacs avec les membres de la diaspora des pays cibles vivant à l'étranger, afin de promouvoir la stabilité économique, culturelle et sociale, et de favoriser la valorisation durable des ressources humaines en République du Burundi, en République démocratique du Congo et dans la République du Rwanda. La poursuite de ce mécanisme a permis d'aider les partenaires nationaux à renforcer l'autonomie des instances de coordination dans ces pays, afin d'assurer la participation efficace des diasporas des pays cibles aux actions et aux programmes de développement futurs.	22 fév. 2008	21 oct. 2008
Guinée					
Afrique subsaharienne	MIDA Guinée : Développement de la micro-entreprise pour les femmes guinéennes par l'octroi de microcrédits et la mobilisation des femmes de la diaspora	Siège	Ce projet visait à contribuer à l'autonomisation économique et sociale des femmes disposant d'un faible revenu dans certaines régions de Guinée. La démarche a consisté à fournir un appui à la fois technique et matériel au développement de micro-entreprises. A l'issue d'une formation intensive sur la création et la gestion de micro-entreprises dispensée par des Guinéennes expatriées qualifiées, les bénéficiaires ont préparé des projets de création d'entreprise, qu'elles ont soumis au fonds de microcrédits du projet en vue de leur financement. Le transfert de compétences par les membres de la diaspora et l'accès à des prêts à faible taux d'intérêt issus du fonds renouvelable ont aidé les femmes bénéficiaires à créer et à gérer des micro-entreprises rentables, permettant ainsi au fonds de microcrédits de financer un segment plus large de la population visée et renforçant sa viabilité.	1 <sup>er</sup> avril 2003	30 nov. 2005



MIDA Italie – Ghana/Sénégal					
Afrique subsaharienne	MIDA Italie : Migration pour le développement en Afrique	Rome	<p>Ce projet avait défini une stratégie de mobilisation des ressources (humaines, techniques et financières) en faveur de secteurs cibles du pays d'origine en renforçant les possibilités d'engagement actif des ressortissants africains vivant en Italie, ainsi que leur rôle potentiel d'agents du développement. Des informations sur les compétences individuelles/communautaires, les capacités d'investissement et les projets de soutien aux communautés d'origine ont été recueillies et enregistrées dans une base de données. Le projet s'est plus particulièrement adressé aux migrants prêts à créer des micro-entreprises et des activités génératrices d'emplois dans leur région d'origine. Il a également impliqué un travail d'enquête visant à : a) mettre au jour des synergies viables avec des projets de développement lancés/parrainés par des institutions italiennes, afin de promouvoir la participation directe des ressortissants subsahariens vivant en Italie au développement économique de l'Afrique et ; b) à explorer les éventuels mécanismes alternatifs de rapatriement de fonds de la diaspora vers les pays respectifs, en mettant éventuellement l'accent sur les produits financiers viables susceptibles d'attirer les rapatriements de fonds des migrants.</p>	1 <sup>er</sup> mai 2003	28 fév. 2004
Afrique subsaharienne	MIDA Italie – Ghana : Migration pour le développement en Afrique	Rome	<p>Ce projet avait pour but d'associer les communautés d'accueil (autorités locales, associations d'entrepreneurs, institutions financières, ONG, etc.) en Italie à l'élaboration et la mise en œuvre de projets de développement et d'initiatives génératrices d'emplois soutenus par des migrants ghanéens, afin de faciliter la création de cadres d'investissement et de stimuler le développement local dans les communautés d'origine ghanéennes. Les migrants ont joué un rôle important en mobilisant des ressources humaines et financières, ainsi que les technologies, afin d'instaurer et de renforcer des activités créatrices d'emplois locaux, et ont aussi été des acteurs majeurs du développement local au Ghana.</p>	1 <sup>er</sup> nov. 2005	30 sept. 2007

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Afrique sub-saharienne	MIDA Italie – Sénégal : Mobilisation des expatriés sénégalais et de leurs communautés d'accueil en Italie	Rome	Ce projet visait à renforcer la stratégie de migration et développement en encourageant la participation directe de la diaspora sénégalaise vivant en Italie, ainsi que du réseau social de leurs communautés d'origine et de destination par des actions de développement. La stratégie du projet en Italie s'est surtout concentrée sur des activités de sensibilisation parmi les ressortissants sénégalais résidant en Italie et leurs communautés d'accueil, afin que l'investissement de ressources humaines et financières soit une réussite du point de vue du co-développement. L'intérêt et les projets de développement/investissement du groupe cible ont été enregistrés en Italie et envoyés/évalués au Sénégal en fonction des besoins locaux et de leur viabilité.	1 <sup>er</sup> oct. 2005	30 sept. 2007
Mali					
Afrique sub-saharienne	Etablissement du profil des ressortissants maliens vivant à l'étranger, et renforcement de leurs compétences – Mali	Dakar	Ce projet pilote, qui s'inscrivait dans le cadre du programme MIDA, a constitué une étape préliminaire pour la mise en œuvre de ce programme et avait pour but de renforcer les relations entre les migrants et leur pays d'origine. Pendant cette phase pilote, deux pays d'Europe (France et Espagne) et deux d'Afrique (Côte d'Ivoire et République démocratique du Congo) ont été choisis, l'extension géographique ultérieure du projet étant assurée par le Centre malien pour les migrations et le développement. L'étude sur les migrants maliens a tout d'abord consisté à rétablir un système d'information rigoureux et efficace sur les Maliens vivant à l'étranger à l'aide des cartes consulaires, en utilisant les données collectées dans diverses représentations consulaires, et en évaluant leur qualité. Ce projet a également étudié les sources d'information disponibles sur les Maliens expatriés, tant au Mali que dans les principaux pays de destination.	1 <sup>er</sup> juil. 2007	30 juin 2008
Mauritanie					
Afrique sub-saharienne	MIDA Mauritanie : Etude de faisabilité pour promouvoir le développement économique de la population féminine des zones rurales de Mauritanie	Dakar	Ce projet pilote avait pour but de procéder à une évaluation globale de la situation de migration et développement, afin d'aider les autorités mauritaniennes à élaborer des plans d'action concrets pour renforcer les capacités leur permettant de transformer le potentiel migratoire en un outil de développement local. Avec l'aide d'un consultant international et d'un consultant local, une étude a été menée pour identifier les perspectives économiques s'offrant aux femmes des zones rurales, ainsi que les formules pouvant encourager la diaspora mauritanienne et les personnes qui avaient quitté les zones rurales pour des zones urbaines à participer au développement local.	1 <sup>er</sup> juin 2005	31 janv. 2007

Rhénanie-du-Nord-Westphalie					
Afrique subsaharienne	MIDA NRW : MIDA Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne)	Bruxelles	<p>Ce projet visait à mobiliser la diaspora congolaise résidant en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (RNW) en vue du renforcement des capacités institutionnelles des secteurs public et privé en République démocratique du Congo (RDC). Cette campagne d'information était dirigée vers la diaspora congolaise résidant en RNW et les institutions publiques et privées de la RDC qui avaient besoin de ressources humaines qualifiées. En outre, elle avait pour but de sensibiliser un public plus large de la RNW au lien entre la migration et le développement. Enfin, les autorités compétentes de la RNW, comme les bureaux de l'immigration et les agences de l'emploi, ont été informées du projet MIDA, afin qu'elles soutiennent les experts de la diaspora congolaise qui se seront engagés dans des missions d'experts organisées par le MIDA en RDC.</p>	15 déc. 2006	31 mars 2007
Afrique subsaharienne	MIDA NRW – Phase II : MIDA Rhénanie-du Nord-Westphalie – Projet pilote pour la République démocratique du Congo	Bruxelles	<p>Après une première phase préparatoire, qui a comporté des sessions d'information à l'intention des membres de la diaspora congolaise vivant en RNW, ce projet a encouragé des experts de ce groupe à participer à des missions de courte durée en RDC, afin de contribuer au développement des institutions publiques et privées dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation et de la santé. Ces missions d'experts avaient pour but de lutter contre la fuite des cerveaux en RDC. De plus, les activités prévues par ce projet ont contribué à modifier la perception qu'avaient les participants du rôle des migrants congolais ou des migrants africains en général en RNW. Réciproquement, des réunions et des séminaires d'information, ainsi que des contacts avec des membres de la diaspora congolaise ont aussi eu pour effet de modifier la perception qu'avaient ces derniers des politiques menées par les institutions gouvernementales à leur égard. Enfin, en incluant un atelier sur le MIDA, le projet a permis d'instaurer des échanges et un dialogue entre les responsables de l'exécution, les donateurs et bénéficiaires sur les réalisations et les enseignements tirés de tous les types de projets MIDA exécutés par l'OIM en Afrique.</p>	15 juil. 2007	14 juil. 2008

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Sénégal					
Afrique subsaharienne	Etablissement du profil des expatriés sénégalais, et renforcement de leurs compétences pour le Sénégal	Dakar	Le projet pilote, en tant qu'élément de la stratégie MIDA, a constitué une étape préliminaire à la mise en œuvre de ce projet et visait à renforcer les relations entre les migrants et leur pays d'origine. L'enquête sur les migrants sénégalais a consisté à rétablir un système d'information rigoureux et efficace sur les Sénégalais vivant à l'étranger à l'aide des cartes consulaires, en utilisant les données recueillies dans diverses représentations consulaires et en évaluant leurs compétences. Ce projet devait également étudier les sources statistiques concernant les Sénégalais expatriés, tant au Sénégal que dans les principaux pays de destination.	1 <sup>er</sup> fév. 2007	31 déc. 2007
Somalie					
Afrique subsaharienne	MIDA Santé Somalie du Nord : Renforcement des secteurs de la santé dans le Nord de la Somalie par l'engagement de professionnels de la santé somaliens expatriés en Finlande	Helsinki	Ce projet avait pour objectif général de renforcer les capacités des professionnels locaux de la santé dans le Nord de la Somalie par le transfert de compétences et de connaissances acquises à l'étranger par des professionnels de la santé qualifiés et hautement qualifiés de la diaspora somalienne installés en Finlande, contribuant ainsi à la reconstruction et au renforcement des capacités du secteur de la santé dans le Nord de la Somalie.	17 juil. 2008	16 juil. 2009
Afrique subsaharienne	MIDA Somalie – Femmes migrantes pour le développement en Afrique	Rome	Ce projet visait à promouvoir la mobilisation des ressources financières et humaines des femmes migrantes somaliennes en Italie en vue du redressement et du développement de leur pays d'origine. Il a comporté deux phases : la phase préparatoire, constituée d'activités de sensibilisation visant à présenter l'approche du MIDA aux Somaliennes expatriées en Italie et aux parties prenantes intéressées, afin de recenser leurs intérêts, leurs ressources, leurs réseaux, ainsi que les initiatives susceptibles d'être mises en place pour le redressement ou le développement de leurs communautés d'origine. La phase de mise en œuvre s'est attachée à affiner et à soutenir certains projets de co-développement social et entrepreneurial proposés par les migrantes somaliennes et leurs associations, en synergie avec des initiatives de coopération décentralisée entre les communautés d'origine et de destination.	1 <sup>er</sup> oct. 2008	31 mars 2010

Afrique subsaharienne	QUESTS – MIDA Somalie	Nairobi	Le projet QUESTS-MIDA était une extension de l'ancien projet QUESTS exécuté par le PNUD au cours des quatre années précédentes, que l'OIM a mis en œuvre en s'appuyant sur son expérience de la stratégie Migration pour le développement en Afrique (MIDA). QUESTS-MIDA devait soutenir le Programme de développement institutionnel de la Somalie (PDIS) du PNUD, qui avait pour objectif de parvenir à une bonne gouvernance, et prévoyait le retour de 330 Somaliens qualifiés dans leur pays d'origine pour des missions de formation allant de six à neuf mois. Celles-ci devaient essentiellement porter sur le renforcement des capacités, afin d'accroître les connaissances et l'expertise des institutions locales, notamment en matière de gouvernance locale et de développement institutionnel, y compris la mise en valeur des ressources humaines et la gestion des finances publiques, ainsi que d'autres domaines pertinents.	2 avril 2009	30 sept. 2009
MIDA Femmes (WMIDA)					
Afrique subsaharienne	WMIDA : Femmes migrantes pour le développement en Afrique	Rome	Ce programme était destiné aux femmes migrantes de pays d'Afrique de l'Ouest résidant en Italie et à leurs associations qui souhaitaient soutenir leurs communautés d'origine par un engagement personnel, en affectant des ressources financières à des investissements productifs en vue de la création de petites et moyennes entreprises, éventuellement avec l'appui de leur communauté d'accueil, ou en promouvant des co-entreprises avec des sociétés italiennes désireuses de développer de nouveaux réseaux économiques et commerciaux. S'inspirant des projets MIDA expérimentés au Ghana et au Sénégal, cette initiative continuait de promouvoir une stratégie de coopération internationale visant à associer les migrants en tant que partenaires à la croissance socio-économique de leur pays d'origine, et introduisait pour la première fois une dimension relative au genre.	1 <sup>er</sup> fév. 2008	31 juil. 2009
MIDA Général					
Afrique	MIDA Général : Programme de migration pour le développement en Afrique	Siège	Ce programme visait à renforcer les capacités africaines par le transfert de connaissances, de savoir-faire ou d'expertise, principalement aux fins du développement en Afrique. Le MIDA avait pour but de mettre en corrélation les besoins des pays africains en qualifications tels qu'ils ont été évalués et les qualifications et autres ressources disponibles parmi les Africains de la diaspora, et de faciliter leur utilisation pour appuyer les efforts de développement des pays africains participants. Des bases de données ont été créées sur : 1) les besoins de qualifications dans des domaines ou programmes de développement prioritaires dans les pays cibles pouvant le mieux être satisfaits grâce aux qualifications et ressources financières et autres des Africains de la diaspora ; et 2) les qualifications et ressources financières et autres des Africains de la diaspora, pouvant être utilisées pour des programmes de développement en Afrique.	1 <sup>er</sup> oct. 2002	31 déc. 2003

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Afrique subsaharienne	MIDA Général : Migration pour le développement en Afrique	Siège	MIDA Général avait pour but de promouvoir le MIDA auprès des gouvernements, aux niveaux tant national qu'infrarégional et régional. Il a fallu pour cela fournir l'appui requis aux institutions régionales, aux gouvernements nationaux et aux bureaux extérieurs de l'OIM, en soutenant notamment leur participation à diverses réunions concernant le MIDA. En outre, MIDA-Général visait à instituer des partenariats et une coopération entre les gouvernements, le secteur privé, les donateurs et autres instances dans le cadre de la stratégie MIDA.	1 <sup>er</sup> mai 2005	31 déc. 2005
AMÉRIQUE LATINE					
Amérique latines et Caraïbes	MIDLA : Migración para el Desarrollo en Latinoamérica (Migration pour le développement en Amérique latine)	Rome	Ce projet pilote comportait un processus d'analyse de l'historique de la présence des migrants latino-américains en Italie et cherchait à déterminer si les chefs de communauté, les représentants des migrants et autres parties concernées des pays d'Amérique latine étaient susceptibles d'être intéressés par la stratégie MIDLA de l'OIM. Grâce à des enquêtes et des activités de sensibilisation, ce projet a recensé les initiatives mises en place par des migrants pour soutenir le développement local dans leur pays d'origine. Il a également permis d'identifier les instances locales italiennes et autres entités de référence des communautés d'accueil – entreprises, institutions financières, ONG et associations de la société civile – qui étaient prêtes à participer à des projets de développement et à soutenir des petites et moyennes entreprises, des co-entreprises et autres activités créatrices d'emplois en Amérique latine promues par les migrants latino-américains résidant sur leur territoire, dans le cadre d'une approche de coopération décentralisée et axée sur le co-développement.	1 <sup>er</sup> mars 2009	28 fév. 2010
Retour de nationaux qualifiés					
Afghanistan					
Asie centrale	Retour et réintégration d'Afghans qualifiés dans les secteurs de la santé et de l'enseignement primaire	Islamabad	Ce projet a facilité la participation active de 224 Afghans qualifiés au processus de reconstruction, de renforcement des capacités et de développement de leur pays d'origine grâce au retour assisté dans des emplois en Afghanistan. Travaillant en coopération étroite avec l'Administration provisoire d'Afghanistan, les autorités provinciales, et les organismes locaux et internationaux œuvrant en Afghanistan et au Pakistan (organisations partenaires), ces experts ont été placés dans des emplois jugés essentiels par l'OIM pour les plans de reconstruction et de développement durable du pays dans les secteurs de la santé, de l'enseignement primaire et autres services sociaux. L'OIM a également aidé à réinstaller du personnel afghan qualifié de plusieurs organisations afghanes qui avaient décidé de rapatrier leurs opérations de Peshawar en Afghanistan.	1 <sup>er</sup> fév. 2000	31 déc. 2003

Asie centrale	Retour d'Afghans qualifiés	Kaboul	Ce projet a facilité la participation active d'Afghans qualifiés résidant hors de leur pays au processus de reconstruction, de renforcement des capacités et de développement de leur pays d'origine. Axé sur les secteurs de la société afghane aux prises avec une pénurie de ressources locales, ce projet a amélioré l'infrastructure nécessaire pour accueillir des retours de plus grande ampleur par le transfert d'expertise et de connaissances d'expatriés afghans qualifiés, et a contribué à la stabilité et au développement à long terme de l'Afghanistan. Dans le cadre du projet, 500 personnes ont reçu une subvention pour démarrer leur propre affaire, afin de créer des emplois supplémentaires pour la main-d'œuvre locale et les personnes de retour.	1 <sup>er</sup> déc. 2001	31 déc. 2005
Asie centrale	Retour d'Afghans qualifiés depuis la Finlande (RQAF)	Helsinki et Kaboul	Le projet RQA, spécialement destiné à la diaspora afghane de Finlande, a aidé des Afghans hautement qualifiés à retourner dans leur pays. Il a fourni des informations sur les conditions de retour et les perspectives existant en Afghanistan, a offert une formation préalable au départ, facilité le placement de personnes hautement qualifiées dans des emplois jugés cruciaux pour la reconstruction, et a aidé les Afghans intéressés à démarrer une petite entreprise une fois de retour dans leur pays. Les activités du projet menées en Afghanistan ont été coordonnées par le bureau de placement RQA de l'OIM à Kaboul, en coopération étroite avec l'Administration provisoire de l'Afghanistan.	1 <sup>er</sup> juil. 2002	31 janv. 2004
Asie centrale	Placement de ressortissants afghans qualifiés dans des emplois du secteur public et privé en Afghanistan (avec l'octroi de microcrédits)	Kaboul	Ce projet a facilité la participation active de 80 Afghans qualifiés résidant dans l'Union européenne au processus de reconstruction, de renforcement des capacités et de développement de leur pays d'origine. Axé sur les secteurs de la société afghane aux prises avec une pénurie de ressources locales, ce projet a amélioré l'infrastructure nécessaire pour accueillir des retours de plus grande ampleur par le transfert d'expertise et de savoir-faire d'expatriés afghans qualifiés, et a contribué à la stabilité et au développement à long terme de l'Afghanistan. Dans le cadre du projet, 50 personnes ont bénéficié d'un microcrédit pour démarrer leur propre affaire, afin de créer des emplois supplémentaires pour la main-d'œuvre locale et les migrants de retour.	1 <sup>er</sup> mars 2003	30 juin 2005

Asie centrale	Placement de ressortissants afghans qualifiés et hautement qualifiés dans le secteur public, en particulier dans l'Administration afghane de transition	Kaboul	Ce projet a facilité la participation active de 120 Afghans qualifiés résidant dans l'Union européenne au processus de reconstruction, de renforcement des capacités et de développement de leur pays d'origine. Ces experts ont été placés dans des postes de l'Administration publique afghane ou affectés à des programmes et activités gérés et exécutés par elle, notamment dans l'Administration afghane centrale de Kaboul. Axé sur les fonctions et les activités du secteur public afghan aux prises avec une pénurie de ressources locales, ce projet a amélioré l'infrastructure nécessaire pour accueillir des retours de plus grande ampleur par le transfert d'expertise et de connaissances d'expatriés afghans qualifiés, et a contribué à la stabilité et au développement à long terme de l'Afghanistan.	1 <sup>er</sup> mars 2003	30 juin 2005
Asie centrale	ARTF : Programme de services en faveur des Afghans expatriés	Kaboul	Ce programme avait pour objectif de fournir une assistance technique et d'aider à instaurer un système de recrutement fondé sur le mérite en mettant en place tous les processus et procédures nécessaires pour trouver à l'étranger ou dans le pays et placer au moins 60 Afghans expatriés hautement qualifiés dans l'Administration publique et le secteur privé en Afghanistan.	11 juil. 2004	6 mars 2007
Asie centrale	Placement de professionnels afghans expatriés vivant dans les pays de l'UE dans l'Administration publique de l'Afghanistan	Kaboul	Ce projet avait pour objectif d'accroître la contribution des professionnels afghans expatriés résidant dans des Etats membres de l'Union européenne aux efforts de reconstruction de l'Afghanistan en renforçant les capacités politiques et institutionnelles au sein de l'Administration publique. Le projet a identifié, choisi et placé 22 Afghans hautement qualifiés vivant dans l'UE et possédant une vaste expérience dans la reconstruction et le développement dans des ministères clés et d'autres institutions/organismes gouvernementaux, afin d'améliorer la capacité du gouvernement à superviser les réformes politiques et institutionnelles urgentes.	1 <sup>er</sup> avril 2005	30 sept. 2008
Asie centrale	SAAT : Artisans et de gens de métier qualifiés	Kaboul	Ce projet avait pour but de soutenir et de faciliter le retour en Afghanistan d'artisans et de gens de métiers afghans qualifiés du Royaume-Uni (RU) afin de contribuer au renforcement des capacités et au développement des secteurs concernés dans ce pays. Il a été mis en œuvre en trois étapes : une évaluation approfondie des besoins visant à déterminer l'existence de ces qualifications au sein de la diaspora afghane du RU, et une analyse du marché en Afghanistan ; le recrutement de 20 artisans et gens de métier afghans qualifiés au RU ; et une évaluation du projet pilote appréciant la faisabilité du projet et la nécessité de l'étendre à l'avenir. Le projet pilote soutient le retour de 20 Afghans qualifiés sur une période de 12 mois, en vue d'un emploi au sein du secteur privé, au niveau central et régional.	1 <sup>er</sup> juin 2009	31 mai 2010



Bosnie-Herzégovine					
Europe/CEI	Transfert des connaissances par l'intermédiaire des ressortissants expatriés (TOKTEN) en Bosnie-Herzégovine	Sarajevo	Ce projet visait à contribuer au développement de la Bosnie-Herzégovine grâce au retour temporaire de Bosniaques hautement qualifiés résidant à l'étranger et prêts à rentrer pour 2 mois au plus dans le cadre de contrats de consultants de courte durée. Les consultants ont bénéficié d'une prise en charge de leurs frais de voyage et d'hébergement, et ont reçu une indemnité journalière pendant leur séjour en Bosnie-Herzégovine. Les bénéficiaires directs de ce projet ont été les institutions du secteur public, des organisations et le secteur privé. La société civile, le Gouvernement bosniaque et le pays dans son ensemble ont également profité, indirectement, de ce projet, qui a fourni au pays une expertise à court terme dont il ne disposait pas immédiatement dans le domaine scientifique, technologique et socioéconomique grâce à des spécialistes expatriés de haut niveau d'origine bosniaque, contribuant ainsi au développement à long terme du pays.	10 nov. 2003	31 mars 2005
Burundi					
Afrique du Nord/Moyen-Orient	Enquête sur les ressortissants burundais qualifiés et hautement qualifiés vivant en Belgique	Bruxelles	Cette enquête visait à recueillir des informations sur les ressortissants burundais qualifiés, hautement qualifiés et spécialisés vivant en Belgique, et à évaluer la possibilité de les associer au redressement socioéconomique de leur pays d'origine dans le cadre de l'accord de paix d'Arusha pour le Burundi. A cette fin, elle a réuni des informations détaillées sur la population cible résidant en Belgique, en soumettant 810 Burundais à un questionnaire spécialement préparé à cet effet et en organisant des discussions en groupe avec des ressortissants burundais. Les mesures ci-dessus ont été complétées par une mission de l'OIM au Burundi visant à évaluer la situation politique, socioéconomique et de sécurité dans le pays, et à déterminer les dispositifs de coopération pour le développement les mieux à même d'assurer la participation de la diaspora burundaise au processus de redressement socioéconomique du pays d'origine.	1 <sup>er</sup> mars 2001	18 juin 2001

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Timor oriental					
Asie/ Pacifique	Retour de nationaux qualifiés au Timor oriental	Dili	Ce projet avait pour but de faciliter le retour et la réintégration professionnelle de 300 nationaux qualifiés et de leurs proches parents vivant actuellement à l'étranger, afin d'occuper certains postes du secteur public ou privé qui ne pouvaient être pourvus par des ressortissants du Timor oriental ou qui nécessitaient clairement une assistance technique supplémentaire. Le projet s'est attaché en priorité à repérer les postes axés sur le développement et la reconstruction conformément aux objectifs devant être fixés par le département du Service civil et de l'Emploi public et les autorités locales du Timor oriental. En outre, certains candidats possédant les qualifications appropriées et/ou une expérience d'entrepreneur ont reçu des fonds pour créer de petites entreprises. Ce projet visait aussi à permettre des retours de plus grande ampleur.	15 oct. 1999	30 juin 2001
Iraq					
Moyen-Orient	Reconstruction de l'Iraq par les Iraquiens	Bagdad	Ce projet visait à renforcer les capacités institutionnelles du secteur public iraquien par le placement d'experts irakiens expatriés dans des emplois qualifiés ou spécialisés du secteur public, ou par la formation en cours d'emploi dispensée au personnel des ministères, afin de combler l'insuffisance de ressources humaines. Le retour et la réintégration professionnelle d'experts irakiens expatriés étaient censés améliorer la gouvernance du pays en permettant d'employer un vaste éventail de spécialistes irakiens. Les modalités du déploiement d'expatriés irakiens expérimentés et hautement qualifiés visaient à assurer une contribution immédiate et directe aux efforts mis en œuvre par l'Iraq pour rétablir son Administration publique. Ce programme entendait aussi promouvoir l'égalité des chances en matière d'emploi et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en encourageant les candidatures d'experts de sexe féminin.	1 <sup>er</sup> mai 2005	31 déc. 2007
Moyen-Orient	Enquête et banque de qualifications sur les Iraquiens qualifiés résidant en Norvège	Oslo	Ce projet a évalué la capacité professionnelle et la volonté des ressortissants irakiens qualifiés résidant en Norvège de contribuer au redressement et à la reconstruction de l'Iraq, en effectuant une enquête nationale auprès des ressortissants irakiens vivant en Norvège. Les données recueillies ont été saisies dans une base de données informatisée contenant le profil des ressortissants irakiens qualifiés prêts à rentrer dans leur pays pour occuper certains postes vacants. La base de données de qualifications devait être utilisée ultérieurement par l'OIM pour mettre en correspondance les profils des ressources humaines et les postes vacants en Iraq ne pouvant être pourvus sur le marché du travail local.	1 <sup>er</sup> déc. 2003	14 mai 2004

Somalie					
Afrique subsaharienne	Enquête et élaboration d'une banque de compétences pour mettre en relation des nationaux qualifiés du Somaliland résidant dans les pays nordiques et dans l'UE et les besoins en main-d'œuvre du Somaliland	Helsinki	Ce projet a contribué au développement d'institutions stables et à une croissance économique durable au Somaliland grâce à un soutien accru au retour et au recours de ressortissants qualifiés et semi-qualifiés du Somaliland résidant dans des pays nordiques et d'autres pays européens. Les objectifs étaient d'identifier et de sélectionner entre 1 500 et 1800 Somaliens qualifiés et semi-qualifiés prêts à coopérer à la reconstruction et au développement du Somaliland en travaillant dans leur pays ; de recueillir des informations sur les besoins de main-d'œuvre des secteurs public et privé du Somaliland ; d'élaborer une banque de données conviviale mettant en relation les demandes de main-d'œuvre et les candidats disponibles ; d'obtenir des informations suffisantes sur la situation des ressortissants qualifiés et semi-qualifiés du Somaliland résidant dans les pays nordiques et d'autres pays européens, et sur les possibilités de mettre ces compétences au service du développement de leur communauté d'origine ; et enfin, de proposer un ensemble de mesures concrètes visant à soutenir les interventions du programme destinées à attirer et à utiliser les ressources humaines expatriées.	15 sept. 2000	30 mai 2001
Soudan					
Afrique subsaharienne	Retour et réintégration de Soudanais qualifiés	Khartoum	Le programme de retour et de réintégration des Soudanais qualifiés visait à satisfaire les besoins immédiats dans les services, à favoriser le développement à long terme et à contribuer au progrès économique durable du Soudan du Sud par le retour et la réintégration ciblés de Soudanais spécialisés, qualifiés et hautement qualifiés résidant hors de leur région d'origine. Ce programme a aidé des institutions du secteur public et des entreprises privées du Soudan du Sud à combler de graves pénuries de ressources humaines en facilitant le retour et la réintégration de Soudanais possédant les qualifications et les compétences nécessaires pour fournir des services essentiels, mettre sur pied des institutions qui fonctionnent et encourager les investissements nationaux et étrangers au Soudan du Sud.	1 <sup>er</sup> déc. 2005	31 déc. 2008

Ouganda					
Afrique sub-saharienne	Retour de ressortissants ougandais qualifiés	Kampala	<p>Ce projet a poursuivi et développé la troisième phase du programme de Retour et de réintégration des ressortissants africains qualifiés (RQAN) (mis en œuvre par l'OIM de janvier 1995 à décembre 1999 en vertu de la Convention de Lomé IV). L'Ouganda s'est engagé à consacrer un million d'ECU de son Programme indicatif national (PIN) au retour et à la réintégration de 127 ressortissants ougandais hautement qualifiés et spécialisés résidant dans des pays industrialisés ainsi que dans des pays africains voisins.</p> <p>A l'issue des résultats du programme, ainsi que de l'évaluation de son impact sur l'économie nationale mesuré par la qualité des personnes rentrant au pays par rapport à leur contribution sur leurs divers lieux de travail grâce au transfert de compétences, le Gouvernement de l'Ouganda a conclu que le retour et la réintégration de professionnels ougandais résidant à l'étranger au titre du programme de type RQAN restaient nécessaires, appropriés et pertinents pour répondre aux besoins de main-d'œuvre et aux exigences du Gouvernement. Ce projet est donc la réponse directe à la demande du Gouvernement, qui souhaitait qu'une solution soit apportée à la grave pénurie de qualifications dans les secteurs public et privé de l'économie ougandaise.</p>	1 <sup>er</sup> mai 2001	30 avril 2002
Retour temporaire de nationaux qualifiés					
Afrique sub-saharienne/Asie/Europe	TRQN : Retour temporaire de nationaux qualifiés résidant à La Haye	La Haye	<p>Ce projet avait pour but d'instaurer les structures, les réseaux et la logistique nécessaires au retour temporaire de migrants qualifiés de cinq pays engagés dans des processus de reconstruction après un conflit (Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Sierra Leone et Soudan), tant aux Pays-Bas que dans les différents pays concernés, afin de faire coïncider l'offre et la demande, et de procéder au transfert de connaissances à la fois dans des secteurs choisis et dans tous les pays d'origine désignés.</p>	1 <sup>er</sup> avril 2006	30 juin 2008

Afrique subsaharienne/ Asie/Europe	TRQN II : Retour temporaire de nationaux qualifiés – Phase II	La Haye	En s'appuyant sur la phase I, l'OIM a l'intention de continuer à faciliter le retour temporaire de migrants se trouvant aux Pays-Bas dans certains pays d'origine (y compris ceux de la phase I, sans la Serbie mais avec l'Éthiopie et la Géorgie), et de leur permettre de contribuer à la reconstruction et au développement de leur pays. Le projet est axé sur la demande, et s'appuie sur les priorités qui ont été identifiées et exprimées dans le pays d'origine. Les possibilités de transfert de connaissances/renforcement des capacités dans les divers pays d'origine sont mises en concordance avec les candidats qualifiés et expérimentés résidant aux Pays-Bas. Le projet a pour but général de contribuer à la reconstruction et aux politiques et stratégies de développement des pays choisis, conformément à l'approche intégrée adoptée par le Gouvernement néerlandais face aux questions de migration et développement. Ce projet facilite le retour temporaire de nationaux qualifiés vers un certain nombre de pays sélectionnés afin qu'ils contribuent à leur reconstruction et à leur développement.	1 <sup>er</sup> juil. 2008	30 juin 2011
<b>Autres projets similaires</b>					
<b>AFRIQUE/MOYEN-ORIENT</b>					
Afrique/ Moyen- Orient	Voyage d'étude sur l'action de la diaspora sur le développement, Afrique et Moyen-Orient	Siège	Les pays bénéficiaires (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Egypte, Jordanie, Mali, Sénégal, Yémen et Iran) s'étaient tous montrés intéressés par la possibilité d'élaborer ou d'améliorer leurs stratégies destinées à faire participer davantage leur diaspora au développement local. Pour les pays africains, ces actions s'accordent également avec les objectifs de l'initiative Migration pour le développement en Afrique (MIDA). Si certains des pays étaient déjà dotés de systèmes, d'autres en étaient dépourvus mais tous avaient un bénéfice à retirer d'une mise en contact avec des modèles qui fonctionnent et d'un échange d'idées. Pour répondre à cette demande, ce projet a mis sur pied un voyage d'étude de représentants des pays visés, qui les a conduits dans un organisme où la vision de la gestion et les caractéristiques opérationnelles, comme par exemple les systèmes de données, sont désormais bien établies. Ce voyage d'étude a permis de découvrir le modèle du pays d'accueil, de faciliter le débat sur les meilleures pratiques et les problèmes majeurs à partir de l'expérience de leur propre pays dans ce domaine, et de promouvoir la planification.	1 <sup>er</sup> oct. 2002	31 déc. 2003

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Afrique	Potentiel de développement des migrants transnationaux dans le secteur de la santé à Genève	Siège	Ce projet a contribué au débat sur le renforcement des liens positifs entre migration et développement. Il visait à répondre à la question de savoir comment les pays d'origine pouvaient bénéficier du capital humain, social et financier représenté par leurs ressortissants à l'étranger. Le projet a proposé d'adopter une approche sectorielle en se concentrant sur les professionnels et les étudiants du secteur de la santé, où la proportion de travailleurs migrants est très élevée et le problème de l'exode des cerveaux aigu. Il a suivi une méthode d'analyse qualitative fondée sur de nombreuses discussions avec trois groupes de migrants nationaux dans plusieurs domaines du secteur de la santé (hôpitaux, centres médicaux, centres de gériatrie, services à domicile) à Genève.	1 <sup>er</sup> janv. 2006	31 mars 2007
Afrique/ Moyen- Orient	LECOM : Etablissement de liens entre les communautés de migrants en vue d'un développement accru – Inventaire des capacités et des pratiques institutionnelles	CIDPM, OIM Rome	Ce projet avait pour objectif global d'améliorer les connaissances et les capacités des gouvernements nationaux pour qu'ils associent les communautés de migrants au développement grâce à un dialogue et à une coopération accrue entre les pays d'origine, de transit et de destination, en recueillant, en inventoriant et en présentant des informations, et en facilitant les échanges sur : les politiques nationales visant à maximiser l'impact des contributions des migrants sur le développement ; les capacités institutionnelles des pays d'origine à établir des liens avec leurs communautés d'émigrants ; et les pratiques suivies par les pays cibles pour entretenir des relations avec leurs communautés d'émigrants. Les pays cibles comprenaient l'Algérie, le Cap-Vert, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Liban, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Syrie et la Tunisie.	1 <sup>er</sup> mai 2009 (provisoire)	31 janv. 2010 (provisoire)
Afrique sub- saharienne	Renforcement des capacités des gouvernements d'Afrique de l'Est en matière de gestion de la migration de main-d'œuvre et autres questions liées au MIDA (MIDA-NBO)	Nairobi	Ce projet avait pour objectif de doter les Gouvernements de trois pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et Tanzanie) des capacités leur permettant de fournir une protection à leurs ressortissants travaillant à l'étranger, et de développer les possibilités de migration légale de main-d'œuvre, afin de favoriser le développement de leur pays d'origine. Il a également aidé ces Gouvernements à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires pour atteindre et gérer leurs objectifs de développement par le transfert des qualifications et des ressources financières et autres des membres de leur diaspora. A cet égard, le projet a aidé les Gouvernements à mettre en place des mécanismes efficaces de gestion de la migration de main-d'œuvre et d'utilisation des qualifications.	1 <sup>er</sup> oct. 2003	30 juin 2006

Egypte					
Afrique du Nord/ Moyen-Orient	Renforcement des liens entre la diaspora égyptienne et le pays d'origine	Le Caire	Cette intervention visait à aider le Ministère égyptien de l'émigration à relier la politique d'émigration à l'intérêt national de l'Etat, à savoir assurer le développement économique et social, préserver le bien-être des Egyptiens expatriés et maintenir leurs liens spirituels avec leur pays. Le projet a aidé le Gouvernement égyptien à réaliser une évaluation de la situation dans huit villes des Etats-Unis d'Amérique et du Canada qui accueillent un nombre important de migrants égyptiens. Le voyage d'étude avait pour but de renforcer la coordination interne et le processus décisionnel pour parvenir à une relation viable entre les expatriés égyptiens et leur pays d'origine, dans laquelle toutes les parties sont gagnantes.	5 sept. 2006	31 déc. 2009
Ghana					
Afrique du Nord/ Moyen-Orient	Intégration de la migration dans le Document de Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana	Accra	Ce projet avait pour objectif de contribuer au développement économique et social du Ghana en intégrant la migration dans la Stratégie de réduction de la pauvreté du pays et en faisant des suggestions concrètes sur sa mise en œuvre. A cette fin, l'OIM a effectué une vaste analyse des questions migratoires au Ghana. En consultation étroite avec le Gouvernement ghanéen et d'autres parties prenantes, l'OIM a identifié les domaines politiques et opérationnels dans lesquels la migration peut être considérée comme étroitement liée aux objectifs de développement du Ghana, et a formulé des propositions précises sur la manière de concrétiser les suggestions faites.	1 <sup>er</sup> juil. 2006	30 juin 2007
Général					
Général	Initiative conjointe pour la Migration et le Développement	Bruxelles	L'Initiative conjointe de la Commission européenne et des Nations Unies a pour objectif général d'aider les petits acteurs – autorités locales, ONG et groupes de la diaspora – à contribuer plus activement à l'établissement d'un lien entre la migration et le développement, conformément aux cadres de politique internationale. Elle entend aider les intéressés à devenir plus actifs et efficaces, et faire en sorte que les principales parties prenantes soient mieux informées des meilleures pratiques en matière de migration et développement. Elle est mise en œuvre par le PNUD, conjointement avec le HCR, le FNUAP, l'OIT et l'OIM.	13 nov. 2008	31 déc. 2010

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Iraq					
Moyen-Orient	CBMM-Iraq : Renforcement des capacités permettant au Ministère des déplacements et de la migration de gérer les migrations de retour et le retour de nationaux irakiens qualifiés	Amman (déplacé depuis Bagdad)	Ce projet a mis sur pied et renforcé les capacités permettant au Ministère des déplacements et de la migration de faire face aux problèmes posés par la gestion de la migration ainsi que par les déplacés internes et les Irakiens expatriés ayant besoin d'une aide au retour. Les informations sur les besoins du Ministère en ressources humaines ont été recueillies, documentées et transmises aux parties prenantes et aux programmes concernés, et les besoins d'expertise et de qualifications spécialisées ont été répertoriés. A partir de ces données, plusieurs Irakiens qualifiés ont été retenus et proposés au Ministère pour un déploiement immédiat, et les moyens de faciliter le recrutement et l'insertion professionnelle d'experts irakiens expatriés ont été identifiés.	1 <sup>er</sup> avril 2004	31 oct. 2006
Kenya					
Afrique subsaharienne	ELMU : Création d'une unité chargée de la migration de main-d'œuvre au sein du Ministère du travail et de la valorisation des ressources humaines, et élaboration d'outils d'évaluation de la dynamique de la migration de main-d'œuvre au Kenya et parmi la diaspora kényane	Nairobi	A la demande du Ministère du travail et de la valorisation des ressources humaines, l'OIM a aidé le Gouvernement du Kenya à créer une unité chargée de la migration de main-d'œuvre pour coordonner la migration de main-d'œuvre ; recueillir des informations et d'établir le profil des Kényans de la diaspora, et d'élaborer un outil de recensement des qualifications pour recueillir et analyser les données.	1 <sup>er</sup> juil. 2008	31 déc. 2009
Amérique latine et Caraïbes					
Amérique latine et Caraïbes	Mise en œuvre de réseaux de Colombiens vivant à l'étranger (INCLA)	Bogota	L'OIM a créé et renforcé les mécanismes permettant de diffuser des informations, de créer des liens et de mettre en relation les communautés colombiennes expatriées, en application du plan de développement 2003-2006 pour un Etat communautaire, qui instaure des politiques contraignantes en faveur de ces communautés. Ces outils comprennent notamment l'élaboration, le développement et la gestion d'un site Web interactif « RedEsColombia » [réseaux colombiens] servant d'outil de communication pour les Colombiens vivant à l'étranger, à la fois entre eux et avec la Colombie. En outre, ce projet prévoyait un appui logistique et des orientations thématiques fournis par les organisations exécutrices et garantes du projet.	7 déc. 2005	31 déc. 2010



Maurice					
Afrique subsaharienne	Renforcer l'impact de la migration sur le développement : Elaboration d'une stratégie d'emploi à l'étranger et de mobilisation de la diaspora à Maurice	Pretoria	Dans le cadre des mesures de libéralisation du commerce prises à Maurice, ce projet visait à renforcer la capacité du Gouvernement mauricien à mobiliser sa diaspora afin qu'elle contribue au développement du pays, et à exploiter les avantages que présente la migration de main-d'œuvre à l'étranger pour le développement. Le projet comportait trois volets : une analyse du marché du travail à Maurice pour améliorer la planification des ressources humaines ; des activités telles que la localisation et l'établissement du profil de la diaspora, et l'élaboration d'une feuille de route préliminaire visant à renforcer la participation et la contribution de la diaspora aux stratégies de développement de Maurice ; et l'identification des possibilités de migration de main-d'œuvre à l'étranger pour les ressortissants mauriciens, et l'élaboration d'une stratégie de placement à l'étranger.	1 <sup>er</sup> janv. 2007	15 août 2007
Maroc					
Afrique subsaharienne	Création d'un Observatoire de la communauté marocaine résidant à l'étranger (OCMRE)	Rome	Ce projet faisait partie du suivi du projet intitulé « Création d'un Observatoire de la communauté marocaine résidant à l'étranger (OCMRE) », mis en œuvre par la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger (MRE) et l'OIM. Cette deuxième phase visait à donner une nouvelle dimension au travail de recherche par la consolidation et la création de réseaux institutionnels, afin de mieux exploiter la possibilité d'échanger des informations et d'élaborer un outil de recherche opérationnelle pouvant bénéficier aux Marocains résidant à l'étranger. Elle entendait également consolider les connaissances acquises et enrichir l'approche et les méthodes d'analyse communes en promouvant un mécanisme de formation-action et une procédure de collecte de données pouvant être actualisées et publiées. Les activités de recherche ont été menées dans le cadre de projets spécifiques, caractérisés par la collecte et le traitement d'informations provenant de sources disponibles sur le terrain, par la conduite d'enquêtes détaillées visant à analyser les besoins et les attentes du groupe cible, et par la diffusion de conclusions dans le cadre d'un programme d'action comportant des solutions appropriées.	1 <sup>er</sup> janv. 2006	31 déc. 2007

## L'EXPÉRIENCE DU MIDA ET AU-DELÀ

Afrique du Nord/ Moyen-Orient	MigRESSOURCES - Migration et retour, Ressources pour le développement (MRRD)	Rome	Ce projet avait pour objectif de contribuer au développement économique et social du pays par : 1) la création d'un environnement propice à l'émigration de nationaux qualifiés tant dans le pays d'origine (Maroc) que dans le pays de destination (Italie) ; 2) l'amélioration de l'insertion professionnelle des migrants marocains potentiels et des migrants qualifiés résidant en Italie ; 3) l'identification et la création de moyens de retour permanent (ainsi que temporaire et occasionnel) de ressortissants qualifiés résidant en Italie, afin de contribuer au développement local au Maroc ; et 4) le renforcement de l'impact des rapatriements de fonds sur le développement économique et social du pays d'origine.	3 avril 2006	2 juin 2007
Afrique du Nord/ Moyen-Orient	Etude préparatoire : « Marocains résidant à l'étranger »	Bruxelles	Cette étude préparatoire avait pour but de préparer le projet proprement dit et visait à identifier les entrepreneurs d'origine marocaine vivant en Belgique et disposés à s'engager dans des projets en faveur du développement de leur pays d'origine. L'étude a mesuré leur intérêt et la mesure dans laquelle ils étaient prêts à mobiliser leurs compétences et leurs ressources pour le développement économique de régions spécifiques du Maroc, à savoir le Nord du pays, d'où sont originaires la majorité des Marocains expatriés en Belgique. L'étude avait aussi pour objectif de déterminer les secteurs économiques où les qualifications et les ressources de la diaspora pouvaient être les plus bénéfiques pour le développement du pays, s'efforçant ainsi de maximiser l'impact macro-économique de la contribution de la diaspora au niveau local.	15 nov. 2006	30 juin 2008
Rwanda					
Afrique sub-saharienne	Renforcer les liens entre le Gouvernement rwandais et la diaspora afin de promouvoir le développement et l'investissement	Nairobi	Afin d'exploiter le réservoir considérable de ressources économiques et humaines de la diaspora rwandaise dans divers pays du monde, dont les concentrations les plus fortes se trouvent dans les pays voisins, en Europe occidentale et centrale, et en Amérique du Nord, le Gouvernement du Rwanda a dû renforcer les capacités lui permettant d'établir des liens avec sa diaspora, notamment en Europe et en Amérique du Nord. Dès lors, ce projet a fourni une assistance technique à la Direction générale de la diaspora au sein du Ministère des affaires étrangères et de la coopération au Rwanda, l'aidant : 1) à élaborer une base de données sur la diaspora rwandaise en utilisant la Belgique comme pays pilote ; 2) à créer un site Web dynamique pour recueillir des informations sur la diaspora ; et 3) à effectuer un audit-pilote sur les qualifications et une évaluation des besoins de la diaspora.	1 <sup>er</sup> janv. 2009	31 déc. 2009

Zimbabwe					
Afrique subsaharienne	Faciliter la migration et le développement au Zimbabwe	Harare	<p>Ce projet consistait 1) à créer un site Web, et 2) à faciliter l'élaboration d'une base de données afin de : faire connaître les activités du Groupe spécial ; faciliter la communication entre celui-ci, la main-d'œuvre locale et internationale et le grand public grâce à un forum de discussion électronique ; et diffuser les articles présentant un intérêt pour le public. La base de données était destinée à enregistrer le profil des Zimbabweens de la diaspora disposés à participer à diverses initiatives nécessitant leurs compétences. Le projet a en outre exploré diverses stratégies de Migration et développement susceptibles de contribuer à réduire la pauvreté au Zimbabwe. La troisième composante a donc consisté à fournir une assistance/des orientations techniques au Gouvernement du Zimbabwe sur la meilleure manière d'intégrer le concept de Migration et développement dans le processus de planification national, notamment dans l'évaluation de la pauvreté et dans la Stratégie de développement économique du Zimbabwe 2007-2011.</p>	1 <sup>er</sup> avril 2007	30 juin 2009





